

MODELABS

mobile on demand

Modelabs Group

Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 2 284 939 euros

Siège social : 11 bis, rue Roquépine, 75008 Paris

Paris RCS 450 671 367

DOCUMENT DE REFERENCE 2008



En application de son règlement général, notamment de l'article 212-13, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de référence le 27 octobre 2009 sous le numéro R.09-081. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du code monétaire et financier, a été effectué après que l'AMF a vérifié « *si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique pas l'authentification par l'AMF des éléments comptables et financiers présentés.

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- Les comptes consolidés de Modelabs Group relatifs à l'exercice 2007, leur analyse, les rapports des Commissaires aux Comptes correspondants, ainsi que les comptes sociaux de Modelabs Group pour l'exercice 2007 et les rapports des Commissaires aux Comptes correspondants, qui sont inclus dans le document de référence enregistré par l'AMF le 5 décembre 2008 sous le n°R.08-0117.
- Les comptes consolidés de Modelabs Group relatifs à l'exercice 2006, leur analyse, les rapports des Commissaires aux Comptes correspondants, ainsi que les comptes sociaux de Modelabs Group pour l'exercice 2006 et les rapports des Commissaires aux Comptes correspondants, qui sont inclus dans le document de référence enregistré par l'AMF le 6 mars 2008 sous le n°R.08-006.

Les autres informations contenues dans le document de référence et le document de base visés ci-dessus ne sont pas incorporées par référence dans le présent document de référence.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais au siège social de Modelabs Group sis 11 bis, rue Roquépine, 75008 Paris, France, ainsi qu'en version électronique sur le site Internet de la société (<http://www.modelabs.com>) et de l'Autorité des Marchés Financiers (<http://www.amf-france.org>).

TABLE DES MATIERES

1.	PERSONNES RESPONSABLES.....	8
1.1	RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	8
1.2	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	8
2.	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	9
2.1	COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES.....	9
2.2	COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS.....	9
3.	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES.....	10
4.	FACTEURS DE RISQUE.....	11
4.1	RISQUES LIES A L'ACTIVITE DE LA SOCIETE.....	11
4.2	RISQUES LIES A LA SOCIETE.....	15
4.3	RISQUES LIES AUX MARCHES DE LA SOCIETE.....	16
4.4	ASSURANCES.....	17
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR.....	19
5.1	HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE.....	19
5.1.1	Dénomination sociale, nom commercial et marques de la Société.....	19
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement de la Société.....	19
5.1.3	Date de constitution et durée.....	19
5.1.4	Siège social de la Société, forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités.....	19
5.1.5	Evénements importants dans le développement des activités de la Société.....	19
5.2	INVESTISSEMENTS.....	20
5.2.1	Principaux investissements réalisés.....	20
5.2.2	Principaux investissements en cours.....	21
5.2.3	Principaux investissements à venir.....	22
6.	APERÇU DES ACTIVITES.....	23
6.1.	PRESENTATION GENERALE DE MODELABS GROUP ET DE SON DEVELOPPEMENT.....	23
6.2.	MARCHE DE LA TELEPHONIE MOBILE.....	25
6.2.1.	Un marché de masse.....	25
6.2.2.	Vers une segmentation du marché.....	29
6.2.3.	La segmentation du marché entraîne l'émergence d'un segment luxe.....	32
6.3.	PRESENTATION DES ACTIVITES DE MODELABS GROUP.....	33
6.3.1.	Distribution.....	33

6.3.1.3.	CONCEPTION ET DISTRIBUTION DE PRODUITS EN « CO-BRANDING »	37
6.3.2.	Manufacture	39
6.3.2.2.	TERMINAUX MOBILES DE LUXE	40
6.3.2.2.1.	PARTICULARITES DE LA CHAINE DE VALEUR DES TERMINAUX MOBILES LUXE	40
6.3.2.2.2.	PRINCIPAUX LANCEMENTS DE MOBILES « LUXE »	44
6.3.2.3.	TERMINAUX MOBILES LIFESTYLE	45
6.3.2.3.1.	PRINCIPAUX LANCEMENTS DE MOBILES «LIFESTYLE»	46
6.4.	CONCURRENCE	46
7.	ORGANIGRAMME	47
8.	PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	50
8.1	LOCAUX OCCUPES PAR LA SOCIETE	50
8.2	ENVIRONNEMENT	50
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	51
9.1	SITUATION FINANCIERE	51
9.1.1	Présentation	51
9.1.2	Principaux facteurs ayant une influence sur l'activité	56
9.2	COMMENTAIRES DES PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES AU 31 DECEMBRE 2008	58
9.2.1.	Principes et normes comptables	58
9.2.2	Commentaires et analyse des résultats consolidés annuels des exercices clos les 31 décembre 2008, et 31 décembre 2007.	58
9.3	COMMENTAIRES DES PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES AU 30 JUIN 2009	62
9.3.1	PRINCIPES ET NORMES COMPTABLES	62
9.3.2	COMMENTAIRES ET ANALYSE DES RESULTATS SEMESTRIELS CONSOLIDES ARRETES AU 30 JUIN 2009 ET AU 30 JUIN 2008	63
10.	TRESORERIE ET CAPITAUX	66
10.1	TRESORERIE ET CAPITAUX AU 31 DECEMBRE 2008	66
10.1.1	Flux de trésorerie des exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007	66
10.1.2	ENDETTEMENT NET DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2008 ET 2007	68
10.1.3	CAPITAUX PROPRES DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2008 ET 2007	70
10.2	TRESORERIE ET CAPITAUX AU 30 JUIN 2009	71
10.2.1	Flux de trésorerie des périodes arrêtées au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008	71
10.2.2	Endettement net des périodes arrêtées au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008	72
10.2.3	CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2009	73

10.3	Nantissements, Garanties et sûretés.....	74
11.	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	75
12.	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES.....	77
12.1	COMMUNIQUE DE PRESSE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DU 3EME TRIMESTRE 2009	77
12.2	TENDANCES ET PERSPECTIVES DE LA SOCIETE.....	78
13.	PREVISIONS ET ESTIMATIONS DE BENEFICE.....	78
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	79
14.1	ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE.....	79
14.1.1	Informations générales relatives aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.....	79
14.1.2	Autres mandats sociaux et fonctions exercées au 31 décembre 2008.....	80
14.1.3	Biographies des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	81
14.2	CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DE LA DIRECTION GENERALE	83
15.	REMUNERATIONS ET AVANTAGES	84
15.1	REMUNERATION DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE.....	84
15.1.1	Rémunération des membres du Directoire	84
15.1.2	Rémunération des membres du Conseil de Surveillance	86
15.1.3	Options attribuées aux mandataires sociaux :.....	87
15.1.4	Actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux :.....	87
15.1.5	Historique des attributions d'options et de souscription ou d'achat d'actions:.....	87
15.1.6	Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux.....	88
15.1.7	Informations requises dans le cadre de l'application des recommandations AFEP / MEDEF	88
15.2	SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE OU SES FILIALES AUX FINS DU VERSEMENT DE PENSIONS, DE RETRAITES OU D'AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES DIRIGEANTS	88
16.	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE	89
16.1	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE	89
16.1.1	Organisation et fonctionnement des organes de Direction et de Surveillance de la Société jusqu'au 10 octobre 2005.....	89
16.1.2	Organisation et fonctionnement des organes de Direction et Surveillance de la Société à la date du présent Document de Référence	90
16.2	CONTRATS ENTRE LA SOCIETE ET DES MEMBRES DES ORGANES SOCIAUX	90
16.3	COMITE DES COMPTES ; COMITE DES NOMINATIONS ET REMUNERATIONS.....	91
16.4	GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	91

16.4.1	RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE CONTROLE INTERNE	92
16.4.2	RAPPORT DES RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE MODELABS GROUP	102
17.	SALARIES.....	103
17.1	NOMBRE DE SALARIES EMPLOYES PAR LE GROUPE	103
17.2	PARTICIPATION ET STOCK OPTIONS	103
17.3	PARTICIPATION DES SALARIES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE	106
17.4	HOMMES CLES	106
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	107
18.1	ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS AUTRES QUE LES DIRIGEANTS NON REPRESENTES AU CONSEIL DE SURVEILLANCE	107
18.2	DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	108
18.3	CONTROLE DE LA SOCIETE.....	108
18.4	ACCORDS POUVANT ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE	109
19.	CONVENTIONS AVEC LES APPARENTES	109
20.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....	113
20.1	COMPTES ET INFORMATIONS FINANCIERES CONSOLIDES – EXERCICES CLOS LE 31 DECEMBRE 2007, 2006	113
20.2	COMPTES ET INFORMATIONS FINANCIERES CONSOLIDES – EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008.....	113
	20.2.1 Comptes consolidés – Actif consolidé.....	113
	20.2.2 Comptes consolidés – Passif consolidé.....	114
	20.2.3 Comptes consolidés – Compte de résultat consolidé.....	115
	20.2.4 Comptes consolidés – Tableau consolidé des flux de trésorerie	115
	20.2.5 Comptes consolidés – Tableau de variation des capitaux propres.....	117
	20.2.6 Notes	118
	20.2.7 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.....	155
20.3	COMPTES ET INFORMATIONS FINANCIERES CONSOLIDES – SITUATION AU 30 JUIN 2009	157
	20.3.1 BILAN - ACTIF CONSOLIDE	157
	20.3.2 BILAN - PASSIF CONSOLIDE	158
	20.3.3 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	159
	20.3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	160
	20.3.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	161
	20.3.6 NOTES.....	163
	20.3.7 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009.....	199
20.4	COMPTES ANNUELS DE MODELABS GROUP POUR LES EXERCICES CLOS AU 31 DECEMBRE 2007, 2006.....	201

20.5	COMPTES ANNUELS DE MODELABS GROUP POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2008	201
	20.4.1 Comptes annuels - Bilan-actif	202
	20.4.2 Comptes annuels - Bilan-passif	203
	20.4.3 Comptes annuels - Compte de résultat	204
	20.4.4 Comptes annuels- Annexes.....	206
	20.4.5 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels.....	226
20.5	DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES	228
20.6	POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	228
20.7	PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE	228
20.8	CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE	228
21.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	228
21.1	CAPITAL SOCIAL	228
	21.1.1 Montant du capital social	228
	21.1.2 Titres non représentatifs du capital	228
	21.1.3 Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales.....	228
	21.1.4 Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription émises par la Société	230
	21.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital.....	231
	21.1.6 Options ou accords portant sur le capital de la Société	231
	21.1.7 Evolution du capital social	232
21.2	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS	236
	21.2.1 Objet social	236
	21.2.2 Exercice social (article 6 des statuts).....	236
	21.2.3 Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration de direction et de surveillance.....	236
	21.2.4 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions de la Société.....	238
	21.2.5 Modalités de modification des droits des actionnaires	238
	21.2.6 Assemblées générales d'actionnaires (article 18 des statuts).....	238
	21.2.7 Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.....	239
	21.2.8 Franchissements de seuils statutaires	239
	21.2.9 Stipulations particulières régissant les modifications du capital.....	239
21.3	EVOLUTION DU COURS DE BOURSE	240
21.4	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	241

22.	CONTRATS IMPORTANTS	242
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	242
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	242
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	242
ANNEXE A :	GLOSSAIRE	243
ANNEXE B :	LISTE DES INFORMATIONS PUBLIEES OU RENDUES PUBLIQUES AU COURS DE DOUZE DERNIERS MOIS (ARTICLE L. 451-1- 1 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER).....	246
ANNEXE C :	TABLEAU DE CONCORDANCE	248

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Responsable du document de référence

Monsieur Stéphane Bohbot, Président du Directoire de ModeLabs Group (ci-après la « Société »).

1.2 Attestation du Responsable du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, qu'à ma connaissance,

- les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion (figurant en page 51 du présent Document de Référence) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.
- et que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité (figurant en page 62) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 155 et 199, qui contiennent des observations (sur les comptes consolidés 2008 et 1^{er} semestre 2009).

Monsieur Stéphane Bohbot
Président du Directoire

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1 Commissaires aux comptes titulaires

- Cabinet Deloitte & Associés, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et dont le siège social est situé 185, avenue Charles de Gaulle, 92524 Neuilly-sur-Seine, représenté par Monsieur Jean-Luc Berrebi.

L'assemblée générale du 11 octobre 2005 ayant pris acte de la démission du cabinet Fiduciaire Saint-Martin pour convenance personnelle et de la démission concomitante de son commissaire aux comptes suppléant, a nommé le cabinet Deloitte & Associés comme commissaire aux comptes titulaire en remplacement de Fiduciaire Saint-Martin pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

- Cabinet Mazars, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et dont le siège social est situé Tour Exaltis - 61, rue Henri Regnault, 92075 Courbevoie, représenté par Madame Odile Coulaud.

La société Mazars a été nommée co-commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale des actionnaires du 7 septembre 2004 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

2.2 Commissaires aux comptes suppléants

- BEAS, 7-9, Villa Houssay, 92200, Neuilly-sur-Seine.

L'assemblée générale du 11 octobre 2005 ayant pris acte de la démission de Monsieur Pierre Mercadal pour convenance personnelle, a nommé BEAS comme commissaire aux comptes suppléant en remplacement de Monsieur Pierre Mercadal pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

- Monsieur Pierre Sardet, 39, rue de Wattignies, 75012 Paris.

L'assemblée générale du 22 novembre 2005 ayant pris acte de la démission de Madame Odile Coulaud pour convenance personnelle, a nommé Monsieur Pierre Sardet comme co-commissaire aux comptes suppléant en remplacement de Madame Odile Coulaud pour la durée du mandat de cette dernière restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le tableau suivant présente les principales données comptables et opérationnelles de la Société pour les trois derniers exercices ainsi que pour les premiers semestres 2009 et 2008. Elles sont extraites des comptes consolidés de la Société pour les exercices 31 décembre 2008, 31 décembre 2007 et 31 décembre 2006, ainsi que des comptes semestriels 2009 et 2008. Ces principales données comptables et opérationnelles doivent être lues avec le chapitre 9 "Examen de la situation financière et du résultat" du présent document de référence, les états financiers et données financières, ainsi que les notes y afférentes, figurant au chapitre 20 "Information financière concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur" du présent document de référence :

	Comptes arrêtés au 30 juin			Exercice clos le 31 décembre			
	2009	2008 retraité **	2008 Publié	2008	2007 retraité **	2007 Publié	2006
(en millions euros)							
Éléments du compte de résultat							
Chiffre d'affaires	78,3	71,8	75,3	182,2	193,2	201,9	213,5
Résultat opérationnel courant	-1	-2,4	-4,5	-1,8	4,9	3	10,8
Résultat opérationnel	-1	-4,4	-6,7	-6	4,1	2,1	10,8
Résultat net	-0,3	-5,2	-5,2	-31,6	0,5	0,5	7,4
Résultat net Part du Groupe	-0,3	-5,1	-5,1	-31,5	0,6	0,6	7,3
Éléments du bilan							
Actif immobilisé	30,8	47,2	47,2	30,4	46,3	46,3	36,7
Disponibilités	35,5	24,8	24,8	25,1	24,5	24,5	30,4
Capitaux propres	59,8	82,9	82,9	60	88,6	88,6	90,5
Endettement net (excédent) *	-27,6	-21,6	-21,6	-17,2	-18,8	-18,8	-19,0
Total bilan	130,2	139,2	139,2	130,2	148,2	148,2	133,5
Éléments du tableau de flux							
Variation de trésorerie	12,3	1,9	2	1,9	-6,1	-6	27,4

*inclus actif financier immobilisé

** La société Modelabs Technologies a été cédée au quatrième trimestre 2008, elle a été déconsolidée à la date du 30 septembre 2008. Les comptes de résultat 2007 et 30 juin 2008 ont été retraités des données de la société Modelabs Technologies.

La diminution du résultat opérationnel courant entre 2007 et 2008 est principalement due à une baisse de l'activité et de la marge brute dégagée, ainsi qu'à des coûts des opérations importants suite aux lancements des premiers mobiles de luxe (coûts de démarrage des mobiles, coûts commerciaux...).

La forte perte constatée en résultat net provient de la moins value réalisée sur la cession de ModeLabs Technologies.

Depuis début 2007, ModeLabs Technologies évoluait sur un marché du Bluetooth très concurrentiel dont les conditions se sont fortement dégradées avec la crise économique au cours du 4ème trimestre 2008.

Considérant la dégradation du marché du Bluetooth comme durable, le Groupe a décidé au quatrième trimestre 2008 de céder cette activité déficitaire, pour un prix symbolique, tout en conservant les seules compétences nécessaires au développement de produits Bluetooth pour les mobiles de luxe.

Sur le premier semestre 2009, ModeLabs Group a réalisé un chiffre d'affaires en progression de 9,1% par rapport au premier semestre 2008. Cette hausse est portée par la forte croissance des ventes de l'activité Distribution. La montée en cadence de la production des mobiles de luxe a permis par ailleurs une contribution significative de ces produits à l'activité du Groupe.

La réduction des pertes opérationnelles provient de l'augmentation de la marge brute consolidée et de la baisse des charges après une année 2008 exceptionnelle en coûts d'opérations et frais non récurrents consacrés au lancement des premiers mobiles de luxe.

Après prise en compte d'un résultat exceptionnel lié aux activités cédées, le résultat net au 30 juin 2009 ressort à (0,3) M€ contre une perte de (5,2) M€ au 30 juin 2008 retraité.

4. FACTEURS DE RISQUE

Le lecteur est invité à examiner l'ensemble des informations contenues dans le document de référence, y compris les risques décrits ci-dessous. Le groupe a procédé à une revue de ses risques, et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous.

Ces risques sont, à la date d'enregistrement du document de référence, ceux dont la réalisation est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière ou ses résultats. Si l'un des risques décrits ci-dessous venait à se réaliser, l'activité de la Société, sa situation financière ou ses résultats pourraient s'en trouver significativement affectés. Il est rappelé que certains termes techniques sont définis dans le glossaire figurant à la fin du présent document de référence.

4.1 Risques liés à l'activité de la Société

Risques liés à la conception, au développement et au lancement de téléphones mobiles sous licence

L'étude, la conception et le développement de téléphones mobiles requièrent du temps et une mobilisation importante des ressources de la Société. La Société estime qu'elle ne pourrait développer simultanément qu'un nombre limité de projets de mobile sous licence de marque au cours d'une période donnée. Les accords de licence conclus ou à conclure par la Société confèrent généralement au propriétaire des droits d'approbation sur l'exploitation de la marque sous licence et engagent la Société sur le versement d'un minimum garanti annuel. La Société peut ne pas être en mesure de réaliser les revenus attendus d'un accord de licence si le partenaire décide de restreindre la mise sur le marché du produit ou décide finalement de ne pas donner son accord au lancement du produit sous sa marque.

Si la Société est en mesure de développer un téléphone mobile sous licence, la Société n'est pas en mesure de garantir que le produit sera bien accueilli par le marché. Il est ainsi possible que les avantages des produits développés par ModeLabs ne soient pas perceptibles par les clients. L'échec commercial d'un produit pourrait nuire à la crédibilité de la Société et dégrader son chiffre d'affaires attendu, tout en ayant un impact négatif sur sa rentabilité du fait des coûts de développement engagés et des minima garantis à ses concédants de licence ainsi que sur sa situation financière.

La Société a néanmoins fondé sa politique de lancement de produits sur une approche sélective des segments de clientèle à fort potentiel. A ce jour, elle a lancé tous ses produits avec succès et a développé un processus de suivi des projets de développement produits.

Risques liés à la concurrence

Le marché des téléphones mobiles est hautement compétitif et la Société s'attend à ce que la concurrence en termes d'offre et de prix s'accroisse à mesure que le marché deviendra plus segmenté. A ce titre, certains des concurrents de la Société disposent de moyens plus importants et peuvent ainsi peser négativement sur les négociations en cours avec des clients ou prospects et par conséquent avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

En outre, les grands opérateurs et fabricants de téléphones mobiles pourraient profiter de leur puissance financière et industrielle pour établir des positions concurrentielles fortes sur les marchés segmentés qui leur sembleront les plus porteurs.

Une telle concurrence aurait une influence négative tant sur le chiffre d'affaires de ModeLabs Group que sur ses marges et donc ses résultats et sa situation financière.

En outre, un mouvement de consolidation, couplé avec un surcroît de concurrence, pourrait provoquer une réduction des commandes de clients, des réductions de prix et la perte de parts de marché, qui à

leur tour pourraient avoir un effet négatif significatif sur l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

Compte tenu de ce contexte, la Société ne peut assurer qu'elle conservera ou augmentera à l'avenir sa part de marché actuelle sur certaines lignes de produit. La Société ne peut non plus garantir qu'elle sera en mesure de conquérir des parts de nouveaux marchés à l'étranger, ce qui pourrait remettre en cause sa capacité à accroître son chiffre d'affaires.

Risques liés à la stratégie de croissance interne et externe de la Société et à la mobilisation de ressources essentielles de la Société

Si la Société pourrait envisager de procéder à des acquisitions afin de poursuivre le développement de ses activités elle ne peut en revanche garantir que de telles opportunités se présenteront, ni que les acquisitions auxquelles elle procédera se révéleront rentables. Elles peuvent également entraîner une dilution de la participation des actionnaires en cas de paiement en action et affecter défavorablement le résultat net de la Société, d'accroître le niveau d'endettement et la charge d'intérêts de la Société ou de l'exposer à des risques comptables et fiscaux.

La Société a aussi pour objectif de croître de façon organique.

Dans tous les cas (croissance externe comme croissance organique), une telle stratégie nécessiterait un effort particulier de la Société pour :

- gérer de façon appropriée la logistique de l'approvisionnement et de la distribution,
- recruter, former et retenir un personnel qualifié,
- maintenir le niveau de qualité actuel et de réactivité des prestations de la Société,
- développer les procédures de contrôle opérationnelles, financières et de gestion actuelles,
- améliorer les procédures de reporting.

Bien que la Société estime avoir mis en place les systèmes de contrôle nécessaires à sa situation actuelle, comme beaucoup de groupes en forte croissance, certaines sociétés du groupe n'ont pas toujours eu, dans le passé, de système de gestion et de suivi juridique et social structurés et adaptés à leur évolution.

Risques de dépendance vis-à-vis de fournisseurs et de sous-traitants

La Société dépend de fournisseurs extérieurs pour la fabrication de la quasi-totalité de ses produits ou sous composants, notamment de fournisseurs en Asie, ce qui implique un certain nombre de risques, notamment des risques financiers et des risques pour la réputation de la Société. De plus, ModeLabs Group sous-traite un nombre important de tâches, notamment l'approvisionnement, la fabrication et le transport.

Les achats du groupe ModeLabs avec son premier fournisseur représentent 40,3% au 31 décembre 2008. Avec ses cinq premiers fournisseurs, ce pourcentage s'élève à 69,6%. Avec ses dix premiers fournisseurs, ce pourcentage s'établit à 78,1%.

Bien que la Société s'efforce d'assurer un suivi de la qualité de ses produits et services, cette dépendance de sources extérieures réduit la capacité de la Société à s'assurer que des technologies ou des composants défectueux ou de qualité médiocre provenant de l'extérieur du groupe ModeLabs Group aient pénétré ses produits.

Cette dépendance de la Société vis-à-vis de fournisseurs pourrait également exposer la Société aux conséquences résultant de violations par ces fournisseurs des réglementations applicables et des droits de propriété intellectuelle de tiers afférents aux produits qu'ils fabriquent pour la Société. La Société pourrait aussi être exposée aux effets des retards de production ou d'autres défauts d'exécution par les fournisseurs, ce qui pourrait affecter négativement de manière significative les ventes, les résultats et la réputation de la Société. Par ailleurs, en cas de défaillance de ses

fournisseurs de certains produits, la Société peut ne pas être en mesure de les remplacer rapidement, voire ne pas être en mesure de les remplacer du tout, du fait de spécificités qui peuvent les rendre irremplaçables à brève échéance. La durée de commercialisation de quelques mois des produits distribués par la Société et la relative concentration des fournisseurs sont de nature à amplifier ce facteur.

Par ailleurs, la mise au point industrielle et la production massive des produits développés par la Société pourraient représenter des difficultés d'exécution telles pour les sous-traitants qu'elles remettent en cause la qualité intrinsèque des produits ainsi fabriqués. La Société ne peut pas garantir qu'elle sera toujours en mesure de mettre sur le marché des produits conformes aux exigences du cahier des charges initial.

Risques liés à la responsabilité de la Société qui pourrait être engagée du fait de ses produits et à la mise en œuvre éventuelle de garanties contractuelles octroyées aux clients de la Société

Le succès des activités commerciales de la Société dépend de la qualité de ses produits et des rapports avec ses clients. Dans l'éventualité où les produits de la Société ne répondraient pas aux exigences de ses clients, la Société pourrait être amenée à réaliser des efforts commerciaux, techniques, marketing et financiers, voire retirer certains produits de la vente.

La Société s'engage à réparer ou échanger, à sa charge, les éventuels produits défectueux des clients. Ces retours clients sont traités auprès d'une société extérieure spécialisée et suivis au fur et à mesure. Ils font l'objet d'une provision statistique à chaque vente constatée. La Société ne peut pas garantir que ses clients ne seront pas confrontés à des problèmes de qualité avec certains produits.

En cas de dysfonctionnement des produits commercialisés par la Société, la responsabilité délictuelle ou contractuelle de la Société pourrait être engagée du fait de préjudices corporels, matériels ou immatériels qui en résulteraient.

La Société utilise des technologies appartenant en partie à des tiers afin de fournir ses produits et services et est dépendante de la propriété intellectuelle détenue pour partie par des tiers ; ses activités pourraient être affectées négativement si la Société ne pouvait plus les utiliser en tout ou partie

Les produits et services fournis à la Société par ses fournisseurs et sous-traitants peuvent utiliser des technologies licenciées par des tiers telles que les plateformes technologiques, certains logiciels, certaines offres de contenu de services. Bien que la Société s'efforce d'obtenir de ses fournisseurs des garanties contractuelles concernant les droits de propriété intellectuelle, la Société ne peut garantir que ses produits et services ne violent pas ou ne violeront pas des droits de propriété intellectuelle détenus par d'autres. La Société pourrait faire l'objet d'actions de la part de tiers pour violation de leurs droits de propriété intellectuelle. De telles actions pourraient affecter négativement de manière significative l'activité de la Société, ses résultats et sa situation financière.

Enfin, hors tout contexte de contrefaçon, la Société pourrait ne pas avoir accès à certains droits de propriété intellectuelle nécessaires pour développer ses produits à des conditions commercialement acceptables. De telles circonstances seraient de nature à entraîner des conséquences défavorables sur le chiffre d'affaires et les résultats de la Société.

Risques liés à l'incapacité de protéger de manière adéquate ses droits de propriété intellectuelle et le savoir-faire qu'elle utilise

Malgré les efforts de la Société pour protéger ses droits de propriété intellectuelle, ses technologies et son savoir-faire, des tiers pourraient tenter de copier ou d'utiliser frauduleusement ses droits, ses technologies ou son savoir-faire. Le contrôle de l'utilisation frauduleuse des droits précités de la Société est coûteux et astreignant. La Société pourrait se trouver dans l'impossibilité de protéger efficacement ses droits et d'en empêcher l'appropriation illicite. En outre, toute action en justice cherchant à faire valoir ses droits de propriété intellectuelle ou obtenir le maintien de la confidentialité de son savoir-faire pourrait occasionner des frais importants pour la Société. La Société considérant que ces droits de propriété intellectuelle contribuent à constituer une barrière à l'entrée, de tels événements seraient donc de nature à affaiblir sa position concurrentielle.

En particulier, la Société peut devoir faire face à des contrefaçons de téléphones mobiles ou d'accessoires portant une marque dont elle a la licence exclusive. Il pourrait en résulter une chute de son chiffre d'affaires, voire un affaiblissement de la valeur de la marque sur ce marché, ce qui aurait des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

Risques liés à la perte d'un des clients de la Société, à l'incapacité de la Société à obtenir de nouveaux clients et au recouvrement de ses créances clients qui pourraient aboutir à une baisse du chiffre d'affaires

Une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre relativement limité de grands comptes.

La part des dix premiers clients du groupe ModeLabs dans le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2008 s'élève à 40,3%. L'information sur la part dans le chiffre d'affaires consolidé du premier client et des cinq premiers clients du groupe ModeLabs figure dans le paragraphe 6.3.1.4.

Dans un marché relativement concentré, la perte de clients significatifs pourrait entraîner une baisse du chiffre d'affaires de la Société, si celle-ci n'était pas en mesure d'attirer de nouveaux clients. De plus, même si la Société parvenait à attirer de nouveaux clients, ceux-ci pourraient ne pas avoir besoin du même niveau de produits et de services que les clients perdus ou pourraient payer moins pour ces produits et services.

Risques liés aux stocks de produits de la Société

Les principaux risques relatifs aux stocks sont la destruction, le vol, la détérioration ou l'obsolescence des produits vendus par la Société.

La Société a souscrit une assurance multirisque industriel couvrant les pertes sur stocks ainsi que la perte d'exploitation liée, à hauteur d'un montant global de 16.000.000 euros.

Le risque d'obsolescence des produits en stocks de la Société provient du décalage qui peut survenir entre les approvisionnements de produits lancés auprès des fournisseurs et l'insuffisance éventuelle des commandes de ses clients. La durée de vie de quelques mois d'un produit contraint la Société à un suivi vigilant de ses stocks notamment dès le lancement des produits. De ce fait, la Société s'efforce de maintenir une politique de stocks en flux tendus. Cette politique expose la Société aux risques de défaut d'exécution de ses fournisseurs, de rupture de stocks ou de défaut des transporteurs, ainsi qu'à certains risques de force majeure. La perte, la rupture de stocks ou la réception tardive de stocks pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la réputation, l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

Risque de change

Une partie des achats relatifs à l'activité de la Société est réalisée en dollars US, alors que la majorité de ses ventes est actuellement effectuée en euros, ce qui génère un risque de change pour la Société. Par ailleurs, la part de son chiffre d'affaires libellée en devises étrangères est susceptible de croître à mesure que la Société développe ses activités à l'international ce qui pourrait accroître ce risque. Le fait pour la Société de réaliser des transactions libellées en monnaies étrangères la soumet à des risques de change qui pourraient avoir, en dépit des couvertures mises en place par la Société, un effet défavorable sur ses résultats opérationnels.

La Société estime qu'une diminution de 1% de la valeur du dollar US contre l'euro aurait un impact non significatif sur la position nette globale en devise pour l'exercice clos au 31 décembre 2008 et pour les comptes arrêtés au 30 juin 2009.

Au 30 juin 2009, la dette de 4 millions de dollars a été totalement remboursée.

La position nette de change de la société est la suivante :

	au 30/06/2009	au 31/12/2008	au 31/12/2007
	en 000' USD	en 000' USD	en 000' USD
Actifs	2 399	4 000	6 000
Passifs	3 177	6 393	12 083
dettes fournisseurs	3 177	6 393	10 878
engagement hors bilan	-	-	1 205
Position nette avant gestion	778	2 393	6 083
position hors bilan (couverture)	700	2 901	6 227
position nette après gestion	78	508	144

Risques liés aux systèmes d'information

La Société utilise un certain nombre d'outils informatiques et de systèmes d'information pour son activité logistique et de contrôle de gestion. La Société effectue régulièrement des sauvegardes de l'ensemble de ses données. Si ses systèmes d'information et ses bases de données devaient être détruits ou endommagés pour une raison quelconque, l'activité logistique de la Société pourrait s'en trouver perturbée et sa capacité à délivrer les produits serait affectée défavorablement ainsi que sa réputation auprès de sa clientèle.

4.2 Risques liés à la Société

Risques liés à l'impossibilité d'extrapoler l'évolution future de l'activité de la Société et de ses résultats d'exploitation à partir de ses performances passées

La Société n'a qu'un historique limité en tant que concepteur et fournisseur de terminaux mobile sous licence sur lequel fonder une évaluation de son activité et de ses perspectives futures. Par conséquent, la Société n'a que peu de recul pour anticiper les tendances qui pourraient survenir et avoir un effet négatif sur son activité et ses résultats.

Risques liés à la dépendance à l'égard des dirigeants et d'autres salariés clés de la Société

Les succès futurs de la Société reposent en partie sur la fidélité des principaux dirigeants et collaborateurs. La Société s'est, en particulier, largement appuyée sur Stéphane Bohbot, fondateur et Président du Directoire, pour la négociation de nouveaux contrats majeurs, ainsi que pour la définition et la mise en œuvre de la stratégie, notamment en ce qui concerne de nouveaux marchés. Si la Société venait à perdre les services d'un ou plusieurs de ses principaux dirigeants, dont en particulier, Stéphane Bohbot, ou si l'un ou plusieurs d'entre eux décidaient de réduire leur contribution, rejoindre un concurrent ou s'ils créaient une Société concurrente, la Société pourrait rencontrer des difficultés pour les remplacer. Si la Société était incapable d'attirer et de retenir des personnes qualifiées à mesure qu'elle continue à lancer de nouveaux produits, ses activités pourraient s'en trouver ralenties et sa situation financière et ses résultats en être affectés.

Risques liés à l'absence de distribution de dividendes dans un futur immédiat

La Société n'a à ce jour versé aucun dividende à ses actionnaires et ne compte pas le faire dans un avenir proche. Sauf décision contraire de l'assemblée générale, il est envisagé que les bénéfices seront réinvestis dans la Société.

Risque de liquidité

Le Groupe n'est pas significativement exposé au risque de liquidité, les actifs courants étant supérieurs aux passifs courants. Les ressources de la société couvrent ses engagements actuels sans qu'elle ait besoin aujourd'hui d'utiliser d'autres moyens de financements que ceux décrits ci-dessous :

- Modelabs group a tiré une ligne de crédit de 10 000 K€ auprès de la banque Calyon dans le cadre de son contrat de prêt conclu le 1^{er} août 2007. Le remboursement est prévu en 3

échéances annuelles du 31 juillet 2010 au 31 juillet 2012. Le taux d'intérêt est équivalent à l'Euribor 6 mois plus une marge de 0,6% .

- Modelabs Group a contracté au 22 décembre 2006 un prêt auprès de la banque Crédit du Nord pour 800 K€ pour 3 ans au taux annuel de 3,97%, il sera entièrement remboursé au 31 décembre 2009.

Au 31 décembre 2008, les effets escomptés non échus s'élèvent à 2 939 K€, et au 30 juin 2009, aucun effet n'a été escompté avant sa date d'échéance.

L'ensemble des covenants est respecté au 31 décembre 2008 et au 30 juin 2009. Aux arrêts semestriels, Modelabs Group n'a pas d'obligations pour respecter ces covenants.

Les ratios financiers que la société s'est engagée à respecter sont les suivants :

- 1^{er} ratio : Dette financière Nette/ Excédent brut d'exploitation doit rester inférieur ou égal à 3 la première année, à 2.7 en 2010, 2.5 en 2011 et 2 en 2012.
- 2^{ème} ratio : Dette financière nette/ Fonds propres doit rester inférieur ou égal à 1 (ratio calculé sur la base des comptes consolidés).

Par ailleurs, la société Modelabs s'est engagée à ce que le montant des Disponibilités et Valeurs Mobilières de placement de la Société soit de dix millions d'euros. Le montant de la trésorerie nette au 30 juin 2009 est de 31,2 M€.

Les autres clauses d'exigibilité anticipée sont de type standard (liquidation, cessation de paiement, défaut de paiement de la dette elle-même).

Risques de taux

La société est très faiblement exposée aux variations de taux d'intérêt, tant au niveau de ses créances que de ses dettes.

L'impact d'une hausse de 1 % des taux d'intérêt sur les charges financières du groupe aurait été de moins de 30 K€ au 31 décembre 2008 et au 30 juin 2009.

L'échéancier des actifs et des dettes financières se présente, au 30 juin 2009, comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans
Passifs financiers	443	10 000	-
Actifs financiers		3 761	-
Position nette avant gestion	443	6 239	-
Hors bilan	-	-	-
Position nette après gestion	443	6 239	-

4.3 Risques liés aux marchés de la Société

Risques liés à l'incapacité pour la Société à s'adapter aux rapides mutations technologiques

Le marché sur lequel évolue la Société se caractérise par une évolution rapide des technologies, par des normes sectorielles en pleine évolution et par une demande changeante de la clientèle. L'apparition de nouvelles technologies pourrait freiner la compétitivité des technologies actuellement utilisées, y compris les produits et services offerts par la Société. La réactivité et l'adaptation aux avancées technologiques et aux changements dans les normes de marché, l'intégration de nouvelles technologies ou de nouveaux standards par la Société pourraient nécessiter beaucoup de temps, d'efforts et d'investissements. Si la Société n'est pas en mesure d'acquiescer les droits de nouvelles technologies ou à défaut d'anticiper et de réagir efficacement aux avancées technologiques du secteur ou d'assurer une mise sur le marché de nouveaux accessoires cohérente avec le lancement de nouveaux terminaux mobiles, sa compétitivité, ses activités et ses résultats risquent d'en être affectés.

Risques liés à l'environnement économique et géopolitique qui pourrait affecter défavorablement la situation financière et les résultats de la Société

Les tendances économiques générales dans les pays où les produits et services de la Société sont vendus, principalement en Europe, peuvent avoir un impact important sur les prix et sur la demande de tels produits et services. La pression sur les prix et la faible demande sur les marchés où ces produits sont vendus pourraient entraîner des pressions sur les volumes d'affaires et sur les marges de profit de la Société, qui à leur tour auraient un impact défavorable sur les résultats financiers de la Société.

De plus, la Société produit et achète une grande quantité de produits sur des marchés émergents et doit faire face à des risques inhérents à ces marchés, y compris les fluctuations monétaires, l'incertitude politique et sociale, le contrôle des changes et l'expropriation des biens. Ces risques pourraient interrompre la production de la Société dans ces pays et sa capacité à fabriquer des produits et à les rendre disponibles à la vente sur le principal marché de la Société, à savoir l'Europe.

Risques liés aux allégations relatives aux risques de santé représentés par des appareils de téléphonie mobile

Un certain nombre d'études ont procédé à l'analyse des effets sur la santé de l'utilisation des téléphones mobiles et les résultats de plusieurs d'entre elles ont été interprétés comme étant la preuve que l'utilisation des téléphones mobiles avait des conséquences néfastes sur la santé. Le risque, réel ou potentiel, associé aux appareils et antennes de communication mobile, y compris toute information des médias invoquant un tel lien, pourrait être préjudiciable à la Société. Toute autre législation et réglementation susceptible d'interdire ou de limiter l'utilisation des téléphones mobiles pourrait réduire la demande de ce type d'appareils et donc la demande des solutions offertes par la Société.

Risques liés aux problèmes de sécurité des téléphones mobiles

Malgré les efforts déployés par la Société pour protéger ses systèmes informatiques grâce à des logiciels spécifiques, les virus informatiques et le piratage peuvent entraîner des retards ou des interruptions de service sur ses systèmes. La Société n'exclut pas qu'à l'avenir de telles menaces, avérées ou potentielles, pourraient conduire certains de ses clients à diminuer ou retarder l'achat ou l'utilisation de leurs téléphones mobiles, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur le chiffre d'affaires de la Société, ses résultats et sa situation financière.

Risques liés à la non obtention des autorisations réglementaires de commercialisation des produits de la Société

Les produits de la Société doivent être conformes aux normes de certification destinées à garantir la sécurité de l'utilisateur (CE), ou le bon fonctionnement avec les réseaux GSM (FTA et GCF), EDGE et 3G ainsi qu'aux normes réglementaires en vigueur de tous les pays dans lesquels s'étend son activité. Ces autorisations réglementaires sont attribuées sur la base de tests réalisés par des laboratoires certifiés reposant sur des bases d'un cahier des charges technique. Lorsqu'une certification n'est pas donnée, des développements complémentaires sont alors nécessaires. Ce cas de figure ne s'est jamais présenté.

Si la Société ne parvenait pas à renouveler les autorisations réglementaires relatives à ses produits actuels ou à obtenir de telles autorisations pour ses nouveaux produits, son activité, son résultat opérationnel et sa situation financière pourraient en être affectés.

4.4 Assurances

La Société a mis en place une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés, sous réserve des franchises ou exclusions usuelles. La Société a souscrit plusieurs polices d'assurances dont les principales sont les suivantes :

- assurance responsabilité civile exploitation seule et assurance responsabilité civile professionnelle : cette police couvre la responsabilité civile de la Société au titre de l'exploitation sur ses activités de conception, d'adaptation et réalisation de mobiles, accessoires de téléphonie et logiciels de télécommunication ainsi que sur les activités de distribution pour un montant de 7.500.000 euros (par sinistre) au titre de la responsabilité d'exploitation seule et pour un montant de 3.000.000 euros (par sinistre) au titre de responsabilité civile professionnelle, tous dommages confondus et avec certaines limites particulières.
- assurance multirisques professionnels : cette police couvre les dommages causés aux locaux, bâtiments ou terrains, ainsi qu'au contenu des locaux (matériels, installations et marchandises...) occupés par la Société. Les principaux événements garantis sont les suivants :
 - incendie, explosions ;
 - dommages aux appareils électriques et électroniques ;
 - actes de vandalisme ;
 - tempêtes ;
 - dégâts des eaux ;
 ainsi que les pertes et recours consécutifs à ces dommages, dont :
 - perte des loyers, pertes d'usage, complément de loyer ;
 - pertes financières.

L'ensemble des garanties de la police est assuré à concurrence de 19 900 000 d'euros par sinistre en dommages directs et perte d'exploitation.

- assurance transport des marchandises vendues : cette police d'assurance a pour effet de garantir les marchandises transportées, vendues par ModeLabs et objet de son activité aux conditions tous risques par voies terrestre (ferroviaire, routier) pour les transports effectués par une société de transport déterminée dans le contrat. Cette police garantie 1 000 000 d'euros maximum par transport terrestre.
- assurance responsabilité professionnelle des dirigeants et mandataires sociaux : cette police couvre la responsabilité civile des dirigeants de la Société et de ses filiales ainsi que des employés mis en cause avec un dirigeant dans le cadre d'une réclamation, pour les fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Le montant de la garantie est de 3 000 000 euros par an et par sinistre.

- assurance homme clé : la Société a souscrit une police d'assurance invalidité permanente/décès à l'égard de M.Stéphane Bohbot, donnant droit à un versement en capital de 300 000 euros.

La cotisation annuelle de l'ensemble de ces polices d'assurances récurrentes est de 317 193 euros.

- La Société assure les créances clients hors Grands Comptes auprès de la COFACE.

5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

5.1 Histoire et évolution de la Société

5.1.1 Dénomination sociale, nom commercial et marques de la Société

La dénomination sociale de la Société est « ModeLabs Group ».

La Société a par ailleurs utilisé historiquement le nom commercial « BlueWay » pour ses offres de distribution d'accessoires.

ModeLabs, Mobile On Demand*, MyWay, BlueWay et Bluetrek sont des marques déposées de ModeLabs Group.

5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société

ModeLabs Group est enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 450 671 367.

5.1.3 Date de constitution et durée

La Société a été constituée le 23 octobre 2003 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre le 3 novembre 2003. A la suite du transfert de son siège social, la Société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Meaux le 29 septembre 2004.

La Société a été constituée pour une durée de 99 ans, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

5.1.4 Siège social de la Société, forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités

La Société, constituée à l'origine sous forme de société par actions simplifiée, a été transformée en société anonyme à directoire et conseil de surveillance par décision de l'assemblée générale en date du 7 septembre 2004. La Société, régie par le droit français, est principalement soumise pour son fonctionnement aux articles L. 225-1 et suivants du Code de commerce français.

L'assemblée Générale Mixte du 4 juin 2007 a voté le transfert du siège social au 11 bis, rue Roqueline – 75 008 Paris (téléphone : 01-43-12-12-12).

5.1.5 Evénements importants dans le développement des activités de la Société

L'activité a démarré en 1996 au sein de la société ModeLabs (ex ATS) par la distribution d'accessoires destinés à la téléphonie mobile, principalement à travers la vente de housses et étuis, de chargeurs de voiture et de voyage. La société a développé son chiffre d'affaires et accru sa rentabilité grâce à sa politique de différenciation des produits. Dès 1998, la société fournissait à des clients des accessoires Télécom adaptés à leur demande, à leur enseigne. Puis, par la connaissance acquise des marchés et des tendances, son offre s'est élargie aux outils et prestations d'aides à la vente. Elle s'est rapidement positionnée sur les kits main libre et les kits piétons, lui permettant de devenir à compter de 1999, un fournisseur d'opérateur. Le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 14 millions d'euros en 2000, à 18 millions d'euros en 2001 et à 19 millions d'euros en 2002.

En octobre 2003, la société ModeLabs Group a été fondée autour des activités de conception, de design et de développement de produits télécoms et services à valeur ajoutée.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 septembre 2004, ModeLabs Group a fusionné et absorbé, avec effet rétroactif au 1er janvier 2004, la société ATS FP, société mère de ModeLabs (ex ATS), détenue à 97,8% par ModeLabs Group.

Au cours de cette même assemblée, la Société a été également transformée en société anonyme à conseil de surveillance et directoire et a transféré son siège social au Parc d'activités de l'Esplanade, 1, rue Niels Bohr, 77400 Saint Thibault Des Vignes, France.

ModeLabs Group (ex ModeLabs) a décidé d'absorber ATS FP afin de maîtriser les aspects distribution en plus de ses activités de conception, de design et « *engineering* » et de devenir un groupe capable de fournir une offre intégrée Mobile On Demand* sur le marché. Les dirigeants de ModeLabs Group (ex ModeLabs) assurent dans le nouveau groupe des fonctions de direction générale, de stratégie, de direction technique, de direction marketing, de direction financière alors que les dirigeants d'ATS assurent la direction commerciale et les activités de distribution. De par la complémentarité de leurs activités, les deux sociétés ont fusionné à parités égales pour donner naissance à ModeLabs Group.

En 2004, la Société a étendu son offre par l'introduction de téléphones mobiles. Ce développement s'est appuyé sur une démarche similaire à la stratégie déployée précédemment sur les accessoires : un démarrage axé sur la distribution, puis l'introduction progressive d'éléments de différenciation jusqu'à la conception d'une gamme propre, MyWay. Le chiffre d'affaires de terminaux mobiles a atteint 42,1 millions d'euros en 2004 grâce notamment à la capitalisation des compétences commerciales et la présence dans les réseaux de distribution. Dans la gamme des accessoires et des services, la Société a, par ailleurs, continué à enrichir son offre en proposant notamment des produits personnalisés pour les clients et à plus fort contenu technologique comme les casques Bluetooth et des offres de services de géo localisation et de solutions de synchronisation mobile et PC, de transfert de photos et de répertoire.

En 2005, ModeLabs Group signe son premier accord de licence avec l'équipementier sportif AIRNESS. Le Groupe lance les premiers téléphones mobiles sur-mesure (Mobile On Demand), d'abord sous sa marque propre, MyWay, puis sous celle de la licence, Airness.

Le 6 avril 2006, ModeLabs s'introduit en Bourse, sur l'Eurolist d'Euronext – Paris (code "MDL", code ISIN : FR0010060665, SBF 250). En ouvrant son capital au public, ModeLabs Group se donne les moyens d'accélérer le développement de son activité de CDM.

En mai 2006, ModeLabs Group acquiert un des leaders mondiaux des solutions Bluetooth : Innovi Technologies. Cette acquisition permet au groupe de poursuivre le déploiement de ses offres en capitalisant sur une technologie d'avenir dont la diffusion s'applique à une multitude de produits.

En juin 2006, ModeLabs Group a décidé d'accélérer le déploiement de ses activités aux Etats-Unis et aux Amériques en créant ModeLabs Inc, basé à Los Angeles, en Californie.

En juin 2007, la Société a ouvert une filiale en Espagne basée à Madrid.

Les Assemblées Générales Mixtes des 10 mai et 4 juin 2007, respectivement de ModeLabs SA et de ModeLabs Group, ont décidé le transfert de siège social des deux sociétés au 11 bis, rue Roquépine, 75008 Paris, France.

En date du 18 mars 2008, la Société a créé en France la filiale Modelabs Manufacture qu'elle détient à 100%.

Au cours du quatrième trimestre 2008, la Société cède sa filiale ModeLabs Technologies (ex Innovi Technologies Limited) acquise en 2006 dont elle ne détient plus que 1% du capital social, pour se concentrer sur ses métiers stratégiques et dédier l'essentiel de ses capacités d'investissement à l'activité Manufacture.

5.2 Investissements

5.2.1 Principaux investissements réalisés

Les principaux investissements réalisés par la Société depuis sa création concernaient l'acquisition de parts de sociétés dans le domaine de la distribution et la manufacture de téléphones mobiles sous licence, d'accessoires et de services en France et à l'étranger.

Acquisitions réalisées jusqu'au 31/12/2008

	Pays	Date	Capital acquis	Investissement réalisé
Phonix Spa	Italie	Novembre 2005	20%	400.000 euros
Innovi Technologies Ltd*	Hong Kong	Mai 2006	100%	23.461.424 euros
World GSM	France	Juillet 2006	100%	402.238 euros
Global 5	France	Octobre 2006	34%	800.000 euros

A noter que les participations dans les Société Phonix et Innovi Technologies Ltd renommée Modelabs Technologies ont été cédées fin 2008.

Se référer également pour les éléments chiffrés à la liste des filiales et participations figurant en annexe des comptes sociaux de ModeLabs Group pour les exercices clos au 31 décembre 2008, 2007 et 2006, présentés au paragraphe 20 du présent document de référence.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les montants des investissements corporelles et incorporelles sont détaillés, pour les deux exercices précédents, dans le tableau suivant :

Valeur Brute des investissements en immobilisations incorporelles		
En milliers d'euros	31/12/2007	31/12/2008
Frais de R&D	6 312	5 918
Brevets et Licences	12 627	2 636
Développement informatique	618	210
Autres immobilisations incorporelles		140
Total des investissements en immobilisations incorporelles	19 557	8 904

Valeur Brute des investissements en immobilisations corporelles		
En milliers d'euros	31/12/2007	31/12/2008
Aménagements	268	26
Matériels et Outillage Industriel	49	18
Matériel informatique	111	56
Autres immobilisations corporelles	400	8
Immobilisations corporelles en cours	34	3
Total des investissements en immobilisations corporelles	862	146

5.2.2 Principaux investissements en cours

A la date des présentes, aucune opération de croissance externe n'est engagée par la Société.

Les investissements en cours sont inclus dans les rubriques concernées, à savoir les immobilisations corporelles et incorporelles, et ne sont pas significatifs.

5.2.3 Principaux investissements à venir

Dans le cadre de sa politique de développement, la Société a décidé de saisir des opportunités d'acquisition de licences de marques à forte notoriété plutôt que de réaliser des opérations de croissance externe.

En dates du 31 décembre 2008 et du 30 juin 2009, la Société ne comptait pas d'engagement d'investissements significatifs au delà des immobilisations déjà inscrites au bilan.

6. APERÇU DES ACTIVITES

6.1. Présentation générale de ModeLabs Group et de son développement

ModeLabs Group, concepteur de téléphones mobiles sur mesure, et distributeur télécom, est un acteur de nouvelle génération du marché de la téléphonie mobile. La Société conçoit, développe et distribue de manière flexible et intégrée des téléphones mobiles, accessoires et services, auprès des opérateurs, des marques et distributeurs.

Ces activités sont organisées autour de 2 pôles stratégiques :

- ModeLabs « Distribution » - leader et spécialiste en France de la distribution de téléphones mobiles et d'accessoires, présent sur l'ensemble des réseaux de vente : opérateurs, MVNO, grande distribution alimentaire, grande surface spécialisée, spécialistes télécom, détaillants et sites e-commerce
- ModeLabs « Manufacture » - concepteur de téléphones mobiles sur mesure, dispose d'expertise en conception & design et d'un savoir-faire technologique pour permettre à de grandes marques de luxe et de Lifestyle de créer leur propre gamme de téléphones mobiles, d'accessoires et de services tout en assurant une distribution qualitative et sélective sur les trois continents auprès des grands magasins, fashion stores, et réseaux HBJO (horlogerie, bijouterie et joaillerie)

Avec un chiffre d'affaires de 182,2 millions d'euros en 2008 et 160 collaborateurs répartis sur les continents européen, américain et asiatique, ModeLabs Group poursuit son déploiement à l'international grâce à la différenciation et à la spécialisation de son offre sur un marché en pleine segmentation.

- ***Depuis 1996, ModeLabs Group construit une position de leader dans la distribution d'accessoires de téléphonie mobile sur le marché français***

ModeLabs Group a débuté son activité en 1996 par la distribution d'accessoires de téléphonie mobile dans un marché français caractérisé à l'époque par une multiplicité d'acteurs. ModeLabs Group a développé une stratégie d'acquisition de parts de marchés par la différenciation et la spécialisation, non pas par le prix, mais par la qualité de service apportée aux clients. ModeLabs Group a ainsi adapté son organisation, ses bases de données et outils logiciels à la spécificité des accessoires comme produits à forte rotation et courte durée de vie.

Cette organisation a permis d'offrir aux clients un service de qualité avec des délais courts de mise sur le marché et ainsi rapidement développer les ventes.

La multiplication des références de produits a donc nécessité la mise en place d'un support marketing pointu d'aide à la vente, avec des forces commerciales réparties sur l'ensemble du territoire pour stimuler et comprendre les spécificités des différents types de réseaux de vente.

Fort de cette expertise, ModeLabs Group a largement contribué à développer en France le concept de « Marque de Distributeur » (« MDD ») dans les accessoires pour téléphones portables et à cet effet a investi, dès 1998, dans des machines d'impression conçues spécifiquement pour personnaliser le packaging de ses produits en fonction de la spécificité de ses clients.

ModeLabs Group a su servir aussi bien des grands opérateurs Télécom, la Grande Distribution alimentaire, les multi spécialistes, les chaînes spécialistes Télécom, que les revendeurs indépendants.

- ***Grâce à ce positionnement initial dans la distribution et pour se différencier dans un marché compétitif et fragmenté, ModeLabs Group innove sur son marché en concevant, commercialisant et distribuant en France des accessoires sur-mesure pour les opérateurs, les fabricants de téléphones mobiles et les distributeurs***

La volonté de service et d'innovation a conduit ModeLabs Group à maîtriser de plus en plus la chaîne de conception et de fabrication et à concevoir régulièrement de nouveaux accessoires adaptés aux tendances et aux souhaits des clients finaux.

ModeLabs Group a également breveté et commercialisé une gamme de chargeurs pour la maison et la voiture avec un bloc central universel et des câbles interchangeables spécifiques aux différents modèles de téléphone sous marque distributeur ou marque propre, permettant une réduction du risque de dépréciation et une accélération de la mise sur le marché de nouvelles références. Cette gamme est aujourd'hui largement diffusée auprès des distributeurs.

ModeLabs Group a étendu sa gamme à l'ensemble des gammes d'accessoires pour de nombreux modèles de téléphones autour de thématiques telles que la Protection (housses), l'Energie (batteries), le Nomade (oreillettes), les Loisirs (tours de cou) ou le Multimédia.

De nombreux grands fabricants de téléphones mobiles tels que Nokia, Sony Ericsson, Motorola, Samsung confient ainsi à ModeLabs Group la conception, la gestion du packaging et la distribution de leurs accessoires d'origine et, dans certains cas, leur fabrication (en sous-traitance).

- ***Depuis 2004, ModeLabs Group a étendu ses activités de distribution aux terminaux mobiles en capitalisant sur son expérience et sa position sur le marché de l'accessoire en France***

Face à une offre grandissante de téléphones mobiles, ModeLabs Group s'est lancé dans la distribution de téléphones mobiles standards de grandes marques, avec le même niveau de qualité de services et de flexibilité que sur l'accessoire, en capitalisant sur un réseau de vente établi. ModeLabs Group a commencé à distribuer des téléphones mobiles en France en 2004 et a ouvert son activité à l'international en 2005. La société estime avoir acquis une part de marché d'environ 10% hors ventes aux opérateurs et hors « pack opérateurs », étant précisé que les ventes aux opérateurs et « pack opérateurs » représentent actuellement environ 80% du marché des téléphones mobiles en France.

- ***En parallèle, ModeLabs identifie le processus de segmentation du marché des téléphones mobiles et lance ses premiers mobiles sur mesure pour des marques de Lifestyle***

Dès 2004, dans un contexte de maturation du marché des téléphones mobiles marqué par l'accélération du renouvellement des terminaux et la recherche par les opérateurs de moyens de fidélisation de leur clientèle, ModeLabs Group a décidé de déployer une offre de conception, développement et fabrication et distribution de mobiles sur-mesure. Pour ce faire, la société met en place des processus et une organisation flexible basée sur un modèle fabless afin de délivrer rapidement des mobiles en petites séries.

Les produits conçus et développés par ModeLabs Group et commercialisés à partir de 2006 en marque blanche (à destination des opérateurs/MVNO (« Mobile Virtual Network Operator »), de la distribution...), sous marque propre de ModeLabs Group (MyWay), ou en s'appuyant sur un portefeuille de marques sous licence (comme Airness, Elite Model Look...) permettent une offre de plus en plus segmentée.

Après le déploiement de ses offres sur-mesure sur le marché français, ModeLabs Group réplique ce modèle sur les marchés étrangers. En octobre 2006, la signature du premier accord de licence mondial avec une marque très réputée de la mode vestimentaire, Levi's[®], élargit le portefeuille de marques et ouvre des nouveaux segments de marché internationaux. Avec la conclusion de l'accord de licence international HUMMER[™], ModeLabs Group confirme cet axe de développement stratégique vers des marques internationales.

- ***En 2006, Modelabs démarre une activité de mobiles de luxes par le biais d'un premier partenariat d'étude stratégique avec une marque de luxe internationale. Le développement de l'activité luxe se concrétise en 2008 avec le lancement commercial de deux mobiles en partenariat avec deux acteurs iconiques du monde du luxe***

Dès 2006, ModeLabs Group se consacre à l'étude de marques à fort potentiel, dont la notoriété internationale et l'adéquation avec le monde des terminaux mobiles sont fortes. ModeLabs Group

signe successivement des contrats de licences exclusives et mondiales avec les sociétés Christian Dior Couture et Tag Heuer.

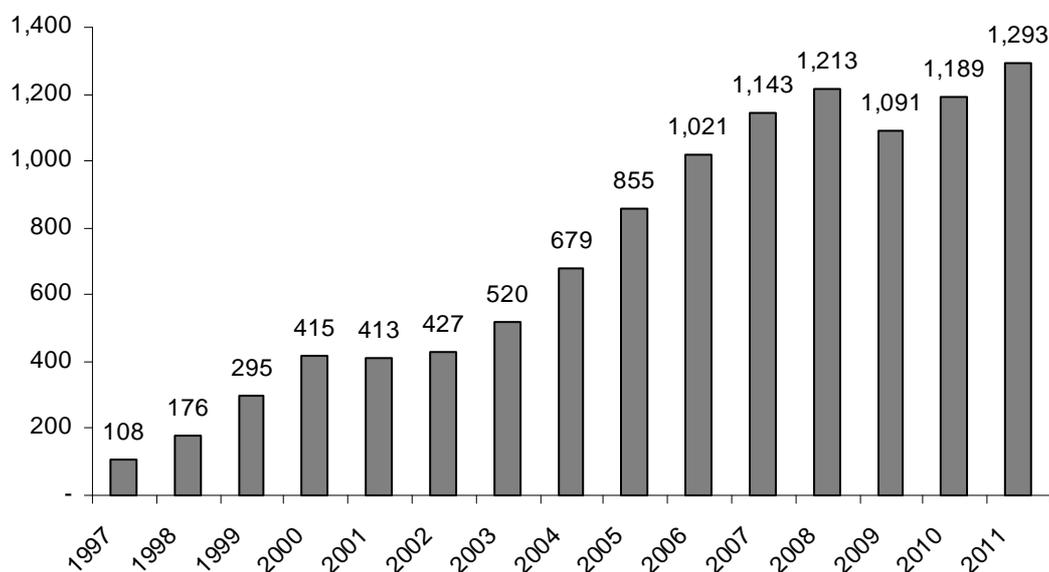
Après les phases de développement produit et la mise en place d'un réseau de vente mondial, ModeLabs procède au lancement commercial des terminaux mobiles Dior Phone (Christian Dior) et Meridiist (Tag Heuer) en fin d'année 2008.

6.2. Marché de la téléphonie mobile

6.2.1. Un marché de masse

Entre 2002 - année de reprise de la croissance suite à l'éclatement de la bulle des nouvelles technologies - et 2008, le marché des téléphones mobiles a affiché une croissance annuelle moyenne de 19% pour atteindre 1,2 milliards d'unités en 2008. Cette évolution du marché se compose d'une phase de croissance annuelle à 2 chiffres jusqu'en 2007 puis d'une moindre croissance de 6% en 2008. Les performances de 2008 ont été impactées par la crise économique mondiale à partir du 2eme semestre, engendrant ainsi une décroissance de plus de 10% au dernier trimestre 2008.

Ventes de terminaux mobiles dans le monde (millions d'unités)



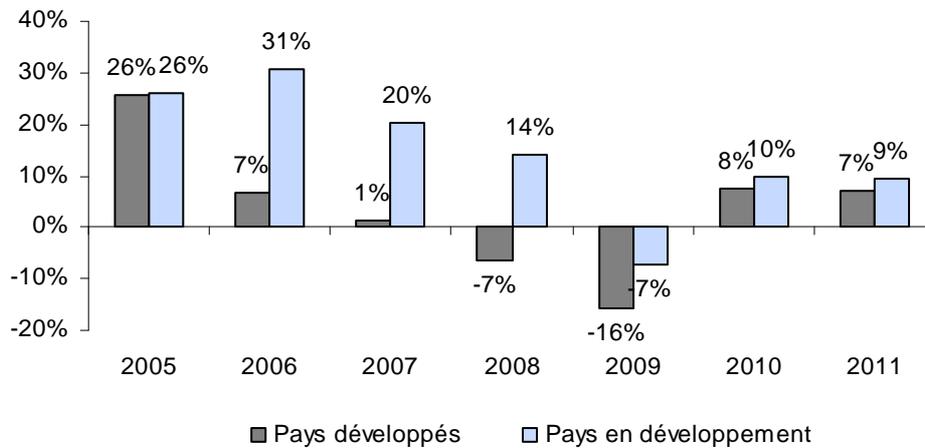
Source : Gartner pour la période 1997-2003 ; Informa, sociétés, GSA, 3GPP, Janvier 2009 à partir de 2004

Malgré une baisse des volumes de l'ordre de 10% attendue en 2009 (première année de décroissance depuis 2001) du fait de la crise économique mondiale, le marché de la téléphonie reste porteur et devrait à nouveau enregistrer des croissances proches de 10% dès 2010.

Outre l'impact de l'environnement économique mondial, la croissance intrinsèque du marché est tirée par 2 grands segments :

- Les pays développés : marchés arrivés à maturité, principalement tirés par le renouvellement et enregistrant des taux de croissance à 1 chiffre
- Les pays en développement : marchés d'équipement, principaux moteurs de la croissance du marché mondial et sur lesquels les taux de croissance annuels moyens sont supérieurs à 10%

Comparaison des croissances de ventes de terminaux dans les pays développés et en développement



Source : Informa, sociétés, GSA, 3GPP, Janvier 2009

6.2.1.1. Un marché mûr dans les pays développés, tiré par le renouvellement

Après plusieurs années de croissance soutenue, le taux de pénétration du mobile en Europe de l'Ouest atteint 96% en moyenne (chiffre calculé à partir de données Mobile Comms). Le taux de pénétration dans la téléphonie mobile se définit comme le rapport du nombre d'abonnés dans un pays donné sur la population totale de ce pays.

En 2007, ce taux de pénétration dépasse 100% dans six pays européens, avec plus de 136% en Italie, 111% au Royaume-Uni, 102 % en Allemagne (*The Mobile World – mars 2008*). Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène : un individu peut posséder plusieurs abonnements, par exemple un abonnement professionnel et un abonnement personnel ou un numéro pour le téléphone portable et un numéro pour la voiture. Par ailleurs, la montée en puissance de terminaux dédiés à certaines fonctions, comme les Blackberry ou les cartes de transmission de données, peuvent également engendrer un abonnement supplémentaire. La France comptait un peu plus de 56 millions de clients à la téléphonie mobile au 30 juin 2008 selon les chiffres publiés en août 2008 par l'Arcep, l'autorité de régulation des télécoms soit un taux de pénétration mobile de 88.1%.

La Société estime que les taux de pénétration(s) dans certains pays développés pourraient poursuivre leur croissance du fait du développement du nombre d'utilisateurs qui souhaitent disposer de plusieurs terminaux. La poursuite de cette tendance peut notamment s'expliquer par :

- l'émergence de terminaux dédiés à une fonction précise, autre que la voix. Par exemple, le propriétaire d'un Blackberry peut également posséder un terminal pour la voix. La Société estime que le même phénomène pourrait s'observer avec d'autres terminaux connectés autour de fonctions précises comme la musique, le jeu, la photo, la géo localisation, etc. ;
- la mode : la Société estime que le téléphone est susceptible de se rapprocher de plus en plus de l'accessoire de mode, et qu'il est possible que l'utilisateur « mode » souhaite posséder plus d'un téléphone pour différents contextes ou différentes tenues, de la même façon qu'il possède différentes montres, lunettes, ou bijoux.

Par ailleurs, depuis 2007, les volumes de vente ont été particulièrement stimulés par les ventes de smartphones à des prix abordables qui ont incité de nombreux utilisateurs à renouveler leur téléphone mobile. Les opérateurs ont largement contribué à accélérer ce phénomène en subventionnant de façon importante ces terminaux supposés augmenter leur ARPU grâce aux nouveaux services data type MMS, jeux vidéos, contenus musicaux etc. En France, les ventes de smartphones sont passées de 700.000 unités en 2007, à 1,8 million en 2008 (+125%), tandis que l'augmentation des ventes de

ce segment devrait être de l'ordre de 55% en 2009, selon GfK. En valeur, avec 420 millions d'euros à fin 2008, les smartphones représentent 25% du chiffre d'affaires total du marché français.

6.2.1.2. Les pays en développement, moteurs de la croissance mondiale

Le marché du mobile dans les pays émergents est un marché en développement, tiré par une phase de premier équipement qui se traduit par des croissances importantes en volumes sur des produits d'entrée de gamme. Ainsi, des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil sont fortement contributeurs à la croissance mondiale avec des taux de croissance à deux chiffres depuis plusieurs années. Du fait de la crise économique mondiale, les analystes prévoient néanmoins que même ces zones pourraient connaître une phase de stagnation voir de décroissance en 2009.

6.2.1.3. Les accessoires mobiles, un marché corrélé aux terminaux mobiles

Du fait de la combinaison mobile / accessoire, ce marché est corrélé au marché des terminaux mobiles mais se caractérise néanmoins par une forte rotation des produits : effets de mode, courte durée de vie, constante innovation, prix de vente faible...

Le pic de vente d'accessoires se situe au moment de l'achat ou du renouvellement du téléphone mobile. Les clients finaux accessorisent leurs mobiles au moment de l'achat pour le protéger (les housses), le compléter (oreillettes), étendre son champ d'utilisation (kit mains libres de voiture), en explorer et utiliser toutes les fonctionnalités et possibilités (câble data, etc.).

Après quelques temps d'utilisation, les clients peuvent souhaiter compléter leurs usages avec de nouveaux accessoires : oreillettes Bluetooth, câble ou dongle PC pour sauvegarder répertoire et photos vers un PC, etc.

A chaque mobile se manifeste un besoin de ses propres accessoires. En général, un mobile dispose d'une gamme d'accessoires comprise entre 3 et 12 accessoires dédiés, c'est-à-dire spécifiques à ce modèle de téléphone mobile. Il dispose aussi d'une gamme d'accessoires génériques compatibles.

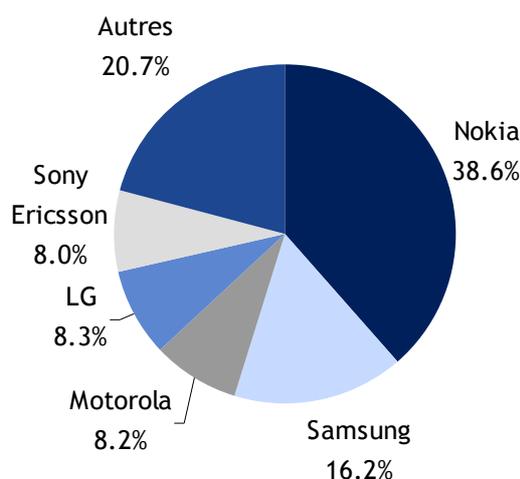
A ce jour, la société segmente le marché des accessoires en 5 grandes familles de produits : énergie, protection, nomade, loisirs, multimédia. Avec le développement des produits mobiles autres que les téléphones (ordinateurs, lecteurs MP3, consoles...) le marché de l'accessoire tend à s'élargir vers de nouvelles applications.

6.2.1.4. Les forces en présence sur le marché des terminaux mobiles

Un nombre limité de grands OEM domine la fabrication mondiale de terminaux

Sous l'effet cumulé de la forte concurrence et de la baisse constante des prix de vente des terminaux, le marché des fabricants OEM de terminaux mobiles s'est considérablement consolidé au cours des dernières années. Ainsi, en 2008, les 5 premiers OEM représentaient environ 80% du marché.

Parts de marché mondiales des fabricants de terminaux mobiles – 2008



Source : Deutsche Bank, sociétés

La production mondiale de téléphones mobiles est majoritairement réalisée en Asie, la Chine concentrant en 2007 plus de 50% de la production mondiale à elle seule (source : Market Center Intelligence de Taiwan).

La distribution au client final est opérée par 2 types d'acteurs

Les différents acteurs de la distribution peuvent être classés en 2 grandes familles en fonction de leur mode d'approvisionnement (lui-même lié à leur taille)

- Approvisionnement direct auprès des OEM : opérateurs et acteurs de la grande distribution qui réalisent la majorité des volumes de vente des grands OEM. Au sein de cette famille les opérateurs ont une place particulière étant donnée leur taille et leur position dans la chaîne de valeur du mobile
- Approvisionnement par le biais de grossistes : distribution spécialisée, indépendants, e-commerce... Ces acteurs dont la taille ne permet pas de traiter directement avec les grands OEM se dirigent vers des grossistes pour leurs approvisionnements en terminaux mobiles

Les opérateurs mobiles : acteurs prépondérant de la distribution en France

Les ventes en « pack opérateurs » représentent environ 80-85% du marché des téléphones mobiles (estimation du management). Ce segment représente une part majoritaire du marché du fait de la stratégie historique des opérateurs consistant notamment à acquérir ou retenir des clients par le biais d'offres couplées et subventionnées abonnement / terminal. L'évolution du marché des mobiles et de la part du marché « pack opérateur » sont, de fait, fortement impactés par les politiques des opérateurs, notamment en termes de subvention.

Ainsi, le développement du marché des smartphones depuis 2007 est la principale conséquence de la migration du marché des services mobiles vers les services dits de data (SMS, MMS, jeux, applications web...). Au cours de ces deux dernières années, les opérateurs ont massivement accru leurs subventions sur les smartphones afin de développer l'accès à ces nouveaux services générateurs d'ARPU contribuant de fait au développement de ce segment de terminaux.

De même, l'accroissement des subventions et la concentration des opérateurs sur les produits haut de gamme des OEM qui ont accompagné la sortie très attendue de l'iPhone ont contribué à augmenter la part du marché « pack opérateur » au cours de 2007 et du premier semestre 2008. La

société estime néanmoins que la tendance s'est inversée au cours du second semestre 2008, avec l'augmentation de la part du marché « hors-pack ».

6.2.2. Vers une segmentation du marché

6.2.2.1. L'usage et l'identité au cœur de la segmentation du marché

La technologie est aujourd'hui mature. Ainsi, 80 % des Français disposent d'un téléphone équipé d'un appareil photo et 62 % d'une caméra vidéo (source enquête AFOM-TNS Sofres octobre 2007). La valeur perçue de l'innovation technologique diminuant, la segmentation du marché qui reste encore dictée par la technologie est en train d'évoluer en faveur de l'image véhiculée.

A l'inverse des nouveaux utilisateurs originaires de pays émergents qui choisissent leur premier téléphone pour son faible prix, les Européens, les Américains, les Japonais, mais aussi les membres des classes aisées des pays émergents changent de mobile pour adopter un modèle plus sophistiqué, tant d'un point de vue technologique que design. En Allemagne, au Royaume-Uni et en France, l'arrivée très attendue de l'iPhone d'Apple a avivé l'intérêt pour les téléphones haut de gamme, même si les ventes de cet objet sont finalement faibles comparativement à l'engouement qu'il suscite.

Objet multifonctions par excellence, le téléphone mobile, qui fait office de réveil, montre, calculette, appareil photo, caméscope, baladeur, console de jeux, station Internet...et de téléphone, est à la fois familial, quotidien et personnel. Plus que la montre, les lunettes, le sac à main ou le bijou, cet objet que son utilisateur a désormais toujours à portée de main est un attribut de son identité. Quoi de mieux alors pour montrer sa personnalité qu'un téléphone mobile d'une marque forte de l'univers du sport, de la mode, du luxe ou des loisirs, emblématique d'un style de vie ou d'une communauté ?

La Société estime que, dans sa phase de maturation, le marché des mobiles évolue vers une plus grande segmentation reflétant les styles de vie, les goûts et les valeurs des utilisateurs finaux d'une part et l'utilisation faite de ces mobiles d'autre part. Cette nouvelle segmentation permet aux marques de l'univers du luxe et du LifeStyle de considérer les terminaux mobiles comme une opportunité crédible d'élargissement de leur gamme produit et un relais de croissance additionnel.

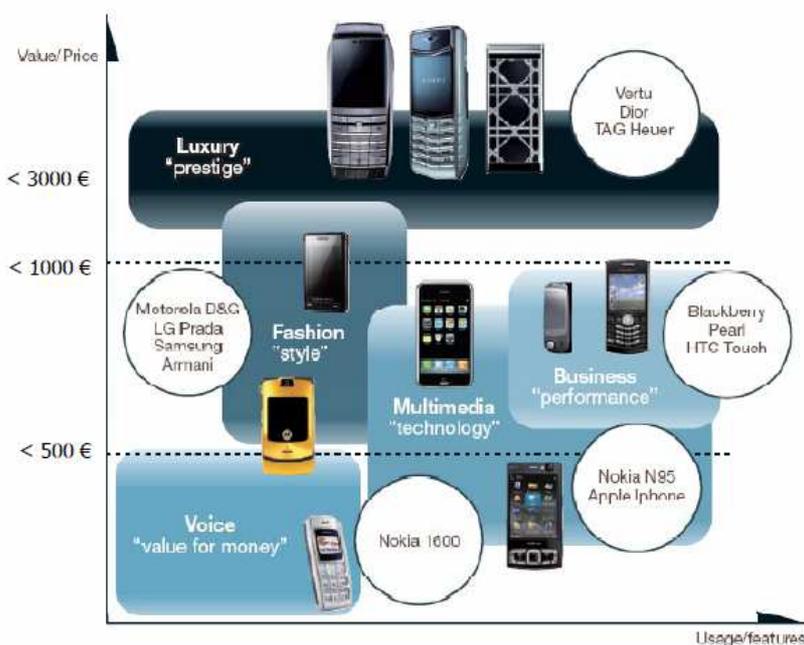
Ces segments comprennent des terminaux plus ou moins personnalisés, susceptibles de mettre en valeur les marques par une ergonomie et une esthétique adaptées et de proposer des applications répondant aux aspirations des utilisateurs en fonction de leurs modes de vie et de l'utilisation qu'ils ont de leur téléphones mobiles. Cette évolution du marché forme la base de la stratégie de l'activité Manufacture de la Société.

La Société considère que l'évolution du marché du téléphone mobile devrait connaître des similitudes avec celle suivie par le marché de la montre. En effet, la montre et le téléphone mobile présentent de nombreux points communs et leurs marchés sont souvent comparés, à plusieurs titres. Les deux produits servent une fonction principale, l'heure pour la montre, la communication voix pour le téléphone. Le téléphone mobile, comme la montre, est un produit que l'on porte toujours avec soi et que l'on exhibe, volontairement ou pas. Pareillement à celle-ci, le téléphone mobile est un révélateur de personnalité et de statut. Bien que disposant d'une fonction de base identique sur chaque produit, la largeur et la profondeur des gammes permettent une différenciation de styles et de prix. Comme l'indique l'étude Arc Chart (« Fashion and Style in the Mobile Handset Industry, Juin 2005 »), dans un marché où la montre de base est disponible à 10 USD ou moins, le consommateur est cependant prêt à payer un multiple de ce prix pour s'offrir une marque et un design spécifiques.

La Société estime que le marché de la téléphonie mobile suit cette même évolution, et devrait poursuivre son orientation dans cette direction, dans la mesure où la différenciation des produits devrait se faire de moins en moins sur les fonctionnalités technologiques qui tendent en grande partie à se standardiser, et de plus en plus sur l'image et la différenciation qu'ils véhiculent.

Forte de ce postulat novateur également défendu par un certain nombre d'analystes de marché (comme Arc Group ou ABI Research), la Société a rapidement basé la stratégie de son activité manufacture sur le concept d'offre segmentée.

Segmentation du marché mobile par produits



Source : Modelabs Group

La Société observe que les segments milieu et haut de gamme évoluent afin de refléter les styles de vie, les goûts, les valeurs des utilisateurs. Ces segments comprennent des terminaux plus ou moins personnalisés, susceptibles de mettre en valeur la marque (pouvant être une marque hors de l'univers du mobile) par une ergonomie et une esthétique adaptées et de proposer des applications répondant aux aspirations des utilisateurs en fonction de l'utilisation qu'ils ont de leurs téléphones mobiles et de leurs modes de vie.

La Société estime que les marques fortes de ces segments jeunes, sport, etc. devraient pouvoir s'étendre avec succès dans le mobile en apportant avec elles tout un univers de valeurs, d'esthétique, mais aussi de services et de contenus qui seront de nature à en stimuler l'usage.

Les grands fabricants de terminaux mobiles sont conscients de cette évolution du marché et ont commencé à la prendre en compte. Ils essaient notamment de s'associer aux marques pour préempter cette segmentation. Un certain nombre de fabricants et de marques (automobiles, mode...) se sont ainsi associés avec des OEM au cours de ces dernières années (Porsche, Ferrari, Prada, Dolce & Gabbana...). Pour les fabricants de mobiles confrontés à une érosion des marges dans un marché fortement compétitif, la vente de produits mobiles personnalisés de 30% à 40% plus chers représente une opportunité de marges plus confortables. Ces offres visent néanmoins un public large, plus sensible à la mode, au style du téléphone, aux valeurs véhiculées par la marque associée. Dans ces cas, les associations aboutissent essentiellement à des partenariats de co-branding entre les fabricants de mobiles et les marques partenaires. Les portables basés sur des plateformes existantes étant « personnalisés » pour refléter les codes de la marque.

Cependant, la Société estime que le risque de conflit de marque pourrait être fort entre ces acteurs puissants de différents univers dont la marque représente un des principaux actifs. Ce risque de conflit de marque entre grands acteurs pourrait présenter une grande opportunité pour de plus petits acteurs comme Modelabs Group qui peuvent mettre leur savoir-faire au service de marques pour mettre en place une offre produits, services et accessoires qui pourra permettre à la marque d'étendre sa gamme de produits et lui offrir l'opportunité de communiquer avec sa clientèle.

6.2.2.2. La standardisation de l'industrie du mobile a permis l'émergence de nouveaux acteurs capable d'offrir des produits différenciés

Pour faire face à la forte baisse des commandes de terminaux de la part des opérateurs Télécom à partir de la fin 2000, les fabricants traditionnels (OEM (« Original Equipment Manufacturer »)) ont dû restructurer leurs activités. Certains de ces fabricants traditionnels ont fermé ou cédé leurs activités de production et essaient de se concentrer davantage sur le marketing et le commercial, en dépit de leur culture qui reste essentiellement technologique. Ils tendent à sous-traiter la fabrication des terminaux, voire leur conception, pour devenir des fabricants sans usines, voire sans R&D, permettant ainsi à de nouveaux intervenants d'entrer sur le marché ou d'y renforcer leurs positions :

- les ODE (« Original Design Engineering ») offrent des prestations de conception et d'intégration (R&D) de terminaux au niveau matériel et logiciel ;
- les EMS (« Electronic Manufacturing Service ») proposent des prestations de fabrication de terminaux ;
- les ODM (« Original Design Manufacturer »), industriels traditionnellement spécialisés dans la fabrication de matériel informatique et de PC, offrent un service intégré de conception et de fabrication de terminaux. Les ODM fournissent des produits finis à des OEM.

Compte tenu de la complexité croissante des téléphones, les ODM et ODE doivent coordonner un nombre croissant d'acteurs. Les téléphones multimédia et les smartphones offrant plus de possibilités que de la simple voix, requièrent l'intégration d'un nombre croissant d'applications et de composants, comme par exemple :

- les OS (« Operating Systems ») comme Windows Mobile, Android, ou, Symbian ;
- les logiciels embarqués comme les navigateurs WAP, client MMS... ;
- les applications spécifiques comme moteurs de jeux, ou application Java... ;
- les technologies Bluetooth, les nouveaux écrans, les caméras...

La chaîne de valeur de la fabrication de terminaux compte désormais un grand nombre d'acteurs très spécialisés qui ont pour effet de rendre la fabrication de terminaux plus accessible à de nouveaux entrants. Grâce à la standardisation de la technologie, les ODE/EMS et les ODM produisent aujourd'hui pour les plus grands fabricants et opérateurs et sont capables de fournir des produits d'un niveau de qualité équivalent à ceux des plus grands fabricants à d'autres clients qui en feraient la demande. Certains ODM fabriquent même des Smartphones parmi les plus sophistiqués, sur base Windows Mobile par exemple.

Dans ce contexte de standardisation, le nombre de références augmente et le prix de certains composants baisse d'où le renouvellement plus rapide des produits et une volonté pour les acheteurs, qu'ils soient opérateurs ou détaillants, de développer une politique d'achat en flux tendu de façon à profiter de la baisse des prix et des derniers développements en termes de produits.

Il est possible pour de nouveaux acteurs ayant une forte capacité d'achat et de distribution de spécifier leurs propres versions à des ODE ou ODM et donc de créer leurs propres terminaux pour des coûts très inférieurs à ceux du développement d'une nouvelle plateforme.

Etant donnée la forte migration de la production mondiale vers les pays d'Asie, la Société estime qu'une forte présence locale avec une bonne compréhension de la chaîne de valeur du fournisseur de semi-conducteurs jusqu'au design mécanique en passant par les OS et applications est ainsi nécessaire pour tout acteur qui souhaite travailler avec les EMS, ODE et ODM.

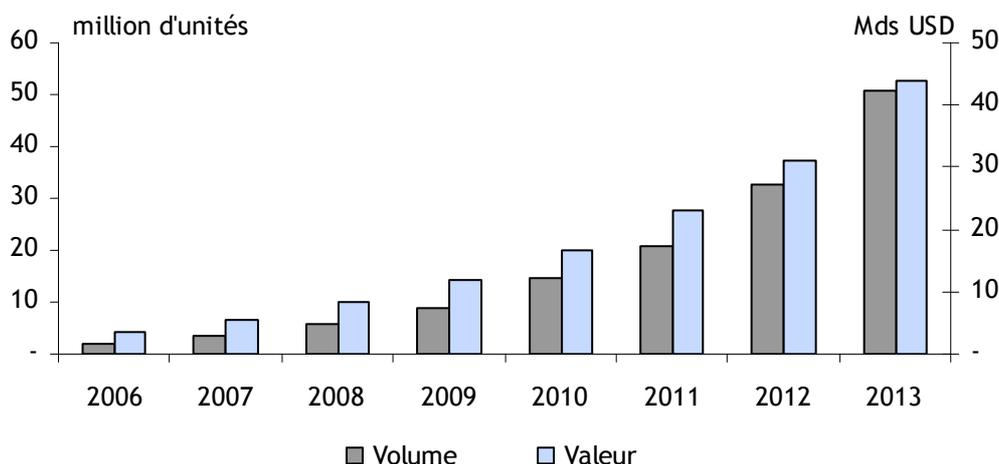
6.2.3. La segmentation du marché entraîne l'émergence d'un segment luxe

Face aux nouvelles attentes des consommateurs, les marques de mode et de luxe, dont la réputation et l'attractivité dépassent leur cœur de métier et qui sont à la recherche de nouveaux relais de croissance, sont de plus en plus nombreuses à vouloir pénétrer le marché du téléphone mobile haut de gamme, comme elles l'ont déjà fait avec les marchés des lunettes ou de la montre. En témoigne la présence depuis quelques années de certains fabricants de mobiles de luxe au BaselWorld, salon annuel de la joaillerie et de l'horlogerie : le mobile de luxe n'est pas seulement une tendance, mais au même titre que la montre de luxe, un marché.

6.2.3.1. Marques de luxe et Mobiles de Luxe : Un segment de marché en pleine croissance

Sur un marché « de masse » du téléphone mobile en croissance de l'ordre de 2% par an entre 2008 et 2011 et 9% entre 2009 et 2011 (période excluant la décroissance attendue en 2009), le segment des mobiles de luxe (prix supérieur à 1 000 euros) devrait progresser très fortement, de plus de 40% par an entre 2009 et 2011 selon le cabinet ABI Research.

Evolution du marché mondial des mobiles de luxe



Source : ABI Research, *Luxury Mobile Phones*, 2008

ABI Research retient les mobiles dont le prix d'achat est supérieur à 1 500 USD

Sur la base des analyses d'ABI Research, la Société estime que le créneau de « l'hyper-luxe » - téléphones dont le prix d'achat est supérieur à 3 500 USD - devrait représenter 10% du marché des mobiles de luxe en volume et 22% en valeur.

Ce marché a d'abord été ouvert par des marques spécialement dédiées aux mobiles de luxe comme Vertu (filiale du groupe Nokia dédiée aux téléphones de luxe). Sont ainsi apparues des produits visant un public très restreint, désireux d'acquiescer un outil technologique d'exception. Ces terminaux mobiles produits en petites séries peuvent atteindre des centaines de milliers d'euros l'unité.

Depuis peu, le segment luxe voit l'entrée des marques de luxe traditionnelles désireuses de profiter de la croissance de ce nouveau segment. Les marques de luxe ont vu un intérêt dans la possibilité d'offrir à une clientèle exclusive un outil de communication d'exception, pouvant véhiculer leurs valeurs à travers un design, des matériaux utilisées où la technologie embarquée. Il s'agit pour les marques de l'univers du luxe, d'ajouter un produit technologique devenu un objet du quotidien dans leur offre de produits exclusifs.

Pour parvenir à s'imposer sur ce nouveau segment, ces marques dont les activités cœur sont loin du monde du mobile doivent s'associer avec des partenaires capables de maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur afin de les accompagner dans le développement de leurs activités mobiles.

Ainsi, à l'opposé des stratégies de co-branding entre OEM et marques de lifestyle présentée précédemment, certaines marques de luxe ont décidé de pénétrer le marché du mobile avec des produits exclusifs, sous leur marque uniquement, représentant une gamme de produit à part entière dans leur offre, au même titre que des produits de maroquinerie, des montres ou des lunettes. C'est le cas notamment de grandes marques internationales comme TagHeuer ou Dior dont les téléphones aux designs uniques s'inscrivent totalement dans la ligne de produits de ces marques. Comme dans le cas du co-branding, ces marques doivent faire appel à des sociétés capables de designer des produits originaux reflétant le positionnement et l'essence de ces marques de luxe tout en y intégrant la composante technologique requise par ce type de produits.

6.2.3.2. La conception de mobiles de luxe originaux nécessite un ensemble de compétences spécifiques

Pour répondre aux besoins des marques de luxe optant pour le développement de produits originaux, les acteurs de type CDM notamment doivent maîtriser des processus de fabrication spécifiques centrés sur la qualité des produits, dans des volumes inférieurs aux produits de masse.

La commercialisation et la gestion de téléphones mobiles de marques de luxe nécessitent également des compétences spécifiques en terme de communication et de distribution. Les plans de communication doivent respecter les codes de la marque et s'inscrire dans la continuité de celle-ci tout en intégrant les éléments propres aux produits de téléphonie mobile. La distribution de ce type de produits se faisant via des réseaux spécifiques (magasins de luxe, joailliers, magasins propres des marques de luxe...) il est nécessaire de maîtriser un réseau commercial totalement différent des réseaux de télécommunication classiques.

La Société estime être le premier acteur capable de concevoir, développer, fabriquer et distribuer des téléphones sur-mesure sous marques de mode et de luxe, et de répondre aux exigences du marché en termes de qualité, de design, de technologie, de services et de réseaux de distribution.

6.3. Présentation des activités de ModeLabs Group

Au cours de l'année 2008, suite à la cession de son activité de conception d'accessoires bluetooth, la société s'est recentrée autour de 2 activités cœur :

- Modelabs « Distribution » - leader et spécialiste en France de la distribution de téléphones mobiles et d'accessoires, présent sur l'ensemble des réseaux de vente : opérateurs, MVNO, grande distribution alimentaire, grande surface spécialisée, spécialistes télécom, détaillants et sites e-commerce
- Modelabs « Manufacture » - concepteur de téléphones mobiles sur mesure, dispose d'expertise en conception & design et d'un savoir-faire technologique pour permettre à de grandes marques de luxe et de lifestyle de créer leur propre gamme de téléphones mobiles, d'accessoires et de services tout en assurant une distribution qualitative et sélective sur les trois continents auprès des grands magasins, fashion stores, et réseaux HBJO (horlogerie, bijouterie et joaillerie)

6.3.1. Distribution

6.3.1.1. Accessoires de téléphonie mobile

Métier historique de la Société, l'offre d'accessoires représente environ 51,2 millions d'euros, soit environ 28 % du chiffre d'affaires de ModeLabs Group en 2008 (elle représentait environ 56,2 millions d'euros, soit environ 29% du chiffre d'affaires en 2007). Les ventes d'accessoires sont directement

liées aux ventes de mobiles avec des besoins de consommation liés à la Protection, l'Energie, le Nomade, les Loisirs ou le Multimédia.

De grands volumes de produits qui impliquent une logistique maîtrisée

Le nombre de références d'accessoires liés à une nouvelle référence de téléphonie mobile n'a cessé de croître au cours des dernières années. La complexité de gestion des références ainsi que les volumes vendus d'accessoires ont rendu nécessaire l'industrialisation de la logistique. ModeLabs Group a ainsi su établir une assise logistique qui accompagne l'expansion de la Société dans ses autres lignes de produits. Les accessoires sont gérés comme des produits à très forte rotation et avec des durées de vie courtes, leurs ventes étant directement corrélées à la mise sur le marché de nouveaux mobiles, rendant nécessaires une forte réactivité et flexibilité.

Une part de marché importante qui ouvre les circuits de distribution aux autres lignes d'activité

Grâce à la spécialisation de ModeLabs Group dans l'industrie du téléphone mobile, la Société a su adapter ses offres produits aux différentes spécificités des canaux de ventes et des demandes clients.

ModeLabs Group se positionne comme un acteur majeur du marché des accessoires de téléphonie mobile en France avec une part de marché de l'ordre de 35% (source : estimations management).

ModeLabs Group a su appuyer sa présence dans les réseaux de distribution en développant une stratégie active de marque de distributeur sur ce marché.

Une offre d'accessoires mobiles organisée en cinq familles de produits

ModeLabs Group propose une large gamme en constante évolution (de 1.500 références, allant d'environ 2 euros à 200 euros), organisée autour de cinq thématiques qui regroupent les produits par type d'usage :

- **Protection** : principalement les housses et autres accessoires permettant de protéger et transporter son mobile ;
- **Energie** : alimentation pour mobile, batteries de remplacement... ;
- **Nomade** : les accessoires qui accompagnent le mobile lors de déplacements comme les kits piétons mains libres, les kits mains libres voiture, les casques Bluetooth... ;
- **Loisir** : une vaste catégorie d'accessoires pour personnaliser son mobile : tour de cou, goodies, accessoires de mode... ;
- **Multimédia** : câbles de données, adaptateurs Bluetooth et infra rouge pour PC, cartes mémoires...

Une offre complète constituée des accessoires d'origine fournis par les grands fabricants de mobiles et d'une gamme d'accessoires personnalisés compatibles à valeur ajoutée

ModeLabs Group structure son activité d'accessoires mobiles autour de ces lignes de produits complémentaires permettant de proposer une gamme complète d'accessoires à ses clients :

Accessoires d'origine fournis par les grands fabricants de mobiles (« OEM »)

ModeLabs Group distribue sur une base non exclusive les accessoires mobiles des grands fabricants de mobiles (OEM) comme Motorola, Nokia, Samsung, Sony Ericsson qui souhaitent établir une étroite collaboration avec ModeLabs Group afin de bénéficier de son expertise et de ses canaux de distribution.

ModeLabs Group assure la distribution et la disponibilité des produits dans les points de vente. La Société sélectionne les accessoires OEM qu'elle souhaite distribuer.

Ces produits sont également vendus par les fabricants en direct auprès des opérateurs mobiles, ainsi qu'auprès des distributeurs.

- ModeLabs propose aussi une offre d'accessoires OEM en OAP (« Original Accessories Packaging ») :
- ModeLabs Group reçoit les accessoires non emballés et les conditionne après impression des cartonnages inclus dans les emballages.
- ModeLabs Group reconditionne les accessoires d'origine dans le respect des chartes graphiques constructeurs (par exemple, pour Motorola, Nokia, Samsung, Sagem,...) et les adapte aux spécificités des différents réseaux de magasins (par exemple, magasins opérateurs ou Grande Distribution).
- ModeLabs Group peut également créer des offres avec plusieurs produits associés (« bundles ») comme par exemple un pack comprenant un mobile Bluetooth et une oreillette Bluetooth ou bien un chargeur de voiture et un chargeur de voyage.
- Par la relation directe avec les fabricants, ModeLabs Group a la capacité de proposer aux distributeurs des linéaires harmonisés, optimisant ainsi leur surface de vente et leur rendement au mètre carré.
- ModeLabs Group s'attache à développer des relations de partenariat avec de nombreux fabricants d'accessoires pour faire évoluer son offre et l'adapter au mieux aux besoins du marché.

Gamme d'accessoires personnalisés compatibles à valeur ajoutée, commercialisés sous marques propres, marques de distributeurs, ou licence de marque

La ligne d'accessoires personnalisés est constituée des accessoires conçus et développés par ModeLabs Group. Cette partie de l'activité repose sur des capacités de R&D interne ou sous-traitée permettant de développer des concepts originaux, brevetés lorsque cela est possible. C'est le cas par exemple pour des chargeurs universels permettant d'utiliser un seul bloc d'alimentation pour tous les mobiles moyennant un câble adaptateur spécifique séparé permettant une optimisation des stocks et une limitation du risque de dépréciation.

Cette activité offre des niveaux de marges supérieurs à celle de la distribution d'accessoires OEM compte tenu de la valeur ajoutée apportée par ModeLabs Group, et s'adresse à une variété de clients :

- *Des accessoires vendus sous marque propre de ModeLabs Group*

Ces accessoires sont vendus sous sa marque BlueWay ou sous d'autres marques détenues par la Société (Club, Milo, Platinum...). En effet, certains réseaux de revendeurs n'ont pas de marques fortes et préfèrent bénéficier de la marque BlueWay sur l'ensemble de la gamme d'accessoires mobiles.

- *Des accessoires conçus pour le compte de grands fabricants de téléphones mobiles*

Certains grands fabricants concèdent à ModeLabs Group la licence de leur marque et confient à ModeLabs Group la conception, la fabrication (sous-traitée par ModeLabs Group) et la distribution d'accessoires d'origine innovants portant la marque fabricant.

- *Spécialiste de la marque de distributeur (MDD) pour les accessoires mobiles*

Grâce à son offre MDD, ModeLabs Group commercialise auprès des distributeurs des gammes d'accessoires sous leur marque. ModeLabs Group gère ainsi l'offre accessoire du distributeur et l'aide à optimiser ses marges tout en capitalisant sur sa marque, permettant ainsi aux différents grands réseaux à marque forte de se différencier autrement que sur le prix.

- *Les accessoires sous marques d'opérateurs mobiles*

ModeLabs Group fournit aux opérateurs de téléphonie mobile des gammes d'accessoires commercialisées sous leur marque qu'elle conçoit et fait fabriquer. Les gammes d'accessoires sont constituées mensuellement avec l'opérateur et en fonction des téléphones mobiles qu'ils commercialisent ou s'approprient à commercialiser.

- *Le développement de gammes d'accessoires sous licence de marque*

ModeLabs Group développe une gamme complète d'accessoires mobiles destinés à être commercialisés sous de grandes marques sous licence (exemple : Levi's, Hummer...).

6.3.1.2. Distribution de téléphones mobiles « OEM »

L'offre de téléphones mobiles sous marque constructeurs représente environ 114,7 millions d'euros, soit environ 63% du chiffre d'affaires de ModeLabs Group en 2008 (contre environ 109,3 millions d'euros, soit environ 57% du chiffre d'affaires 2007).

L'offre de téléphones mobiles (OEM) de ModeLabs Group a été lancée en 2004 et consiste à commercialiser auprès de distributeurs français et étrangers (Italie, Allemagne, Pays-Bas, Moyen-Orient...) des téléphones mobiles fabriqués par les grands fabricants mondiaux. La société a lancé son activité de mobiles notamment :

- Pour répondre à la volonté de ses clients de consolider leur base de fournisseurs en se concentrant sur les acteurs capables de leur fournir une offre globale (mobile, accessoires et services liés à leurs activités mobiles) ;
- En capitalisant sur ses relations avec les grands fabricants de terminaux. A ce titre, ModeLabs Group a signé des contrats de fourniture avec les principaux fabricants de mobiles comme Motorola, Nokia, Samsung...

Aujourd'hui ModeLabs Group adresse principalement son offre mobile aux circuits de la distribution et ne vend pas en direct aux opérateurs des mobiles en provenance des grands fabricants. Les grands fabricants gèrent en direct leurs relations commerciales avec les opérateurs mobiles.

Cependant, il n'est pas exclu qu'à l'avenir ModeLabs Group puisse devenir un fournisseur des opérateurs en complément des liens directs que ceux-ci ont avec les fabricants.

Le « sell out » ou les ventes réalisées par les points de vente de la distribution – souvent hors packs opérateurs – donnent des indications précises sur les tendances du marché. La collecte et l'analyse de ces informations commerciales sont autant d'éléments permettant d'enrichir l'expertise client.

Du fait de son expertise en distribution et promotion, ModeLabs Group est souvent sollicitée par des OEM pour commercialiser, parfois sur une base exclusive, certains modèles de leurs gammes dans le cadre d'opérations mettant en œuvre un marketing spécifique.

ModeLabs Group est libre de choisir les modèles de téléphones sur lesquels elle organise des actions de promotions et d'animations commerciales.

Le fabricant alloue un budget spécifique pour participer aux frais marketings permettant à ModeLabs Group de monter des offres bien étudiées et attractives et de bénéficier d'une meilleure marge que sur les produits « standard ».

Par exemple, Samsung confie régulièrement des modèles de téléphones à ModeLabs Group avec mission d'en assurer une promotion particulière.

6.3.1.3. Conception et distribution de produits en « co-branding » :

ModeLabs capitalise sur ses relations avec les fabricants OEM d'une part et les marque « lifestyles » d'autre part pour offrir des offres dites en « co-branding » qui associent une marque OEM avec une marque lifestyle.

Les OEM sont intéressés par ce modèle afin de pouvoir s'adresser à des segments de marchés plus précis, de bénéficier d'une meilleure marge que sur des produits « standard » et de pouvoir monter des opérations spéciales de communication avec leurs clients.

ModeLabs Distribution s'appuie sur les compétences de ModeLabs Manufacture et terme de design produit et de marketing afin de pouvoir offrir des personnalisations très attractives aux OEM.

ModeLabs a par exemple lancé les produits suivants avec Samsung :

- Samsung-Hummer
- Samsung-Elite
- Samsung- Airness

Et d'autres offres similaires sont en cours de préparation.

Dans certains cas, les produits sont commercialisés par ModeLabs, dans d'autres cas les produits sont commercialisés par les OEM, auquel cas ModeLabs est payé par le biais de royalties sur chaque produit vendu.

Dans chaque cas, ModeLabs assure l'interface entre la marque et l'OEM, et crée des outils spécifiques de communication

6.3.1.4. Une présence répartie sur l'ensemble des réseaux de distribution mobile

Les clients de ModeLabs Group sont regroupés en six catégories :

- Les opérateurs télécoms ;
- La grande distribution;
- Les multi spécialistes ;
- Les chaînes de spécialistes télécoms ;
- Les revendeurs indépendants ;
- Le e-commerce

Les opérateurs télécoms

Les opérateurs télécoms peuvent être distingués en deux catégories, les opérateurs mobiles historiques (Orange, SFR, Bouygues Télécom) et les MVNO (NRJ Mobile, Virgin Mobile et Debitel)

La Grande Distribution

ModeLabs Group participe régulièrement aux appels d'offre de la Grande Distribution et est actuellement fournisseur de nombreuses enseignes pour les accessoires et les mobiles. ModeLabs

Group compte notamment parmi ses clients les enseignes Auchan, Carrefour, Casino,... Ces contrats font régulièrement l'objet d'appels d'offres et sont effectifs sur des durées de 1 à 5 ans suivant les enseignes. ModeLabs Group compte suivre ses clients à l'international, en prenant appui sur son taux de pénétration et ses référencement actuels.

Les multi spécialistes

ModeLabs Group est référencé comme fournisseur de mobiles ou d'accessoires auprès de nombreuses enseignes multi spécialistes comme Darty, Kingfisher, Fnac, Boulanger...

Les spécialistes télécoms

Les chaînes de spécialistes télécoms comprennent des enseignes comme Tel&Com, PhoneHouse, Videlec... Ces chaînes possèdent des réseaux de magasins dont la plupart est fournie par ModeLabs Group en accessoires sous leur marque.

Les revendeurs indépendants

Les revendeurs indépendants sont des boutiques spécialisées dans la vente de mobiles non constituées en réseau. ModeLabs Group a historiquement fourni ces revendeurs indépendants auxquels sont vendus des accessoires et des mobiles.

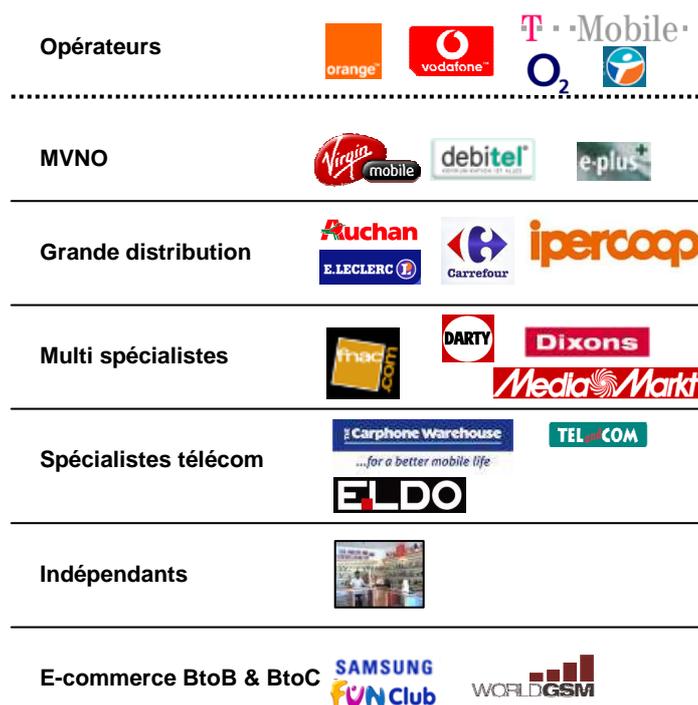
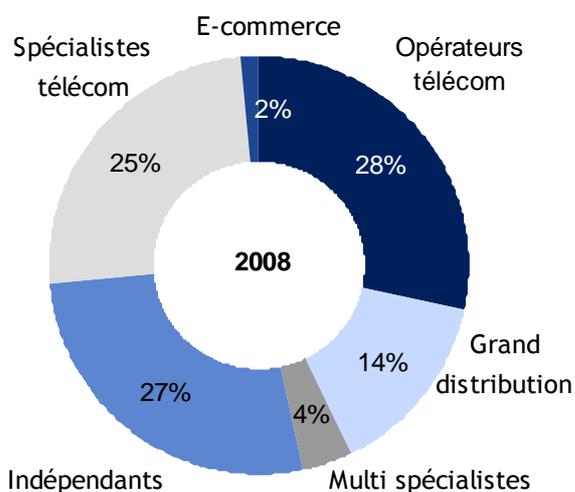
ModeLabs Group accorde une attention particulière à cette clientèle qui est très réactive sur le marché. La Société estime que les liens directs qui sont entretenus avec les revendeurs indépendants sont importants dans la compréhension des évolutions du marché.

Les revendeurs indépendants sont également plus fragiles financièrement et ModeLabs Group utilise les services d'une assurance crédit qui lui permet de gérer les encours financiers autorisés et de maîtriser son risque financier. ModeLabs Group a mis en place une organisation commerciale lui permettant de développer constamment cette clientèle très atomisée.

Le e-commerce

ModeLabs fournit des spécialistes BtoC et BtoB de la distribution de téléphonie mobile en ligne.

Répartition des ventes par circuit de distribution Télécom en France en 2008



Historiquement spécialisée dans la distribution d'accessoires télécom, ModeLabs a tissé des liens stratégiques avec d'un côté les fabricants OEM et les fournisseurs d'accessoires asiatiques et de l'autre, avec l'ensemble des opérateurs mobiles, des acteurs de la grande distribution et un réseau dense d'acteurs indépendants des télécom. Aujourd'hui, les opérateurs télécom et la grande distribution représentent les principaux clients de la société sur son activité accessoire.

Sur le segment des terminaux mobiles, le positionnement de la société est différent du fait de la relation directe entre les opérateurs / acteurs de la grande distribution avec les fabricants OEM de téléphones mobile. Sur ce marché, ModeLabs agit donc comme intermédiaire pour les spécialistes télécom et les acteurs indépendants qui souhaitent bénéficier de l'accès de ModeLabs aux grands fabricants OEM. En effet, les liens de la Société avec ces acteurs OEM et les volumes traités permettent à ModeLabs d'acquiescer les produits à des tarifs attrayants et lui donnent également accès à un large choix de produits chez ces fabricants (notamment les produits innovants). Forte de cette relation avec les grands fabricants OEM, ModeLabs a également développé son activité auprès de grossistes étrangers.

Du fait de cette organisation commerciale et de la structure des marchés adressés, le premier client de la Société représentait 9,1% du chiffre d'affaires en 2008 (contre 6,8% en 2007) ; les 5 premiers clients représentant 28,2% du chiffre d'affaires (contre 21,9% en 2007).

6.3.2. Manufacture

6.3.2.1. De la conception à la commercialisation de téléphones mobiles sous licence de marques et marque propre

ModeLabs Group a lancé en 2005 l'activité manufacture.

ModeLabs manufacture, concepteur de téléphones mobiles sur mesure, dispose d'expertises en conception & design et d'un savoir-faire technologique pour permettre a :

- de grandes marques de luxe
- des marques internationales de lifestyle

de créer leur propre gamme de téléphones mobiles, d'accessoires et de services tout en assurant une distribution qualitative et sélective sur les trois continents auprès des grands magasins, fashion stores, et réseau HBJO (horlogerie, bijouterie, joaillerie).

L'activité manufacture a représenté 16,3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008, soit 9% du chiffre d'affaires de ModeLabs Group.

ModeLabs Group a développé un business model lui permettant de maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur de la conception de terminaux mobiles personnalisés depuis la Conception et le Design, en passant par le Développement et l'Industrialisation jusqu'à la Distribution des produits. Son modèle « fabless », flexible, lui permet d'être réactif, avec un « time to market » court et de commercialiser des séries de taille limitée.

Chaîne de valeur de la conception de terminaux mobiles personnalisés



6.3.2.2. Terminaux mobiles de Luxe

Dès 2006, ModeLabs Group a étudié, notamment dans le cadre de son partenariat exclusif conclu avec la société TAG HEUER, la conception et le développement de terminaux mobiles de luxe.

ModeLabs Group a réalisé, au cours du deuxième semestre 2008, les lancements commerciaux des premiers téléphones mobiles de luxe sous licence : le *Dior Phone* pour la marque DIOR et le *Meridiist* pour la marque TAG HEUER.

Avec un positionnement prix client supérieur à 3 000 euros, ces produits conçus pour des marques mondialement reconnues nécessitent un grand degré de sophistication et de personnalisation pour pouvoir être distribués sur ce marché aux exigences élevées.

6.3.2.2.1. Particularités de la chaîne de valeur des terminaux mobiles Luxe

Du fait du haut niveau de personnalisation requis pour la conception de terminaux mobiles de Luxe, ModeLabs Group se fixe pour objectif de consacrer environ douze à quatorze mois au développement d'un modèle, comprenant la conception, le développement et l'industrialisation du produit.

Création-innovation : des prouesses brevetées

En veille permanente de toutes les informations stratégiques sur le marché du téléphone mobile - technologie, design, matériaux, comportement des utilisateurs, style de vie des différentes générations et types d'utilisateurs, évolution des revenus des opérateurs, réseaux de distribution, potentiel des marques de luxe et de mode...-, les spécialistes en conception et design de ModeLabs

Group alimentent quotidiennement de leurs analyses une matrice de l'innovation. Elle est à la base de la créativité sur mesure du groupe.

Les ingénieurs de ModeLabs Group étudient, en totale osmose avec les marques partenaires, le design, le choix des matériaux, l'interface utilisateur et l'ergonomie qui reproduiront le mieux leur image. Afin de toucher à une perfection à la hauteur des marques représentées, ce travail qui s'effectue souvent en étroite collaboration avec les propres designers des marques nécessite de longs mois de réflexion. Les équipes de TAG Heuer et de ModeLabs Group ont associé leurs efforts de recherche et développement pendant trois ans pour concevoir l'instrument de communication du célèbre horloger. Leurs études se sont cristallisées sur l'obtention d'un confort et d'une durabilité ultimes, le choix de matériaux issus de l'horlogerie comme l'acier inoxydable 316L et les glaces saphir, ainsi que la maîtrise d'un savoir-faire artisanal pour l'assemblage.

Les prouesses des spécialistes en conception et design de ModeLabs Group font régulièrement l'objet de dépôt de brevets, toujours délibérément tournés vers l'usage client. Pour concevoir le Dior Phone à partir des croquis dessinés par les stylistes de la maison de haute-couture, les équipes de ModeLabs Group ont notamment inventé une charnière incurvée, dont le modèle a été déposé.

Développement-industrialisation : des processus scrupuleux

Une fois déterminés le design et les matériaux qui seront utilisés, les ingénieurs télécoms très chevronnés du département développement-industrialisation établissent les spécifications technologiques du téléphone. Elles sont ensuite validées auprès des grands opérateurs télécoms.

Les 450 à 500 pièces composant un téléphone provenant d'une cinquantaine de fournisseurs, géant des composants électroniques comme artisan peaussier, le département développement-industrialisation se lance alors dans des recherches acharnées et des audits méticuleux pour sélectionner ceux dont le niveau de qualité répond aux normes mondiales et au degré d'exigence des partenaires de ModeLabs Group. Ainsi, après de nombreuses tentatives infructueuses, le département développement-industrialisation a finalement trouvé en Suisse l'artisan capable de tailler à 0,8 millimètres d'épaisseur, la pièce en saphir destinée à orner le boîtier du Dior Phone.

Les ingénieurs du département s'installent alors chez les fournisseurs sélectionnés et réalisent de nombreux tests afin de vérifier qu'ils suivent scrupuleusement les processus de fabrication détaillés par le cahier des charges.

Pour ses produits de luxe, ModeLabs Group a choisi l'excellence de la qualité française. Après plus de 18 mois d'études et de qualification du processus d'industrialisation pour l'assemblage de téléphones mobiles très haut de gamme, le groupe a conclu en octobre 2007 un partenariat avec Sony France pour l'assemblage de téléphones mobiles de luxe « Made In France » sur son site de Ribeauvillé en Alsace.

Cet accord s'inscrit parfaitement dans le modèle économique de ModeLabs Group qui vise à concevoir et développer des terminaux et des accessoires sur mesure en s'alliant aux plus grands experts dans chaque métier.

Qualité : Bien au-delà des normes

En tant qu'artisan de luxe et spécialiste des technologies de pointe, ModeLabs Group prend un soin inouï des produits qu'il conçoit, développe et commercialise, dans le respect des exigences de ses partenaires, marques de mode et de luxe. Sa politique du zéro défaut va bien au-delà des tests mécaniques standards permettant de répondre aux normes de chaque pays et des tests logiciels exigés par le réseau GSM ou le consortium Bluetooth, pour lesquels ModeLabs Group dispose de toutes les certifications.

Au cœur de la stratégie de qualité du groupe, les ingénieurs de son département dédié mènent de nombreux tests durant le développement et la fabrication des produits, en interne comme chez les fournisseurs. Les tests mécaniques très rigoureux réalisés par le département Qualité sur les produits finis et leurs composantes permettent de vérifier leur résistance aux chocs, aux chûtes, aux rayures, au vieillissement, à la poussière, au soleil, à la chaleur et à l'humidité. Ils vont aussi loin que peuvent le souhaiter les différentes marques de mode et de luxe partenaires du groupe. En suivant un processus d'amélioration continu, ModeLabs Group a ainsi à son actif plus de 3 000 tests produits. Le Dior Phone, qui a fait l'objet de 465 tests, a notamment prouvé sa capacité à résister après 50 000 micro-chûtes d'une hauteur de 7 centimètres.

Pour les téléphones mobiles de luxe assemblés à la main dans le Centre de Technologie Sony à Ribeauvillé, les plus hauts standards de qualité sont garantis par le laboratoire de qualification de Sony. En effet, ModeLabs Group et Sony partagent la même exigence extrême pour la qualité de leurs produits et la maîtrise de toutes les phases du processus industriel.

Distribution sélective : un réseau mondial

En parfaite adéquation avec l'esprit de ses partenaires maisons de luxe, ModeLabs Group a bâti un nouveau réseau de distribution mondial constitué de points de vente de prestige. Depuis deux ans, ses forces de vente dédiées ont sillonné les régions du monde les plus porteuses (Moyen-Orient, Russie, Asie...) et ont sélectionné drastiquement les meilleurs emplacements.

Les spécialistes en marketing et merchandising de ModeLabs Group qui privilégient les relations individuelles et personnalisées avec les distributeurs de luxe, les équipent en mobilier de présentation haut de gamme, à l'image des marques représentées, et forment leurs vendeurs. Localement, ils orchestrent des événements et des campagnes de communication pour promouvoir chaque lancement. Enfin, pour répondre à toutes les attentes de ses distributeurs de luxe, le groupe a mis en place un Service Après Vente d'une qualité exceptionnelle.

Les concept et fashion stores : Les sélections de produits pointus des concept et fashion stores sont destinées à une clientèle de lanceurs de tendance, qui leur donnera le statut de « must have ».

Les department stores : Vitrites des marques de luxe, les grands magasins renforcent la désirabilité de leurs produits auprès du grand public.

Les boutiques de marque : Personnalisations des marques, elles sont incontournables pour la mise en valeur de leurs mobiles et accessoires.

Les duty free : Achalandées en produits les plus emblématiques des grands du luxe, les boutiques d'aéroport facilitent les achats d'impulsion.

Les bijoutiers-joailliers multimarques : Partenaire naturel de l'offre de luxe élaborée dans des matériaux précieux, les bijoutiers-joailliers ont ainsi l'opportunité de diversifier leur éventaire.

Passage du prototype au produit manufacturé

Les ingénieurs du département développement-industrialisation de ModeLabs manufacture ont consacré les années 2006 et 2007 à concevoir les prototypes des premiers mobiles de luxe, à sélectionner méticuleusement les fournisseurs, à fabriquer des séries d'échantillons et à les tester pour répondre aux exigences de qualité de ses partenaires, marques d'exception. Durant cette période, ModeLabs manufacture a notamment conclu un partenariat avec Sony France pour l'assemblage de ces produits « Made in France » sur son site de Ribeauvillé en Alsace.

Après ces deux années primordiales dédiées au lancement de l'activité mobiles de luxe, ModeLabs manufacture est entré en phase d'industrialisation en 2008.

Ses ingénieurs ont orchestré le lancement et la montée en puissance de la fabrication industrielle pour passer de la production de petites séries à la réalisation de produits manufacturés répondant aux

exigences de l'artisanat de luxe. Afin d'obtenir un produit parfait, ils ont mis en place des processus de fabrication chez leurs fournisseurs, partout dans le monde, et dans l'usine d'assemblage de Sony France.

En Asie, ModeLabs a renforcé ses équipes techniques pour assurer un suivi et un contrôle strict de la qualité des pièces depuis la fabrication jusqu'à leur livraison sur les chaînes de montage.

Modelabs gère et coordonne ainsi plus d'une cinquantaine de fournisseurs issus du monde du luxe et de l'horlogerie -groupe de composants électroniques, fabricant de pièces métalliques de précision ou artisan peaussier.

Un cahier des charges très précis a été conçu à leur intention, qui détaille toutes les étapes de la fabrication des pièces. A chacune d'entre elles, les ingénieurs de ModeLabs Group vérifient que le degré de finition répond aux critères d'exigence du cahier des charges. A titre d'exemple une touche du clavier du MERIDIIST qui nécessite 30 étapes de fabrication fait ainsi l'objet de 30 vérifications.

Les mêmes processus scrupuleux sont suivis lors de l'assemblage sur le site de Ribeauvillé. Des contrôles systématiques de performance sont réalisés sur la ligne de production pour chaque produit. Et, si le niveau de perfection souhaité n'est pas atteint, le processus est modifié.

Un réseau de distribution parmi les boutiques les plus prestigieuses au monde

Pour son activité mobiles de luxe, ModeLabs manufacture a entamé le déploiement d'un réseau de distribution sélective mondial constitué des points de vente les plus prestigieux. Ses forces de vente dédiées sillonnent le monde afin de sélectionner, selon les critères drastiques de son cahier des charges, les meilleurs emplacements. Elles ciblent les horlogers, bijoutiers, joaillers, les boutiques de marque -incontournables pour la mise en valeur de leur propre gamme-, les department stores -vitrines des grands noms du luxe-, les concept et fashion stores, ainsi que les magasins de duty free les plus luxueux.

Les équipes de ModeLabs manufacture ont pour objectif d'ouvrir 480 points de vente d'exception en Europe, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient et en Asie d'ici fin 2010. Parmi eux, figurent notamment :

- Bry & Co, un des plus prestigieux noms de la joaillerie française installé depuis 1944 rue de la Paix à Paris ;
- le groupe de joaillerie Bucherer qui dispose de 18 points de vente en Suisse et en Allemagne ;
- Harrod's, le célèbre department store de luxe de Knightsbridge à Londres ;
- Paul Sheeran Jewellers, le spécialiste irlandais des diamants et des montres de luxe ;
- Barney's New York, le grand magasin de mode de Madison Avenue ;
- Tourneau, le plus grand spécialiste de montres au monde, qui, fort de ses 45 boutiques aux Etats-Unis et dans les Caraïbes, en a ouvert 3 en Chine ;
- Les department stores Rivoli, présents à Dubaï et Abu Dhabi
- ou le concept store parisien Colette.

ModeLabs manufacture créé pour ces rares élus des espaces de merchandising sur-mesure, les équipent en mobilier de présentation haut de gamme -comme la vitrine tour conçue pour MERIDIIST- et assurent la formation de leurs vendeurs. Localement, ModeLabs manufacture organise des campagnes de communication et des événements pour promouvoir chaque lancement.

Un service client et un SAV mondiaux

Afin de satisfaire pleinement ses clients finaux, habitués aux objets d'exception et à une qualité de service hors du commun, ModeLabs manufacture a ouvert un service client et un service après vente (SAV) spécialement dédiés à ses deux gammes de mobiles de luxe. Pour toutes les questions portant sur le fonctionnement du téléphone le service client et le SAV se tiennent prêts à intervenir, partout dans le monde.

Dans chacun des principaux pays où sont distribués ses téléphones mobiles de luxe, ModeLabs manufacture a sélectionné avec la plus grande exigence des prestataires spécialisés dans le service client et le SAV. Pour les pays plus petits, le groupe a choisi des prestataires globaux intervenant sur la région. Avec un impératif : les télé-opérateurs doivent s'exprimer dans la langue de leurs interlocuteurs. ModeLabs manufacture les a ensuite formés à répondre à toutes les questions techniques des utilisateurs, des plus simples au plus complexes. Qu'elles portent sur l'utilisation de l'interface, le téléchargement d'applications ou la synchronisation avec un ordinateur...

Les spécialistes du SAV ont, quant à eux, reçu une formation leur permettant d'effectuer tous types d'interventions localement. Afin que celles-ci soient réalisées dans les meilleurs délais, ModeLabs manufacture va mettre en place une organisation logistique impeccable pour fournir ses prestataires en pièces d'origine.

6.3.2.2. Principaux lancements de mobiles « Luxe »

A ce jour, la Société a signé 2 contrats de licence exclusifs avec des marques de luxe internationalement reconnues et a procédé au lancement commercial des téléphones mobiles de ces marques au cours du deuxième semestre 2008.

Produits sous marque Tag Heuer

ModeLabs Group a conclu en novembre 2007 un contrat de licence mondiale exclusive avec la société TAG HEUER pour la conception, la fabrication, la vente et la distribution de produits de téléphonie disposant d'un design attractif et comprenant un environnement de services de qualité et de haute fiabilité.

Ce téléphone, le « MERIDIIST », a été spécialement conçu pour refléter la position avant-gardiste de TAG HEUER en termes de technologie et de design :

- Plus grande autonomie au monde : 28 jours en veille / 7 heures en communication
- Très haute qualité acoustique
- Ultra résistant
- Double écran en cristal saphir inrayable
- Habillage et clavier en acier inoxydable hypoallergénique
- Interface utilisateur simplifiée
- Dos personnalisable, disponible en différentes matières dans une large palette de couleurs : gomme, cuir vachette et alligator véritable.



Le MERIDIIST cible les « businessmen » de plus de 35 ans et de catégorie CSP+. Les gammes de produits offrant différents types de finitions se vendent entre 3 400 et 4 200 euros.

Le lancement commercial de ce téléphone et des offres associées a eu lieu au cours du troisième trimestre 2008. La société considère que le succès de ce lancement commercial est démontré par la vente de l'ensemble de la production de 2008 et par la liste d'attente en boutique pour ces produits.

Produits sous marque Dior

ModeLabs Group a conclu en 2007 un contrat de licence exclusive mondial avec la société *CHRISTIAN DIOR COUTURE* pour le développement et la commercialisation de produits de téléphonie. Cette licence est mondiale, et comprend la conception, la fabrication, la vente et la distribution de téléphones mobiles et d'accessoires de services associés.

Ce téléphone, le « My Dior », reprend les codes de la marque *DIOR* et intègre des matériaux haut de gamme et des fonctions de haute qualité.

- Clapet ultra fin (14mm)
- Combiné semi-automatique relié par une charnière en acier inoxydable
- 2 appareils photo Mpx
- Mini téléphone relié via Bluetooth au Dior Phone
- Clavier ultra plat et ultra sensible
- Finition en cristal saphir / cristal saphir + diamants
- Coloris : noir, blanc, argent, rose, rouge



En fonction du type de finition, la gamme de produits va de 3 500 euros à 18 000 euros.

Le lancement commercial de ce téléphone et des offres associées a eu lieu au cours du troisième trimestre 2008. La société considère que le succès de ce lancement commercial est démontré par la vente de l'ensemble de la production de 2008 et par les précommandes avec paiement comptant enregistrées pour ces produits.

6.3.2.3. Terminaux mobiles « LifeStyle »

ModeLabs Group a démarré son activité manufacture en 2005 par la conception de téléphones mobiles sur-mesure, sous licence de marque, en marque propre et en marque blanche sur le segment LifeStyle, en développant ses ressources internes de design et d'ingénierie et en créant les outils marketing adaptés.

Modelabs Group a pu capitaliser sur ses liens avec les opérateurs et les réseaux de distribution mobile ainsi que sur sa proximité avec les fournisseurs de technologies de télécommunication notamment asiatiques.

La Société a ainsi mis en place un modèle basé sur la conception de téléphones mobiles adaptés à des segments spécifiques de marché de consommateurs et aux utilisations qu'en font ces derniers.

ModeLabs Group a tout d'abord lancé sa propre marque de téléphone mobile, MyWay. La Société a ensuite développé son offre de terminaux mobile sous licence de marque.

6.3.2.3.1. Principaux lancements de mobiles «LifeStyle»

Produits dédiés aux jeunes fans de musique et de multimédia sous la marque MTV

ModeLabs Group a conclu, 14 juin 2006, avec la chaîne musicale de renommée internationale, MTV Networks France, un contrat de partenariat en vue de la conception, la fabrication, la vente et la distribution de téléphones mobiles, d'accessoires et de services associés, dédiés aux adolescentes et jeunes adultes intéressées par la musique, les tendances et les animations télévisées. Le lancement du premier téléphone MTV3.0 et des offres associées a eu lieu en octobre 2006. La société a lancé deux nouvelles offres au cours de l'année 2008 en collaboration avec SFR en France.

Deux nouvelles offres sont prévues pour 2009. Le partenariat avec MTV commence également à s'étendre sur d'autres pays.

Produits sous marque propre MyWay

Pour certains clients ne souhaitant pas s'associer à une marque LifeStyle mais recherchant des produits différenciants et bien positionnés en prix, ModeLabs utilise sa propre marque My Way.

6.4. Concurrence

ModeLabs Group n'a pas identifié à ce jour de concurrent direct combinant, comme la société, l'ensemble des activités Distribution et Manufacture. Cependant il existe des concurrents sur certains métiers de la Société.

Ainsi, dans le cadre de la distribution d'accessoires et de mobiles, ModeLabs Group peut se trouver en concurrence avec certains grossistes locaux bien implantés.

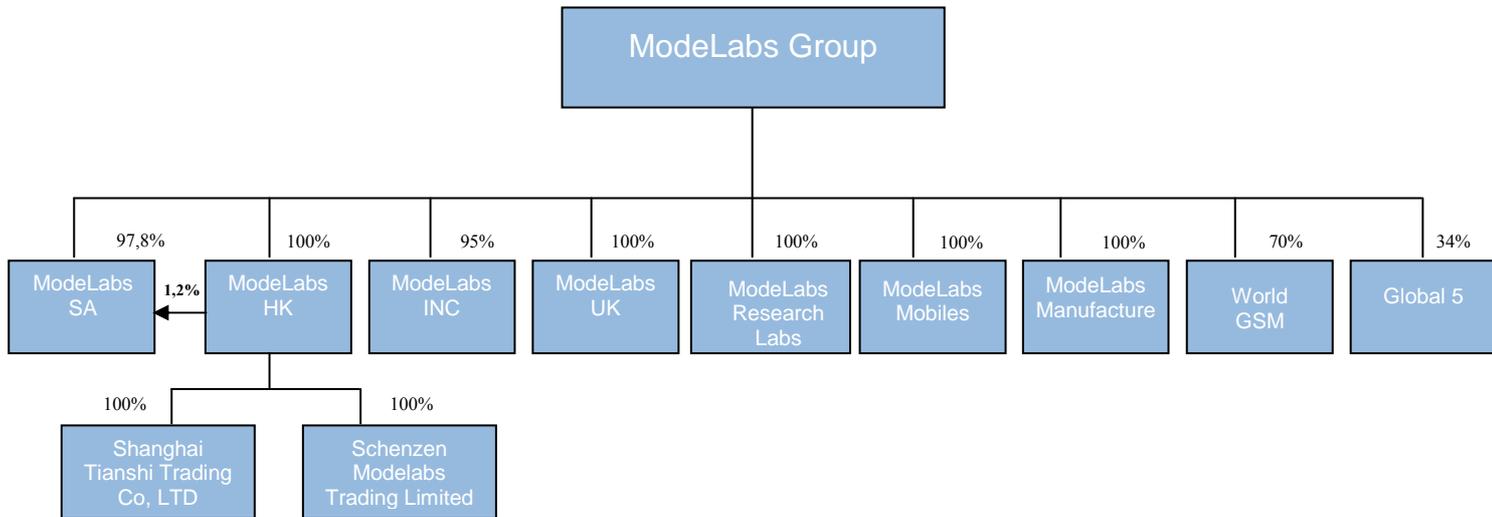
Dans le domaine des téléphones portables segmentés, certaines sociétés ont développé des mobiles spécifiques, telles que RIM spécialisée sur le segment business avec sa solution Blackberry ou des Smartphones sous marque opérateur par la société HTC. Ces sociétés et leurs produits sont donc susceptibles de concurrencer ModeLabs Group sur certains marchés. Par ailleurs, bien qu'ils aient une stratégie, une approche et une organisation différentes de celle de ModeLabs Group, certains acteurs du marché disposent d'offres segmentées, notamment des fabricants et des opérateurs qui, en s'associant ou non avec une marque, sont de ce fait susceptibles de cibler des clientèles identiques à celles de la Société.

Sur le segment des téléphones de Luxe, la société considère que son principal concurrent est la société Vertu, filiale du groupe Nokia. Cette société présente depuis plus de 10 ans sur le segment des téléphones de luxe bénéficie aujourd'hui d'une présence mondiale dans des réseaux de distribution sélectifs et notamment des magasins en propre. La Société constate néanmoins qu'à ce jour, et à sa connaissance, la société Vertu a concentré son développement sur sa marque propre et a réalisé un nombre limité de produits pour le compte de marques de luxe, et ce sur des petites séries.

La société a également identifié un certain nombre d'acteurs de plus petite taille également présents sur le segment des mobiles de luxe mais considère à ce jour que la taille de ces acteurs ne leur permet pas de proposer des services de conception, fabrication et distribution de mobiles de Luxe sous licence de marque.

Le marché du téléphone mobile traversant une phase de transition, le paysage concurrentiel n'est pas figé et la Société s'attend à ce que de nouveaux concurrents arrivent sur le marché des téléphones mobiles segmentés.

7. ORGANIGRAMME



La Société détient les filiales et participations suivantes :

- Directement et indirectement 99 % du capital et des droits de vote de ModeLabs (anciennement A.T.S. Accessoires Télécom Services), société anonyme à conseil d'administration au capital de 115.000 euros, dont l'activité est la vente d'accessoires Télécom et de mobiles, dont le siège social est sis 11 bis, rue Roquépine, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 403 361 439.
- 100 % du capital et des droits de vote de ModeLabs HK Ltd, société de droit de Hong Kong, au capital de 240.000 dollars de Hong Kong, dont l'activité est la vente d'accessoires Télécom et de mobiles, dont le siège social est sis 13/F, Wah Kit, Commercial Centre, 302, Des Voeux Road, Central Hong Kong, immatriculée au *Companies Registry* sous le numéro 84 49 22.
- 100 % du capital et des droits de vote de ModeLabs UK Ltd, société de droit anglais au capital de 1.000 livres sterling, dont l'activité est la vente d'accessoires Télécom et de terminaux mobiles sur-mesure conçus par la Société, dont le siège social est sis Regents Pavilion 4 Summerhouse Road Moulton Park Northampton NN3 6BJ, Grande-Bretagne, immatriculée à la *Companies House* sous le numéro 05174525
- 100% du capital et des droits de vote de ModeLabs Research Labs SARL, société de droit français au capital de 10.000 euros, dont l'activité est la recherche et le développement, dont le siège social est sis 11 bis rue Roquépine, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 442 777 645.
- 95 % du capital et des droits de vote de ModeLabs Inc, société de droit américain, au capital de 111.000 dollars US, dont l'activité est la vente de terminaux mobiles sur-mesure conçus par la Société, dont le siège social est sis 5850 Canoga avenue, Suite 400 Woodland Hills CA 91367, Etats Unis, immatriculée sous le numéro C2836901.
- 100 % du capital et des droits de vote de ModeLabs Mobiles SL, société de droit espagnole, au capital de 50.000 euros, dont l'activité est la vente de terminaux mobiles sur-mesure conçus par la Société, dont le siège social est Conde de Penalver, n°36 3ª Madrid 28006, Espagne, immatriculée sous le numéro B85158723.
- Indirectement, via sa filiale à 100% ModeLabs HK Ltd., 100 % du capital et des droits de vote de Schenzen Modelabs Trading Ltd, société de droit chinois, dont l'activité est la recherche et développement, dont le siège social est 2107-2108, Gin Tian Building, No.1199 He Ping Rd. Lu Wo, Shenzhen, Guangdong, immatriculée sous le numéro 440301503319690.

- Indirectement, via sa filiale à 100% ModeLabs HK Ltd., 100 % du capital et des droits de vote de Shanghai Tianshi Trading Co Ltd, société de droit chinois, dont l'activité est la vente d'accessoires Télécom, dont le siège social est Room 2101, 333 Jiujiang Road, Shanghai 200001, immatriculée sous le numéro 3102292041125.
- 70 % du capital et des droits de vote de World GSM, société de droit français, au capital de 41.250 euros, dont l'activité est un site e-commerce de vente de mobiles, dont le siège social est sis 11 bis, rue Roquépine, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 429 099 203. Aucun des actionnaires significatifs, ni des mandataires sociaux de ModeLabs n'est présent dans l'actionnariat de World GSM.
- 34 % du capital et des droits de vote de Global 5, société de droit français, au capital de 56.130 euros, dont l'activité est l'offre et la gestion de points de vente Télécom en magasin, le concept de shops in shops, dont le siège social est sis 4, rue Galvani 75838 Paris cedex 17, France, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 488 793 894. Aucun des actionnaires significatifs, ni des mandataires sociaux de ModeLabs n'est présent dans l'actionnariat de Global 5.
- 100% du capital et des droits de vote de ModeLabs Manufacture, société de droit français, au capital de 1.000.000 euros, dont l'activité est la conception, la fabrication, la vente et l'achat de tous matériels téléphoniques, électroniques, électromagnétiques, dont le siège social est sis 11 bis, rue Roquépine, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 503 481 244.

Filiales et participations

ModeLabs Group est la société mère du groupe. A ce titre, elle remplit son rôle d'holding en portant les participations de la plupart des filiales. Elle est aussi à l'origine des décisions stratégiques du groupe et oriente les politiques d'investissements et de déploiements dans les pays.

Les filiales ont pour mission de relayer sur le terrain les lancements commerciaux décidés par la société mère et de conquérir des parts de marché.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs des filiales et participations de la Société :

En milliers d'euros	CA 2008	CA 2007	Résultat 2008	Résultat 2007	Total Bilan 2008	Total Bilan 2007
Modelabs	170 880	176 579	7 302	1 932	74 807	70 565
Modelabs UK	4 368	9 915	-1 942	-393	918	4 767
Modelabs HK	1 140	928	-197	139	1 013	1 242
Modelabs technologies	9 164	12 600	-129	-2 309	0	9 654
Modelabs Inc	674	1 165	-962	-548	381	491
World GSM	309	935	-438	-646	255	395
Phonix	0	8 543	0	6	0	
Global 5	896	2 021	896	-188	0	1 565
Modelabs Mobiles SL	44	NA	-207		41	25
Manufacture	8 271	NA	-5 049	NA	15 376	NA
Modelabs Research Labs	0		0		1 030	

Les principales filiales de la Société sont les suivantes :

ModeLabs SA

ModeLabs SA a pour activité la vente d'accessoires Télécom et de mobiles Elle représente la principale filiale opérationnelle du groupe en France.

Au 31 décembre 2007, ModeLabs SA a réalisé un chiffre d'affaires de 176 639 milliers d'euros et un résultat de 1 932 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2008, ModeLabs SA a réalisé un chiffre d'affaires de 170 880 milliers d'euros et un résultat de 7 302 milliers d'euros.

Le Président Directeur Général de ModeLabs SA est Alain Zagury, Président du Conseil de Surveillance de ModeLabs Group.

ModeLabs Manufacture SAS

ModeLabs Manufacture a pour activité la conception, la fabrication et la vente de mobiles et accessoires sur-mesure.

Au 31 décembre 2008, ModeLabs Manufacture a réalisé, au titre de son premier exercice social, d'une durée de neuf mois, un chiffre d'affaires de 8.271 milliers d'euros et un résultat négatif de 5.049 milliers d'euros.

Le Président de ModeLabs Manufacture est Stéphane Bohbot, Président du Directoire de ModeLabs Group.

Les tableaux ci-dessous résument les relations entre la Société et ses filiales au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2008

Valeurs en consolidation (sauf dividendes) En millions d'euros	Modelabs SA	Manufacture	Autres	Modelabs Group	Total Consolidés
Actif immobilisé (y compris écarts d'acquisition)	-10,8	-0,9	0,0	42,1	30,4
Endettement financier (hors groupe)	0,0	0,0	0,0	10	10,0
Trésorerie au bilan	12,6	2,5	0,5	9,4	25,0
Flux de trésorerie liés à l'activité	10,3	1,7	3,2	-5,0	10,1
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée	N/A	N/A	N/A	N/A	

Au 31 décembre 2007

Valeurs en consolidation (sauf dividendes) En millions d'euros	Modelabs SA	Modelabs Technologies	Autres	Modelabs Group	Total Consolidés
Actif immobilisé (y compris écarts d'acquisition)	-6,2	-0,4	0,2	52,7	46,3
Endettement financier (hors groupe)	0,1	0	0,2	1,2	1,5
Trésorerie au bilan	2,4	0,4	0,4	21,3	24,5
Flux de trésorerie liés à l'activité	1,4	1,3	4,4	-1,2	5,9
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée	N/A	N/A	N/A	N/A	

8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1 Locaux occupés par la Société

La Société loue depuis 1^{er} octobre 2006 des locaux administratifs situés 11 bis, rue Roquépine 75008 Paris, à la société AREAS VIE. La surface de ces locaux est de 1.749 m². Le bail est conforme aux conditions du marché, il est consenti pour une durée de 6 ou 9 années. Le montant du loyer annuel brut pour 2008 s'élève à 877.081 euros.

Le bail commercial conclu par la Société pour une période de neuf ans à compter du 18 février 2004, pour des locaux situés Parc d'activités de l'Esplanade, 1, rue Niels Bohr, Saint Thibault des Vignes (77400) France, d'une superficie totale hors parking de 2.460 m², avec la société Patrimoine 77 SCI, dont le capital est majoritairement détenu par Monsieur Alain Zagury (également gérant de la SCI), actionnaire de référence et Président du Conseil de surveillance de la Société a été résilié en février 2009. Les activités de logistique et de PAO précédemment exercées dans ces locaux ayant fait l'objet de contrats de sous-traitance, il n'y a plus eu d'activité exercée dans ces locaux depuis le 2^{ème} trimestre 2008.

8.2 Environnement

La société ModeLabs a appliqué la réglementation ROSH (Restriction of use of certain Hazardous Substances) relative à la limitation des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, pour l'ensemble de ses produits au cours de l'année 2007 et continue de les appliquer en 2008.

Elle est également cotisante des organismes de recyclage des emballages, des batteries et des produits électriques, conformément à la réglementation européenne WEE (Waste Electronic and Electrical Equipment) relative à la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques, entrée en vigueur le 15 novembre 2006.

La Société n'exploite aucune installation figurant sur la liste prévue au IV de l'article L.515-5 du Code de l'Environnement. Il n'existe aucune information à mentionner relative aux conséquences de l'activité de la Société sur l'environnement figurant à l'article R. 225-105 du Code de Commerce.

9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Pour une meilleure compréhension de ModeLabs Group, la lecture du chapitre 9 du présent document de référence devrait être effectuée en tenant compte des informations contenues dans les Chapitres 6 et 4 du présent document de référence.

9.1 Situation financière

9.1.1 Présentation

ModeLabs Group développe une offre de produits et services adaptée aux besoins de cibles précises de consommateurs dans le domaine des terminaux et accessoires mobiles. ModeLabs Group est organisé autour de deux activités :

- Activité « Distribution » : La distribution de téléphones mobiles et d'accessoires en France et à l'international.
- Activité « Manufacture » : La conception, la fabrication et la distribution de téléphones mobiles sous licence de marques de mode (« Fashion ») et Luxe

Chacune de ces catégories correspond à un niveau d'intervention différent de ModeLabs Group dans la spécification et la conception de l'offre produit.

Evolution du chiffre d'affaires :

L'activité d'origine, distribution d'accessoires destinés à la téléphonie mobile, principalement à travers la vente de housses et étuis, de chargeurs de voiture et de voyage a généré un chiffre d'affaires de 14 millions d'euros en 2000, 18 millions d'euros en 2001 et 19 millions d'euros en 2002.

En 2003, l'activité a progressé de 22% et a généré un chiffre d'affaires de 23,1 millions d'euros. Cette croissance est principalement due à l'extension de son réseau de distribution avec d'une part, le renforcement des parts de marché auprès des clients déjà en portefeuille, comme les opérateurs, grâce à une offre adaptée à leur marque et d'autre part, la percée auprès de nouveaux clients de la grande distribution tels que Carrefour et Auchan.

Le chiffre d'affaires total en 2004 (pro forma) a atteint 78,6 millions d'euros.

En 2005, la Société a fortement accru son activité mobile en renforçant notamment ses accords commerciaux avec les constructeurs et en ouvrant des marchés à l'international. Elle a aussi étendu l'offre des Mobiles On Demand initiée fin 2004 avec la montée en puissance de la gamme May (poursuite de la commercialisation du MW100, lancement du MW200 mi-2005), et le lancement en octobre 2005 de la première offre complète sous licence de marque avec un accord d'exploitation de licence de la marque Airness. Cette offre comprend un mobile sous la marque Airness, des accessoires assortis et des services sportifs associés.

La Société a repositionné son offre d'accessoires vers des produits à forte valeur technologique comme les casques Blulette (augmentation des ventes de + 44% par rapport à 2004) ou des produits Multimédia.

Le développement des services lancés en 2004 a permis à la société d'accroître son chiffre d'affaires dans cette activité, sur un marché porteur.

Le chiffre d'affaires total en 2005 a atteint 150,9 millions d'euros.

L'activité de développement s'est intensifiée au deuxième semestre 2005 en vue de la commercialisation des nouveaux modèles de 2006, notamment avec la licence d'exploitation de la

marque de mannequinat internationale « Elite Model Look », et avec le nouveau modèle de la gamme MyWay (« Allure »).

Au cours de l'exercice 2005, le chiffre d'affaires réalisé à l'export a représenté 41,6 % de l'activité, renforçant ainsi la tendance observée depuis l'année 2004. La progression du chiffre d'affaires export est principalement liée à la croissance de l'activité Mobiles.

L'activité Mobiles a démarré en 2004, concentrée dans un premier temps sur le territoire français. Les ventes se sont ouvertes à l'étranger en fin d'année 2004 et ont connu une croissance régulière sur 18 mois.

La Société a dans un premier temps développé ses parts de marché à l'étranger, auprès de ses clients européens (77,5% des ventes export en 2005 sont réalisées en Europe dont 34% en Italie, 10% en Allemagne et 12% au Benelux), puis étendu son internationalisation par la mise en place de partenariats commerciaux et l'acquisition de nouveaux contrats.

Au cours de l'exercice 2006, le Groupe a mis en œuvre sa stratégie de positionnement sur les segments clients à plus fort potentiel annoncée fin 2005. Il a développé des produits sous licence, des produits sous marque propre. L'année 2006 est la première année pleine de déploiement de l'offre « On Demand » sur les mobiles. La Société a lancé sept nouvelles offres complètes autour des produits suivants : Allure, sous marque MyWay, en février ; EML1 sous-la marque Elite, en mars ; Slide99, sous la marque Airness, en mai ; MyWay Slim, en septembre; VSlide pour la marque Virgin, en octobre ; EML2, sous-la marque Elite, en octobre ; MTV 3.0, sous la marque MTV, en octobre.

Le groupe a également signé en Octobre 2006 son premier accord de licence mondial avec une des marques les plus réputées de la mode vestimentaire, Levi's, lui conférant ainsi une légitimité internationale.

La Société a renforcé ses activités historiques de distribution en développant sa coopération avec ses partenaires, comme les opérateurs, les constructeurs et les distributeurs.

2006 a été aussi marquée par l'accélération du développement international. Les filiales en Grande-Bretagne et en Italie ont connu une nette progression de leurs activités. Les échanges avec la société Innovi Technologies à Hong Kong se sont vus renforcés et une filiale a été créée aux Etats-Unis courant 2006.

En mai 2006, ModeLabs Group a acquis un des leaders mondiaux des solutions Bluetooth, Innovi Technologies. Cela lui a permis de poursuivre son déploiement de ses offres en capitalisant sur une technologie d'avenir dont la diffusion s'applique à une multitude de produits.

Le chiffre d'affaires total en 2006 est de 213,5 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2007, la Société a réalisé le premier lancement de mobile d'envergure internationale. Les accords de licences conclus avec deux marques à la réputation mondiale, l'inventeur du jean Levi's et le constructeur tout-terrain Hummer, ont conféré à ModeLabs Group une légitimité internationale. Le lancement du mobile Levi's original simultanément dans une dizaine de pays est un symbole fort de l'internationalisation de l'activité conception du groupe. Elle a parallèlement continué le développement d'autres produits à forte valeur ajoutée qui seront lancés en 2008.

La Société a poursuivi l'intégration de Modelabs Technologies (ex-Innovi) et la refonte de sa gamme de produits Bluetooth.

En 2007, le marché de la distribution de mobiles a connu d'importants bouleversements suite à la main mise des opérateurs sur les produits haut de gamme des constructeurs.

Le chiffre d'affaires total au 31 décembre 2007 s'établit à 202,0 millions d'euros.

Après avoir mis en place un plan de restructuration de sa filiale ModeLabs Technologies, la société est parvenue à atteindre l'équilibre financier au niveau de cette filiale au cours du troisième trimestre 2008. Cette performance n'a pas pu être maintenue du fait de la crise économique. Estimant la dégradation durable de l'environnement et les investissements nécessaires pour restructurer sa filiale, la société a cédé ModeLabs Technologies à la société Amigo Inc. au cours de l'exercice 2008.

Suite à la cession de cette activité, la société s'est recentrée autour de 2 activités cœur : la distribution de mobile et d'accessoire d'une part, la conception, fabrication et distribution de mobile sous licence de marque d'autre part.

Au cours du deuxième semestre 2008, la société a concrétisé les accords de licence exclusifs signés avec les sociétés Dior et Tag Heuer en procédant au lancement commercial de mobiles de ces marques. La société a procédé à un lancement international et considère que ces premiers mois de commercialisation ont été un succès, aux vues notamment des listes d'attentes en boutiques pour les mobiles TAG Heuer et des précommandes payées comptant pour les mobiles Dior.

Au cours de l'exercice 2008, la société a également lancé un mobile de marque Elite, un mobile de marque Hummer, deux mobiles de marque MTV et un mobile de marque Levi's.

Dans un marché des téléphones et des accessoires mobiles fortement impacté par la crise économique, la société est parvenue à réaliser un niveau de chiffre d'affaires en légère baisse par rapport à l'année 2007, grâce notamment à la forte croissance des ventes de terminaux mobiles au dernier trimestre 2008. La société estime que dans un marché en crise, elle a notamment bénéficié de sa position de leader auprès des grands intervenants (fabricants de terminaux mobiles, opérateurs, acteurs de la grande distribution...) qui cherchent à consolider leur base de clients et de fournisseurs pour se concentrer sur les sociétés ayant une taille critique.

L'exercice 2008 s'est achevé avec un chiffre d'affaires de 182,2 millions d'euros.

Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution du chiffre d'affaires entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008 :

Chiffre d'affaires par segment d'activité

<i>en millions d'euros</i>	2008	2007 Retraité	Var.%
Manufacture	16,3	19,6	-16,8%
%	8,9%	10,1%	
Distibution	165,9	175,6	-4,4%
%	91,1%	89,9%	
Total CA hors activité abandonnée	182,2	193,2	-5,7%

La répartition géographique du chiffre d'affaires se présente comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Exercice clos le 31 décembre		
	2008	2007 Retraité	Var.%
France Métropolitaine	103,7	111,4	-6,9%
Europe	48,2	64,0	-24,7%
Asie	13,6	4,1	233,2%
Reste du Monde	16,7	13,6	22,6%
Total CA hors France	182,2	193,2	-5,7%

Le Chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2009 a augmenté de 9% à périmètre constant pour atteindre 78,3 millions d'euros au premier semestre 2009.

Le premier semestre 2009 a été marqué par les événements suivants :

Montée en cadence des produits de Luxe :

La montée en cadence de la production des mobiles de luxe a permis à ModeLabs manufacture d'enregistrer sur les trois premiers mois de l'année 2009 un chiffre d'affaires de 1,7 M€ et sur le 2^{ème} trimestre 2009 un chiffre d'affaires en progression séquentielle à 4,3 M€, contre 1,7 M€ au 1^{er} trimestre. Ainsi, conformément à sa stratégie, la croissance de l'activité manufacture a été essentiellement portée par les mobiles de Luxe. Cette bonne performance a cependant été pondérée par des niveaux de production encore parfois insuffisants.

Au cours du premier semestre 2009, ModeLabs manufacture a poursuivi le déploiement de son réseau de distribution sélective dans le Luxe et ouvert déjà 104 points de vente dans le monde à fin juin 2009 pour un objectif de 500 d'ici trois ans.

L'organisation de l'activité Manufacture s'est renforcée. Deux compétences stratégiques ont été recrutées : aux postes de Direction Industrielle et de Direction Marketing Produits. Le recrutement de ces expertises va permettre d'optimiser les processus de production, d'accroître la capacité de développement de nouveaux produits et d'accélérer la diversification des gammes.

Activité Distribution : forte progression des ventes sur un marché difficile :

Dans un contexte de marché difficile avec une baisse générale des ventes de mobiles de 8,6 % sur le 1^{er} semestre 2009 (Source Gartner), ModeLabs Group a enregistré un chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2009 de 72,3 M€ en progression de 13 % par rapport au 30 juin 2008.

Ainsi, ModeLabs renforce son leadership et consolide ses parts de marché.

Ces performances sont portées par la stratégie marketing innovante du Groupe qui repose sur 3 axes de développement :

- le renforcement des partenariats avec les constructeurs permettant notamment la distribution en exclusivité de nouveaux modèles ;
- l'exploitation du potentiel commercial des clients distributeurs avec des innovations marketing permettant d'optimiser les linéaires (bornes interactives, packagings sur mesure...);
- le développement du Licensing avec la création d'accessoires pour des marques constructeurs

Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution du Chiffre d'affaires entre le 30 juin 2008 et le 30 juin 2009

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité	30/06/2008 Publié
Activités Manufacture	6 049	7 867	13 422
Activités Distribution	72 268	63 927	61 890
Total	78 317	71 794	75 312

Les Actifs de la Société par secteur géographique se présentent comme suit :

Répartition géographique des actifs au 31 décembre 2008 :

31/12/2008	France			Reste du monde	
<i>En millions d'euros</i>	Métropolitain	Europe	Asie		Total
Immobilisations incorporelles	19.9	-	-	-	19.9
Immobilisations corporelles	0.6	-	-	0.0	0.6
Stocks et en-cours	9.2	0.1	0.2	-	9.5
Clients et autres créances	57.6	0.5	0.3	0.3	58.6

Répartition géographique des actifs au 31 décembre 2007 :

31/12/2007	France			Reste du monde	
<i>En millions d'euros</i>	Métropolitain	Europe	Asie		Total
Immobilisations incorporelles	18.1	0.0	2.1	0.1	20.2
Immobilisations corporelles	0.9	0.0	0.4	-	1.2
Stocks et en-cours	16.3	1.5	5.1	-	22.9
Clients et autres créances	46.9	2.8	1.7	0.4	51.8

9.1.2 Principaux facteurs ayant une influence sur l'activité

Plusieurs types de facteurs influent sur l'activité de la Société. Certains sont liés aux évolutions de marché, ou au développement d'acteurs nouveaux, d'autres aux accords conclus par la Société. L'analyse de ces facteurs est à rapprocher du contexte de l'industrie de la téléphonie mobile décrit dans le Chapitre 6 du présent document de référence et de la description des activités de la Société qui fait l'objet de la section 6.3 du présent document de référence. Par ailleurs, l'activité de la Société est aussi influencée par un certain nombre de facteurs non décrits dans ce paragraphe. Ce sont en particulier les facteurs de risques décrits au chapitre 4.

- **Évolution du marché global de la téléphonie mobile**

Les activités de ModeLabs Group se développent sur le marché de la téléphonie mobile. Dans un environnement économique dégradé, le marché des terminaux mobiles s'est contracté de l'ordre de 10% en 2008 (estimations Informa) en Europe de l'Ouest. Le retour à la croissance est attendu en 2010 selon ces mêmes estimations.

La vente d'accessoires mobiles et de services apparaît corrélée avec celle des terminaux.

Néanmoins, le marché de la téléphonie n'étant pas nécessairement homogène (voir ci-dessous le développement relatif à la segmentation du marché) et compte tenu des différents segments d'activités de la société, il est possible que l'évolution des performances de la Société s'écarte de l'évolution du marché global de la téléphonie mobile.

- **Taux de croissance du marché des mobiles et des accessoires**

Les résultats de la Société sont aussi influencés par le taux de croissance du marché des mobiles. Si le marché de ce type de produits continue de se développer, la Société sera en mesure de proposer une offre de plus en plus attrayante pour les consommateurs et de profiter de l'évolution de ce marché. Une telle évolution pourrait non seulement avoir une influence sur le chiffre d'affaires de la Société et sur l'équilibre de ses activités, mais également sur sa rentabilité, dans la mesure où les niveaux de marges de ces produits pourraient être supérieurs à ceux actuellement constatés sur les produits « standard » ou « personnalisés ».

- **Taux de croissance du marché des téléphones mobiles et accessoires de luxe**

La Société déploie depuis 2007 une stratégie d'extension de son portefeuille de marques vers les segments de luxe. Elle a par ailleurs réalisé le lancement commercial de deux téléphones mobiles sous licence de marques de luxe au cours de l'année 2008. Le développement du marché des mobiles de marque de luxe pourrait avoir un impact favorable sur la croissance du chiffre d'affaires et de la rentabilité de la Société. Les marges liées à ce secteur d'activité pourraient être relatives pour la marge globale de la Société.

- **Évolution du prix des mobiles et des accessoires de téléphonie**

Au-delà de l'évolution du marché, la progression du chiffre d'affaires de la Société est naturellement corrélée à l'évolution des prix de vente aux distributeurs des mobiles et des accessoires. Le prix de vente aux distributeurs est notamment fonction de deux facteurs complémentaires que sont d'une part, le niveau tangible de performance technologique et d'autre part, les éléments de différenciation du téléphone ou de l'accessoire représentée par une marque, un design, une interface utilisateur et des services.

L'industrie de la téléphonie mobile est un marché à fort volume et sur lequel les technologies se standardisent. Cette évolution entraîne une baisse des prix de fabrication qui a tendance à se répercuter sur les prix de vente, et donc sur le chiffre d'affaires de la Société. ModeLabs Group soustrait la fabrication de ses produits dans le cadre de contrats dont les prix sont régulièrement renégociés. Ces facteurs exogènes de fluctuation de prix du marché ont peu d'influence sur les marges dégagées.

La composante prix liée aux éléments de différenciation dépend, elle, de l'adéquation du produit à sa cible et du supplément de prix que le consommateur final est prêt à payer pour posséder le modèle personnalisé, compte tenu de l'offre de la concurrence.

- **Volumes des ventes**

Conséquemment à l'évolution de la segmentation du marché de la téléphonie mobile, les volumes des ventes par modèle tendent à se réduire. La croissance du chiffre d'affaires dépend alors de plus en

plus de la capacité à offrir une large gamme de modèles différents et non plus de la mise à disposition sur le marché de quantités très importantes d'un même produit. Dans ce cadre, la Société vise à limiter les investissements afférents et s'engage essentiellement sur des coûts variables, notamment en sous-traitant la fabrication. Cette structure de coûts permet de dégager un retour sur investissement rapidement, sur des séries limitées.

- **Saisonnalité**

L'activité de la Société est dépendante des évolutions saisonnières constatées sur le marché des Télécom. On constate généralement une accélération de la demande sur le deuxième semestre en raison des nouveaux équipements ou des renouvellements effectués à l'occasion de la rentrée scolaire, puis au moment des fêtes de fin d'année. Des volumes particulièrement importants sont générés entre octobre et décembre. Cet effet de saisonnalité est amplifié par les opérateurs qui émettent des offres multiples à ces moments de l'année.

- **Accords conclus avec les opérateurs**

Étant donnée l'importance des opérateurs Télécom en matière de distribution dans le domaine de la téléphonie portable, tout accord conclu avec un opérateur Télécom influe sur le volume des ventes potentielles.

D'une part, la politique de distribution d'accessoires déployée dans les points de vente de leur réseau est un facteur d'influence sur les ventes.

D'autre part, les subventions accordées aux distributeurs sur certains mobiles en cas d'abonnement ou de renouvellement de comptes contribuent à la promotion des modèles concernés.

- **Accords de licence conclus avec des marques**

Les ventes de mobiles sous licence de marque sont liées à des contrats d'exploitation de licence de marque. Les conditions commerciales négociées influent directement sur le coût des ventes des produits. Il s'agit de licences d'exploitation exclusives conclues à durée déterminée pour un territoire défini. La redevance payée par la Société correspond à un pourcentage du chiffre d'affaires net réalisé.

La Société propose une gamme de produits au concédant de licence qui valide le respect des codes de la marque. Elle développe ensuite les produits, à sa charge. Elle négocie et supervise leur sous-traitance de fabrication, gère la chaîne d'approvisionnement et la logistique. Puis, elle commercialise et distribue les produits.

Le chiffre d'affaires associé est généré par le prix de vente des produits à la distribution. Le coût des ventes est composé du coût d'acquisition des produits vendus, des coûts logistiques et de conditionnement et de la redevance due au Concédant de licence de marque.

La Société est généralement engagée vis-à-vis du concédant à acquitter une redevance minimum garantie sur toute la durée du contrat.

- **Accords de licence conclus avec des marques de luxe et de renommée internationale**

La vente des produits conçus et réalisés sous licence de marques de luxe et de renommée internationale influe directement sur le chiffre d'affaires de la Société tant par le potentiel de volume que par le niveau élevé du prix de vente unitaire des modèles et le niveau de marge potentiellement généré par ce type de produits.

- **Position de change**

La Société réalise ses transactions en euros hormis l'achat de certains produits auprès de fournisseurs asiatiques qui sont libellés en US dollars. Les engagements en dollars font l'objet d'une couverture de change en fonction de leur niveau de signification.

La position de change de la Société se présente ainsi :

	<i>au 30/06/2009</i>	<i>au 31/12/2008</i>	<i>au 31/12/2007</i>
	en 000' USD	en 000' USD	en 000' USD
Actifs	2 399	4 000	6 000
Passifs	3 177	6 393	12 083
dettes fournisseurs	3 177	6 393	10 878
engagement hors bilan	-	-	1 205
Position nette avant gestion	778	2 393	6 083
position hors bilan (couverture)	700	2 901	6 227
position nette après gestion	78	- 508	- 144

Les couvertures de change consistent en des achats à terme de dollars US destinés à couvrir les commandes fournisseurs en cours.

9.2 Commentaires des principales données financières au 31 décembre 2008

9.2.1. Principes et normes comptables

Les comptes consolidés au 31 décembre 2008 ont été établis conformément aux normes comptables internationales en vigueur, qui intègrent les normes comptables internationales (IAS/IFRS), les interprétations du comité d'interprétation des normes comptables internationales ou Standing Interpretations Committee (SIC) et du comité d'interprétation des normes d'information financière internationales ou International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables à ce jour.

La société applique l'intégralité des normes IFRS applicables au 31 décembre 2008.

Les textes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008 :

- IFRIC 11 « Transaction au sein d'un groupe »
- IFRIC 12 « Accords de concession de service »
- IFRIC 13 « Programme de fidélité des clients »
- IFRS 14 « Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligation de financement minimum et leur interaction »
- IFRIC 15 « Contrats de construction »

n'ont pas d'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2008. Par ailleurs, le groupe n'a appliqué par anticipation aucune norme.

9.2.2 Commentaires et analyse des résultats consolidés annuels des exercices clos les 31 décembre 2008, et 31 décembre 2007.

Le tableau ci-dessous reprend les principaux agrégats du compte de résultat au cours de la période 2007 - 2008

<i>En milliers d'euros</i>	2008	2007 Retraité	2007 Publié	Variation	% var 2008/2007
Chiffre d'affaires	182 174	193 172	201 963	-10 998	-5.7%
Coût des ventes	156 069	163 578	170 369	-7 509	-4.6%
Marge Brute	26 105	29 594	31 594	-3 489	-11.8%
Coût des opérations	27 957	24 658	28 600	3 299	13.4%
Résultat opérationnel courant	-1 852	4 937	2 995	-6 789	-137.5%
Autres produits et charges opérationnels	-4 138	-808	-859	-3 330	412.1%
Résultat opérationnel	-5 988	4 129	2 135	-10 117	-245.0%
Coût de l'endettement financier net	185	160	33	25	15.6%
Variation de juste valeur des instruments financiers	-173	-536		363	
Autres charges et produits financiers	-875	368	-210	-1 243	-337.8%
Charges d'impôts	3 297	-1 542	-1 138	4 839	-313.8%
Quote-part du résultat des entreprises associées	200	-63	-63	263	-415.5%
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	-3 354	2 516	757	-5 870	-233.3%
Résultat opérationnel des activités abandonnées	-3 451	-1 942		-1 510	
Autres impact sur résultat des activités abandonnées	-24 811	-77	-259	-24 734	N/A
Résultat net	-31 616	498	498	-32 114	N/A

Chiffre d'affaires

Les tableaux de la ventilation du chiffre d'affaires par activité d'une part, et par zone géographique d'autre part, pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007 sont présentés au paragraphe 9.1.1.

Marge Brute

La marge brute résulte de la différence entre le chiffre d'affaires et le coût des ventes, le coût des ventes comprenant principalement :

- les coûts d'acquisition des produits vendus et autres composants ;
- les redevances versées aux concédants de licence ;
- les coûts de production des produits vendus ;
- les coûts de conditionnement ;
- les coûts de service après-vente des produits en garantie,
- l'amortissement des coûts de recherche et développement liés aux projets On Demand

Le coût des ventes est net des remises, ristournes et escomptes obtenus auprès des fournisseurs.

Le taux de marge brute est fonction du segment d'activité. Il est plus important sur l'activité Manufacture. Par ailleurs, au sein de l'activité Distribution, la vente d'accessoire génère des marges supérieures à celles de la vente de terminaux mobiles.

Le tableau suivant présente les marges brutes par ligne de produit en milliers d'euros ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2008	% du CA	2007 retraité	% du CA	Variation
Activités Conception	2 598	16.0%	5 263	27.5%	-2 665
Activités Distribution	23 507	14.2%	24 331	14.0%	-824
Total Marge Brute	26 105	14.3%	29 594	15.3%	-3 489

La marge brute en valeur est en diminution (-11,8%) par rapport à 2007 du fait de la baisse cumulée du chiffre d'affaires et du taux de marge brute (14,3% en 2008 contre 15,3% en 2007). Cette dernière est notamment due à une plus grande contribution des activités de distribution de terminaux mobiles qui génère le plus bas niveau de marge brute du groupe.

Coûts des opérations

Le tableau suivant présente l'évolution du coût des opérations pour les exercices 2008 et 2007:

En milliers d'euros	2008	2007 RETRAITE	Variation	% var 2008/2007
Coûts de logistique	5 203	4 726	477	10.1%
Coûts d'engineering	2 311	1 952	359	18.4%
Coûts de marketing	4 479	2 774	1 705	61.5%
Coûts commerciaux	8 415	7 528	887	11.8%
Frais généraux et administratifs	7 547	7 678	-131	-1.7%
Coûts des opérations	27 955	24 658	3 297	13.4%

Les coûts des Opérations s'établissent à 27 955 K€ au 31 décembre 2008 contre 24 658 K€ en 2007 soit une hausse 3 297 K€ (+ 13,4%) par rapport à 2007. Cette évolution s'explique par :

- une hausse des coûts de logistique (+10,1%) principalement liés à la finalisation de l'externalisation des activités de logistique
- une hausse des coûts d'engineering (+ 18,4%) essentiellement liés à l'activité Manufacture et plus particulièrement le développement des activités de mobiles de luxe
- une hausse des coûts de marketing (+ 61,5%), principalement liés au lancement commercial des mobiles sous licence de marques de luxe TAG Heuer et Dior
- une hausse des coûts commerciaux (+11,8%) principalement liée au lancement commercial des mobiles de luxe et au développement du réseau de distribution sélective mondial
- une légère baisse des frais généraux et administratifs (- 1,7%)

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des produits ou charges non récurrents d'un montant significatif.

Le résultat des autres charges et produits opérationnels est de -4 138 K€ au 31 décembre 2008 et de -808 K€ au 31 décembre 2007. Il se décompose comme suit :

Nature des charges et produits en milliers d'euros	2008	2007
		RETRAITE
Reprise sur provisions d'exploitation	200	22
Dotation aux provisions d'exploitation	-212	-632
VNC des éléments d'actifs cédés	-123	-29
Résultat exceptionnel net	-73	-169
Dotations aux provisions exceptionnelles	-801	
Coûts de lancement de production	-3 129	
Autres charges et produits opérationnels	-4 138	-808

- Les coûts d'un montant total de 3 129 K€ correspondent principalement à des coûts spécifiques de lancement de production dans le cadre de la mise en place de nouvelles licences
- Les dotations aux provisions de 801 K€ correspondent principalement à des provisions pour risques contractuels constatées suite à des négociations en cours avec des fournisseurs et suite à des décisions de réorganisation.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'établit à -5 988 K€ au 31 décembre 2008 à comparer à 4 129 K€ au 31 décembre 2007 soit une diminution de 10 117 K€.

Coût de l'endettement financier net et autres charges et produits

Le coût de l'endettement financier net comprend essentiellement les intérêts sur les emprunts contractés par le groupe.

Les autres charges et produits financiers sont essentiellement composés de plus et moins values latentes, des résultats financiers sur placement, du résultat de change, et de la variation de la juste valeur des instruments financiers.

Quote-part du résultat des entreprises associées

La quote-part du résultat des entreprises associées (pour 200 K€) correspond à la quote-part de résultat mis en équivalence de Global 5 en 2008.

Résultat net des sociétés abandonnées

la société ModeLabs Technologies a été cédée au quatrième trimestre et déconsolidée à partir du 30 septembre 2008. Le résultat de cette activité abandonnée en 2008 s'élève à -28 262 K€.

Résultat net

En 2008, le produit d'impôt comprenant les impôts exigibles et les variations d'impôts différés, sont égales à un profit de 3 297 K€.

Le résultat net part du groupe s'établit à - 31 551 K€ en 2008 à comparer à 634 K€ en 2007.

Le résultat net de l'exercice 2008 a été impacté par la constitution de provisions relatives, d'une part, à un risque de rachat de mobiles devenus techniquement irréparables en raison du redressement judiciaire du fournisseur de pièces de rechange ; et d'autre part, des risques liés à la prise en charge d'engagements liés à la réorganisation du groupe et de la cession de Modelabs Technologies (enregistré en résultat des activités abandonnées).

9.3 Commentaires des principales données financières au 30 juin 2009

9.3.1 Principes et normes comptables

Les comptes consolidés semestriels complets sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2008, à l'exception des amendements de normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1er janvier 2009. Ces derniers concernent particulièrement la révision d'IAS 1 et la norme IFRS 8.

L'application de la révision d'IAS 1 a un impact en termes de présentation des états financiers, sur l'ensemble des périodes présentées. Les changements concernent les modifications de terminologie et de présentation suivantes :

- le bilan devient « l'Etat de la situation financière » ;
- le compte de résultat est remplacé par un « Etat du résultat global » regroupant le résultat de l'exercice et les autres produits et charges enregistrés directement dans les capitaux propres

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Président du Directoire qui forme le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

Les secteurs présentés au titre de l'information sectorielle correspondent à des secteurs opérationnels. Le groupe est organisé autour de deux secteurs :

- le secteur Distribution : qui comprend les activités de distribution de téléphones mobiles et d'accessoires
- le secteur Manufacture : qui comprend les activités de conception et de développement de téléphones mobiles sur mesure

Les données de gestion ne pouvant être affectées à l'un de ces 2 secteurs sont imputées sur un secteur dénommé « Holding »

Les données 2008 ont été retraitées des éléments relatifs à la société ModeLabs Technologies sortie du périmètre le 30 septembre 2008. Nous présentons ci-après les données au 30 juin 2008 publié ainsi que les données au 30 juin 2008 retraité.

9.3.2 Commentaires et analyse des résultats semestriels consolidés arrêtés au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008

Le premier semestre 2009 a été marqué par une crise économique et financière dont les conséquences futures et la durée ne peuvent être mesurées avec précision. Les états financiers au 30 juin ont été réalisés en tenant compte de cet environnement.

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*	Variation
Chiffre d'affaires	78 317	71 794	6 523
Coût des ventes	-66 391	-60 736	-5 655
Marge brute	11 927	11 059	868
Coût des opérations	-12 952	-13 504	551
Résultat opérationnel courant	-1 026	-2 445	1 419
Autres produits opérationnels	159	201	-42
Autres charges opérationnelles	-169	-2 144	1 975
Résultat opérationnel	-1 035	-4 388	3 353
Coût de l'endettement financier net	-133	-90	-43
Variation de juste valeur des instruments financiers	-62	-31	-31
Autres produits et charges financiers	97	-417	514
Charge d'impôts	-258	1 639	-1 896
Quote-part du résultat des entreprises associées	-71	55	-126
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	-1 461	-3 232	1 771
Résultat des activités abandonnées	1 118	-1 930	3 048
Résultat net	-343	-5 163	4 819
Intérêts minoritaires	-3	-40	37
Résultat net Part du Groupe	-340	-5 123	4 783
<i>Résultat part du groupe par action</i>	<i>-0.015</i>	<i>-0.456</i>	<i>0.441</i>
<i>Résultat part du groupe dilué par action</i>	<i>-0.015</i>	<i>-0.450</i>	<i>0.435</i>
Résultat net de la période (a)	-343	-5 163	4 819
Ecarts de conversion	-151	-1 055	904
Evaluation Juste Valeur des actifs financiers disponibles à la vente	71	-186	257
Autres	-15	-12	-3
Impôts différés relatifs aux autres éléments du résultat global	-17	62	-79
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (b)	-112	-1 191	1 079
Résultat Global de la période (a)+(b)	-455	-6 354	5 898
Dont Part du Groupe	-452	-6 314	5 862
Dont Part des minoritaires	-3	-40	37

Chiffre d'affaires consolidé

Le Chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 9% à périmètre constant pour atteindre 78,3 millions d'euros au premier semestre 2009. Cette croissance est portée par l'activité Distribution qui croît de 13% sur la période.

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité	30/06/2008 Publié	Variation	Variation %
Activités Manufacture	6 049	7 867	13 422	-1 818	-23%
Activités Distribution	72 268	63 927	61 890	8 341	13%
Total	78 317	71 794	75 312	6 523	9%

Chiffre d'affaires consolidé : Activités Manufacture

Le chiffre d'affaires Manufacture s'élève à 6 millions d'euros au 30 juin 2009, essentiellement tiré par l'activité Luxe.

Conformément à sa stratégie de concentration sur la gamme Luxe, le groupe n'a pas effectué de lancement de mobiles Lifestyle sur le premier semestre 2009 alors que 3 nouveaux produits avaient été commercialisés au premier semestre 2008. Ceci explique la baisse du chiffre d'affaires de -1,8 millions d'euros par rapport à l'année dernière. L'essentiel du chiffre d'affaires 2009 est constitué par les mobiles de Luxe dont Tag Heuer et Christian Dior.

Chiffre d'affaires consolidé : Activités Distribution

L'activité Distribution a affiché de bonnes performances avec une croissance de 13% par rapport au premier semestre 2008. Cette hausse est liée aux mobiles dont la croissance s'explique essentiellement par un effet volume positif.

Marge Brute consolidée

La croissance de l'activité a généré une progression de la marge de 867 K€ portant la marge brute à 11 927 K€ au premier semestre 2009 contre 11 060 K€ au premier semestre 2008 en données retraitées.

Le taux de marge brute s'établit à 15,2% au 30 juin 2009 en hausse par rapport à celui du 30 juin 2008 publié, qui était de 14,7%, et en ligne avec celui du 30 juin 2008 retraité.

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité	30/06/2008 Publié	Variation	Variation %
Activités Manufacture	1 388	1 232	1 258	156	13%
Activités Distribution	10 538	9 828	9 826	711	7%
Total	11 927	11 060	11 084	867	8%

Marge Brute consolidée : activités Manufacture

La marge brute de l'activité Manufacture croît de 1,2 M€ au 30 juin 2008 retraité à 1,4 M€ au 30 juin 2009 alors que le chiffre d'affaires affiche un retrait.

La nette progression du taux de marge brute (de 15,7% au premier semestre 2008 à 22,9% au premier semestre 2009, soit + 7,2 points) est générée par le développement de l'activité des mobiles de Luxe. En effet, les premières ventes significatives des produits de Luxe, à forte valeur, commencent à contribuer fortement à l'amélioration de la marge.

Marge Brute consolidée : activités Distribution

La croissance de l'activité a généré une augmentation de la marge brute de 0,7 M€, passant de 9,8 millions d'euros au premier semestre 2008 retraité à 10,5 millions d'euros au premier semestre 2009. Cette progression provient de l'activité Mobiles.

Le taux de marge brute moyen de l'activité Distribution s'établit à 14,6% du CA en 2009 contre 15,4% du CA 2008 retraité. Cette baisse de taux s'explique par la diminution du poids de l'activité Accessoire au sein de la Distribution.

Coût des opérations :

Le coût des opérations s'élève à 12,9 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 13,5 millions d'euros au 30 juin 2008 retraité. L'essentiel de cette baisse s'explique par des coûts significatifs du premier semestre 2008 liés à :

- l'externalisation des activités logistiques de la Distribution
- des coûts deancements marketing et commerciaux pour préparer la commercialisation de mobiles de luxe du deuxième semestre 2008.

Résultat opérationnel :

Au 30 juin 2009, le résultat opérationnel représente une perte de – 1,03 M€ contre une perte opérationnelle au 30 juin 2008 retraité de –4,4 M€. Trois facteurs ont permis de réduire drastiquement la perte:

- l'augmentation de la marge brute
- la réduction du coût des opérations
- l'amélioration du résultat des autres produits et charges opérationnels (des coûts non récurrents de 1,2 millions d'euros avaient été constatés en 2008 en liaison avec le lancement de production à venir sur le second semestre)

Résultat net

Après impact du résultat des activités abandonnées, le résultat net du premier semestre 2009 affiche une perte de – 0,3 millions d'euros contre – 5,2 millions d'euros sur le premier semestre 2008 retraité.

Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2009

Risques :

Les principaux facteurs de risque pouvant avoir un effet sur la situation du Groupe sont décrits dans l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2009. Aucun risque significatif n'est apparu au cours du premier semestre 2009.

Incertitudes :

L'économie mondiale est touchée par une crise financière dont la durée et les conséquences sur le second semestre 2009 ne peuvent être mesurées avec précision.

Transaction entre parties liées

Aucun accord entre parties liées n'a eu d'impact significatif sur l'état du résultat global au 30 juin 2009. Aucune nouvelle transaction significative n'a été conclue au cours du premier semestre 2009.

10. TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1 Trésorerie et capitaux au 31 décembre 2008

10.1.1 Flux de trésorerie des exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007

En milliers d'euros	2008	2007 RETRAITE	2007 PUBLIE
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	10 134	4 726	5 976
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-11 605	-2 834	-5 140
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	9 535	-6 727	-6 854
Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées	-6 211	-1 287	
VARIATION DE TRESORERIE	1 853	-6 122	-6 018
Trésorerie d'ouverture	20 199	26 225	26 225
Incidence de variation des taux de change	-80	96	-8
Trésorerie de clôture	21 972	20 199	20 199

La Société a généré 1 853 milliers d'euros de trésorerie en 2008 et dégage une trésorerie positive au 31 décembre 2008 de 21 972 milliers d'euros.

L'impact de trésorerie des activités abandonnées figure sur une ligne ad hoc dans le tableau de flux.

Flux de trésorerie générés par l'activité

L'activité a dégagé 10 134 milliers d'euros de trésorerie en 2008 contre 4 726 milliers d'euros dans le retraité de 2007 ou 5 976 milliers d'euros dans le publié.

Le flux de trésorerie généré par l'activité comprend la Marge Brute d'Autofinancement et la Variation du Besoin en Fonds de Roulement incluant l'impôt.

En milliers d'euros	2008	2007 RETRAITE	2007 PUBLIE
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	830	8 340	8 247
Variation du BFR lié à l'activité	6 007	-1 812	-873
Impôts payés	3 297	-1 802	-1 398
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	10 134	4 726	5 976

Marge Brute d'Autofinancement

La marge brute d'autofinancement s'élève à 830 milliers d'euros malgré un résultat net de -31 551 milliers d'euros.

En effet, d'une part, l'impact de résultat lié à la sortie de Modelabs Technologies de 28 262 milliers d'euros est retraité au niveau des flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées.

D'autre part, les dotations aux amortissements et provisions comptent pour 6 145 milliers d'euros dans la marge brute d'auto financement de 2008 (contre 2 611 milliers d'euros en 2007)

Variation du Besoin en Fonds de Roulement

La variation du Besoin en Fonds de Roulement est une ressource de 6 007 milliers d'euros au 31 décembre 2008. Cette ressource provient essentiellement de la réduction des stocks qui sont passés de 22 936 milliers d'euros au 31 décembre 2007 à 9 549 milliers d'euros au 31 décembre 2008, grâce à une gestion optimisée du niveau de stock tout au long de l'année et à un niveau de vente très élevé sur le quatrième trimestre 2008.

Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements

En milliers d'euros	2008	2007 RETRAITE	2007 PUBLIE
Incidence des variations de périmètre	-476	-1 139	-1 139
Acquisitions d'immobilisations	-5 557	-6 756	-9 062
Acquisitions d'immobilisations financières	-2 874		
Cession d'actifs financiers	372		
Variation des prêts et avances consentis	-3 070	5 061	5 061
Flux nets de trésorerie générés par les investissements	-11 605	-2 834	-5 140

Les investissements s'élèvent à 11 605 milliers d'euros au 31 décembre 2008 contre 2 834 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

Les investissements incorporels représentent 5 376 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et concernent:

- les licences
- les frais de développement des projets,
- les coûts de développements informatiques

Les investissements corporels sont de 181 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et concernent essentiellement les aménagements des locaux et le matériel informatique.

Les investissements financiers correspondent aux placements long terme et compte bloqué et s'élèvent à 2 874 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

Tableau de l'annexe

En milliers d'euros	2008	2007 RETRAITE	2007 PUBLIE
Augmentation de capital	504	50	50
Actions propres	-262	-348	-348
Variation des emprunts	9 417	-5 569	-5 569
Intérêts financiers nets versé	-124	-860	-987
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	9 535	-6 727	-6 854

Au 31 décembre 2008, les opérations de financement s'élèvent à 9 535 milliers d'euros et correspondent essentiellement (i) à l'augmentation de capital de la société Modelabs Group pour 504 milliers d'euros, (ii) aux remboursements des emprunts pour 583 milliers d'euros, et (iii) à l'obtention d'une ligne de crédit s'élevant à 10 000 milliers d'euros.

Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Les flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées correspondent à 6 211 milliers d'euros et sont relatifs aux impacts de résultat et d'abandon de compte-courant de ModeLabs Technologies du 1^{er} janvier 2008 au 30 septembre 2008.

10.1.2 Endettement net des exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007

En milliers d'euros	2008	2007
Autres dettes à long terme		
Dettes bancaires à long terme	10 000	266
Dettes bancaires à court terme (1)	266	922
Dettes bancaires	10 266	1 188
Instruments financiers dérivés	47	479
Trésorerie et équivalent	-21 972	-20 199
Contrats de location (part court terme)	47	91
Contrats de location (part long terme)		47
Contrats de location	47	138
Actifs financiers courants	-2 874	
Endettement net (excédent net)	-14 486	-18 394
Actif financier immobilisé	-2 707	-443
Endettement (excédent net) après placement long terme	-17 193	-18 837

(1) comprenant la part à court terme de la dette bancaire

Au 31 décembre 2008, la Société a un excédent net de 17 193 milliers d'euros.

Dettes bancaires

- Le prêt conclu avec la Fortis Banque d'un montant de 3 375 000 euros en principal en date du 3 mai 2003 est arrivé à échéance en date du 6 mai 2008 et ne figure plus au bilan au 31 décembre 2008.
- Le 22 décembre 2006, ModeLabs Group a contracté un prêt auprès de la banque Crédit du Nord pour un montant de 800 000 euros pour une durée de 3 ans au taux de 3,97 % l'an. L'encours en principal restant dû au 31 décembre 2008 est de 266 667 euros.
- Un contrat de prêt auprès de la banque Calyon a été consenti à hauteur de 20 Millions d'euros le 01 août 2007. Il s'agit de lignes livrables en plusieurs tranches dont une tranche de 10 Millions d'euros a été tirée au 31 décembre 2008.
La société s'est engagée à respecter d'une part un Ratio de Dette Financière Nette/Excédent Brut d'exploitation inférieur ou égal à 3 (trois) la première année, à 2.7 en 2010, à 2.5 en 2011, à 2 en 2012, d'autre part, un ratio de Dette Financière Nette/Fonds Propres inférieur à 1(un) et à disposer d'un le montant des Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement de

la Société soit de 10.000.000Euros (dix millions d'euros). Toutes ces conditions sont applicables à partir de 2009.

Les autres clauses d'exigibilité anticipée sont de type standard (liquidation, cessation de paiement, défaut de paiement de la dette elle-même)

En dehors du prêt contracté auprès du Crédit du Nord, décrit ci-dessus et de la ligne de crédit tirée sur la banque Calyon, la Société bénéficie d'une ligne d'escompte d'effets utilisable à concurrence de 2 millions d'euros et au taux Euribor 3 mois + 0,75%.

Les ressources de la société couvrent ses engagements actuels sans qu'elle ait besoin aujourd'hui d'utiliser d'autres moyens de financements que ceux décrits ci-dessus.

Trésorerie et équivalent

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Comptes courants bancaires et disponibilités	20 392	3 487
Parts d'OPCVM et SICAV monétaires CT	4 662	21 013
Comptes à terme	0	0
Total Trésorerie Active	25 054	24 500
Découverts bancaires	-115	-546
Autres Dettes CT à caractère financier	-2 967	-3 755
Total Trésorerie Nette	21 972	20 199

La trésorerie est composée essentiellement de disponibilité, retraitée des découverts bancaires et autres dettes court terme à caractère financier. Les SICAV s'élèvent à 4 662 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

Le compte gagé constitué au profit du Crédit du Nord à concurrence de la moitié du prêt en garantie du remboursement du prêt est placé en OPCVM CT.

10.1.3 Capitaux propres des exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007

Le tableau ci-après retrace l'évolution des capitaux propres des différentes entités consolidées

En milliers d'euros	Capital	Primes et Réserves	Réserves consolidées Groupe	Actions propres	Paiements en actions	Ecarts de conversion	Résultat exercice	Total Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
Situation au 31/12/07	2 254	75 814	12 911	-571	517	-3237	634	88 322	307	88 629
Situation au 01/01/08	2 254	75 814	12 911	-571	517	-3237	634	88 322	307	88 629
Affectation du résultat 2007			634				-634	0		0
Augmentation de capital	31	468						499		499
Résultat consolidé au 31/12/2008							-31 551	-31 551	-65	-31 616
Intérêts minoritaires - réserves								0	-305	-305
Variation % intérêts et entrée périmètre	4		16					20	-16	4
Ecarts de conversion						2 413		2 413	-1	2 412
Actions propres				-18				-18		-18
Paiements en actions					374			374		374
Evaluation Juste Valeur des actifs financiers disponibles à la vente			75					75		75
Divers			-36					-36	-9	-45
Situation au 31/12/2008	2 289	76 282	13 600	-589	891	-824	-31 551	60 098	-89	60 009

Les capitaux propres consolidés de la Société représentent 60 009 milliers d'euros dont -89 milliers d'euros d'intérêts minoritaires au 31 Décembre 2008 contre 88 629 milliers d'euros en fin d'exercice 2007 avec 307 milliers d'euros d'intérêts minoritaires.

Capital :

Au 31 décembre 2008, le capital social de la société ModeLabs Group est constitué de 22 849 390 actions de 0,10 € de valeur nominale consécutivement :

- à l'introduction en bourse de la société ModeLabs Group en date du 11 avril 2006, le capital social de ModeLabs Group a été augmenté de 614 580,30 euros par l'émission de 6 145 803 actions d'une valeur nominale de 0,10 € ;
- à l'acquisition des titres de la société Innovi Technologies Ltd. Le capital de la société ModeLabs group a été augmenté d'un montant de 77 143,70 euros par l'émission de 771 437 nouvelles actions d'une valeur nominale de 0,10 € en rémunération de l'apport de 337 040 actions de la société Innovi technologies Ltd.
- A l'occasion de l'exercice des bons de souscription accordés en 2005, la Société a procédé à une augmentation de capital de 312 390 actions d'une valeur nominale de 0,10 en date du 27 mai 2008.

Primes :

Au 31 décembre 2008, le poste "primes d'émission" de 76 282 K€, en augmentation par rapport au 31 décembre 2007 de 468 K€ correspond :

- à la prime d'émission liée à l'augmentation de capital suite à l'introduction en bourse de la société le 11 avril 2006 (58 385 K€)
- à la prime d'apport liée à l'achat des titres INNOVI pour 7 328 K€ au cours du 2eme trimestre 2006 ;
- à l'imputation sur les primes des frais liés à ces opérations pour un montant net de 2 631 K€.
- à la prime d'émission liée à l'augmentation de capital du 27 mai 2008.

Actions propres :

A la date du 31 décembre 2008, ModeLabs Group détient en propre 160 000 actions.

Depuis le 8 mai 2006, pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, ModeLabs Group a confié à la société Crédit Agricole Chevreux la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI approuvée par la décision de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, une somme de 700 K€ a été affecté au compte de liquidité. A la date du 31 décembre 2008, 129 000 titres ModeLabs Group figuraient au compte de liquidité pour une valeur d'achat de 476 K€.

ModeLabs Group a confié à la société Crédit Agricole Chevreux la mise en œuvre d'un contrat de programme de rachat de titre avec effet au 31 juillet 2007 pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Le mandat d'achat porte sur 900 000 actions maximum. A la date 31 décembre 2008, 31 000 actions ModeLabs figuraient au compte de ce programme pour une valeur d'achat de 180K€.

Païement en actions :

Depuis le 3 juillet 2006, le Groupe a octroyé, en contrepartie des services rendus, à certains membres du personnel des plans fondés sur des options réglées en actions.

L'impact des engagements de distribution des actions gratuites et de stocks options sur les capitaux propres au titre de l'exercice 2008 s'élève à 374 K€.

10.2 Trésorerie et capitaux au 30 juin 2009

10.2.1 Flux de trésorerie des périodes arrêtées au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008

<i>En K€</i>	30-juin-09	30 juin 08 retraité*	30 juin 08 publié
Les flux de trésorerie (utilisés) générés par l'activité	13 100	8 021	9 755
Les flux de trésorerie (utilisés) générés par les opérations d'investissement	985	-6 320	-6 950
Les flux de trésorerie (utilisés) générés par les opérations de financement	-635	-689	-803
Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées et comptes courants liés	-1 192	933	
Variation nette de la trésorerie	12 258	1 945	2 002
Trésorerie d'ouverture	21 972	20 199	20 199
Incidence de la variation des taux de change	-31	-30	-87
Trésorerie de clôture	34 199	22 114	22 114

* Hors activités ModeLabs technologies sorties du périmètre le 30 septembre 2008

La Société a généré 12 258 K€ de trésorerie au 30 juin 2009 et dégagé une trésorerie positive au 30 juin 2009 de 34 199 K€.

Flux nets de trésorerie générés par l'activité

L'activité a généré 13 100 K€ de trésorerie au 30 juin 2009 et 9 755 K€ au 30 juin 2008.

Le flux de trésorerie généré par l'activité comprend la Marge Brute d'Autofinancement et la Variation du Besoin en Fonds de Roulement.

<i>En K€</i>	30-juin-09	30 juin 08 retraité*	30 juin 08 publié
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 839	-1 890	-2 690
Variation du BFR lié à l'activité	11 519	10 472	12 445
Impôt payés	-258	-561	0

Marge Brute d'Autofinancement

La Marge Brute d'Autofinancement de 1839 K€ au 30 juin 2009 est composée principalement : (i) du résultat net part du groupe de - 340 K€, (ii) des dotations aux amortissements et provisions à concurrence de + 1 069 K€, (iii) de coût de l'endettement financier pour 280 K€ et enfin (iv) d'une charge nette d'impôt de 258 K€.

Variation du Besoin en Fonds de Roulement

La variation du Besoin en Fonds de Roulement est de 11 519 K€ au 30 juin 2009. Cette ressource provient principalement de la diminution des créances clients grâce à une meilleure gestion des encours clients, de l'encaissement des autres créances relatives aux remises accordées par les fournisseurs en début d'année ainsi qu'à un effet de saisonnalité liée à l'activité traditionnellement très importante au second semestre comparé au premier semestre.

Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements s'élèvent à + 985 K€ au 30 juin 2009 contre - 6 320 K€ au 30 juin 2008, ils s'expliquent par :

- les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 1 280 K€ au 30 juin 2009 contre 3 613 K€ au 30 juin 2008
- les cessions des investissements financiers pour 2 967 K€ au 30 juin 2009
- les prêts et avances consenties pour 702 K€ au 30 juin 2009.

Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

Au 30 juin 2009, les opérations de financement s'élèvent à (635) K€ et correspondent principalement aux remboursements des emprunts et aux intérêts financiers versés.

10.2.2 Endettement net des périodes arrêtées au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008

Endettement net au 30 juin 2009 et 31 décembre 2008

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Autres dettes à long terme		
Dettes bancaires à long terme	10 000	10 000
Dettes bancaires à court terme (1)	133	266
Dettes bancaires	10 133	10 266
Instruments financiers dérivés		47
Trésorerie et équivalent	-34 198	-21 972
Contrats de location (part court terme)	0	47
Contrats de location (part long terme)		
Contrats de location	0	47
Actifs financiers courants	-3 508	-2 874
Endettement net (excédent net)	-27 573	-14 486

(1) comprenant la part à court terme de la dette bancaire

Au 30 juin 2008, la Société a un excédent net de 27.573 K€.

Trésorerie et équivalent

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Comptes courants bancaires et disponibilités	14 990	20 392
Parts d'OPCVM et SICAV monétaires CT	13 473	4 662
Comptes à terme	6 045	0
Total Trésorerie Active	34 508	25 054
Découverts bancaires (note 3.19)	-310	-115
Autres Dettes CT à caractère financier (note 3.19)	0	-2 967
Total Trésorerie Nette	34 198	21 972

10.2.3 Capitaux propres au 30 juin 2009

En milliers d'euros	Capital	Primes et Réserves	Réserves consolidées Groupe	Actions propres	Paiements en actions	Ecart de conversion	Résultat exercice	Total Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
Situation au 31/12/2008	2 285	76 282	13 604	-589	891	-824	-31 551	60 098	-89	60 009
Situation au 01/01/09	2 285	76 282	13 604	-589	891	-824	-31 551	60 098	-89	60 009
Affectation du résultat 2008			-31 551				31 551	0		0
Augmentation de capital								0		0
Résultat consolidé au 30/06/2009							-340	-340	-3	-343
Intérêts minoritaires - réserves								0		0
Variation % intérêts et entrée périmètre								0		0
Actions propres				8				8		8
Paiements en actions					194			194		194
Gains et pertes comptabilisés directement en Capitaux propres			41			-153		-112		-112
Situation au 30/06/2009	2 285	76 282	-17 906	-581	1 085	-977	-340	59 848	-92	59 756

Les capitaux propres de la Société s'établissent à 59 756 K€ dont -92 K€ d'intérêts minoritaires au 30 juin 2009, contre 60 009 K€ au 31 décembre 2008 avec -82 K€ d'intérêts minoritaires.

Au 30 juin 2009, le capital social de la société Modelabs Group est constitué de 22 849 390 actions de 0,10 € de valeur nominale.

10.3 Nantissements, Garanties et sûretés

Les principales caractéristiques des emprunts bancaires sont décrites aux chapitres 5.4 « Emprunts et Dettes Financières » 5.5.3 « Risque de Liquidité » et 5.11 « Engagements de financement et de garantie » des Notes Annexes aux Comptes Annuels Consolidés inclus dans le présent Document de Référence.

Le nantissement (compte gagé placé en OPCVM LT) donné par la Société au bénéfice de la banque Crédit du Nord en garantie de 50% du prêt de 800 K€ consenti par cette banque le 22 décembre 2006 s'élève, au 31 décembre 2008, à 133 K€.

En 2008, la Société s'est également portée garante de Modelabs Manufacture à hauteur de 3.000 K€ au bénéfice de la banque Fortis en garantie de lignes de crédit accordées à Modelabs Manufacture.

11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

Dans un contexte de complexité croissante des téléphones impliquant un nombre d'acteurs de plus en plus élevé, la Société s'attache à développer ses investissements sur les seuls éléments perçus par les utilisateurs comme apportant le plus de valeur ajoutée (design, interface utilisateur, application de services). En fonction des segments visés et des fonctionnalités ou services proposés, elle établit des partenariats avec les différents fournisseurs de technologie existant sur le marché. A cet effet, elle mène une veille technologique active sur les fonctions différenciantes qui pourraient être utilisées dans le cadre de ses projets.

Lorsqu'elle souhaite développer spécifiquement un concept ou une brique, ModeLabs Group conduit le développement de manière interne (c'est le cas par exemple pour les chargeurs universels en matière d'accessoires, pour des fonctions de configuration d'un terminal à distance par voie de SMS) et dépose les brevets qui peuvent éventuellement en découler ou travaille en partenariat avec des laboratoires extérieurs qui sont alors les propriétaires de la technologie et la concèdent en licence à ModeLabs Group.

Grâce à sa relation établie avec ces laboratoires et à sa propre veille technologique, ModeLabs Group étudie de manière permanente de nouveaux développements qui pourront être utilisés sur les téléphones mobiles ou les accessoires.

La Société peut dans certains cas concéder des licences sur des technologies ou des concepts développés en interne. Ainsi, ModeLabs Group a concédé une licence à un grand fabricant de semi-conducteurs européen lui permettant d'intégrer dans ses composants des technologies issues de développements internes à ModeLabs Group.

Indépendamment du développement de nouveaux concepts ou produits, soit de manière internalisée, soit en partenariat avec des tiers, ModeLabs Group, grâce à sa connaissance des technologies disponibles et sa proximité avec tous les acteurs du marché (tant en amont qu'en aval), intervient également auprès de fabricants ou sociétés de conception en tant que prescripteur de solutions techniques. C'est notamment le cas en matière de miniaturisation des produits et de définition de l'interface utilisateur.

Lorsque les travaux de ModeLabs Group peuvent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle ou industrielle, celle-ci peut être recherchée de manière sélective, en plusieurs étapes. La protection initiale est recherchée en France par le dépôt d'un brevet. En fonction de l'intérêt et des perspectives de l'invention, la protection de celle-ci est éventuellement étendue, en Europe voire plus largement sur la base du système PCT. Cette extension n'est toutefois pas systématique et elle est mise en œuvre uniquement pour les projets qui présentent le plus d'intérêt opérationnel pour la Société.

Les demandes de brevets ainsi que les brevets dont ModeLabs Group est propriétaire concernent un capot amovible permettant la configuration d'un terminal simplifié, un système de téléchargement par voie SMS d'informations dans un terminal de téléphonie fixe, des fonctions de contrôle parental et de contrôle de l'usage de la consommation, la configuration d'un téléphone à distance par SMS, un chargeur d'alimentation universel maison et voiture adapté à tout type de téléphone, un kit main libre universel permettant l'adaptation à tout type de téléphone, un téléphone mobile avec touches dont l'actionnement permet un appel vers un numéro donné, un téléphone mobile avec coque plastique interchangeable, un accessoire permettant la mise en œuvre de fonctionnalités d'un téléphone mobile.

Disposant de sa propre équipe de designers, la Société est amenée à réaliser des dépôts de modèles pour des designs originaux de produits en vue de pouvoir le cas échéant combattre d'éventuelles contrefaçon ou copies.

Les équipes de designers, d'ingénieurs, de projets techniques sont regroupées au sein des départements d'engineering. Le financement de certains des développements est assuré par le client. Le coût net de l'activité R&D figure dans les coûts d'engineering décrits au chapitre 9, paragraphes 9.2.2.

12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

12.1 Communiqué de presse sur le chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2009

Hausse de 4,7 % du chiffre d'affaires au 3^{ème} trimestre 2009

- Augmentation de 45,7 % des ventes de l'activité manufacture, tirée par les mobiles de luxe
- Progression de l'activité distribution de 1 % à surface de vente courante et de 6 % à surface de vente comparable

Au 3^{ème} trimestre 2009, ModeLabs Group enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 43,9 M€ contre 42 M€ au 3^{ème} trimestre 2008 à périmètre constant, soit une hausse de 4,7 %. Le chiffre d'affaires de ModeLabs à périmètre constant sur 9 mois s'établit à 122,2 M€ en 2009 contre 113,8 M€ en 2008, soit une progression de 7,4 %.

<i>en millions d'euros</i>	T3 2009	T3 2008	Var %	30-sept-09	30-sept-08	Var %
Activités Manufacture	5,1	3,5	+45,7%	11,1	11,4	-2,6%
Activités Distribution	38,8	38,5	+1,0%	111,1	102,4	+8,5%
Total à périmètre constant (1)	43,9	42,0	+4,7%	122,2	113,8	+7,4%
Modelabs Technologie (2)	0	2,6	NA	0	6,1	NA
Total	43,9	44,6	-1,5%	122,2	119,9	+1,9%

Chiffres non audités

(1) Chiffre d'affaires retraité suite à la sortie de ModeLabs Technologies, activité cédée au 4^{ème} trimestre 2008

(2) Contribution hors groupe de ModeLabs Technologies, activité cédée au 4^{ème} trimestre 2008

Activité manufacture : augmentation de 45,7 % des ventes de l'activité manufacture, tirée par les mobiles de luxe

Face à une demande soutenue, ModeLabs manufacture continue de développer ses capacités de production de mobiles de luxe. Ainsi, malgré la fermeture en août dernier sur trois semaines de son site de fabrication partenaire, son chiffre d'affaires ressort à 5,1 M€ en croissance de 45,7 % par rapport à celui du 3^{ème} trimestre 2008 et de 19 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2009. L'activité manufacture, essentiellement portée par le succès des produits de luxe, poursuit ainsi sa croissance séquentielle sur 2009 après un chiffre d'affaires de 1,7 M€ au 1^{er} trimestre et 4,3 M€ au 2^{ème} trimestre.

Activité distribution : Progression des ventes de 6 % à surface de vente comparable

Sur un marché qui reste difficile, ModeLabs renforce son leadership en gagnant de nouvelles parts de marché. Au 3^{ème} trimestre 2009, le chiffre d'affaires est en hausse de 1 % à 38,8 M€ contre 38,5 M€ sur la même période en 2008. On rappelle, que début 2009, dans le cadre de sa stratégie de concentration sur les zones rentables, ModeLabs distribution avait réduit son activité de distribution d'accessoires en Grande-Bretagne. Ces ventes avaient représenté 1,9 M€ au 3^{ème} trimestre 2008. A surface de vente équivalente, la progression de l'activité distribution ressort à 6 % sur le 3^{ème} trimestre 2009.

Des perspectives favorables

ModeLabs manufacture poursuit le plan de déploiement de son réseau commercial dans le secteur du luxe : à fin septembre 2009, on compte déjà 170 points de vente ouverts contre 104 au 30 juin pour un objectif de 500 d'ici trois ans. Parallèlement, ModeLabs manufacture lance de nouvelles collections pour les mobiles MERIDIIST de TAG Heuer et Dior phone de Christian Dior. Elles enrichiront ainsi la

gamme de luxe existante ; chaque nouveauté représente un vecteur additionnel de dynamique commerciale.

De son côté, ModeLabs distribution devrait connaître un bon niveau d'activité jusqu'à la fin de l'année, et vise une amélioration de sa marge opérationnelle sur le 2nd semestre malgré un chiffre d'affaires au 4^{ème} trimestre 2009 qui devrait apparaître en retrait par rapport à celui du dernier trimestre 2008. Ce dernier avait enregistré une activité très soutenue en raison d'opérations commerciales exceptionnelles.

12.2 Tendances et perspectives de la Société

La Société n'a pas connaissance de tendance connue ou d'événements avérés relatifs à son activité qui soient raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement et de manière exceptionnelle sur son chiffre d'affaires, ses coûts et prix de vente 2009.

13. PREVISIONS ET ESTIMATIONS DE BENEFICE

La société n'entend pas faire de prévisions ou d'estimations de bénéfices.

14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

14.1 Organes de Direction et de Surveillance

14.1.1 Informations générales relatives aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

(Se référer également au Chapitre 16 du présent Document de Référence).

Les membres du Directoire

Nom	Fonctions
Stéphane Bohbot	Président du Directoire
Henri-Nicolas Olivier	Membre du Directoire
Françoise Grand	Membre du Directoire

Ces dirigeants ont tous été désignés suivant décision du Conseil de surveillance du 11 octobre 2005. Les membres du Directoire ont été nommés pour une durée de quatre années. Leur mandat est arrivé à expiration lors du Conseil de Surveillance suivant l'assemblée générale statuant sur les comptes de de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ce conseil de surveillance s'est tenu le 17 juillet 2009, les mandats de Stéphane Bohbot et de Françoise Grand ont été renouvelés, et celui de Henri-Nicolas Olivier n'a pas été renouvelé.

Les membres du Conseil de surveillance

Nom	Fonctions
Alain Zagury	Président du Conseil de surveillance
Patrick Choël	Vice-Président du Conseil de surveillance
Jean-Louis Missika	Membre du Conseil de surveillance
Jean-Paul Boulan	Membre du Conseil de surveillance

Ces membres du Conseil de surveillance ont été nommés suivant décision de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 11 octobre 2005. Une réunion du Conseil de surveillance en date du même jour a désigné son Président, son Vice-Président et les membres du Directoire. Les membres du Conseil de surveillance ont été nommés pour quatre années. Leur mandat arrivera à expiration à l'issue de la prochaine assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

L'ensemble de ces personnes a pour adresse professionnelle le siège social de la Société.

- L'expertise et l'expérience en matière de gestion de ces personnes résultent des différentes fonctions salariées et/ou de direction qu'elles ont précédemment exercées et/ou qu'elles continuent à exercer au sein d'autres sociétés ou d'organes divers ;
- Il n'existe entre les personnes listées ci-dessus aucun lien familial ;
- Aucune de ces personnes, au cours des cinq dernières années ;
 - (i) n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude ;
 - (ii) n'a été associée, en sa qualité de dirigeant ou administrateur, à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
 - (iii) n'a fait l'objet d'une interdiction de gérer ;

- (iv) n'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

14.1.2 Autres mandats sociaux et fonctions exercées au 31 décembre 2008

Nom	Autres mandats et fonctions exercés actuellement	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
Stéphane Bohbot	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil de surveillance d'Open-Plug - Membre du Comité consultatif de OTC AM 	<ul style="list-style-type: none"> - Président du Conseil de surveillance d'Open-Plug - Président du Conseil de surveillance de Streamezzo
Henri-Nicolas Olivier	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil d'administration de Castel SA - Président-Directeur Général de ModeLabs Technologies * - Gérant de ModeLabs research Lab SARL - Président-Directeur Général de Shenzen ModeLabs Technologies - Director ModeLabs Inc 	<ul style="list-style-type: none"> Membre du bureau du CEFT (Club d'Entrepreneurs Français des Telecom) - Membre de l'Advisory Board de Baracoda SA
Alain Zagury	<ul style="list-style-type: none"> - Président-Directeur Général de ModeLabs SA ** 	
Jean-Paul Boulan	<ul style="list-style-type: none"> - Gérant de la SARL JPB Gestion - Membre du comité consultatif de OTC AM 	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil de surveillance de la société Abcys - Administrateur de la société Malbec SA - Administrateur de Cerep SA
Patrick Choël	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur des sociétés Parfums Christian Dior, Guerlain et Interparfums en France et Interparfums Inc. USA 	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur des sociétés Parfums Loewe (Madrid), Benefit (San Francisco), Fresh (Boston) - Membre du conseil de surveillance de Bonpoint.
Jean-Louis Missika	<ul style="list-style-type: none"> - Président-Directeur général de Jean-Louis Missika SAS - Membre du Conseil d'Administration de Nakama - Membre du Conseil d'Administration de Technologies Culturels 	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil d'administration de Iliad
Françoise Grand	<ul style="list-style-type: none"> - Director ModeLabs Mobiles - Director ModeLabs UK 	

* Monsieur Henri Nicolas Olivier a exercé les fonctions de Président Directeur Général de ModeLabs Technologies jusqu'au 30 septembre 2008.

** Monsieur Alain Zagury encadre les directions commerciales Mobiles- Distribution et Accessoires – Distribution au sein de Modelabs SA, il est l'interlocuteur privilégié des grands comptes clients comme France Télécom ou Samsung côté fournisseurs. Ces compétences justifient l'effectivité de son contrat de travail.

Les mandats échus au cours des cinq derniers exercices sont détaillés ci-après

Nom	Mandats échus au cours des 5 dernières années
Stéphane Bohbot	- Mandataire social de Digiplug
Henri-Nicolas Olivier	- Membre du directoire d'Inventel S.A.
Jean-Paul Boulan	- Administrateur de Jouan SA - Président du Conseil de surveillance de Digiplug SA - Administrateur de OTC AM SA - Administrateur de ADC SA
Jean-Louis Missika	- Vice-Président du Conseil de Surveillance de Digiplug - Président Directeur Général de M&M Conseil - Président de Altedia Santé - Membre du Conseil d'administration de Iliad.

14.1.3 Biographies des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

Stéphane Bohbot (34 ans) - Fondateur et Président du Directoire : Après avoir fondé Digiplug en 1998, une société spécialisée dans la recherche et le développement dans le domaine des technologies audio pour téléphones mobiles, il a acquis une expertise reconnue en matière de solutions logicielles intégrées et de plates-formes de distribution de contenu aux opérateurs. Digiplug a été cédée à la société japonaise Faith Inc., aujourd'hui devenue leader mondial dans la technologie audio des téléphones mobiles (I-Mode, GSM, CDMA), cotée sur le Tokyo Stock Exchange. Stéphane Bohbot est présent dans les organes de direction de plusieurs sociétés spécialisées dans les hautes technologies.

Henri-Nicolas Olivier (43 ans) – Fondateur et membre du Directoire : Bénéficiant de 17 années d'expérience dans l'industrie Télécom, Henri-Nicolas Olivier a exercé en France et à l'international, des fonctions commerciales, marketing et managériales au sein des sociétés Barphone, AT&T, Lucent et VDS. Avant de fonder ModeLabs Group, Henri-Nicolas Olivier était Directeur Général d'Inventel, un équipementier Télécom français spécialisé dans la conception et la fabrication de téléphones et de modems haut débit sans fil, cédé depuis à la société Thomson.

Françoise Grand (41 ans) – Membre du Directoire : Françoise Grand a 20 ans d'expérience financière au sein de grands groupes de télécommunication et industriel. Depuis juin 2000, elle était Directeur Financier de la filiale informatique du groupe SFR Cegetel. Elle a mis notamment en place le système de gestion et de contrôle interne fournissant la visibilité et les axes d'orientation nécessaires au pilotage économique de la filiale. Elle avait passé 8 ans auparavant dans la structure financière d'un équipementier automobile international, Plastic Omnium où elle avait exercé différentes responsabilités de Contrôle Financier. Elle a accompagné le passage du groupe initialement français à un groupe majoritairement tourné et implanté à l'international. Françoise Grand, diplômée de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris, avait démarré sa carrière dans l'audit.

Alain Zagury (46 ans) – Fondateur et Président du Conseil de surveillance : Alain Zagury a démarré sa carrière dans la distribution Télécom et a progressivement constitué un réseau de magasins spécialisé dans l'installation d'équipements Télécom mobiles pour véhicules dès le démarrage des premiers réseaux mobiles en France. Ayant anticipé l'essor de ce secteur, Alain Zagury a décidé de fonder la société ATS (« Accessoires Télécom Services ») en 1996 devenue en quelques années un leader français de la distribution d'accessoires mobiles sur le marché français.

Jean-Paul Boulan (70 ans) – Membre du Conseil de surveillance : Il a commencé sa carrière en participant à la création du Groupe Pretabail-Groupement français d'Entreprise. Cet organisme est à l'origine des premières opérations de crédit-bail immobilier. Il participe ensuite à la création de l'ODI, une société de services et de conseil aux entreprises avant de rejoindre la société de capital risque Sofinnova dont il devient directeur des participations en 1988. En 1991 il lève un fonds de capital risque, l'Opportune Finance. Pendant la phase liquidative de ce fonds, il participe à plusieurs créations d'entreprises en qualité de Business Angel dont Digiplug. Enfin en 2001, il participe à la création de OTC AM, société de gestion qui lève et gère plusieurs FCPI. Jean-Paul Boulan apporte au Conseil de surveillance son expérience dans ses opérations de haut de bilan et sa stratégie de croissance externe.

Patrick Choël (65 ans) – Membre du Conseil de surveillance : Il a commencé sa carrière au sein du groupe Unilever en 1966, assurant de multiples fonctions marketing pour plusieurs filiales du groupe et notamment Chargé d'études à la Société d'Etudes Commerciales et Documentaires (SEDEC) (1966-1968), Chef de produits à la société Thibaud-Gibbs (1968-1972), à la société Elida-Gibbs à Londres (1972-1974), Marketing manager de la même société (1974-1979), Directeur de la division toilette de la société Lever Hellas en Grèce (1979-1981), Directeur marketing de la Société Française de soins et parfums (1981-1985), Vice-président marketing de la société Cheserbrough Pond's aux Etats-Unis (1985-1989), Président-Directeur général de la société Fabergé (1990-1994), Président-Directeur général de la société Cheserbrough Pond's aux Etats-Unis (1994-1996), des Parfums Dior (1996-1997), et Président des activités parfums et cosmétiques de Louis Vuitton Moët Hennessy (1997-2004). Patrick Choël a également assuré les fonctions de Président du Syndicat français des produits cosmétiques et de toilette (1992-1994), membre du Comité Directeur d'Entreprises et Progrès (1993), membre du Conseil d'administration de la société Unilever-USA (1994-1996), de la Cosmetic (1995-1996), de la Fragrance Foundation à New York (1995-1996), Toiletries and Fragrance Association à Washington. Patrick Choël apporte à la Société son expertise et sa connaissance du marketing et du secteur du luxe. Il est actuellement administrateur des sociétés Parfums Christian Dior, Guerlain, et Interparfums en France et Parfums Loewe (Madrid), Benefit (San Francisco), et Fresh (Boston).

Jean-Louis Missika (57 ans) – Membre du Conseil de surveillance : Il a été successivement Conseiller du Président-Directeur général d'Antenne 2 (1979-1984), Directeur de recherche au département de la recherche prospective de l'INA (1985-1986), Rédacteur en chef de la revue Médiaspouvoirs (1986-1988), Chef du Service d'information et de diffusion du Premier Ministre (1988-1991), Directeur à la Direction générale du Groupe de la Cité (1991-1993), Directeur général adjoint et Directeur des activités médias de la Sofres (1993-1995), Directeur général de BVA (1995-1998). En 1998, Jean-Louis Missika a créé JLM Conseil dont il est aujourd'hui Président-Directeur général. Jean-Louis Missika enseigne depuis 1984 la Sociologie des Médias à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Il est également l'auteur de nombreux articles, rapports et ouvrages. Il apporte à la Société son expertise et sa connaissance des médias et de la communication.

14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale

Monsieur Alain Zagury, président du Conseil de surveillance de ModeLabs Group, est également l'associé majoritaire et le dirigeant de la société Patrimoine 77 SCI, propriétaire des locaux dans lesquels était exploitée l'activité de logistique et de PAO de ModeLabs Group et de sa filiale ModeLabs SA jusqu'au 2^{ème} trimestre 2008. La convention de bail conclue le 18 février 2004 pour la location desdits locaux a été résiliée en février 2009, les activités de logistique et de PAO faisant l'objet de contrats de sous-traitance (voir également Chapitre 19 du présent Document de Référence).

Les membres du Directoire et Monsieur Alain Zagury sont salariés et actionnaires de la Société.

Chacun des membres du Conseil de surveillance est actionnaire de la Société.

Sous cette réserve, il n'existe pas à la connaissance de la Société de situations pouvant résulter en un conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale.

15. REMUNERATIONS ET AVANTAGES

15.1 Rémunération des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

15.1.1 Rémunération des membres du Directoire

La rémunération actuelle de Monsieur Stéphane Bohbot au titre de ses activités salariées au sein du groupe (Directeur technique chargé de la définition des spécifications) et de président du Directoire est de 200.000 euros fixe par an.

La rémunération actuelle de Monsieur Henri-Nicolas Olivier au titre de ses activités salariées au sein du groupe (Directeur Commercial, Vice Président en charge du développement) et de membre du Directoire est de 121.008 euros par an.

La rémunération actuelle de Madame Françoise Grand au titre de ses activités salariées au sein du groupe (Directeur administratif et financier) et de membre du Directoire est de 125.000 euros par an (et 10.000 euros de variable).

La part variable de Madame Grand repose sur l'atteinte d'objectifs annuels propres à ses fonctions.

Les tableaux ci-dessous présentent la synthèse des rémunérations des membres du Directoire pour les exercices 2007 et 2008

	2007	2008
Stéphane BOHBOT - Président du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	156 005	205 274
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
TOTAL	156 005	205 274
Henri-Nicolas OLIVIER - Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	197 215	216 008
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
TOTAL	197 215	216 008
Françoise GRAND - Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	119 850	137 916
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	57 318
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
TOTAL	119 850	195 234

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
	2007		2008	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Stéphane BOHBOT				
Président du Directoire				
Rémunération fixe	0	150 000	0	200 000
Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	0	6 005	0	5 274
TOTAL	0	156 005	0	205 274
Henri-Nicolas OLIVIER				
Membre du Directoire				
Rémunération fixe	0	102 910	0	121 008
Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	0	94 305	0	95 000
TOTAL	0	197 215	0	216 008
Françoise GRAND				
Membre du Directoire				
Rémunération fixe	0	107 200	0	125 000
Rémunération variable	0	10 000	0	10 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	0	2 650	0	2 916
TOTAL	0	119 850	0	137 916

15.1.2 Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

Les tableaux ci-dessous présentent la synthèse des rémunérations des membres du Conseil de surveillance pour les exercices 2007 et 2008

	Montants versés au cours de l'exercice 2007	Montants versés au cours de l'exercice 2008
Alain Zagury		
- Jetons de présence	10 000	7 000
- Autres rémunérations	204 495	253 780
Patrick CHOEL		
- Jetons de présence	9 000	6 000
- Autres rémunérations	0	0
Jean-Louis MISSIKA		
- Jetons de présence	7 000	7 000
- Autres rémunérations	0	0
Jean-Paul BOULAN		
- Jetons de présence	8 500	8 500
- Autres rémunérations	0	0
TOTAL	238 995	282 280

Les membres du Directoire et le Président du Conseil de surveillance disposent d'un téléphone et d'un véhicule de fonctions ; ils peuvent également prétendre au remboursement des frais exposés dans le cadre de leurs fonctions.

Il n'existe pas de primes d'arrivée ou de départ au profit des mandataires sociaux.

Le détail des rémunérations perçus par Alain Zagury sont :

	2007		2008	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Alain ZAGURY				
Président du Conseil de Surveillance				
Rémunération fixe	0	200 000	0	250 000
Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence	0	10 000	0	7 000
Avantages en nature	0	4 495	0	3 780
TOTAL	0	214 495	0	260 780

15.1.3 Options attribuées aux mandataires sociaux :

Durant l'exercice 2008, 87 062 options de souscription d'actions ont été attribuées à Françoise Grand (Directeur Financier) dans le cadre du plan 2a, en substitution des 87 062 options de souscription d'actions qui lui avaient été consenties le 3 juillet 2006 dans le cadre du plan 1a partiellement remplacé par le plan 2a. Le tableau ci-dessous indique le nombre et les principales caractéristiques des options de souscription d'achat d'actions consenties par la Société à ses mandataires sociaux :

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
Françoise GRAND	plan 2a du 23 février 2008	Souscription d'actions	57 318	87 062	1,89€	22-févr.-12

Aucune option de souscription d'actions n'a été consentie par d'autres sociétés du Groupe aux mandataires sociaux de la Société.

Au 31 décembre 2008, aucune action n'a été souscrite par les mandataires sociaux visés ci-dessus au titre des options qu'ils détiennent.

15.1.4 Actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux :

Durant l'exercice 2008, aucune action gratuite n'a été attribuée aux mandataires sociaux de la Société au titre de fonctions exercées dans la Société.

Au 31 décembre 2008, aucune action de performance n'est devenue disponible pour les mandataires sociaux.

15.1.5 Historique des attributions d'options et de souscription ou d'achat d'actions:

	Plan 1a		Plan 1b/c		Plan 2 *		Plan 3 *
	Stocks options	Actions gratuites	Stocks options	Actions gratuites	Stocks options	Actions gratuites	Stocks options
Date du Directoire	3-juil.-06	3-juil.-06	1-juin-07	1-juin-07	23-févr.-08	23-févr.-08	9-juil.-08
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées	185 007	141 475	54 412	92 821	108 827	3 000	130 592
Dont pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux:							
Françoise GRAND	87 062	43 531			87 062		
Point de départ d'exercice des options	3-juil.-10	3-juil.-10	1-juin-11	1-juin-11	23-févr.-12	23-févr.-12	9-juil.-12
Date d'expiration	3-juil.-16	3-juil.-16	1-juin-17	1-juin-17	22-févr.-18	22-févr.-18	8-juil.-18
Prix de souscription ou d'achat	6,11 €	0,00 €	6,85 €	0,00 €	1,51 €	0,00 €	1,78 €
Modalités d'exercice							
Nombre d'actions souscrites au 30/06/2009	0	0	0	0	0	0	0
Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achats d'actions annulées ou caduques	185 007	0	54 412	0	0	0	0
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes en fin d'exercice	0	0	0	0	3858	109685	207 463

* Les plans de souscription d'options 1a, 1b, et 1c (239 419 actions) ont été annulés et remplacés dans le courant de l'année 2008 par les plans 2 et 3 (239 419 actions souscrites). En conséquence, le nombre de bons souscription d'actions consentis en 2008 à Françoise Grand remplace celui attribué dans le plan 1a en date du 3 juillet 2006.

15.1.6 Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux

Au 31 décembre 2008, aucune action n'a été consentie aux dix premiers salariés de la Société non mandataires sociaux.

Et aucune action n'a été souscrite par les salariés visés ci-dessus au titre des options qu'ils détiennent.

15.1.7 Informations requises dans le cadre de l'application des recommandations AFEP / MEDEF

Dirigeants mandataires sociaux	Contrats de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	OUI (1)	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Alain Zagury Président du Conseil de Surveillance	X			X		X		X
Stéphane Bohbot Président du Directoire	X		X (2)			X		X
Françoise Grand Membre du Directoire	X			X		X		X
Henri Nicolas Olivier Ex- Membre du Directoire	X		X (2)			X		X

(1) Le non cumul d'un contrat de travail avec un mandat social n'est pas respecté pour le président du Directoire, les raisons pour lesquelles cette recommandation n'a pas été appliquée sont exposées au paragraphe 3.3 du rapport du Président sur les procédures de contrôle interne (chapitre 16.4.1). Cette situation de cumul sera réexaminée lors du renouvellement du mandat du président du Directoire.

(2) Les régimes de retraite supplémentaire dont bénéficient Stéphane Bohbot et Henri Nicolas Olivier correspondent à des régimes à cotisations définies. Le montant de la charge versée par la Société au cours de l'exercice s'élève à 4,5K€ au bénéfice de Stéphane Bohbot et 3,8 K€ au bénéfice de Henri Nicolas Olivier.

15.2 Sommes provisionnées par la Société ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages au profit des dirigeants

Il n'existe pas de schéma de retraite spécifique au profit des dirigeants et la Société n'a pas provisionné de sommes à cet égard. Les membres du Directoire Henri-Nicolas Olivier et Stéphane Bohbot bénéficient d'une couverture d'assurance GSC (Garantie Sociale des Chefs et Dirigeants d'Entreprise). Les dirigeants des sociétés du groupe sont bénéficiaires d'une police d'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux souscrite par la Société.

16. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE

16.1 Organisation et fonctionnement des organes de Direction et de Surveillance de la Société

Initialement constituée sous forme de société par actions simplifiées, la Société a été transformée en société anonyme à directoire et conseil de surveillance lors de l'assemblée générale extraordinaire du 7 septembre 2004.

16.1.1 Organisation et fonctionnement des organes de Direction et de Surveillance de la Société jusqu'au 10 octobre 2005

La Société était, jusqu'à la date du 7 septembre 2004, dirigée uniquement par son Président, Monsieur Henri-Nicolas Olivier.

Le 7 septembre 2004, les associés de la Société ont décidé de la transformer en société anonyme à directoire et conseil de surveillance.

Composition du Directoire

Nom	Fonction	Date de première nomination	Date d'expiration
Stéphane Bohbot	Président	7 septembre 2004	7 septembre 2008
Henri-Nicolas Olivier	Membre	7 septembre 2004	7 septembre 2008

Composition du Conseil de surveillance

Nom	Fonction	Date de première nomination	Date d'expiration
Alain Zagury	Président	7 septembre 2004	AGO statuant sur les comptes 2006
Christophe Sevin	Vice-président	7 septembre 2004	AGO statuant sur les comptes 2006
AXA Private Equity (représentant permanent : Antoine Lacour)	Membre	7 septembre 2004	AGO statuant sur les comptes 2006

Censeur : OTC Asset Management (représentant permanent : Xavier Faure). Le censeur avait le droit d'assister à toutes les réunions du Conseil de surveillance et les mêmes droits à l'information que les membres du Conseil de surveillance, sans voix délibérative.

Les pouvoirs du Directoire et du Conseil de surveillance étaient ceux attribués par le Code du commerce.

16.1.2 Organisation et fonctionnement des organes de Direction et Surveillance de la Société à la date du présent Document de Référence

Suivant décision de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 11 octobre 2005, le Conseil de surveillance a été recomposé et suite à la démission de la société AXA Investment Management Private Equity en date du 19 juillet 2007, il comprend désormais les quatre membres listés au paragraphe 14.1.1. du présent Document de Référence. Suivant décision du Conseil de surveillance du même jour, le Conseil de surveillance a nommé un nouveau Directoire composé des trois membres listés au paragraphe 14.1.1 du présent Document de Référence et a décidé la création de plusieurs comités particuliers dont la composition et les fonctions sont détaillées dans le Rapport du Président du Conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne et le gouvernement d'entreprise inclus dans le présent Document de Référence, destinés à assister le Conseil de surveillance et la Société.

Composition du Directoire à la date du présent Document de Référence

Nom	Fonction	Date de première nomination	Date d'expiration
Stéphane Bohbot	Président	7 septembre 2004	CS suivant l'AGO statuant sur les comptes 2008*
Françoise Grand	Membre	11 octobre 2005	CS suivant l'AGO statuant sur les comptes 2008*

() Ce Conseil de Surveillance s'est tenu le 17 juillet 2009, les mandats de Stéphane Bohbot et de Françoise Grand ont été renouvelés, et celui de Henri-Nicolas Olivier n'a pas été renouvelé.*

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt social l'exige, sur convocation de son président ou de la moitié de ses membres, au lieu indiqué par l'auteur de la convocation ; les membres du Directoire peuvent être convoqués par tous moyens, même verbalement. Une décision prise par l'ensemble des membres du Directoire ne requiert pas de convocation ni de réunion préalable. Les membres du Directoire examinent toutes questions relevant de leur compétence, qu'elles aient été prévues ou non dans la convocation.

Afin de faciliter le fonctionnement et l'efficacité de la gestion, les membres du Directoire peuvent, avec l'autorisation du Conseil de surveillance, répartir entre eux les tâches de la direction.

Composition du Conseil de surveillance à la date du présent Document de Référence

Nom	Fonction	Date de première nomination	Date d'expiration
Alain Zagury	Président	7 septembre 2004	AGO statuant sur les comptes 2012
Patrick Choël	Vice-Président	11 octobre 2005	AGO statuant sur les comptes 2012
Jean-Louis Missika	Membre	11 octobre 2005	AGO statuant sur les comptes 2012
Jean-Paul Boulan	Membre	11 octobre 2005	AGO statuant sur les comptes 2012

Le fonctionnement et les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance sont détaillés dans le Rapport du Président du Conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne et le gouvernement d'entreprise susvisé.

16.2 Contrats entre la Société et des membres des organes sociaux

Les locaux dans lesquels l'activité de logistique et de PAO de la Société était exercée appartiennent à la SCI Patrimoine 77, société détenue majoritairement par Monsieur Alain Zagury et dont il est

gérant. La Société occupait ces locaux aux termes d'un contrat de bail dont la résiliation est intervenue en février 2009 (voir Chapitre 19 du présent Document de Référence).

A l'exception du contrat ci-dessus, il n'existe aucun contrat de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

16.3 Comité des comptes ; Comité des nominations et rémunérations

Le rapport du Président du Conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne et le gouvernement d'entreprise, inclus dans le présent Document de Référence, décrit de manière détaillée la composition, les missions et l'activité au cours de l'exercice écoulé des différents comités du Conseil de surveillance.

16.4 Gouvernement d'entreprise

La Société s'est référée au Code de Gouvernement d'Entreprise de l'AFEP et du MEDEF de décembre 2008 pour l'établissement du rapport du Président du Conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne et le gouvernement d'entreprise établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce tel que modifié par la loi du 3 juillet 2008, le Président du Conseil de surveillance a précisé les dispositions de ce code qui, lorsqu'elles sont apparues inopportunes au regard des spécificités de la Société, ont été écartées et a exposé les raisons particulières pour lesquelles elles l'ont été.

Les recommandations AFEP/MEDEF qui n'ont pas été appliquées sont les suivantes :

- Le renouvellement par tranche du conseil de surveillance : étant donné le nombre réduit du nombre d'administrateurs de la Société, cette recommandation ne peut pas être mise en place,
- Le cumul du contrat de travail : les raisons pour lesquelles cette recommandation n'a pas été appliquée sont exposées au paragraphe 3.3 du rapport du Président sur les procédures de contrôle interne.

Le rapport du Président sur les procédures de contrôle interne et le gouvernement d'entreprise ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président relatifs à l'exercice 2008 sont insérés ci-après.

16.4.1 Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le contrôle interne

Mesdames, Messieurs,

La loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, qui a apporté des modifications au régime applicable aux sociétés anonymes, a notamment modifié l'article L. 225-68 du Code de commerce et introduit l'obligation pour le président du Conseil de Surveillance d'une société anonyme de rendre compte, dans un rapport joint au rapport de gestion du Directoire, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la Société ou dont la mise en œuvre est en cours.

L'article L. 225-68 du Code de commerce prévoit désormais que le rapport du Président du Conseil de Surveillance établi en application dudit texte doit également présenter les principes et les règles arrêtés par le Conseil de Surveillance pour déterminer les rémunérations et avantages de toutes natures accordés aux mandataires sociaux.

La loi du 3 juillet 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire et transposant la directive n° 2006/46/CE du 14 juin 2006 modifiant les directives sur les comptes annuels et les comptes consolidés a une nouvelle fois modifié les dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce en exigeant principalement que lorsqu'une société se réfère volontairement à un code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises, elle précise, dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance sur les procédures de contrôle interne et le Gouvernement d'Entreprise, les dispositions de ce code qui ont été écartées et les raisons pour lesquelles elles l'ont été, ou lorsque la société ne se réfère pas à un tel code de gouvernement d'entreprise, ce rapport doit indiquer les règles retenues en complément des exigences requises par la loi et expliquer les raisons pour lesquelles la société a décidé de n'appliquer aucune disposition de ce code de gouvernement d'entreprise.

Enfin, l'AFEP et le MEDEF ont rendu public le 6 octobre 2008 un ensemble de recommandations sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées, destinées à guider l'action de leur comité des rémunérations. Ces recommandations ont par la suite été consolidées avec le rapport de l'AFEP et du MEDEF d'octobre 2003 et leurs recommandations de janvier 2007 sur les rémunérations des dirigeants des sociétés cotées pour constituer le « Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » de décembre 2008 (ci-après désigné le « Code AFEP-MEDEF »).

Le Gouvernement français a par ailleurs souhaité que les conseils d'administration ou de surveillance des sociétés concernées adhèrent formellement à ces recommandations et veille à leur application rigoureuse.

La Société a publié le 17 février 2009, un communiqué précisant que :

« Le Conseil de Surveillance, lors de sa réunion du 20 janvier 2009, a pris connaissance des recommandations AFEP/MEDEF du 6 octobre 2008 sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées.

Il considère que ces recommandations s'inscrivent dans la démarche de gouvernement d'entreprise de la Société et note d'ores et déjà que ces recommandations correspondent à celles en vigueur au sein de la Société, sous réserve de celle relative au cumul d'un contrat de travail et d'un mandat social qui fera l'objet d'explications dans le cadre du rapport prévu à l'article L. 225-68 du Code de commerce (.../...).

En conséquence, en application de la loi du 3 juillet 2008 transposant la Directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, le code AFEP/MEDEF ainsi modifié est celui auquel se référera la Société pour l'élaboration du rapport prévu à l'article L. 225-68 du Code de commerce à compter de l'exercice en cours. »

Le présent rapport a été établi en s'appuyant sur les systèmes d'informations développés, ainsi que sur l'ensemble des politiques et procédures internes mises en place au sein de la Société

Conformément aux termes de son communiqué du 17 février 2009 susvisé, la Société s'est également référée au Code AFEP/MEDEF dans le cadre de l'établissement du présent rapport. Le Code AFEP/MEDEF peut être consulté sur le site internet du MEDEF (<http://www.medef.fr>).

Ce rapport a donc principalement pour objet de vous exposer (i) les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, (ii) les objectifs et procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société, et (iii) les règles arrêtées par le Conseil de Surveillance pour déterminer les rémunérations et avantages de toutes natures accordés aux mandataires sociaux, et (iv) de préciser les recommandations du Code AFEP/MEDEF qui sont apparues inopportunes au regard des spécificités de la Société et, de justifier, conformément à l'article L. 225-68 du Code de commerce, les raisons pour lesquelles elles ont été écartées.

Ce rapport a été approuvé par le Conseil de surveillance au cours de sa réunion du 11 mars 2009.

1. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008

1.1 Rôle et fonctionnement du Conseil de Surveillance

Outre son rôle de contrôle résultant des dispositions légales applicables, le Conseil de surveillance assiste le Directoire dans l'évaluation des projets stratégiques de la société, notamment en matière de développement. Il examine, préalablement à leur mise en œuvre, les opérations significatives, les orientations de la Société, les acquisitions et cessions de participations susceptibles de modifier la structure du bilan de la société. A cet effet, ses membres reçoivent périodiquement les principales données financières et d'activité leur permettant de suivre de manière précise les principales tendances et évolutions affectant la société.

Le Conseil de surveillance a, par ailleurs, la mission de désigner les dirigeants mandataires sociaux.

Les principales décisions leur sont par ailleurs soumises, soit pour information, soit pour autorisation préalable.

Les règles de fonctionnement du Conseil de surveillance sont précisées dans un règlement intérieur qui a été approuvé par le Conseil de Surveillance lors de sa séance du 7 novembre 2005

Information des membres du Conseil de Surveillance

L'ensemble des documents devant être mis à disposition des membres du Conseil de surveillance l'ont été conformément à la réglementation.

En particulier, le Directoire présente un rapport d'activité sur les principaux projets en cours à chaque réunion du Conseil de Surveillance, ainsi qu'un résumé des résultats financiers trimestriels et estimés fin d'année. Il propose aussi des présentations détaillées sur les opérations d'acquisition.

Les communiqués de presse de la Société sont adressés aux membres du Conseil de surveillance.

Afin de compléter leur information, les membres du Conseil de surveillance disposent de la faculté de rencontrer les membres du Directoire.

Evaluation du Conseil de Surveillance

Le Code AFEP/MEDEF préconise que le Conseil consacre, une fois par an, un point de son ordre du jour à un débat sur son fonctionnement ; il préconise également qu'une évaluation formalisée soit établie tous les trois ans au moins et que les actionnaires soient informés chaque année de la réalisation de ces évaluations.

Le Conseil considère que compte tenu du nombre réduit de ses membres, de l'exhaustivité des sujets traités ainsi que de l'habitude de ses membres à travailler ensemble et de débattre sur son fonctionnement, que cette préconisation est remplie de manière informelle et qu'il n'est pas justifié de procéder à une évaluation formalisée.

1.2 Composition du Conseil de Surveillance

Nom	Fonctions
Alain Zagury	Président du Conseil de Surveillance
Patrick Choël	Vice-président du Conseil de Surveillance
Jean-Paul Boulan	Membre du Conseil de Surveillance
Jean-Louis Missika	Membre du Conseil de Surveillance

Ces membres du Conseil de Surveillance ont été nommés suivant décision de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 11 octobre 2005. Une réunion du Conseil de Surveillance en date du même jour a désigné son Président, son Vice-président et les membres du Directoire. Les membres du Conseil de Surveillance ont été nommés pour quatre années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé qui se tiendra en 2009.

Conformément aux dispositions des statuts de la société, chaque membre du Conseil de Surveillance doit être propriétaire d'au moins une action de la Société.

Au 31 décembre 2008, Monsieur Alain Zagury était propriétaire de 4 166 096 actions de la Société, Monsieur Patrick Choël de 361 207 actions, Monsieur Jean-Louis Missika de 149 710 actions et Monsieur Jean-Paul Boulan de 66 676 actions.

Messieurs Patrick Choël, Jean-Paul Boulan et Jean-Louis Missika sont des membres indépendants au sens du code AFEP-MEDEF aux termes duquel un administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

La liste des mandats ou fonctions exercées par les membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société figure dans le tableau ci-dessous.

Nom	Autres mandats et fonctions exercés actuellement	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
Stéphane Bohbot	- Membre du Conseil de surveillance d'Open-Plug - Membre du Comité consultatif de OTC AM	- Président du Conseil de surveillance d'Open-Plug - Président du Conseil de surveillance de Streamezzo
Henri-Nicolas Olivier	- Membre du Conseil d'administration de Castel SA - Président-Directeur Général de ModeLabs Technologies - Gérant de ModeLabs research Lab SARL - Président-Directeur Général de Shenzen ModeLabs Technologies - Director ModeLabs Inc	Membre du bureau du CEFT (Club d'Entrepreneurs Français des Telecom) - Membre de l'Advisory Board de Baracoda SA
Alain Zagury	- Président-Directeur Général de ModeLabs SA	

Jean-Paul Boulan	- Gérant de la SARL JPB Gestion - Membre du comité consultatif de OTC AM	- Membre du Conseil de surveillance de la société Abcys - Administrateur de la société Malbec SA - Administrateur de Cerep SA
Patrick Choël	- Administrateur des sociétés Parfums Christian Dior, Guerlain et Interparfums en France et Interparfums Inc. USA	- Administrateur des sociétés Parfums Loewe (Madrid), Benefit (San Francisco), Fresh (Boston) - Membre du conseil de surveillance de Bonpoint.
Jean-Louis Missika	- Président-Directeur général de Jean-Louis Missika SAS - Membre du Conseil d'Administration de Nakama - Membre du Conseil d'Administration de Technologues Culturels	- Membre du Conseil d'administration de Iliad
Françoise Grand	- Director ModeLabs Mobiles - Director ModeLabs UK	

La liste des mandats et fonctions exercés par les membres du Conseil de Surveillance ainsi que leur âge et principale fonction est précisée au Chapitre 14 du Document de Référence.

Le Conseil de Surveillance s'est réuni à sept reprises au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2008. Le taux de présence de ses membres a été de 96%.

1.3 Les Comités ad hoc du Conseil de Surveillance :

Le Conseil de Surveillance a constitué trois comités, un Comité des Comptes et un Comité des Nominations et des Rémunérations (2005), un Comité Stratégique (2005).

- Le Comité des Comptes dont la mission est, avec indépendance par rapport aux dirigeants de la Société, de veiller à la sincérité des états financiers, à la qualité du contrôle interne, à la qualité de l'information fournie au public ainsi qu'au bon exercice par les commissaires aux comptes de leur mission. A ce titre, le Comité des Comptes peut formuler toute recommandation et avis au Conseil de Surveillance.

Le Comité des comptes s'est réuni à deux reprises en mars et août 2008. Le taux de présence des membres a été de 100%. Au cours de ces réunions, le comité a notamment examiné les principaux chiffres des clôtures semestrielles, auditionné la présentation du directeur financier. Un point a été fait par les Commissaires aux comptes sur la couverture d'audit et les éléments comptables essentiels.

Composition du Comité des comptes :

- o Alain Zagury
 - o Jean-Paul Boulan
 - o Jean-Louis Missika
- Le Comité des Nominations et Rémunérations dont la mission est de maintenir une composition du Conseil de Surveillance la plus appropriée, d'entendre les candidats aux fonctions de membre du Conseil de Surveillance, d'examiner et faire des propositions sur la rémunération des membres du directoire et des membres du Conseil de Surveillance. Il examine également les plans d'accès au capital en faveur des dirigeants.

Composition du Comité des Nominations et Rémunérations :

- Alain Zagury
 - Jean-Paul Boulan
 - Patrick Choël
- Le Comité Stratégique dont la mission est de se prononcer sur la stratégie de la Société et à interagir en ce sens avec le Directoire.

Composition du Comité Stratégique

- Alain Zagury
- Stéphane Bohbot
- Henri-Nicolas Olivier
- Jean-Louis Missika
- Patrick Choël

1 4. Les Limitations apportées par le Conseil de Surveillance aux pouvoirs du Directoire

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de son objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-68 alinéa 2 du Code de commerce, certaines décisions doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance :

- l'octroi de cautions, avals ou garanties ;
- la cession d'immeubles, de participations et la constitution de sûretés.

2. Les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société

Ce chapitre couvre la société mère ModeLabs Group SA ainsi que ses filiales intégrées dans les comptes consolidés.

2.1 Les objectifs du contrôle interne du groupe

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes et procédures de contrôle, établis par le Directoire, le management et les autres membres du personnel, permettant une gestion rigoureuse de nos activités.

Les procédures de contrôle interne portent tant sur le cycle opérationnel que sur la fiabilité des éléments comptables et financiers mis à la disposition de la direction générale.

Elles ont pour objectif de :

- veiller à ce que les opérations du groupe s'inscrivent dans le cadre défini par la réglementation applicable et par les organes sociaux du groupe ;
- prévenir et maîtriser les zones de risques et les fraudes ou erreurs ;
- assurer une information fiable et en temps utile aux équipes de gestion et de direction de manière à permettre le pilotage opérationnel ;
- vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation du groupe.

Le processus de contrôle interne s'élabore à partir de l'identification et de l'évaluation des risques internes et externes susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs du Groupe. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

2.2 Périmètre et champs d'application du contrôle interne

Evolution du périmètre en 2008

En date du 18 mars 2008, la société ModeLabs Group a créé en France la filiale ModeLabs Manufacture qu'elle détient à 100%. Cette filiale est consolidée pour la clôture du 31 décembre 2008.

En novembre 2008, Modelabs HK a créé une filiale en Chine, la filiale Shenzhen ModeLabs Trading Limited qu'elle détient à 100%. Cette filiale est consolidée pour la clôture du 31 décembre 2008.

La société Pink, en liquidation judiciaire depuis le 11 février 2008 a été déconsolidée au 31 décembre 2008.

La participation de 20% dans la société Phonix a été cédée en date du 15 novembre 2008

La société ModeLabs Technologies a été cédée au quatrième trimestre, elle a été déconsolidée à la date du 30 septembre 2008.

Champs d'application

Le dispositif de contrôle interne est appliqué à la société mère ModeLabs Group ainsi qu'à l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

Afin d'assurer un contrôle des opérations réalisées, des dispositifs de suivi ont donc été mis en place, que nous détaillons dans le paragraphe ci-après.

2.3 Les risques liés à l'activité de la Société

Les facteurs de risques et leur gestion par la Société sont décrits de manière détaillée dans le chapitre 6 du Rapport de Gestion.

2.4 Les procédures de contrôle interne mises en place par la Société

Compte tenu de la taille de la société, le rôle de la direction et des principaux cadres dirigeants est prépondérant dans l'organisation du contrôle interne. Le principe de séparation des tâches, la documentation des procédures et la formalisation des contrôles s'opèrent conformément à un plan de mise en œuvre.

- Les acteurs du contrôle interne

Au sein du groupe, les acteurs du contrôle interne sont

- Le Conseil de Surveillance :

En exerçant le contrôle permanent sur la gestion de la société opérée par le directoire, le conseil de surveillance est le premier acteur du contrôle interne de la Société.

- Le Comité de Direction

Le Comité de Direction a pour mission de définir la politique d'entreprise permettant la réalisation des orientations stratégiques conclues avec le Conseil de Surveillance. Il est notamment en charge de la définition et de la mise en œuvre de la politique de contrôle interne. Il a, par exemple, institué le processus de gestion de projets encadrant et régissant les activités de développement. Il a aussi lancé le recrutement d'un responsable administratif et financier ainsi que d'un contrôleur de gestion en 2005 afin de renforcer les procédures de contrôle interne en matière administrative et de gestion.

▪ La Direction Administrative et Financière :

La Direction Administrative et Financière, en tant que membre du Comité de Direction, assume la responsabilité de la mise en place du système de contrôle interne. Elle organise et coordonne les opérations de contrôles adaptés et nécessaires à la garantie d'une information financière fiable et disponible rapidement.

- L'exercice du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne sont organisées autour des principaux processus clés de la société qui sont :

• La gestion financière, le plan et le budget

La fonction comptable et de gestion est placée sous l'autorité du Directeur Financier du groupe qui:

- anime le plan d'affaires à 3 ans en liaison avec les principaux responsables opérationnels
- pilote le processus budgétaire et prévisionnel et participe à la fixation des objectifs quantitatifs, servant de base à l'évaluation des performances, qui sont ensuite confiés aux responsables opérationnels
- produit le reporting financier mensuel
- assure la production des comptes sociaux et consolidés : les comptes consolidés du groupe sont élaborés selon les normes comptables internationales (IFRS), à partir des données comptables élaborées sous la responsabilité des dirigeants des entités opérationnelles. Ces comptes locaux font l'objet de revues par les auditeurs. Les principaux sujets touchant au rapport financier font l'objet de procédures spécifiques. Celles-ci incluent notamment le test régulier de la valeur des actifs détenus par la société. Les comptes consolidés du groupe sont publiés semestriellement. Ils sont audités annuellement et font l'objet d'une revue limitée semestrielle, telle que prévue par les obligations légales.
- met en place les méthodes, procédures et référentiels comptables du groupe,
- identifie et réalise les évolutions nécessaires aux systèmes d'information comptables et de gestion

• Le développement des projets

Le développement des projets suit un processus d'autorisations déclinées en plusieurs jalons en fonction du degré d'avancement du projet, des risques estimés et des calculs de rentabilité prévisionnelles régulièrement mis à jour. Ce processus est contrôlé par le Comité de Direction.

• La supply chain

La Société est dotée d'un système informatique intégré qui gère l'ensemble de la chaîne depuis l'approvisionnement des produits jusqu'à la facturation des clients.

Les achats sont assurés par le service sourcing, dédié, seul habilité à passer les commandes. Le calcul des propositions d'approvisionnements est généré automatiquement à partir d'une modélisation prenant en compte les caractéristiques des produits.

Les réceptions de produits sont assurées par le service logistique.

La procédure de mise en paiement est contrôlée par la comptabilité fournisseur.

Le suivi du stock est assuré en temps « réel » grâce aux états d'inventaire permanent. Les réceptions de marchandises et sorties de produits incrémentent automatiquement les mouvements de stock.

Les stocks sont parallèlement contrôlés par des inventaires tournants réguliers et exhaustif une fois par an.

La facturation des clients est intégralement automatisée à partir des préparations de commande des clients effectuée. Elle est générée informatiquement à chaque émission des bons de livraison.

- La gestion des ressources humaines

Les recrutements sont proposés par les responsables et validés par un membre du comité de direction.

L'établissement de la paie est sous-traité à une société externe sous la responsabilité de la direction administrative et financière. Cette société assure le traitement des bulletins de paie et garantit l'application de la réglementation sociale. Les bulletins sont ensuite contrôlés et envoyés aux salariés par la société.

La Société a également recours aux services d'experts externes

Pour garantir un niveau de qualité et de fiabilité suffisants, la Société externalise certaines tâches pour lesquelles elle estime que la charge financière que représenterait la constitution et le maintien d'équipes internes spécialisées à même de délivrer une qualité de service identique est trop importante. Dans ce cas, la Société s'adresse à des tiers disposant d'une expérience et d'une notoriété établie. Elle s'assure un suivi des prestations réalisées par ces tiers au travers d'une interaction régulière entre un responsable interne et le prestataire de services.

Tel est le cas pour les aspects suivants :

- Etablissement de la paie

La production des bulletins de paie est externalisée à une société spécialisée.

- Suivi juridique et droit social

La Société fait appel à des cabinets d'avocats pour la rédaction de ses contrats commerciaux ou négociations de prises de participation.

Le suivi juridique est assuré par un cabinet spécialisé.

2.5 Actions menées en 2008 et plan d'actions 2009

Le groupe a poursuivi en 2008 ses actions de renforcement du contrôle interne et a concentré ses efforts, comme annoncé en 2007, sur l'industrialisation et le renforcement des flux informatiques visant à l'amélioration de la qualité et à l'accélération de la disponibilité de l'information financière.

En 2008, la réalisation de l'externalisation de la logistique et l'optimisation des flux informatiques avec le prestataire logistique a permis de gagner en qualité et en fiabilité de traitements tant d'informations que de livraisons vers les clients.

D'autres actions d'industrialisation de flux informatiques entre les systèmes de gestion se sont mis en place et ont permis une meilleure lisibilité et traçabilité entre les informations de gestion et les informations financières.

Un plan de formalisation et mises à jour des procédures de contrôles comptables est en cours de déploiement en 2009.

L'adaptation des procédures internes et des processus de fonctionnement se poursuit.

3. Principes et règles de détermination des rémunérations et avantages de toutes natures

3.1 Principes et règles applicables aux membres du Conseil de Surveillance

Après consultation du Comité des Nominations et Rémunérations, le Conseil de Surveillance fixe la rémunération des membres du Conseil de Surveillance.

3.2 Principes et règles applicables aux membres du Directoire

Après consultation du Comité des Nominations et Rémunérations, le Conseil de Surveillance fixe la rémunération des membres du Directoire.

3.3 Situation de cumul d'un contrat de travail et d'un mandat de dirigeant social

Le Code AFEP/MEDEF préconise qu'en cas de cumul d'un contrat de travail et d'un mandat de dirigeant social, il soit mis fin au contrat de travail qui lie ce dirigeant à la société ou à une société du groupe, soit par rupture conventionnelle soit par démission. Le Code AFEP/MEDEF prévoit également que cette recommandation s'applique aux mandats confiés après le 6 octobre 2008, date à laquelle elle a été rendue publique, et lors des renouvellements des mandats confiés antérieurement à cette date, sur appréciation du Conseil de Surveillance.

Compte tenu des spécificités de la Société tenant notamment à sa structure, son histoire et sa taille, le Président du Directoire, Monsieur Stéphane Bohbot, est également salarié de la Société. Il en est également l'un des actionnaires significatifs. Monsieur Stéphane Bohbot est en effet Directeur Technique de Modelabs Group.

4. Modalités particulières de participation des actionnaires aux assemblées générales

Le droit d'assister à ces assemblées, de voter par correspondance ou de s'y faire représenter est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 228-1 du Code de Commerce, au troisième jour ouvré précédent l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique, dans les conditions prévues à l'article R. 225-61 du Code de Commerce, en annexe au formulaire de vote à distance ou par procuration, ou encore à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir, ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, peut à tout moment, céder tout ou partie de ses actions.

Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant la date fixée pour cette assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide, ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité, teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire, et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le troisième jour précédent l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifié par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

5. Publication des informations sur les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 alinéa 9 du Code de commerce, nous vous informons que les informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sont exposées au Chapitre 8 du rapport de gestion du Directoire

Monsieur Alain Zagury
Président du Conseil de Surveillance

16.4.2 Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du Conseil de surveillance de la société Modelabs Group

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société ModeLabs Group et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil de surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Luc BERREBI

MAZARS

Odile COULAUD

17. SALARIES

17.1 Nombre de salariés employés par le groupe

L'effectif total du groupe est de 160 personnes au 31 décembre 2008 (contre 263 au 31 décembre 2007) : 140 personnes sont en France et 20 à l'étranger.

Etant données la complémentarité des lignes de produits et leur synergie, il n'y a pas d'affectation spécifique des salariés au sein du groupe à la date du présent Document de Référence. Ces salariés exercent leur activité principale en France.

La Société n'est pas tenue d'établir un bilan social.

17.2 Participation et stock options

Participation

Un accord de participation des salariés aux résultats de l'entreprise a été conclu entre ModeLabs Group et l'ensemble du personnel le 30 mars 2005. Un avenant à cet accord a été conclu le 15 juin 2005. Cet accord a été dénoncé le 27 septembre 2006 par courrier recommandé auprès de la DDTEFP. Un nouveau contrat de participation a été signé et est applicable à compter des comptes clos le 31 décembre 2007. Cet accord de participation Groupe concerne les sociétés ModeLabs Group et ModeLabs.

Les dispositions principales du nouvel accord de participation proposé sont celles qui découlent de la réglementation.

Stock options

La Société a successivement mis en place cinq plans de stock options (les plans 1a, 1b, 1c, 2a et 3) permettant à ses salariés et dirigeants éligibles, ainsi qu'aux salariés et dirigeants éligibles des sociétés de son groupe remplissant les conditions prévues par la loi de souscrire à des actions nouvelles de la Société.

Une première autorisation a été donnée au Directoire par l'assemblée générale des actionnaires en date du 22 novembre 2005, d'une durée de trente huit mois, à l'effet de consentir des options donnant le droit à souscrire ou acheter un nombre d'actions représentant au maximum 1,5% du capital de la Société au jour de l'attribution des options.

En application de cette autorisation, et après avis du Comité des Rémunérations, la Société a octroyé, au cours de l'exercice 2006, 185 007 options, dans le cadre du plan 1a, donnant droit chacune, à la souscription d'une action nouvelle à certains membres du personnel pour un prix d'exercice de 6,11 euros.

Le 1^{er} juin 2007, le Groupe a octroyé 54 412 nouvelles options, dans le cadre des plans 1b et 1c, donnant droit chacune à la souscription d'une action nouvelle pour un prix d'exercice de 6,85 euros dans le cadre de cette même autorisation.

L'Assemblée Générale mixte du 4 juin 2007 a donné au Directoire, une nouvelle autorisation de consentir au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société représentant, au jour de l'attribution des options, un montant maximum de 0,5% du capital social de la société. Cette autorisation, d'une durée de 38 mois soit jusqu'au 4 août 2010, remplace celle du 22 novembre 2005.

En application de cette autorisation, et après avis du Comité des Rémunérations, la Société a octroyé, au cours de l'exercice 2008, 108.827 nouvelles options, dans le cadre du pan 2 (en substitution d'une partie des options consenties dans le cadre du plan 1a) donnant droit à chacune à la souscription d'une action nouvelle pour un prix d'exercice de 1,51 euros

L'Assemblée Générale mixte du 22 mai 2008 a donné au Directoire, une nouvelle autorisation de consentir au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société représentant, au jour de l'attribution des options, un montant maximum de 1,5% du capital social de la société. Cette autorisation, d'une durée de 38 mois soit jusqu'au 22 juillet 2011, remplace celle du 4 juin 2007.

En application de cette autorisation, et après avis du Comité des Rémunérations, la Société a octroyé, au cours de l'exercice 2008, 130.592 nouvelles options, dans le cadre du plan 3 (en substitution des options consenties dans le cadre des plans 1a, 1b et 1c) donnant droit à chacune à la souscription d'une action nouvelle pour un prix d'exercice de 1,78 euros.

Sauf cas dérogatoires, les options ne peuvent être exercées pendant une période initiale de quatre années à partir de l'attribution. A compter de l'exercice, les actions sont librement cessibles sous réserve des restrictions imposées par la réglementation applicable.

Actions gratuites

L'assemblée générale Extraordinaire des actionnaires du 22 mars 2006 a autorisé le Directoire à attribuer des actions gratuites aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des filiales de celle-ci dans la limite de 234 296 actions gratuites. Les conditions d'attribution de ces actions ont été adoptées par le Directoire du 3 juillet 2006

En application de cette autorisation, et après avis du Comité des Rémunérations, la Société a octroyé, au cours de l'exercice 2006, 141.475 actions gratuites dans le cadre du plan 1a.

En application de cette même autorisation, et après avis du Comité des Rémunérations, la Société a octroyé, au cours de l'exercice 2007, 92.821 actions gratuites dans le cadre des plans 1b et 1c.

L'Assemblée Générale mixte du 4 juin 2007 a donné au Directoire, une nouvelle autorisation à attribuer des actions gratuites aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des filiales de celle-ci dans la limite de 112 685 actions gratuites.

En application de cette autorisation, et après avis du Comité des Rémunérations, la Société a octroyé, au cours de l'exercice 2008, 3.000 actions gratuites dans le cadre du plan 2.

L'Assemblée Générale mixte du 22 mai 2008 a donné au Directoire, une nouvelle autorisation à attribuer des actions gratuites aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des filiales de celle-ci dans la limite de 338 055 actions gratuites. Cette autorisation, d'une durée de 38 mois soit jusqu'au 22 juillet 2011, remplace celle du 4 juin 2007.

Le droit d'attribution définitive est soumis à la présence effective du bénéficiaire dans le Groupe à la fin d'une période de deux ans suivant l'attribution initiale. Conformément à la loi, les actions demeurent incessibles pendant une durée supplémentaire de deux années.

Les tableaux ci-dessous indiquent les principales caractéristiques des plans de stock-options et actions gratuites 1a, 1b, 1c, 2 et 3 :

Plans de stock-options et actions gratuites plan 1a	Stock-options	Actions gratuites
date d'attribution	03/07/06	03/07/06
prix d'exercice de l'option en euros	6,11	
nombre maximum d'actions pouvant être attribuées	338 055	234 296
nombre de stock options et d'actions attribuées au 31/12/08	185 007	141 475
nombre de stock options et d'actions annulées ou caduques	185 007	0
cours de l'action lors de l'attribution en euros	7,55	7,55

Plans de stock-options et actions gratuites plan 1b et 1c	Stock-options	Actions gratuites
date d'attribution	01/06/07	01/06/07
prix d'exercice de l'option en euros	6,85	
nombre maximum d'actions pouvant être attribuées	153 048	92 821
nombre de stock options et d'actions attribuées au 31/12/08	54 412	92 821
nombre de stock options et d'actions annulées ou caduques	54 412	0
cours de l'action lors de l'attribution en euros	8,62	8,62

Plans de stock-options plan 2 - Remplace partiellement le plan 1a	Stock-options
date d'attribution	23/02/2008
prix d'exercice de l'option en euros	1,51
nombre maximum de stock option pouvant être attribuées	112 685
nombre de stock options attribuées au 31/12/08	108 827
nombre de stock option annulées ou caduques	0
cours de l'action lors de l'attribution en euros	1,98

Plans d'actions gratuites plan 2	Actions gratuites
date d'attribution	03/01/2008
nombre maximum d'actions gratuites pouvant être attribuées	112 685
nombre d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	3 000
nombre d'actions gratuites annulées ou caduques	0
cours de l'action lors de l'attribution en euros	1,96

Plans de stock-options plan 3 -Remplace partiellement les plans 1a, 1b et 1c	Stock- options
date d'attribution	09/07/2008
prix d'exercice de l'option en euros	1,78
nombre maximum de stocks option pouvant être attribuées	338 055
nombre de stock option attribuées au 31/12/08	130 592
[nombre de stock-options annulées ou caduques]	0
nombre de stocks option restant à attribuer après le plan 3	207 463
cours de l'action lors de l'attribution en euros	2.20

Options et actions gratuites consenties aux mandataires sociaux :

Les informations relatives aux options et actions gratuites consenties aux mandataires sociaux sont détaillées au paragraphe 15.1.3 du présent Document de Référence.

Options et actions gratuites consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux :

Le tableau ci-dessous indique le nombre d'options et d'actions gratuites consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux au cours de l'exercice 2008.

	Total
Options consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux	152.357
Actions gratuites consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux	3.000

17.3 Participation des salariés dans le capital de la Société

Pourcentage de capital détenu au 31 décembre 2008	
Alain Zagury	18,2 %
Stéphane Bohbot	13,8 %
Christophe Sevin	3,3 %

A la connaissance de la Société, les salariés détenant une participation au capital de la Société figurent dans le tableau ci-dessus. Il est à noter que ces participations ne sont pas intervenues dans le cadre de PEE ou FCPE mis en place par le groupe.

17.4 Hommes clés

Monsieur Stéphane Bohbot, fondateur de la Société est déterminant pour l'activité de la Société par sa connaissance du marché et ses interventions. La Société a souscrit une police d'assurance invalidité permanente/décès à cet égard, donnant droit à un versement en capital de 300.000 euros.

18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 Actionnaires significatifs autres que les dirigeants non représentés au Conseil de surveillance

La société OTC Asset Management, détenant 5,1% du capital social de la Société à la date du présent Document de Référence, n'est pas représentée à son Conseil de surveillance.

Monsieur Pierre ASSEO, détenant 5,8% du capital de la Société à la date du présent Document de Référence, n'est pas non plus membre du Conseil de surveillance.

Franchissements de seuils statutaires ou légaux

A la connaissance de la Société, les actionnaires détenant plus de 2,5% (seuil statutaire) ou 5% (seuil légal) du capital ou des droits de votes au 31 décembre 2008 étaient les suivants :

Actionnaire	Capital	Droits de vote
ASSEO Pierre	5,8%	8,1%
Fonds Axa (Axa Placement Innovation 3 et Axa Venture Fund IV)	3,5%	2,4%
Stéphane Bohbot	13,8%	19,2%
OTC Innovation 3	5,1%	3,8%
SEVIN Christophe	3,3%	2,3%
ZAGURY Alain	18,2%	25,2%

Les franchissements de seuils qui ont été déclarés à la Société depuis le 1^{er} janvier 2008 sont les suivants :

Date de déclaration	Actionnaire	Capital	Droits de vote
03/03/2008	Axa Investment Managers Private Equity Europe ⁽¹⁾	4,1%	2,7%
17/06/2008	OTC Asset Management	5,1%	3,6%

(1) La société de gestion Axa Managers Private Equity Europe agissant pour le comptes des fonds Axa Placement Innovation III et Axa Venture Fund IV.

- **Pactes d'actionnaires :**

A la date du présent Document de Référence, il n'existe aucune option ou accord portant sur le capital de la Société sous réserve d'un contrat d'échange de titres établi avec la société G2 Entreprises. Des informations détaillées concernant ce contrat sont données au Chapitre 21.1.5 du présent Document de Référence.

La promesse de cession consentie par Monsieur Alain Zagury à Monsieur Stéphane Bohbot, président du directoire de ModeLabs Group, portant sur 781.000 et actions de la Société ainsi que la promesse de cession consentie par Monsieur Christian André à Monsieur Stéphane Bohbot et Monsieur Henri-Nicolas Olivier, portant sur 0,86% du capital de la Société, qui avaient fait l'objet du communiqué 206C0774 de l'Autorité des Marchés Financiers, sont arrivées à expiration le 11 avril 2009.

Ces promesses non exercées à cette date sont devenues caduques.

Des informations détaillées concernant ces promesses sont également données au Chapitre 21.1.5 du présent Document de Référence.

18.2 Droits de vote des principaux actionnaires

Chaque action de la Société donne droit à un droit de vote, sauf si, remplissant les conditions de détention prévues par les statuts, une action confère à son détenteur un droit de vote double. Aucun titre sans droit de vote n'a été émis par la Société.

18.3 Contrôle de la Société

Au 31 décembre 2008, Monsieur Alain Zagury détient 18,2 % du capital et 25,2 % des droits de vote de la Société. Depuis l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché d'Euronext Paris, Monsieur Alain Zagury continue à être l'actionnaire de référence de la Société.

La Société n'a pas mis en place des mesures spécifiques en vue d'assurer que ce contrôle ne sera pas exercé de manière abusive.

18.4 Accords pouvant entraîner un changement de contrôle

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun accord en place dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

19. CONVENTIONS AVEC LES APPARENTES

Les conventions suivantes ont été conclues par la Société lors des exercices précédents et se sont poursuivies au cours de l'exercice 2008 :

- une convention de trésorerie entre la Société et ModeLabs, rémunérée au taux moyen mensuel du marché monétaire (T4M); Il s'agit d'une convention courante qui ne fait pas l'objet d'autorisation par le Conseil de Surveillance.
- une convention d'intégration fiscale entre la Société et ModeLabs. Cette convention a été autorisée par le Conseil de surveillance en date du 15 décembre 2004.
- une convention de bail commercial entre la Société et la SCI Patrimoine 77, dont le capital est majoritairement détenu par Monsieur Alain Zagury (également gérant de la SCI), actionnaire de référence et Président du Conseil de surveillance de la Société. Le loyer annuel de 182.940 euros au 1^{er} mars 2004 est indexé sur l'indice du coût de la construction. Cette convention a fait l'objet d'une autorisation par le Conseil d'Administration de ModeLabs SA datant du 18 Février 2004. Cette convention a été résiliée au mois de février 2009.

Par ailleurs, la Société a conclu, au cours de l'exercice 2008, les conventions suivantes avec ses filiales ModeLabs, ModeLabs Manufacture:

La Société a conclu la convention suivante avec sa filiale ModeLabs :

- une convention de refacturation des frais de développement par ModeLabs SA à ModeLabs Group. Le montant total des refacturations effectuées à ce titre, pour l'exercice 2008, s'élève à 5.440.761 euros hors taxes. Cette convention a été autorisée par le Conseil de surveillance de la Société le 11 mars 2009.

La Société a également conclu les conventions suivantes avec sa filiale ModeLabs Manufacture :

- une convention de refacturation sans marge, des frais de développement par ModeLabs Manufacture à ModeLabs Group. Le montant total des refacturations effectuées à ce titre, pour l'exercice 2008, s'élève à 4.289.752 euros hors taxes. Cette convention a été autorisée par le Conseil de surveillance de la Société le 11 mars 2009 ;
- une convention de refacturation sans marge, de coûts de développement à ModeLabs Manufacture par ModeLabs Group. Le montant total des refacturations effectuées à ce titre, pour l'exercice 2008, s'élève à 184.542 euros hors taxes. Cette convention a été autorisée par le Conseil de surveillance de la Société le 11 mars 2009.
- une convention de refacturation de coûts de redevances sans marge, à ModeLabs Manufacture par ModeLabs Group. Le montant total des refacturations effectuées à ce titre, pour l'exercice 2008, s'élève à 577.461 euros hors taxes. Cette convention a été autorisée par le Conseil de surveillance de la Société le 11 mars 2009.

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement réglementé conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L. 225-86 et L. 225-90-1 du Code de Commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivi durant l'exercice.

Par ailleurs, en application du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention avec la société Modelabs SA

Nature et objet

Votre Conseil d'Administration, en date du 2 mars 2005, a autorisé la conclusion d'une convention d'intégration fiscale avec la société MODELABS SA.

Modalités

Modelabs Group s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, de l'imposition forfaitaire annuelle dus par le groupe formé par elle-même et la société Modelabs SA, à compter du 1er janvier 2005, pour une durée de cinq ans.

Mandataires sociaux concernés

Monsieur Alain ZAGURY, Président du Conseil de Surveillance
Monsieur Stéphane BOHBOT, Président du Directoire

Fait à Courbevoie et Neuilly sur Seine, le 28 avril 2009

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Luc BERREBI

MAZARS

Odile COULAUD

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés non autorisés préalablement

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements soumis aux dispositions de l'article L. 225-90 du Code de Commerce.

En application de l'article L. 823-12 de ce Code, nous vous signalons que ces conventions et engagements n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance. Il nous appartient sur la base des informations qui nous ont été données, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles de ces conventions et engagements, ainsi que les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et bien-fondé. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaire au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Convention et avec la société Modelabs SA

Nature et objet

La société Modelabs SA refacture des frais de développement à votre société.

Le montant des refacturations effectuées au cours de l'exercice 2008 s'élève à 5 440 761 euros hors taxes. La procédure d'autorisation préalable prévue à l'article L. 255-87 du Code de Commerce n'a pas été respectée par omission.

Nous vous précisons que lors de sa réunion du 11 mars 2009, le Conseil de Surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

Mandataires sociaux concernés

Monsieur Alain ZAGURY, Président du Conseil de Surveillance

Monsieur Stéphane BOHBOT, Président du Directoire

Convention avec la société Modelabs Manufacture SAS

Nature et objet

La société Modelabs Manufacture SAS refacture sans marge des frais de développement et de sous-traitance à votre société.

Le montant des refacturations effectuées au cours de l'exercice 2008 s'élève à 4 289 752 euros hors taxes. La procédure d'autorisation préalable prévue à l'article L. 255-87 du Code de Commerce n'a pas été respectée par omission. Nous vous précisons que lors de sa réunion du 11 mars 2009, le Conseil de Surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

Mandataire social concerné

Monsieur Stéphane BOHBOT, Président du Directoire

Convention avec la société Modelabs Manufacture SAS

Nature et objet

Votre société refacture sans marge des coûts de développement à la société Modelabs Manufacture SAS.

Le montant des refacturations effectuées au cours de l'exercice 2008 s'élève à 184 542 euros hors taxes.

La procédure d'autorisation préalable prévue à l'article L. 255-87 du Code de Commerce n'a pas été respectée par omission.

Nous vous précisons que lors de sa réunion du 11 mars 2009, le Conseil de Surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

Mandataire social concerné

Monsieur Stéphane BOHBOT, Président du Directoire

Convention avec la société Modelabs Manufacture SAS

Nature et objet

Votre société refacture sans marge, des coûts de redevance à la société ModeLabs Manufacture SAS.

Le montant des refacturations effectuées au cours de l'exercice 2008 s'élève à 577 461 euros hors taxes.

La procédure d'autorisation préalable prévue à l'article L. 255-87 du Code de Commerce n'a pas été respectée par omission.

Nous vous précisons que lors de sa réunion du 11 mars 2009, le Conseil de Surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

Mandataire social concerné

Monsieur Stéphane BOHBOT, Président du Directoire

Convention avec la société S.C.I Patrimoine 77

Nature et objet

Votre société loue à la société S.C.I Patrimoine 77, un bâtiment situé 1, rue Niels Bohr à Saint Thibault des Vignes. La bail, conclu le 18 février 2004, est d'une durée de 9 ans.

Le montant facturé au titre de l'exercice 2008 s'élève à 229 824 euros hors taxes.

La procédure d'autorisation préalable prévue à l'article L. 255-87 du Code de Commerce n'a pas été respectée par omission.

Nous vous précisons que lors de sa réunion du 11 mars 2009, le Conseil de Surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

Mandataire social concerné

Monsieur Alain ZAGURY, Président du Conseil de Surveillance

Fait à Courbevoie et Neuilly sur Seine, le 28 avril 2009

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Luc BERREBI

MAZARS

Odile COULAUD

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

20.1 Comptes et informations financières consolidés – Exercices clos le 31 décembre 2007, 2006

Pour les comptes et informations financières consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, se référer au document de référence - paragraphes 20.2. - enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro R-08-0117 le 5 décembre 2008.

Pour les comptes et informations financières consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006, se référer au document de référence - paragraphes 20.2. - enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro R-08-006 le 6 mars 2008.

20.2 Comptes et informations financières consolidés – Exercice clos le 31 décembre 2008

20.2.1 Comptes consolidés – Actif consolidé

En milliers d'euros	Annexe Note n°	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net
Actifs non courants		36 910	48 549
Ecarts d'acquisition	3.1	5 587	23 413
Immobilisations incorporelles	3.2	19 958	20 201
Immobilisations corporelles	3.3	635	1 245
Titres des entreprises associées	3.4	951	751
Actifs financiers	3.5	3 275	734
Actifs d'impôt différé	3.6	6 504	2 205
Actifs courants		93 302	99 687
Stocks et en cours	3.7	9 549	22 936
Clients	3.8	35 209	41 802
Autres débiteurs et actifs courants	3.8	23 443	10 391
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.9	25 054	24 500
Instruments financiers dérivés	3.10	47	58
TOTAL ACTIF		130 212	148 236

20.2.2 Comptes consolidés – Passif consolidé

En milliers d'euros	Annexe Note n°	31/12/2008	31/12/2007
Capitaux propres		60 009	88 629
Capital	3.11	2 285	2 254
Prime d'émission	3.12	76 282	75 814
Réserves consolidées		14 059	13 429
Ecart de conversion		-681	-3 251
Actions propres	3.13	-476	-738
Païement en actions	3.14	180	180
Intérêts minoritaires	3.15	-89	306
Résultat consolidé de l'exercice		-31 551	634
Passifs non courants		14 566	3 031
Provisions à long terme	3.17	1 171	506
Passifs financiers	3.16	10 000	313
Impôts différés		3 395	2 212
Passifs courants		55 637	56 576
Provisions à court terme	3.17	901	653
Passifs financiers	3.19	3 395	5 313
Dettes d'impôt	3.18	-35	-9
Fournisseurs et autres créditeurs	3.18	51 376	50 081
Instruments financiers dérivés	3.20		537
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		130 212	148 236

20.2.3 Comptes consolidés – Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Annexe Note n°	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE *	31/12/2007 PUBLIE
Chiffre d'affaires	4.1	182 174	193 172	201 963
Coût des ventes		-156 069	-163 578	-170 369
Marge brute		26 105	29 594	31 594
Coûts de marketing		-4 479	-2 774	-3 298
Coûts d'engineering		-2 311	-1 952	-2 752
Coûts de logistique		-5 203	-4 726	-5 051
Coûts commerciaux		-8 415	-7 528	-8 716
Frais généraux et administratifs		-7 546	-7 678	-8 782
Résultat opérationnel courant		-1 850	4 937	2 995
Autres produits et charges opérationnels	4.3	-4 138	-808	-859
Résultat opérationnel		-5 988	4 129	2 135
Coût de l'endettement financier net	4.4	185	160	33
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	4.4	-173	-536	
Autres produits et charges financiers	4.4	-875	368	-210
Charge d'impôts	4.5	3 297	-1 542	-1 138
Quote-part du résultat des entreprises associées		200	-63	-63
Résultat net avant résultat des activités abandonnées		-3 353	2 516	757
Résultat opérationnel des activités abandonnées	4.3	-3 451	-1 942	
Autres impacts sur le résultat des activités abandonnées	4.3	-24 811	-77	-259
Résultat net		-31 616	498	498
Intérêts minoritaires		-65	-136	-136
Résultat net Part du Groupe		-31 551	634	634
<i>Résultat part du groupe par action</i>	4.6	-1.385	0,028	0,028
<i>Résultat part du groupe dilué par action</i>	4.6	-1.361	0,028	0,028

* Le compte de résultat 2007 est retraité des données de la société Modelabs Technologies sortie du périmètre le 30 septembre 2008.

20.2.4 Comptes consolidés – Tableau consolidé des flux de trésorerie

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE *	31/12/2007 PUBLIE
Flux de trésorerie liés à l'activité	-3 353	2 516	498
Résultat net des sociétés intégrées - Part du Groupe	-3 288	2 652	634
Résultat net des sociétés intégrées - Part des minoritaires	-65	-136	-136
Élimination des charges / produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
=> Quote-part de résultat des entreprises associées ;	-200	63	63
=> Amortissements et provisions ;	6 146	2 611	4 334
=> Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	75	76	76
=> Plus et moins values de cessions nettes d'impôts ;	980	369	748
=> Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	356	351	351
=> Élimination du coût de l'endettement financier net ;	124	760	987
=> Impôts différés ; charge impôt	-3 297	1 802	1 398
=> Autres variations.		-208	-208
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	830	8 340	8 247
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Variation du BFR liée à l'activité et impôts	6 007	-1 812	-873
Impôts payés	3 297	-1 802	-1 398
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	10 134	4 726	5 976
-	-	-	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Incidence des variations de périmètre	-476	-1 139	-1 139
Acquisitions d'immobilisations	-5 557	-6 756	-9 062
Acquisitions d'immobilisations financières	-2 874		
Cession d'actifs financiers	372		
Variation des prêts et avances consentis	-3 070	5 061	5 061
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	-11 605	-2 834	-5 140
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital	504	50	50
Actions propres	-262	-348	-348
Variation des emprunts	9 417	-5 569	-5 569
Intérêts financiers nets versés	-124	-860	-987
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	9 535	-6 727	-6 854
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées			
Impact des activités abandonnées	-1 060	-1 287	
Impact des activités abandonnées	-1 060	-1 287	
Impact abandon compte courant	-5 151		
VARIATION DE TRESORERIE	1 853	-6 122	-6 018
Trésorerie d'ouverture	20 199	26 225	26 225
Incidence de la variation des taux de change	-80	96	-8
Trésorerie de clôture	21 972	20 199	20 199
Variation de trésorerie	1 853	-6 122	-6 018

* Le tableau de flux de trésorerie 2007 est retraité des données de la société Modelabs Technologies sortie du périmètre le 30 septembre 2008.

20.2.5 Comptes consolidés – Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes et Réserves	Réserves consolidées Groupe	Actions propres	Paiements en actions	Ecarts de conversion	Résultat exercice	Total Groupe	Intérêts minoritaires	Total
En milliers d'euros										
Situation au 31/12/06	2 254	75 814	5 935	-571	166	-916	7 338	90 020	440	90 460
Situation au 01/01/07	2 254	75 814	5 935	-571	166	-916	7 338	90 020	440	90 460
Affectation du résultat 2006			7 338				-7 338	0		0
Augmentation de capital								0		0
Résultat consolidé au 31/12/2007							634	634	-136	498
Intérêts minoritaires - réserves								0		0
Variation % intérêts et entrée périmètre								0		0
Ecarts de conversion						-2321		-2321		-2321
Actions propres			-348					-348		-348
Paiements en actions					351			351		351
Evaluation Juste Valeur des actifs financiers disponibles à la vente			76					76		76
Divers			-90					-90	3	-87
Situation au 31/12/2007	2 254	75 814	12 911	-571	517	-3 237	634	88 322	307	88 629

	Capital	Primes et Réserves	Réserves consolidées Groupe	Actions propres	Paiements en actions	Ecarts de conversion	Résultat exercice	Total Groupe	Intérêts minoritaires	Total
En milliers d'euros										
Situation au 31/12/07	2 254	75 814	12 911	-571	517	-3237	634	88 322	307	88 629
Situation au 01/01/08	2 254	75 814	12 911	-571	517	-3237	634	88 322	307	88 629
Affectation du résultat 2007			634				-634	0		0
Augmentation de capital	31	468						499		499
Résultat consolidé au 31/12/2008							-31 551	-31 551	-65	-31 616
Intérêts minoritaires - réserves								0	-305	-305
Variation % intérêts et entrée périmètre	4		16					20	-16	4
Ecarts de conversion						2 413		2 413	-1	2 412
Actions propres				-18				-18		-18
Paiements en actions					374			374		374
Evaluation Juste Valeur des actifs financiers disponibles à la vente			75					75		75
Divers			-36					-36	-9	-45
Situation au 31/12/2008	2 289	76 282	13 600	-589	891	-824	-31 551	60 098	-89	60 009

20.2.6 Notes

Liminaire : l'ensemble des notes annexes est présenté en milliers d'Euro.

Note 1- Contexte de la publication des comptes - Règles et méthodes comptables

ModeLabs Group, créateur de mobiles sur-mesure et distributeur télécom, est un acteur de la nouvelle génération du secteur de la téléphonie mobile. Il conçoit, développe et distribue de façon intégrée et flexible des téléphones mobiles, des accessoires et des services à destination d'opérateurs, de distributeurs et de marques à forte notoriété.

Son activité est organisée autour de 2 métiers :

ModeLabs Conception pour les activités de conception et de développement des mobiles sur mesure.

ModeLabs Distribution pour la distribution de téléphones mobiles et d'accessoires dont il est le spécialiste et le N°1 français.

La société mère Modelabs Group, est une Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance dont le siège social est situé en France, au 11 bis rue Roquépine – 75 008 Paris.

Contexte de la publication des comptes

Au 31 décembre 2008

Les comptes consolidés établis au 31 décembre 2008 ont pour objectif de présenter, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2008, le résultat des opérations, la situation financière et le patrimoine de l'ensemble constitué par la société ModeLabs Group et ses filiales.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre et leur exercice comptable commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

L'année 2008 a été marquée par une crise économique et financière dont les conséquences futures et la durée ne peuvent être mesurées avec précision. Les états financiers au 31 décembre ont été réalisés en tenant compte de cet environnement.

Au 31 décembre 2007

Les comptes consolidés établis au 31/12/2007 ont pour objectif de présenter, pour la période du 1er janvier au 31/12/2007, le résultat des opérations, la situation financière et le patrimoine de l'ensemble constitué par la société ModeLabs Group et ses filiales.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre et leur exercice comptable commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Référentiel et format de présentation des comptes

Les comptes consolidés au 31 décembre 2008 ont été établis conformément aux normes comptables internationales en vigueur, qui intègrent les normes comptables internationales (IAS/IFRS), les interprétations du comité d'interprétation des normes comptables internationales ou Standing Interpretations Committee (SIC) et du comité d'interprétation des normes d'information financière internationales ou International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables à ce jour.

La société applique l'intégralité des normes IFRS applicables au 31 décembre 2008.

Les textes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008 :

- IFRIC 11 « Transaction au sein d'un groupe »
- IFRIC 12 « Accords de concession de service »

- IFRIC 13 « Programme de fidélité des clients »
- IFRS 14 « Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligation de financement minimum et leur interaction »
- IFRIC 15 « Contrats de construction »

n'ont pas d'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2008. Par ailleurs, le groupe n'a appliqué par anticipation aucune norme.

Concernant la présentation des états financiers, et notamment le bilan et le compte de résultat, les éléments suivants sont à noter :

Présentation du Compte de résultat :

Conformément à la recommandation du CNC N°2004-R.02 du 27 octobre 2004 relative notamment au format de compte de résultat en normes IFRS, le Groupe a décidé de faire figurer dans son compte de résultat, un "Résultat opérationnel courant" calculé par différence entre le "Résultat opérationnel" et les "Autres produits et charges opérationnelles", ces derniers correspondant à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, et d'une matérialité significative.

Présentation du Bilan :

Le Groupe présente l'actif et le passif conformément à la norme IAS 1 selon la notion de " courant " et " non courant ". Les postes de "dettes financières", de "provisions pour risques et charges" et les impôts différés sont présentés distinctement en actifs/passifs courants et non courants.

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables internationales, nécessite que le groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe. Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels dont les frais de développement capitalisés, les dépréciations des stocks, les provisions dont les provisions pour garantie ou service après vente, les engagements de retraite, les impôts différés et la valorisation des paiements en actions. Les principales estimations utilisées par le groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique.

Note 2- Principes comptables

2.1 Méthodes et périmètre de consolidation

2.1.1 Méthode de consolidation

Les principes de consolidation utilisés par le groupe sont l'intégration globale (regroupement d'entreprises), et la mise en équivalence (entreprises associées) dès lors que le groupe possède respectivement un contrôle exclusif ou une influence notable.

Consolidation des filiales

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« les filiales »). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle exclusif d'une entité est présumé lorsque la société mère consolidante détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote de cette entité.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le résultat consolidé respectivement depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Tous les soldes et opérations intra-groupe sont éliminés au niveau de la consolidation.

Participations dans les entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle le Groupe exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise. L'influence notable est présumée être exercée sur une entité lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote de cette entité.

Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne Titres des entreprises associées.

2.1.2 Périmètre de consolidation

Tableau des entités du Groupe

SOCIETES	FORME JURIDIQUE	PAYS	ADRESSE	ACTIVITE
MODELABS GROUP - mère	SA	France	11B rue Roquepine 75008 Paris	Holding - Conception de mobiles on demand
MODELABS	SA	France	11B rue Roquepine 75008 Paris	Vente accessoires telecom et mobiles
MODELAB RESEARCH LABS	SARL	France	11B rue Roquepine 75008 Paris	Research & Development
MODELABS UK	Ltd	Grande Bretagne	Regents Pavilion 4 Summerhouse Road Moulton Park Northampton NN3 6BJ	Vente accessoires telecom
MODELABS HK	Ltd	Hong Kong	13F, Wah Kit, Commercial centre 302, Des Voeux Road Hong Kong	Vente accessoires telecom et mobiles/sourcing, mobiles on demand
SHANGHAI TIANSHI TRADING CO, LTD	Ltd	Chine	Room 2101,333 Jiujiang Road, Shanghai 200001	Vente accessoires telecom
MODELABS US	Inc	Etats-Unis	5850 Canoga Avenue, Suite 400 Woodland Hills CA 91367	Vente mobiles on demand
WORLD GSM	SAS	France	11 bis, rue Roquepine 75 008 Paris	Site e commerce de vente de mobiles
GLOBAL 5	SAS	France	4, rue Glavani 75 017 Paris	Offre et gestion de points de vente telecom en magasin - concept de shops in shops
MODELABS MOBILES	SL	Espagne	Conde de Penalver, nº36 3º1 Madrid 28006	Vente mobiles on demand
SHENZHEN MODELABS TECHNOLOGIES	Ltd	Chine	2107-2110, Gin Tian Building, No.1199 He Ping Rd. Lu Wo, Shenzhen, Guangdong	Research & Development
MODELABS MANUFACTURE	SA	France	11B rue Roquepine 75008 Paris	Conception et vente de mobiles et accessoires on demand
SHENZHEN MODELABS TRADING LIMITED	Ltd	Chine	2107-2108, Gin Tian Building, N° 1199 He Ping Road, Luo Hu, Shen Zhen, Guang Dong	Vente mobiles on demand

Périmètre de consolidation

SOCIETES	N°SIRET	31/12/2008		Méthode de consolidation	31/12/2007		Méthode de consolidation
		% de Contrôle	% d'intérêts		% de Contrôle	% d'intérêts	
MODELABS GROUP - mère	450 671 367	MERE	MERE	IG	MERE	MERE	IG
MODELABS	403 361 439	99.00%	99.00%	IG	99.00%	99.00%	IG
MODELAB RESEARCH LABS	442 777 645	100.00%	100.00%	IG	100.00%	100.00%	IG
MODELABS UK		100.00%	100.00%	IG	100.00%	100.00%	IG
MODELABS HK		100.00%	100.00%	IG	100.00%	100.00%	IG
SHANGHAI TIANSHI TRADING CO, LTD		100.00%	100.00%	IG	100.00%	100.00%	IG
PHONIX ITALIA SPA		-	-	-	20.00%	20.00%	MEE
MODELABS TECHNOLOGIES Ltd (ex INNOVI)		-	-	-	100.00%	100.00%	IG
MODELABS INC.		95.00%	95.00%	IG	100.00%	100.00%	IG
WORLD GSM	429 099 203	70.00%	70.00%	IG	70.00%	70.00%	IG
PINK	479 466 492	-	-	-	49.00%	49.00%	IG
GLOBAL 5	488 793 894	34.00%	34.00%	MEE	34.00%	34.00%	MEE
MODELABS MOBILES SL		100.00%	100.00%	IG	100.00%	100.00%	IG
SHENZHEN MODELABS TECHNOLOGIES					100.00%	100.00%	IG
MODELABS MANUFACTURE	503 481 244	100.00%	100.00%	IG			
SHENZHEN MODELABS TRADING LIMITED		100.00%	100.00%	IG			

Au 31 décembre 2008

En date du 18 mars 2008, la société Modelabs Group a créé en France la filiale Modelabs Manufacture qu'elle détient à 100%. Cette filiale est consolidée pour la clôture du 31 décembre 2008.

En date du 23 octobre 2008, Modelabs HK a créé une filiale en Chine, la filiale Shenzhen Modelabs Trading Limited qu'elle détient à 100%. Cette filiale est consolidée pour la clôture du 31 décembre 2008.

La société Pink, en liquidation judiciaire depuis le 11 février 2008 a été déconsolidée au 31 décembre 2008.

La participation de 20% dans la société Phonix a été cédée en date du 15 novembre 2008

La société Modelabs Technologies a été cédée au quatrième trimestre 2008, elle a été déconsolidée à la date du 30 septembre 2008.

Le compte de résultat synthétique de Modelabs Technologies du 1^{er} janvier 2008 au 30 septembre 2008 est présenté ci-après :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	5 522	8 791
Coût des ventes	-5 819	-6 791
Marge brute	-297	2 000
Coûts des opérations	-3 154	-3 941
Résultat opérationnel courant	-3 451	-1 942
Autres produits et charges opérationnels	-1 912	-51
Résultat opérationnel	-5 363	-1 993
Coût de l'endettement financier net	-13	-127
Variation de juste valeur des instruments financiers	0	0
Autres produits et charges financiers	53	-43
Charge d'impôts	254	404
Quote-part du résultat des entreprises associées		
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	-5 069	-1 759
Résultat opérationnel des activités abandonnées		
Autres impacts sur le résultat des activités abandonnées		
Résultat net	-5 069	-1 759
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net Part du Groupe	-5 069	-1 759

Au 31 décembre 2007

En date du 3 mai 2007, la société Modelabs Group a créé en Espagne la filiale Modelabs Mobiles SL. qu'elle détient à 100%. Cette filiale est consolidée pour la clôture du 31/12/2007.

La société Rowsonic, en liquidation judiciaire depuis le 13 juin 2007 a été déconsolidée depuis le 30 juin 2007.

L'option d'achat de Modelabs Group, de 24 mois, pour acquérir 30% + 1 action de la société Phonix au prix de 1 600KE est arrivée à échéance le 17 novembre 2007. Modelabs Group n'a pas exercé cette option.

La filiale Phonix, comprise dans le périmètre de consolidation est consolidée en intégration globale pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 17 novembre 2007 et mise en équivalence au 31 décembre 2007.

2.2 Monnaies étrangères

Les états financiers des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, ont été convertis en euros en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture pour les postes de bilan et le taux de change moyen pour le compte de résultat. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste différences de conversion.

Les transactions en monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés dans ces autres monnaies sont convertis aux taux en vigueur à la date de clôture. Les profits et pertes provenant de la conversion sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

2.3 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs en date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, et de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

2.4 Ecart d'acquisition (goodwill)

Le Goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de la société acquise, en date de prise de contrôle. Il est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué à son coût.

Chaque année, à la clôture annuelle de l'exercice, il fait l'objet d'un test de dépréciation. La méthodologie utilisée consiste essentiellement à comparer la valeur recouvrable de l'activité ou l'unité opérationnelle du groupe à la valeur des actifs nets correspondants, celle-ci comprenant l'écart d'acquisition. La valeur recouvrable est principalement déterminée à partir de projections de flux de trésorerie futurs d'exploitation estimés dans le business plan. Les hypothèses retenues dans le « business plan » sont raisonnables et conformes aux données du marché, notamment en ce qui concerne les taux de croissance retenus à moyen-long terme. Si des événements particuliers induisent des pertes potentielles de valeur, des tests de dépréciations complémentaires sont réalisés. En cas de perte de valeur, celle-ci est comptabilisée au compte de résultat en résultat opérationnel.

2.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité.

Les coûts de développement informatique sont amortis sur leur durée d'utilité estimée, soit 3 à 4 ans, selon le mode linéaire.

Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues à l'exception des coûts de développement dits « de projets », inscrits en immobilisations incorporelles, à condition qu'ils répondent strictement à l'ensemble des critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts correspondants sont individualisés et mesurables de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'existence d'une intention de terminer le projet et de l'utiliser ou le vendre,
- l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou la démonstration de son utilité en interne,
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres nécessaires pour terminer le projet.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, ou que les montants ne sont pas jugés significatifs, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les minima garantis dus pour les redevances de licences de marque ou de technologie sont activés pour leur montant total. Les amortissements sont pratiqués sur la durée d'exploitation de ces licences en fonction des avantages consommés au cours de l'exercice.

2.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- | | |
|---|------------|
| • installations internet | 3 à 7 ans |
| • installations techniques, matériels et outillages | 4 à 10 ans |
| • installations générales, agencements | 7 à 10 ans |
| • matériel de transport | 5 ans |
| • matériel de bureau et informatique | 4 ans |

Les actifs détenus en vertu de contrats de location financement sont comptabilisés dans l'actif immobilisé et amortis sur leur durée d'utilité. A chaque fin de contrat de location, le Groupe a pour habitude de lever les options d'achat.

Les amortissements et dépréciations sont comptabilisés au compte de résultat en coût des ventes, frais de recherche et développement ou en frais administratifs et commerciaux en fonction de la destination de l'immobilisation.

2.7 Contrats de location

Les contrats de location financement sont « des contrats de location qui transfèrent au locataire l'essentiel des avantages et risques inhérents à la propriété du bien loué, que cette propriété soit effectivement transférée en fin de contrat ou non ». Les autres contrats sont qualifiés de location simple.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acceptation du contrat. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location financement.

Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont répartis sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les dépôts de garantie versés dans le cadre de contrats de location sont enregistrés pour leur coût.

2.8 Stocks

Les stocks sont inscrits au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est calculé en utilisant la méthode du coût moyen unitaire pondéré ou la méthode du dernier coût connu. Dans ce dernier cas, les délais de rotation relativement courts permettent d'éviter de cumuler plusieurs lots de la même référence présentant des coûts de revient différents. Cette

méthode aboutit donc à une valorisation des stocks très proche de celle qui pourrait être déterminée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation des ventes. En particulier, les stocks considérés comme invendables, notamment en raison de leur obsolescence, sont isolés et font l'objet de dépréciation totale en attente de leur destruction.

2.9 Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation légale ou implicite à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie des ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente de celui-ci.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Les provisions pour risques et charges constituées par le groupe couvrent essentiellement les risques sur litiges sociaux et commerciaux ainsi que les garanties données aux clients.

2.10 Avantages du personnel

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Le principal régime à prestations définies existant au niveau du groupe concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite). Des évaluations, par des consultants externes, ont lieu chaque année. Elles intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation de personnel et de projection des salaires futurs.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des indemnités de départ en retraite est comptabilisée dans le résultat opérationnel.

2.11 Paiements fondés sur des actions

Des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise ont été attribués aux salariés et aux mandataires sociaux du Groupe en décembre 2004.

Le 3 juillet 2006, le Directoire, sur recommandation du Comité des rémunérations et par autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 2005 et du 22 mars 2006, a décidé d'adopter, au profit de certains cadres de l'entreprise :

- un plan d'options de souscription d'actions de la société Modelabs Group,
- un plan d'attribution gratuite d'actions de la société Modelabs Group.

L'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2008 a donné de nouvelles autorisations au Directoire qui mettent fin à celles précédemment accordées.

En date du 23 février 2008, le Directoire a décidé, sur recommandation du Comité des rémunérations, de modifier le plan d'options de souscription d'actions de la société Modelabs Group adopté le 3 juillet 2006.

Le droit d'attribution définitive reste soumis à la présence effective du bénéficiaire dans la société à la fin de la période d'acquisition fixée pour chaque bénéficiaire par le Directoire lors de l'attribution. L'évaluation des services rendus par les bénéficiaires est réalisée à l'aide d'un modèle de type Black & Scholes.

Les services reçus ainsi rémunérés sont comptabilisés en charges de personnel, de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

2.12 Impôts sur les bénéfiques

La rubrique "charge d'impôt" inclut l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

Impôts exigibles

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture des comptes annuels.

Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés dans la mesure où il existe une assurance raisonnable de les récupérer au cours des exercices postérieurs.

2.13 Comptabilisation des revenus

Le chiffre d'affaires représente les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités normales du groupe, nettes de toutes remises ou autres rabais commerciaux.

Un produit est comptabilisé en chiffres d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de marchandises est comptabilisé dès lors qu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la vente reviendront au groupe. Concernant les services, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que les services sont rendus.

Le groupe comptabilise les provisions pour garanties, retours et assimilés. Ces dernières sont estimées sur la base des données contractuelles ainsi que de données statistiques issues de l'expérience passée.

2.14 Informations sectorielles

Compte tenu de la structure d'organisation et de gestion du Groupe Modelabs Group, et suite à la ré-organisation de son système d'information financière interne et externe en 2008, le premier niveau d'information sectorielle retenu conformément aux prescriptions de la norme IAS 14 « Information sectorielle » s'articule autour des deux secteurs d'activité suivants :

- le secteur Distribution : distribution de téléphones mobiles et d'accessoires
- le secteur Conception : conception de téléphones mobiles sur mesure

Le deuxième niveau d'information sectorielle est géographique et distingue quatre secteurs géographiques :

- France Métropolitaine
- Europe
- Asie
- Reste du monde

La norme IFRS 8 n'a pas été appliquée par anticipation en 2008. Par ailleurs les impairments tests ne seront pas impactés par la nouvelle segmentation.

2.15 Instruments financiers

Les normes comptables internationales IAS 32 et IAS 39 ont été adoptées par le Groupe à partir de l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2005.

Le groupe a appliqué la norme IFRS 7 « instruments financiers » pour la première fois aux comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers non courants

Ces actifs correspondent d'une part à des placements à LT et d'autre part, à des dépôts de garantie relatifs à des contrats de location. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Les placements à LT correspondent à des actifs monétaires évalués au cours mark to market de chaque exercice.

Ces actifs sont considérés comme disponibles à la vente, selon la définition de la norme IAS 39 et évalués à leur juste valeur en contrepartie des capitaux propres.

Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants correspondent aux comptes de Trésorerie non disponibles.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale et sociale, ainsi que les avoirs à émettre aux clients. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indicateurs objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur.

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat.

Passifs financiers non courants

Cette rubrique comprend la partie long terme des différents emprunts bancaires et de la dette de crédit-bail (échéance de remboursement supérieure à 1 an).

Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier net dans le compte de résultat.

Passifs financiers courants

Cette rubrique comprend les découverts bancaires à court terme, la partie court terme des emprunts bancaires et de location financement (échéances de remboursement inférieure à un an), L'évaluation initiale et ultérieure suit les mêmes règles que les passifs financiers non courants.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales et autres créditeurs

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, les charges et cotisations sociales.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont réévalués à leur juste valeur aux dates de clôture ultérieures.

Au 31 décembre 2008 comme au 31 décembre 2007, le Groupe n'a pas qualifié d'instruments financiers dérivés comme instruments de couverture.

2.16 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le « résultat net part du groupe » par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Le résultat net par action dilué prend en compte les équivalents actions ayant un effet dilutif. Il exclut les équivalents actions sans effet dilutif.

Les effets dilutifs des options de souscription ou d'achat d'actions sont calculés selon la méthode de rachat d'actions (Treasury Stock Method) selon laquelle les fonds recueillis lors de l'exercice de l'achat sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Note 3- Informations sur le bilan

3.1 GOODWILL

Conformément à la norme IAS 36, le groupe réalise à la clôture annuelle des comptes un test d'évaluation de ses immobilisations et suit à chaque clôture intermédiaire les indices de perte de valeur.

Modelabs Group a réalisé au 31 décembre 2008 une évaluation de ses goodwill sur la base des méthodes des "Discounted Cash Flows" (DCF). Les hypothèses suivantes ont été retenues :

Taux d'actualisation : coût moyen pondéré du capital après IS

Ce taux est le résultat du calcul suivant :

$$\text{Taux} = (A+B) * C$$

A - Le taux retenu est le taux d'emprunt à 5 ans : 2.96% pour l'Euro et 1.35% pour l'USD Dollar

B -Prime de risque du marché : 3 %

C- Beta sectoriel désendetté : 1,7

Le taux est de 10.1% pour l'Euro et de 7.4% pour le dollar

Par ailleurs, une variation de 1 point, dans un sens comme dans l'autre, des taux de croissance et des taux d'actualisation ne générerait pas de dépréciation complémentaire des immobilisations incorporelles.

Période d'actualisation

La période d'actualisation retenue est de 5 ans.

Les goodwill se décomposent comme suit :

Les impairments tests effectués sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2008, n'ont pas généré de comptabilisation de dépréciation.

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Valeurs comptables au 1er janvier		
Modelabs SA	4 846	4 846
Phonix Italia Spa	329	329
Modelabs Technologies Ltd (ex Innovit)	17 502	19 358
World GSM	299	299
Modelabs IC	437	
Valeurs comptables au 1er janvier	23 413	24 832
Acquisitions		
Cessions	-19 899	
Variation des cours de change	2 068	-2 068
Impact calcul définitif		212
Pertes de valeur		
Autres mouvements	5	437
Valeur fin de période	5 587	23 413
MODELABS SA	4 846	4 846
Phonix Italia Spa		329
Modelabs Technologies Ltd (ex Innovit)		17 502
World GSM	304	299
Modelabs Inc	437	437
Valeur fin de période	5 587	23 413

Exercice 2008

Les goodwills sortis correspondent aux goodwills de Phonix -329K€ et de Modelabs Technologies pour 19 570K€, ce dernier se décompose en variation des cours de change pour 2 068K€ et en valeur à l'ouverture pour 17 502K€.

Exercice 2007

Le goodwill de la société Modelabs Technologies Ltd. (ex Innovi) a été définitivement arrêté à l'issue de la période de 12 mois à compter de l'acquisition de cette société. Il est converti au cours de change du 31/12/07 et ressort à 17 502 K€. La variation des cours de change constatée en 2007 de -2 068 K€ concerne Modelabs Technologies.

5% des titres de Modelabs Inc ont été acquis le 17 décembre 2007, suite à l'augmentation de capital effectuée par celle-ci

3.2 Immobilisations incorporelles

La synthèse pluriannuelle des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

Valeur brute en milliers d'euros	
<u>Au 1er janvier 2007</u>	5 473
Acquisitions	19 557
Cessions et sorties	-917
Variations des cours de change	-412
Variations de périmètre	
<u>Au 1er janvier 2008</u>	23 700
Acquisitions	8 904
Cessions et sorties	-1 450
Variations des cours de change	146
Variations de périmètre	-4 733
Valeur brute au 31 décembre 2008	26 567
Amortissements en milliers d'euros	
<u>Au 1er janvier 2007</u>	-1 760
Charge de l'exercice	-2 762
Reprise sur sorties de l'exercice	852
Variations des cours de change	170
Autres mouvements	
Variations de périmètre	
<u>Au 1er janvier 2008</u>	-3 499
Charge de l'exercice	-7 935
Reprise sur sorties de l'exercice	1 010
Variations des cours de change	-85
Autres mouvements	19
Variations de périmètre	3 881
Amortissements cumulés au 31 décembre 2008	-6 609
Valeur nette en milliers d'euros	
Valeur nette au 31 décembre 2007	20 201
Valeur nette au 31 décembre 2008	19 958

Détail des immobilisations incorporelles			
En milliers d'euros	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Frais de R&D	8 580	-2 305	6 275
Brevets et Licences	13 830	-777	13 053
Fonds de commerce			0
Développement informatique	1 277	-417	860
Autres immobilisations incorporelles	13	0	13
Immobilisations incorporelles en cours			
Total au 31 décembre 2007	23 700	-3 499	20 201

Détail des immobilisations incorporelles			
En milliers d'euros	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Frais de R&D	9 155	-1 329	7 826
Brevets et Licences	15 967	-4 438	11 529
Fonds de commerce	0	0	0
Développement informatique	1 298	-753	545
Autres immobilisations incorporelles	147	-89	58
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0
Total au 31 décembre 2008	26 567	-6 609	19 958

L'augmentation des frais de R&D est liée à l'activation des coûts de développement de projets et concernent essentiellement des lancements qui ont eu lieu en 2008.

L'augmentation des actifs de brevets et licences correspond aux contrats de licences et brevets acquis, comptabilisés conformément aux principes définis précédemment.

3.3 Immobilisations Corporelles

Valeur brute en milliers d'euros	
<u>Au 1er janvier 2007</u>	3 284
Acquisitions	863
Cessions et sorties	-186
Variations des cours de change	-85
Autres mouvements	-675
Variations de périmètre	-1
<u>Au 1er janvier 2008</u>	3 200
Acquisitions	146
Cessions et sorties	-292
Variations des cours de change	26
Autres mouvements	1
Variations de périmètre	-631
Valeur brute au 31 décembre 2008	2 450
Amortissements en milliers d'euros	
<u>Au 1er janvier 2007</u>	-1 429
Charge de l'exercice	-1 022
Reprise sur sorties de l'exercice	95
Variations des cours de change	43
Autres mouvements	358
Variations de périmètre	
<u>Au 1er janvier 2008</u>	-1 955
Charge de l'exercice	-563
Reprise sur sorties de l'exercice	246
Variations des cours de change	-14
Autres mouvements	-3
Variations de périmètre	474
Amortissements cumulés au 31 décembre 2008	-1 815
Valeur nette en milliers d'euros	
Valeur nette au 31 décembre 2007	1 245
Valeur nette au 31 décembre 2008	635

Détail des immobilisations corporelles			
En milliers d'euros	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Aménagements	1 229	-816	413
Matériels et Outillage Industriel	712	-498	214
<i>Dont en location financement</i>	<i>469</i>	<i>-301</i>	<i>168</i>
Autres immobilisations corporelles	1 226	-641	585
Immobilisations corporelles en cours	34	0	34
Avances et acomptes			
Total au 31 décembre 2007	3 200	-1 955	1 245

Détail des immobilisations corporelles			
En milliers d'euros	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Aménagements	976	-805	171
Matériels et Outillage Industriel	752	-602	150
<i>Dont en location financement</i>	<i>467</i>	<i>-366</i>	<i>101</i>
Autres immobilisations corporelles	711	-408	303
Immobilisations corporelles en cours	8		8
Avances et acomptes	3		3
Total au 31 décembre 2008	2 450	-1 815	635

Titres des entreprises associées

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Titres GLOBAL 5 (1)	951	751
Total	951	751
Impact résultat groupe	388	-63
Impact réserves groupe	-63	
(1) dont Goodwill GLOBAL 5	555	555

3.5 Actifs financiers

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Dépôts et cautionnements	568	291
OPCVM Long terme	2 707	443
Total	3 275	734

Les dépôts de garantie sont composés des cautions versées au titre des baux d'occupation des sociétés du Groupe dans les locaux situés notamment à Paris et à Saint Thibaut des Vignes et d'un dépôt de garantie versé au titre de garantie du passif lors de la cession de Modelabs Technologies.

Le poste Placements Long terme correspond, en partie au placement en monétaire en BMTN, indexés sur la performance d'indices boursiers d'un montant de 2 800 K€ à échéance janvier 2010. Ce placement a été décomposé en un actif financier courant, considéré comme disponible à la vente, dont la variation de juste valeur a été imputée sur les capitaux propres pour 125 K€ net d'impôt, et en un instrument dérivé, tel que décrit en note 3.10 dont la variation de juste valeur est comptabilisée en résultat.

3.6 Impôts différés

Les sommes enregistrées sous la rubrique « impôts différés » proviennent essentiellement des :
 - écritures de retraitement,
 - décalages temporaires d'imposition.

Par ailleurs, le groupe a activé un impôt différé sur les déficits fiscaux des sociétés déficitaires pour un montant de 5 067 K€ au 31 décembre 2008 et 1 062 K€ au 31 décembre 2007. Ces déficits proviennent notamment des entités fiscales Modelabs Group (taux d'impôt : 34,43%) et Modelabs Manufacture (34,43%).

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Base nette d'impôts différés	9 050	-20
Taux de Modelabs Group	34,43%	34,43%
Total	3 116	-7
Analyse des impôts différés		
ID à l'ouverture	-7	442
<u>Mouvements de la période</u>		
- imputés sur les capitaux propres		
- imputés sur le résultat	3 275	-449
- autres mouvements	-159	
ID à la clôture	3 109	-7

3.7 Stocks

Les stocks sont composés de téléphones mobiles et d'accessoires dédiés.

La décomposition par nature s'exprime ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Distribution	7 992	22 139
Manufacture	2 498	1 206
Dépréciation des stocks	-940	-408
Total	9 550	22 936

La diminution du stock Distribution est liée à la sortie de Modelabs Technologies dont le stock au 31 décembre 2007 s'élève à 5 030K€ .

3.8 Créances clients, autres débiteurs et actifs courants

Le tableau ci-après indique la ventilation des créances

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Clients	35 209	41 802
E Commerce	1 602	2 504
Grossistes Export	2 207	1 666
Grossistes France	584	3 137
Grandes surfaces alimentaires	6 294	4 861
Grandes surfaces spécialisées	2 432	3 456
Opérateurs Télécoms	12 038	15 838
Spécialistes Télécoms	6 423	7 781
Indépendants	4 011	2 826
Divers	318	484
Dépréciation des créances clients	-700	-752
Autres débiteurs et actifs courants	23 443	10 361
Dont		
<i>OPCVM court terme</i>		
<i>Remises attendues</i>	9 254	2 877
<i>TVA</i>	8 827	2 478
<i>Crédit de TVA</i>		
<i>Etat, impôt</i>	977	
<i>Actif financier courant</i>	2 968	
<i>Autres créances</i>	563	
<i>Charges constatées d'avance</i>	854	395
Total	58 652	52 163

Toutes les créances sont à échéance à moins d'un an.

Les remises attendues comprennent des remises de fin d'année.

Les conditions de paiement varient selon la nature des accords commerciaux entre un paiement comptant et un délai de 45 à 60 jours. Celles-ci sont en cours de révision conformément à la loi de modernisation économique

Les créances des clients de Modelabs SA (France) hors Grands Comptes dont le délai de paiement n'est pas immédiat font l'objet d'une couverture d'assurance COFACE. La garantie de recouvrement est alors de 90% du montant de la créance dans la limite du plafond autorisé.

Les actifs financiers courants comprennent principalement un compte de trésorerie.

3.9 Trésorerie et équivalent de trésorerie

Le tableau ci-dessous illustre la trésorerie nette du Groupe en fin de période, ainsi que le rapprochement entre la trésorerie indiquée dans le tableau de flux de trésorerie et le bilan consolidé

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Comptes courants bancaires et disponibilités	20 392	3 487
Parts d'OPCVM et SICAV monétaires CT	4 662	21 013
Comptes à terme	0	
Total Trésorerie Active	25 054	24 500
Découverts bancaires (note 3.19)	-115	-546
Autres Dettes CT à caractère financier (note 3.19)	-2 967	-3 755
Total Trésorerie Nette	21 972	20 199

Instruments financiers dérivés

Au cours du premier semestre 2008, le placement en monétaire de 5 300 K€ au capital garanti à échéance de 04/2008 (BMTN), constitué d'un instrument financier dérivé de 221 K€ évalué à 202 K€ au 31 décembre 2007, est arrivé à son terme.

Le placement en monétaire de 2 800 K€ à échéance de janvier 2010 (BMTN) comprend un instrument dérivé incorporé de 220 K€ évalué à 47 K€ au 31 décembre 2008. La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés étant comptabilisée en résultat, l'impact au 31 décembre 2008 est de - 173 K€.

3.11 Capital

La société ModeLabs Group, en date du 27 mai 2008, a procédé à une augmentation de capital de 31 K€ correspondant à l'émission de 312 390 nouvelles actions de 0.1 euro de valeur nominale.

Au 31 décembre 2008, le capital social de la société ModeLabs Group est constitué de 22 849 390 actions de 0,10 € de valeur nominale.

Au 31/12/2007, aucun mouvement n'est intervenu sur le capital social de Modelabs Group (société consolidante).

A la date du 31 décembre 2007, ModeLabs Group détient en propre 146 800 actions (Cf note 3.13).

A la date du 31 décembre 2008, ModeLabs Group détient en propre 129 000 actions (Cf note 3.13).

3.12 Primes

Au 31 décembre 2008 l'augmentation du poste "primes d'émission", d'un montant de 468 K€ correspond à la prime d'émission liée à l'augmentation de capital effectuée en date du 27 mai 2008.

Il n'y a pas eu de variation du poste « primes d'émission et autres primes » au cours de l'exercice 2007.

3.13 Actions propres

Depuis le 8 mai 2006, pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, ModeLabs Group a confié à la société Crédit Agricole Chevreux la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI approuvée par la décision de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, une somme initiale de 700 K€ a été affectée au compte de liquidité.

A la date du 31 décembre 2007, 115 800 titres ModeLabs Group figuraient au compte de liquidité pour une valeur d'achat de 738 K€.

A la date du 31 décembre 2008, 129 000 titres ModeLabs Group figurent au compte de liquidité pour une valeur d'achat de 476 K€.

Par ailleurs, Modelabs Group a confié à la société Crédit Agricole Chevreux la mise en œuvre d'un contrat de programme de rachat de titre avec effet au 31 juillet 2007 pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Le mandat d'achat porte sur 900 000 actions maximum. A la date 31 décembre 2007, 31 000 actions Modelabs figuraient au compte de ce programme pour une valeur d'achat de 180 K€.

A la date 31 décembre 2008, 31 000 actions Modelabs figurent au compte de ce programme pour une valeur d'achat de 180 K€.

3.14 Paiement en actions

Plan existant au 31 décembre 2006

Depuis le 3 juillet 2006, le Groupe a octroyé, en contrepartie des services rendus, à certains membres du personnel des plans fondés sur des options réglées en actions.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 2005 a donné au Directoire, l'autorisation de consentir, au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société et celle du 22 mars 2006 des actions gratuites de la société. Le délai pendant lequel le Directoire peut utiliser cette autorisation a été fixé par l'Assemblée à 38 mois à compter du jour de l'Assemblée, soit respectivement jusqu'au 22 janvier 2009 et 22 mai 2009.

Plans existants au 31 décembre 2007

Le 1^{er} juin 2007, le Groupe a octroyé de nouveaux plans fondés sur des options réglées en actions entrant dans le cadre des autorisations données lors des Assemblées Générales Extraordinaires du 22 novembre 2005 et du 22 mars 2006.

L'Assemblée Générale mixte du 4 juin 2007 a donné au Directoire, l'autorisation de consentir au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société et de procéder à l'attribution gratuite d'actions. Ces autorisations sont attribuées pour une durée de 38 mois soit jusqu'au 4 août 2010 et remplacent celles du 22 novembre 2005 et du 22 mars 2006.

Plans existants au 31 décembre 2008

En date du 23 février 2008, le Directoire a décidé, sur recommandation du Comité des rémunérations, de modifier le plan d'options de souscription d'actions de la société Modelabs Group adopté le 3 juillet 2006.

L'Assemblée Générale mixte du 22 mai 2008 a donné au Directoire, l'autorisation de consentir au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société et de procéder à l'attribution gratuite d'actions. Ces autorisations sont attribuées pour une durée de 38 mois soit jusqu'au 22 juillet 2011 et remplacent celles du 4 juin 2007.

Conditions d'attribution pour les 4 plans

Options de souscription ou d'achat d'actions

Les options sont soumises à une période d'indisponibilité de quatre ans, la validité d'une attribution est de dix ans. Le droit d'attribution définitive est soumis à la présence effective du bénéficiaire dans la société à la fin de la période d'acquisition.

Actions gratuites

Les actions sont soumises à une période d'indisponibilité de quatre ans, la validité d'une attribution est de dix ans. Le droit d'attribution définitive est soumis à la présence effective du bénéficiaire dans la société à la fin de la période d'acquisition.

Le groupe comptabilise son engagement au fur et à mesure des services rendus par les bénéficiaires de la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits.

La date d'attribution correspond à la date à laquelle les plans ont été approuvés individuellement par le Directoire.

La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les conditions spécifiques d'acquisition sont satisfaites.

Méthode d'évaluation : Black & Sholes

Plans de stocks-options et actions gratuites plan 1a	Stocks-options	Actions gratuites
date d'attribution	03/07/2006	03/07/2006
prix d'exercice de l'option en euros	6,11	
nombre maximum de stocks option et d'actions gratuites pouvant être attribuées	338 055	234 296
nombre de stocks option et d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	185 007	141 475
nombre de stocks option et d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 1a	153 048	92 821
cours de l'action lors de l'attribution en euros	7,55	7,55
Volatilité	12,00%	
taux d'intérêt sans risque	2,78%	2,78%

Impact sur 2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	98	181
Impact au 31/12/2007 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	147	271

Plans de stocks-options et actions gratuites plan 1b et 1c	Stocks-options	Actions gratuites
date d'attribution	01/06/2007	01/06/2007
prix d'exercice de l'option en euros	6,85	
nombre de stocks option et d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 1a	153 048	92 821
nombre de stocks option et d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	54 412	92 821
nombre de stocks option et d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 1b et 1c	98 636	0
cours de l'action lors de l'attribution en euros	8,62	8,62

Impact sur 2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	14	66
Impact au 31/12/2007 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	0	89

Plans de stocks-options plan 2 -Remplace partiellement le plan 1a	Stocks-options
date d'attribution	23/02/2008
prix d'exercice de l'option en euros	1,51
nombre maximum de stocks option pouvant être attribuées	112 685
nombre de stocks option attribuées au 31/12/08	108 827
nombre de stocks option restant à attribuer après le plan 2	3 858
cours de l'action lors de l'attribution en euros	1,89
Volatilité	12,00%
taux d'intérêt sans risque	4,01%
Impact sur 2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	14

Plans d'actions gratuites plan 2	Actions gratuites
date d'attribution	03/01/2008
prix d'exercice de l'option en euros	
nombre maximum d'actions gratuites pouvant être attribuées	112 685
nombre d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	3 000
nombre d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 2	109 685
cours de l'action lors de l'attribution en euros	1.96
Volatilité	
taux d'intérêt sans risque	4,01%
Impact sur 2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	
	2

Plans de stocks-options plan 3 -Remplace partiellement le plan 1a, 1b et 1c	Stocks-options
date d'attribution	09/07/2008
prix d'exercice de l'option en euros	1,78
nombre maximum de stocks option pouvant être attribuées	338 055
nombre de stocks option attribuées au 31/12/08	130 592
nombre de stocks option restant à attribuer après le plan 2	207 463
cours de l'action lors de l'attribution en euros	2.20
volatilité	12,00%
taux d'intérêt sans risque	4,01%
Impact sur 2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	
	12

3.15 Intérêts minoritaires

Les capitaux propres attribuables aux minoritaires se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Réserves attribuables aux minoritaires à l'ouverture	306	439
<u>Mouvements de la période</u>		
Entrée de périmètre		3
Variation sur % d'intérêts		
Variation sur situation nette d'ouverture	-9	
Variation de périmètre	-321	
Résultat attribuable aux minoritaires	-65	-136
Total	-89	306

3.16 Passifs Financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts bancaires (> 1 an)	10 000	266
Dettes de location financement (> 1 an)	0	47
Total passifs financiers non courants	10 000	313

Les emprunts bancaires correspondent à une ligne de crédit souscrite par la société Modelabs Group auprès la banque CALYON (Cf. 5.5.3).

3.17 Provisions

Nature	Litiges		Risque contractuel	IDR	Autres	TOTAL
	sociaux	Garanties				
Montants au 01/01/2007	113	64	50	207	101	535
Dotations	146	166	200	92	376	980
Utilisations						0
Reprises			-45	-92	-101	-238
Effets d'actualisation	-8					-8
Variations de périmètre				-110		-110
Montants au 31/12/2007	251	230	205	97	376	1 159
Dotations	189	81	1225	86	77	1658
Utilisations						0
Reprises	-113	-230	-205	-56	-4	-608
Effets d'actualisation	33	1				34
Variations de périmètre	-171					-171
Montants au 31/12/2008	189	82	1225	127	449	2 072

Au 31 décembre 2008

Les principaux soldes de l'exercice relatifs aux provisions pour autres risques et charges concernent :

- Une provision pour litiges sociaux de 189 K€ comptabilisée au 31 décembre 2008.
- Une provision pour garantie de service après vente comptabilisée à hauteur de 82 K€. Elle a été estimée à partir de la connaissance des taux de retour des produits concernés (données réelles) et le montant estimé de leur coût de réparation. Ces produits sont garantis entre 12 et 24 mois.
- Des provisions exceptionnelles pour risques contractuels ont été comptabilisés pour 1 225 K€. Elles ont été constatées suite à des négociations en cours avec des fournisseurs et suite à des décisions de réorganisation.
- La provision pour indemnité de départ à la retraite s'élève, à la clôture de la période, à 127 K€. Son calcul est établi par des consultants externes spécialisés (Cf. note 5.2).

Au 31 décembre 2007

Les principaux soldes de l'exercice relatifs aux provisions pour autres risques et charges concernent :

- Une provision pour litiges sociaux de 251K€ comptabilisée au 31 décembre 2007.

- Une provision pour garantie de service après vente comptabilisée à hauteur de 230K€. Elle a été estimée à partir de la connaissance des taux de retour des produits concernés (données réelles) et le montant estimé de leur coût de réparation. Ces produits sont garantis 12 mois.
- Une provision pour risque contractuel comptabilisée pour 205 K€. Elle correspond principalement à une dotation aux provisions de 200 K€ qui a été constatée suite à des négociations en cours avec un fournisseur.
- La provision pour indemnité de départ à la retraite s'élève, à la clôture de l'exercice, à 97 K€. Son calcul est établi par des consultants externes spécialisés (Cf. note 5.2).

Dettes fournisseurs, autres créditeurs et dettes d'impôts

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Fournisseurs et comptes rattachés	43 004	44 955
Dettes sociales	2 536	1 894
Autres dettes	3 530	1 487
Dettes fiscales (hors impôt exigible)	2 306	1 745
Total	51 376	50 081
Dettes d'impôt	-35	-9

Les dettes sociales comprennent les provisions calculées en fin de période auxquelles se rajoutent les dettes vis-à-vis des organismes sociaux.

Les autres dettes comprennent pour l'essentiel les remises et avoirs à établir de fin d'année.

Les dettes fiscales, hors impôt exigible, comprennent essentiellement les comptes de TVA.

Passifs financiers courants

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts bancaires (< 1 an)	266	922
Dettes de location financement (< 1 an)	47	91
Autres dettes court terme (< 1 an)	2 967	3 755
Découvert bancaire et comptes courants	115	546
Total passifs financiers courants	3 395	5 313

Au 31 décembre 2008

La dette de 6 millions de dollars due dans le cadre du complément de prix de Modelabs Technologies (ex Innovi) a fait l'objet d'un avenant et d'un remboursement partiel de 2 millions de dollars.

Le solde de la dette de 4 millions de dollars a été convertie au cours de clôture et s'élève ainsi à 2 874 K€.. Aucune actualisation n'a été prise en compte.

Au 31 décembre 2007

Les autres dettes à court terme sont composées essentiellement de la dette de 6 millions de dollars US liée à l'acquisition de 100 % des titres de la société Modelabs Technologies Ltd. (ex Innovi). Cette dette correspond au complément de prix maximum que ModeLabs Group devra verser si les conditions définies dans le contrat de cession sont remplies.

Cette dette exigible en mai 2008 a été actualisée au taux de 6% par an compte tenu des modalités de paiement. Elle a fait l'objet d'un achat à terme en USD. Elle a été convertie au cours de clôture.

La société n'a pas opté pour la comptabilisation de couverture, la valeur des options de couverture de change étant non significative.

3.20 Instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2008

Les instruments financiers s'élèvent à 47 K€ au 31 décembre 2008 et ont été valorisés à leur juste valeur.

Au 31 décembre 2007

La dette de 6 millions de dollars US liée à l'acquisition de la société Modelabs Technologies Ltd. (ex Innovi) exigible en mai 2008 prend en compte l'effet de la valeur mark to market de l'achat à terme en USD.

Cet achat à terme est défavorable de 537 K€ au 31 décembre 2007 et de 127 K€ au 31 décembre 2006.

Note 4- Informations sur le compte de résultat

4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires présenté *par activité* se décompose ainsi qu'il suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE
Activités Manufacture	16 267	19 621
Activités Distribution	165 907	173 551
Total	182 174	193 172

Le chiffre d'affaires 2007 retraité correspond au chiffre d'affaires publié en 2007 duquel a été soustrait le chiffre d'affaires de Modelabs Technologies, sortie en 2008.

Le chiffre d'affaires est principalement constitué de la vente d'accessoires de téléphonie, de téléphones portables et de produits de services associés (logiciels enrichissant les mobiles de nouvelles fonctionnalités comme la synchronisation de données ...).

La constatation des revenus intervient dès lors qu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la vente reviendront au groupe. Concernant les services, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que les services sont rendus. Les ventes de produits sont comptabilisées nettes de remises ou autres rabais commerciaux.

La décomposition du chiffre d'affaires par *zone géographique* s'exprime ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE
France Métropolitaine	103 687	111 455
Hors France	78 487	81 717
Total	182 174	193 172

4.2 Les frais de personnel et effectifs

Les frais de personnel se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE
Salaires et traitements (1)	7 341	7 793
Stock option / actions gratuites	359	301
Charges sociales	2 568	2 517
Total	10 268	10 610

(1) Participation des salariés comprise

La ventilation pluriannuelle des effectifs se présente comme suit :

	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE
Cadres	49	39
Non Cadres	111	135
Total	160	174

Le périmètre retenu exclut les sociétés mises en équivalence.

4.3 Résultat opérationnel

La composition du résultat opérationnel se présente comme suit :

En milliers d'euros	Annexe Note n°	31/12/2008	31/12/2007 Retraité	31/12/2007 Publié
Chiffre d'affaires	4.1	182 174	193 172	201 963
Coût des ventes		-156 069	-163 578	-170 369
Marge brute		26 105	29 594	31 594
Coûts de marketing		-4 479	-2 774	-3 298
Coûts d'engineering		-2 311	-1 952	-2 752
Coûts de logistique		-5 203	-4 726	-5 051
Coûts commerciaux		-8 415	-7 528	-8 716
Frais généraux et administratifs		-7 547	-7 678	-8 782
Résultat opérationnel courant		-1 852	4 937	2 995
Autres produits et charges opérationnels	4.3	-4 138	-808	-859
Résultat opérationnel		-5 988	4 129	2 135

Chiffre d'affaires

Confère commentaires en note 4.1 Chiffre d'affaires.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend principalement :

- les coûts d'acquisition des produits vendus et autres composants
- les coûts de production des produits vendus

- les redevances de licences
- les coûts de conditionnement
- les coûts de service après vente des produits en garantie
- les frais et les amortissements liés aux coûts de projets

Marge Brute

La Marge Brute résulte de la différence entre le chiffre d'affaires et le coût des ventes.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent ainsi qu'il suit :

Nature des charges et produits en milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007 Retraité
Reprise sur provisions d'exploitation	200	22
Dotations aux provisions d'exploitation	-212	-632
VNC des éléments d'actifs cédés	-123	-29
Résultat exceptionnel net	-73	-169
Dotations aux provisions exceptionnelles	-801	
Coûts de lancement de production (1)	-3 129	
Autres charges et produits opérationnels	-4 138	-808

(1) Ce poste correspond principalement à des coûts spécifiques de lancement de production dans le cadre de la mise en place de nouvelles licences.

Résultat des activités abandonnées

Les impacts relatifs à la cession de Modelabs Technologies ont été positionnés sur la ligne « Résultat des activités abandonnées » du compte de résultat pour les exercices 2008 et 2007.

L'impact se décompose en :

- Résultat opérationnel courant de Modelabs Technologies qui correspond à l'activité de la société du 1^{er} janvier 2008 au 30 septembre 2008. Celui-ci s'élève à -3 451K€
- Autres impact de résultat lié à la sortie de périmètre de Modelabs Technologies ; l'essentiel étant composé de la moins value de cession.

4.4 Coût de l'endettement financier et autres charges et produits financiers

Le coût de l'endettement financier net ainsi que les autres charges et produits financiers de l'exercice se décomposent de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE
Plus value latente	280	86
Moins value latente	-320	0
Résultat financier sur placements	349	934
Frais de découvert bancaire	0	0
Intérêts sur emprunts	-127	-852
Retraitement du crédit bail	3	-8
Coût de l'endettement financier net	185	160
Variation de juste valeur des instruments financiers (1)	-173	-536
Résultat net de change	-969	-351
Désactualisation des dettes	0	-216
Autres charges et produits financiers	94	743
Reprise (Dotation) sur immobilisations financières	0	192
	0	0
Autres charges et produits financiers	-875	368

Au 31 décembre 2008

La juste valeur des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2008 fait ressortir une perte de 155 K€ (173 K€ au 31 décembre 2008 minorés de la reprise de la juste valeur pour 58 K€ relative au 31 décembre 2007).

Au 31 décembre 2007

La dette de 6 millions de dollars US liée à l'acquisition de 100 % des titres de la société Modelabs Technologies Ltd. (ex Innovi) a été actualisée au taux de 6% par an compte tenu des modalités de paiement et son impact a été enregistré en perte financière pour 216 K€.

(1) Variation de juste valeur des instruments financiers :

- La dette de 6 millions de dollars a fait l'objet d'un achat à terme en USD. Elle a été convertie au cours de clôture du 31 décembre 2007. Elle prend en compte l'effet de la valeur mark to market de cet achat à terme (défavorable de 536 K€).
- La juste valeur des BMTN fait ressortir une perte de 18 K€.
- Les OPCVM LT évaluées à leur juste valeur font ressortir une plus value latente de 76 K€ au 31/12/2007 contre 75 K€ au 31/12/2006.

Impôts sur les sociétés

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Impôt exigible	22	-1 093
Impôt différé	3 275	-449
Charge d'impôt totale	3 297	-1 542
ID à l'ouverture et ID identifiés de l'entreprise acquise à la date du regroupement d'entreprise	-7	442
ID à la clôture	3 109	-7
Divers		
Charge (Produit) d'impôts différés	3 116	-449

Le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante s'élève à 34,43% au 31 décembre 2008 comme au 31 décembre 2007.

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net consolidé - Part du Groupe	-31 551	634
Résultat net consolidé - Intérêts minoritaires	-67	-136
Quote-part des entreprises associées et résultat des activités abandonnées		63
Impôts sur les sociétés	3 297	-1 542
Résultat avant impôt	-34 915	2 103
taux : 0,3443		
Impôt théorique	12 021	-724
Déficits et MVLT non activés ou non utilisés		-148
Ecart de taux	-136	-58
Impact des activités abandonnées	-7 764	-265
Déficits fiscaux non utilisés	-1 219	17
Divers	395	-364
Charge d'impôt réelle	3 297	-1 542

Les déficits fiscaux non activés se décomposent par société comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2008
MODELABS UK	-675
MODELABS INC	-238
WORLD GSM	-306
Décits non activés	-1 219

4.6 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le « résultat net part du groupe » par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le résultat net par action dilué prend en compte les équivalents actions ayant un effet dilutif. Il exclut les équivalents actions sans effet dilutif.

Les effets dilutifs des options de souscription ou d'achat d'actions sont calculés selon la méthode de rachat d'actions (Treasury Stock Method) selon laquelle les fonds recueillis lors de l'exercice de l'achat sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Les effets dilutifs sont liés :

- aux actions gratuites attribuées le 3 juillet 2006 (au nombre de 141 475 actions) – plan 1a ;
- aux actions gratuites attribuées le 1^{er} juin 2007 (au nombre de 92 821 actions) – plan 1b ;
- aux actions gratuites attribuées le 3 janvier 2008 (au nombre de 3 000 actions) – plan 2 ;
- aux stock options attribuées le 23 février 2008 (au nombre de 108 827 actions exerçables à un prix de 1.51 € par action en modification partielle du plan 1a) – plan 2.
- aux stock options attribuées le 9 Juillet 2008 (au nombre de 130 592 actions exerçables à un prix de 1.78 € par action en modification partielle du plan 1a) – plan 3.

	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net part Groupe en K€	-31 551	634
Résultat net part Groupe de l'exercice en K€	-31 551	634
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (1)	22 786 006	22 537 000
Effet des actions ordinaires dilutives	394 013	460 775
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	23 180 019	22 997 775
Résultat de base par action en €	-1.385	0.028
Résultat dilué par action en €	-1.361	0.028

(1) Actions détenues pendant la période.

Les actions ordinaires émises lors de l'augmentation de capital en numéraire sont incluses dans le calcul du résultat par action au moment de leur libération.

Les actions ordinaires émises dans le cadre de l'acquisition de Modelabs Technologies Ltd. (ex Innovi) sont incluses dans le nombre moyen d'actions pondérées à compter de la date d'acquisition retenue.

Note 5- Autres informations

5.1 Contrats de location - Financement

Le tableau ci-dessus synthétise les principales caractéristiques des locations financement.

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Valeur comptable	469	469
Dette financière	47	138
dont à moins de 1 an	47	91
de 1 à 5 ans	0	47
à plus de 5 ans		
Valeur de rachat	5	5

5.2 Avantages du personnel

Le principal régime à prestations définies existant au sein du Groupe concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Au 31 décembre 2008, les provisions constatées sur ModeLabs SA, ModeLabs Group, et Modelabs Manufacture calculées par un cabinet d'actuaire s'élève respectivement à 111 K€, 12 K€ et 4 K€ .

Cette évaluation prend en compte :

- les droits acquis par chaque salarié à la clôture de l'exercice considéré. Le taux de revalorisation des salaires est estimé entre 1,5% et 4%,

- l'éventualité d'un départ à la retraite à 65 ans compte tenu du turn-over de chaque société du groupe. Le taux du turn-over pris en compte s'élève à 2% jusqu'à l'âge de 55 ans et 0% au delà, pour Modelabs Group. Pour Modelabs SA, le turn-over est dégressif de 45% à 10% suivant l'âge du salarié de 20 à 55 ans, et 0% au-delà de 55 ans.
- la probabilité pour chaque salarié d'atteindre l'âge de la retraite,
- la mise à la retraite à l'initiative de l'employeur,
- un taux d'inflation de 2.5% et un taux d'actualisation de 5.25%.

Le taux d'actualisation correspond à la moyenne des taux de références observés sur le marché (Bloomberg et IBOXX retraité des éléments financiers) au 31/12/2008.

Le tableau ci-dessus synthétise les principales hypothèses :

	2008	2007
Taux d'actualisation	5,25%	5,00%
Taux d'inflation	2,5%	2,0%
Taux de revalorisation des salaires	entre 4% et 1,5%	entre 4% et 1,5%

5.3 Rémunération des dirigeants

Les membres du Conseil de Surveillance et du Directoire ont perçu en 2008, un montant de 696 K€ au titre des salaires bruts, 10 K€ au titre de rémunération variable, 107 K€ au titre d'avantage en nature, 15 K€ au titre des jetons de présence, 57 K€ au titre des stocks-options et 56 K€ au titre des actions gratuites.

5.4 Emprunts et dettes financières

Les principales caractéristiques des emprunts bancaires se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Financement	10 313	1 326
dont location financement	47	138
dont à moins de 1 an	313	1 012
de 1 à 5 ans	10 000	314
à plus de 5 ans		
dont à taux fixe	10 313	1 326
dont à taux variable		
devise "euro"	10 313	1 326
autres devises		

Au 31 décembre 2008 le prêt bancaire, dont le remboursement était garanti par 2 400 actions de ModeLabs SA faisant l'objet d'un nantissement de la part de la société ModeLabs Group au profit des établissements prêteurs, est arrivé à échéance.

Au 31 décembre 2008, Modelabs Group a bénéficié, auprès de la banque Calyon, d'une ligne de crédit de 10 000 K€ remboursable en trois tiers sur 3 ans à compter du 31 juillet 2010,

5.5 Exposition aux risques

5.5.1 Risque de taux

Au 31 décembre 2008

Le prêt de 3 375 k€ conclu avec la Fortis Banque en date du 6 mai 2003 est arrivé à échéance.

Au 31 décembre 2008, Modelabs Group a bénéficié d'une ligne de crédit, auprès de la banque Calyon, remboursable en trois tiers durant 3 ans à compter du 31 juillet 2010. Le taux d'intérêt est EURIBOR 6 mois plus une marge de 0.6%. La société n'a pas mis en place de couverture de taux.

Au 31 décembre 2007

La société a conclu un prêt avec Fortis Banque le 6 mai 2003 à concurrence de 3 375 K€. Ce prêt a une durée de 5 ans, soit jusqu'au 6 mai 2008. Le taux d'intérêt est l'Euribor 12 mois + 1,75%.

Le swap de taux mis en place concernant cet emprunt a pris fin en mai 2006, la société n'est de ce fait plus couverte contre le risque de taux sur le capital restant dû qui représente 655 K€ au 31 décembre 2007.

5.5.2 Risque de change

Au 31 décembre 2008

Une partie des achats relatifs à l'activité du groupe est réalisée en dollars US, alors que la majorité du chiffre d'affaires est effectuée en euros. Pour faire face au risque de change, la société a mis en place un système de couverture de change.

La dette de 6 millions de dollars a fait l'objet d'un remboursement partiel de 2 millions de dollars.

Le solde de la dette de 4 millions de dollars n'a pas fait l'objet d'une couverture, mais la somme est placée dans des comptes à terme en dollars.

Au 31 décembre 2007

Une partie des achats relatifs à l'activité du groupe est réalisée en dollars US, alors que la majorité du chiffre d'affaires est effectuée en euros. Pour faire face au risque de change, la société a mis en place un système de couverture de change.

La société a couvert sa dette de 6 millions de dollars depuis juin 2006. Le montant de la juste valeur de cette couverture a été constaté et s'élève à :

- 127 K€ en défaveur de Modelabs Group au 31 décembre 2006 ;
- 536 K€ en défaveur de Modelabs Group au 31 décembre 2007.

5.5.3 Risque de liquidité

Au 31 décembre 2008

Le Groupe n'est pas significativement exposé au risque de liquidité, les actifs courants étant supérieurs aux passifs courants. Les ressources de la société couvrent ses engagements actuels sans qu'elle ait besoin aujourd'hui d'utiliser d'autres moyens de financements que ceux décrits ci-dessous :

- Modelabs group a tiré une ligne de crédit de 10 000 k€ auprès de la banque Calyon dans le cadre de son contrat de prêt conclu le 1er Août 2007. Le remboursement est prévu en 3

échéances annuelles du 31 juillet 2010 au 31 juillet 2012. Le taux d'intérêt est équivalent à l'Euribor 6 mois plus une marge de 0.6%.

- Au 22 décembre 2006, ModeLabs Group a contracté un prêt auprès de la banque Crédit du Nord pour un montant de 800 K€ euros pour une durée de 3 ans au taux de 3.97% l'an.

L'ensemble des covenants est respecté au 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2007

ModeLabs Group a contracté un prêt auprès de la banque Fortis Banque pour un montant de 3 375 000 euros en principal, le 6 mai 2003. Ce prêt a une durée de 5 ans, le taux d'intérêt est de Euribor 12 mois + 1,75%, étant précisé que le 6 janvier 2007 le montant du taux d'intérêt a été renégocié et qu'il est désormais équivalent à Euribor 12 mois + 1%.

Au 22 décembre 2006, ModeLabs Group a contracté un prêt auprès de la banque Crédit du Nord pour un montant de 800 000 euros pour une durée de 3 ans au taux de 3,97 % l'an.

En dehors de ces prêts, aucune ligne de crédit court/moyen/long terme n'est utilisée au 31 décembre 2007. Une ligne d'escompte d'effets est utilisable à concurrence de 2 millions d'euros et au taux Euribor 3 mois + 0,75%. Les prêts consentis par Fortis Banque et Crédit du Nord ne contiennent aucun covenant susceptible de limiter la possibilité du groupe de recourir à d'autres prêts.

Un contrat de prêt auprès de la banque Calyon a été consenti à hauteur de 20 Millions d'euros le 01 août 2007. Il s'agit de lignes livrables en plusieurs tranches dont aucune n'est utilisée au 31 décembre 2007.

Les ressources de la société couvrent ses engagements actuels sans qu'elle ait besoin aujourd'hui d'utiliser d'autres moyens de financements que ceux décrits ci-dessus.

Le compte courant nanti placé en OPCVM LT est destiné à régler l'échéance de mai 2008 relative à l'opération d'acquisition de Modelabs Technologies Ltd. (ex Innovati).

Le compte gagé constitué au profit du Crédit du Nord à concurrence de la moitié du prêt en garantie du remboursement du prêt est placé en OPCVM LT.

5.5.4 Risque de contrepartie

La société n'effectue aucune livraison à l'export sans paiement préalable.

Pour tous les autres clients, hors grands comptes, la société ModeLabs SA bénéficie d'une couverture COFACE.

Cependant, elle reste susceptible de ne pas pouvoir recouvrer certaines créances non couvertes en totalité ou en partie, ce qui n'aurait qu'un impact limité sur son résultat et sa situation financière.

5.5.5 Risque de crédit

<u>En milliers d'euros</u>	<u>au 31 décembre 2008</u>
Non échus	28 053
Echus dont:	7 855
- depuis moins de 90 jours	4 582
- depuis 90 à 180 jours	3 273
Provisions	- 700
Total	35 209

L'analyse des créances échues de plus de 12 mois mais non dépréciées n'a pas révélé de risques de crédit complémentaire .

Les créances de plus de 90 jours représentent 9% du total des créances

5.6 Information sectorielle – Segment d'activité primaire

Le chiffre d'affaires et la marge brute par secteurs d'activité se présentent ainsi :

Chiffre d'affaires :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE
Activités Manufacture	16 267	19 621
Activités Distribution	165 907	173 551
Total	182 174	193 172

Marge brute :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007 RETRAITE
Activités Manufacture	2 598	5 263
Activités Distribution	23 507	24 331
Total	26 105	29 594

L'information sectorielle présentée correspond à la nouvelle organisation des activités du groupe. Elle est utilisée par la direction du Groupe pour suivre l'activité et reflète les axes stratégiques de développement.

La marge brute est présentée par secteur d'activité dont la définition est exposée dans les notes 4.1 Chiffre d'affaires et 4.3 Résultat opérationnel. La répartition des stocks par secteur d'activité est présentée dans la note 3.7.

Résultat opérationnel:

Le résultat opérationnel 2008 est présenté ci-dessous par secteur d'activité. Les données 2007 présentées selon les nouvelles activités ne sont pas disponibles.

RESULTAT OPERATIONNEL 2008			
<i>(en milliers d'euros)</i>	Manufacture	Distribution	2008
Résultat opérationnel courant	-8 732	6 880	-1 852
Autres produits et charges opérationnels	-4 086	-50	-4 136
Résultat opérationnel	-12 818	6 830	-5 988

Information sectorielle – Segment d'activité secondaire

La décomposition du chiffre d'affaires par zone géographique s'exprime ainsi :

en millions d'euros	2008	2007	Variation %
France	103.7	111.4	-6.9%
%	56.9%	57.7%	
Europe	48.2	64.0	-24.7%
%	26.5%	33.1%	
Asie	13.6	4.1	233.2%
%	7.5%	2.1%	
Reste du Monde	16.7	13.6	22.6%
%	9.2%	7.1%	
Total CA publié 2008	182.2	193.1	-5.6%

La décomposition des autres actifs par zone géographique se présente comme suit :

31/12/2008	France	Europe	Asie	Reste du monde	Total
Immobilisations incorporelles	19,9	-	-	-	19,9
Immobilisations corporelles	0,6	-	-	0,0	0,6
Stocks et en-cours	9,2	0,1	0,2	-	9,5
Clients et autres créances	57,6	0,5	0,3	0,3	58,6

31/12/2007	France	Europe	Asie	Reste du monde	Total
<i>en millions d'euros</i>					
Immobilisations incorporelles	18.1	0.0	2.1	0.1	20.2
Immobilisations corporelles	0.9	0.0	0.4	-	1.2
Stocks et en-cours	16.3	1.5	5.1	-	22.9
Clients et autres créances	46.9	2.8	1.7	0.4	51.8

5.8 Information sur les parties liées

Néant

5.9 Dividendes

ModeLabs Group SA, de création récente, n'a pas distribué de dividende au cours des trois derniers exercices.

5.10 Evènements post clôture

Aucun évènement post-clôture n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes semestriels consolidés annuels 2008.

5.11 Engagements de financement et de garantie

Engagements hors-bilan donnés :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
cautions de contre-garantie sur marchés		
créances cédées non échues		
nantissements hypothèques et sûretés réelles	3 831	8 426
avals, cautions et garanties données	5 000	2 000
autres engagements donnés		
Total	8 831	10 426

Au 31 décembre 2008 le prêt bancaire, dont le remboursement était garanti par 2 400 actions de ModeLabs SA faisant l'objet d'un nantissement de la part de la société ModeLabs Group au profit des établissements prêteurs, est arrivé à échéance.

Un prêt de 800 K€ contracté le 22 décembre 2006 au taux de 3,97% par an, a fait l'objet d'une garantie au profit de l'établissement bancaire à hauteur de 50%. Au 31 décembre 2008, cette garantie s'élève à 133K€.

La banque Fortis s'est portée caution, à hauteur de 2 000 K€, pour le compte de la société ModeLabs, en faveur d'un fournisseur constructeur dans le cadre d'une demande de garantie à première demande.

En 2008, Modelabs group s'est porté garant à hauteur de 3 000K€ en faveur de Modelabs Manufacture.

Au 31 décembre 2008, le crédit du Nord a donné son aval sur des traites tirées par la société Manufacture au profit d'un fournisseur. En contrepartie la société Manufacture a souscrit des sicav qui sont nanties à hauteur de 612K€.

Obligations contractuelles au 31 décembre 2008 :

En milliers d'euros	Total	à -1 an	de 1 à 5 ans	5 ans et +
Obligations contractuelles				
dettes à long terme	10 267	267	10 000	
obligations en matière de location-financement	23	23		
contrats de location simple	3 223	839	2 384	
obligations d'achats irrévocables				
autres obligations à long terme	11 207	4 306	6 901	
Total	24 720	5 435	19 285	

Autres engagements commerciaux

lignes de crédit
lettres de crédit
garanties accordées
obligations de rachat
autres engagements commerciaux

Total

Honoraires des commissaires aux comptes 2008

Les montants comprennent les honoraires payés et provisionnés au cours de l'exercice 2008.

Montants HT en milliers d'euros	Cabinet Deloitte	Cabinet Mazars	Cabinet Fiduciaire Saint Martin	Autres	Total
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés					
- Emetteur	67	67			134
- Filiales intégrées globalement	30	50	40	9	129
Filiales françaises	30	33	40		103
Filiales étrangères		17		9	26
TOTAL	97	117	40	9	263

20.2.7 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Modelabs Group, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.1.2 de l'annexe : suite à sa cession, la société ModeLabs Technologies a été déconsolidée en date du 30 septembre 2008. En application de la norme IFRS 5, le compte de résultat consolidé et le tableau de flux de trésorerie consolidé au titre de l'exercice 2007 ont été retraités des données de cette société.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La très grande volatilité sur les marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions sur des marchés financiers devenus inactifs ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823. 9 du Code de commerce.

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 2.4 « Ecart d'acquisition (goodwill) » aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de

dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 2.4 donne une information appropriée.

Comme indiqué dans la note 2.5 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe des comptes consolidés, les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues à l'exception des coûts de développement dits de « projets » inscrits en immobilisations incorporelles à conditions qu'ils répondent strictement à l'ensemble des critères prévus par la norme IAS 38. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur recouvrable et nous nous sommes assurés que la note 2.5 fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 28 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes,

Deloitte & Associés

MAZARS

Jean-Luc BERREBI

Odile COULAUD

20.3 Comptes et informations financières consolidés – Situation au 30 juin 2009

20.3.1 Bilan - actif consolidé

En milliers d'euros	Annexe Note n°	30/06/2009	31/12/2008
		Net	Net
Actifs non courants		33 622	36 910
Ecarts d'acquisition	3.1	5 580	5 587
Immobilisations incorporelles	3.2	20 034	19 958
Immobilisations corporelles	3.3	520	635
Titres des entreprises associées	3.4	880	951
Actifs financiers	3.5	3 761	3 275
Actifs d'impôt différé	3.6	2 846	6 504
Actifs courants		79 445	93 302
Stocks et en cours	3.7	12 850	9 549
Clients	3.8	23 248	35 209
Autres débiteurs et actifs courants	3.8	8 838	23 443
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.9	34 508	25 054
Instruments financiers dérivés	3.10	0	47
TOTAL ACTIF		113 067	130 212

20.3.2 Bilan - passif consolidé

En milliers d'euros	Annexe Note n°	30/06/2009	31/12/2008
Capitaux propres		59 756	60 009
Capital	3.11	2 285	2 285
Prime d'émission	3.12	76 282	76 282
Réserves consolidées		-17 906	13 604
Ecart de conversion		-977	-824
Actions propres	3.13	-581	-589
Paie ment en actions	3.14	1 085	891
Intérêts minoritaires	3.15	-92	-89
Résultat consolidé de l'exercice		-340	-31 551
Passifs non courants		11 079	14 566
Provisions à long terme	3.17	1 079	1 171
Passifs financiers	3.16	10 000	10 000
Impôts différés		0	3 395
Passifs courants		42 233	55 637
Provisions à court terme	3.17	575	901
Passifs financiers	3.19	443	3 395
Dettes d'impôt	3.18	0	-35
Fournisseurs et autres créditeurs	3.18	41 208	51 376
Instruments financiers dérivés	3.10	7	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		113 067	130 212

20.3.3 Etat du résultat global consolidé

En milliers d'euros	Annexe Note n°	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*	30/06/2008
Chiffre d'affaires	4.1	78 317	71 794	75 312
Coût des ventes		-66 391	-60 736	-64 228
Marge brute		11 927	11 059	11 084
Coûts de marketing		-2 075	-2 185	-2 667
Coûts d'engineering		-966	-1 044	-1 378
Coûts de logistique		-2 278	-2 645	-2 917
Coûts commerciaux		-3 856	-4 166	-4 690
Frais généraux et administratifs		-3 778	-3 463	-3 905
Résultat opérationnel courant		-1 026	-2 445	-4 473
Autres produits opérationnels	4.3	159	201	349
Autres charges opérationnelles	4.3	-169	-2 144	-2 634
Résultat opérationnel		-1 035	-4 388	-6 758
Coût de l'endettement financier net	4.4	-133	-90	-203
Variation de juste valeur des instruments financiers	4.4	-62	-31	-31
Autres produits et charges financiers	4.4	97	-417	-425
Charge d'impôts	4.5	-258	1 639	2 199
Quote-part du résultat des entreprises associées		-71	55	55
Résultat net avant résultat des activités abandonnées		-1 461	-3 232	-5 163
Résultat des activités abandonnées	4.3	1 118	-1 930	0
Résultat net		-343	-5 163	-5 163
Intérêts minoritaires		-3	-40	-40
Résultat net Part du Groupe		-340	-5 123	-5 123
<i>Résultat part du groupe par action</i>	4.6	<i>-0.015</i>		<i>-0,456</i>
<i>Résultat part du groupe dilué par action</i>	4.6	<i>-0.015</i>		<i>-0,450</i>
Résultat net de la période (a)		-343	-5 163	-5 163
Ecart de conversion		-151	-1 055	-1 055
Evaluation Juste Valeur des actifs financiers disponibles à la vente		71	-186	-186
Autres		-15	-12	-12
Impôts différés relatifs aux autres éléments du résultat global		-17	62	62
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (b)		-112	-1 191	-1 191
Résultat Global de la période (a)+(b)		-455	-6 354	-6 354
Dont Part du Groupe		-452	-6 314	-6 314
Dont Part des minoritaires		-3	-40	-40

* Le compte de résultat 2008 est retraité des données de la société ModeLabs Technologies sortie du périmètre le 30 septembre 2008.

20.3.4 Tableau des flux de trésorerie consolidé

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*	30/06/2008
Flux de trésorerie liés à l'activité poursuivie	-343	-3 201	-5 163
Résultat net des sociétés intégrées - Part du Groupe	-340	-3 161	-5 123
Résultat net des sociétés intégrées - Part des minoritaires	-3	-40	-40
Élimination des charges / produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
=> Quote-part de résultat des entreprises associées	71	-55	-55
=> Résultat des activités abandonnées			
=> Amortissements et provisions	1 069	2 444	3 874
=> Variation de juste valeur des dérivés	54	-48	31
=> Plus et moins values de cessions nettes d'impôts	248	190	191
=> Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	202	188	188
=> Élimination du coût de l'endettement financier net	280	181	394
=> Impôts différés ; charge impôt	258	-1 638	-2 199
=> Autres variations		49	49
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 839	-1 890	-2 690
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Variation du BFR liée à l'activité et impôts	11 519	10 472	12 445
Impôts payés	-258	-561	
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	13 100	8 021	9 755
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Incidence des variations de périmètre			
Acquisitions d'immobilisations	-1 280	-3 613	-4 243
Acquisitions d'immobilisations financières	2 967	-2 712	-2 712
Cession d'actifs financiers			
Variation des prêts et avances consentis	-702	5	5
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	985	-6 320	-6 950
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital		499	499
Actions propres	-174		
Variation des emprunts	-181	-907	-908
Intérêts financiers nets versés	-280	-281	-394
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-635	-689	-803
Incidence de la variation des taux de change			
Incidences changements principes			
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées			
Impact des activités abandonnées	-1 192	933	
Impact des activités abandonnées	-1 192	933	
Impact abandon de compte courant			
VARIATION DE TRESORERIE	12 258	1 945	2 002
Trésorerie d'ouverture	21 972	20 199	20 199
Incidence de la variation des taux de change	-31	-30	-87
Trésorerie de clôture	34 199	22 114	22 114
Variation de trésorerie des activités poursuivies	12 258	1 945	2 002

20.3.5 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes et Réserves	Réserves consolidées Groupe	Actions propres	Paiements en actions	Ecarts de conversion	Résultat exercice	Total Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
Situation au 31/12/07	2 254	75 814	12 911	-571	517	-3237	634	88 322	307	88 629
Situation au 01/01/08	2 254	75 814	12 911	-571	517	-3237	634	88 322	307	88 629
Affectation du résultat 2007			634				-634	0		0
Augmentation de capital	31	468						499		499
Résultat consolidé au 31/12/2008							-31 551	-31 551	-65	-31 616
Intérêts minoritaires - réserves								0	-305	-305
Variation % intérêts et entrée périmètre			16					16	-16	0
Actions propres				-18				-18		-18
Paiements en actions					374			374		374
Gains et pertes comptabilisés directement en Capitaux propres			43			2 413		2 456	-10	2 446
Situation au 31/12/2008	2 285	76 282	13 604	-589	891	-824	-31 551	60 098	-89	60 009

En milliers d'euros	Capital	Primes et Réserves	Réserves consolidées Groupe	Actions propres	Paiements en actions	Ecarts de conversion	Résultat exercice	Total Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
Situation au 31/12/2008	2 285	76 282	13 604	-589	891	-824	-31 551	60 098	-89	60 009
Situation au 01/01/09	2 285	76 282	13 604	-589	891	-824	-31 551	60 098	-89	60 009
Affectation du résultat 2008			-31 551				31 551	0		0
Augmentation de capital								0		0
Résultat consolidé au 30/06/2009							-340	-340	-3	-343
Intérêts minoritaires - réserves								0		0
Variation % intérêts et entrée périmètre								0		0
Actions propres				8				8		8
Paiements en actions					194			194		194
Gains et pertes comptabilisés directement en Capitaux propres			41			-153		-112		-112
Situation au 30/06/2009	2 285	76 282	-17 906	-581	1 085	-977	-340	59 848	-92	59 756

20.3.6 Notes

Liminaire : l'ensemble des notes annexes est présenté en milliers d'euro.

Note 1- Contexte de la publication des comptes - Règles et méthodes comptables

ModeLabs Group, créateur de mobiles sur-mesure et distributeur télécom, est un acteur de la nouvelle génération du secteur de la téléphonie mobile. Il conçoit, développe et distribue de façon intégrée et flexible des téléphones mobiles, des accessoires et des services à destination d'opérateurs, de distributeurs et de marques à forte notoriété.

Son activité est organisée autour de 2 métiers :

ModeLabs Manufacture pour les activités de conception et de développement des mobiles sur mesure.

ModeLabs Distribution pour la distribution de téléphones mobiles et d'accessoires dont il est le spécialiste et le N°1 français.

La société mère Modelabs Group, est une Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance dont le siège social est situé en France, au 11 bis rue Roquépine – 75 008 Paris.

Contexte de la publication des comptes

Au 30 juin 2009

Les comptes consolidés établis au 30 juin 2009 ont pour objectif de présenter, pour la période du 1er janvier au 30 juin 2009, le résultat des opérations, la situation financière et le patrimoine de l'ensemble constitué par la société ModeLabs Group et ses filiales.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre et leur exercice comptable commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Le premier semestre 2009 a été marqué par une crise économique et financière dont les conséquences futures et la durée ne peuvent être mesurées avec précision. Les états financiers au 30 juin ont été réalisés en tenant compte de cet environnement.

Au 31 décembre 2008

Les comptes consolidés établis au 31 décembre 2008 ont pour objectif de présenter, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2008, le résultat des opérations, la situation financière et le patrimoine de l'ensemble constitué par la société ModeLabs Group et ses filiales.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre et leur exercice comptable commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

L'année 2008 a été marquée par une crise économique et financière dont les conséquences futures et la durée ne peuvent être mesurées avec précision. Les états financiers au 31 décembre ont été réalisés en tenant compte de cet environnement.

Référentiel et format de présentation des comptes

Les comptes consolidés au 30 juin 2009 ont été établis conformément aux normes comptables internationales en vigueur, qui intègrent les normes comptables internationales (IAS/IFRS), les interprétations du comité d'interprétation des normes comptables internationales ou Standing Interpretations Committee (SIC) et du comité d'interprétation des normes d'information financière internationales ou International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables à ce jour.

La société applique l'intégralité des normes IFRS applicables au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés semestriels complets sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2008, à l'exception des amendements de normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1er janvier 2009. Ces derniers concernent particulièrement la révision d'IAS 1 et la norme IFRS 8.

L'application de la révision d'IAS 1 a un impact en termes de présentation des états financiers, sur l'ensemble des périodes présentées. Les changements concernent les modifications de terminologie et de présentation suivantes :

- le bilan devient « l'Etat de la situation financière » ;
- le compte de résultat est remplacé par un « Etat du résultat global » regroupant le résultat de l'exercice et les autres produits et charges enregistrés directement dans les capitaux propres

La norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels – d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009, n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés (confère notes 2.14 et 5.6).

Les autres amendements de normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1er janvier 2009 ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe ou n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2009. Il s'agit de :

- la norme IAS 23 « Coûts d'emprunts » amendée, qui rend obligatoire l'incorporation des coûts d'emprunts au prix de revient des actifs qualifiables ;
- l'amendement de IAS 1 / IAS 32 – Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations en cas de liquidation ;
- la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » amendée, relative aux conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- l'amendement d'IFRS 7 Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers (non encore adoptée par l'Union Européenne)
- les améliorations aux IFRS de mai 2008 à l'exception des deux amendements relatifs à la norme IFRS 5 ;
- l'interprétation IFRIC 11 – IFRS 2 « Actions propres et transactions intra groupe » ;
- l'interprétation IFRIC 13 « Programme de fidélité client » ;
- l'interprétation IFRIC 14 Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, exigences de financement minimal et leur interaction
- l'interprétation IFRIC 15 – Accords pour la construction de biens immobiliers (non encore adoptée par l'Union Européenne)
- l'interprétation IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net dans une société à l'étranger

Par ailleurs, le groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2009, notamment :

- la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » révisée et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009 ;
- la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » amendée et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009 ;
- la norme IAS 39 « Instruments financiers – Expositions éligibles à la comptabilité de couverture » amendée et applicable à compter du 1er juillet 2009 ;
- l'interprétation IFRIC 12 – Concessions – applicable pour les exercices ouverts à compter du 29 mars 2009.

Concernant la présentation des états financiers, et notamment l'état de la situation financière et l'état du résultat global, les éléments suivants sont à noter :

Présentation de l'état du résultat global

Conformément à la recommandation du CNC N°2009-R-03 du 2 juillet 2009 qui annule et remplace la recommandation N°2004-R.02 du 27 octobre 2004 relative notamment au format de compte de résultat en normes IFRS, le Groupe a décidé de faire figurer dans son état du résultat global, un "Résultat opérationnel courant" calculé par différence entre le "Résultat opérationnel" et les "Autres

produits et charges opérationnelles", ces derniers correspondant à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, et d'une matérialité significative.

Présentation de l'état de la situation financière

Le Groupe présente l'actif et le passif conformément à la norme IAS 1 selon la notion de " courant " et " non courant ". Les postes de "dettes financières", de "provisions pour risques et charges".

Estimations

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables internationales, nécessite que le groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels dont les frais de développement capitalisés, les dépréciations des stocks, les provisions dont les provisions pour garantie ou service après vente, les engagements de retraite, les impôts différés et la valorisation des paiements en actions.

Les principales estimations utilisées par le groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique.

Note 2- Principes comptables

2.1 Méthodes et périmètre de consolidation

2.1.1 Méthode de consolidation

Les principes de consolidation utilisés par le groupe sont l'intégration globale (regroupement d'entreprises), et la mise en équivalence (entreprises associées) dès lors que le groupe possède respectivement un contrôle exclusif ou une influence notable.

Consolidation des filiales

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« les filiales »). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle exclusif d'une entité est présumé lorsque la société mère consolidante détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote de cette entité.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le résultat consolidé respectivement depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Tous les soldes et opérations intra-groupe sont éliminés au niveau de la consolidation.

Participations dans les entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle le Groupe exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise. L'influence notable est présumée être exercée sur une entité lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote de cette entité.

Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne Titres des entreprises associées.

2.1.2 Périmètre de consolidation

Tableau des entités du Groupe

SOCIETES	FORME JURIDIQUE	PAYS	ADRESSE	ACTIVITE
MODELABS GROUP - mère	SA	France	11B rue Roquepine 75008 Paris	Holding - Conception de mobiles on demand
MODELABS	SA	France	11B rue Roquepine 75008 Paris	Vente accessoires telecom et mobiles
MODELAB RESEARCH LABS	SARL	France	11B rue Roquepine 75008 Paris	Research & Development
MODELABS MANUFACTURE	SA	France	11B rue Roquepine 75008 Paris	Conception et vente de mobiles et accessoires on demand
MODELABS UK	Ltd	Grande Bretagne	Regents Pavilion 4 Summerhouse Road Moulton Park Northampton NN3 6BJ	Vente accessoires telecom
MODELABS US	Inc	Etats-Unis	5850 Canoga Avenue, Suite 400 Woodland Hills CA 91367	Vente mobiles on demand
WORLD GSM	SAS	France	11 bis, rue Roquepine 75 008 Paris	Site e commerce de vente de mobiles
GLOBAL 5	SAS	France	4, rue Glavani 75 017 Paris	Offre et gestion de points de vente telecom en magasin - concept de shops in shops
MODELABS MOBILES	SL	Espagne	Conde de Penalver, n°36 3°1 Madrid 28006	Vente mobiles on demand
MODELABS HK	Ltd	Hong Kong	13F, Wah Kit, Commercial centre 302, Des Vœux Road Hong Kong	Vente accessoires telecom et mobiles/sourcing, mobiles on demand
SHANGHAI TIANSHI TRADING CO, LTD	Ltd	Chine	Room 2101,333 Jiujiang Road, Shanghai 200001	Vente accessoires telecom
SHENZHEN MODELABS TRADING LIMITED	Ltd	Chine	2107-2108, Gin Tian Building, N° 1199 He Ping Road, Luo Hu, Shen Zhen, Guang Dong	Vente mobiles on demand

Evolution du périmètre 2009 versus 2008

SOCIETES	N°SIRET	30/06/2009		Méthode de consolidation	31/12/2008		Méthode de consolidation
		% de Contrôle	% d'intérêts		% de Contrôle	% d'intérêts	
MODELABS GROUP - mère	450 671 367	MERE	MERE	IG	MERE	MERE	IG
MODELABS	403 361 439	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
MODELAB RESEARCH LABS	442 777 645	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
MODELABS MANUFACTURE	503 481 244	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
MODELABS UK		100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
MODELABS INC		95,00%	95,00%	IG	95,00%	95,00%	IG
WORLD GSM	429 099 203	70,00%	70,00%	IG	70,00%	70,00%	IG
GLOBAL 5	488 793 894	34,00%	34,00%	MEE	34,00%	34,00%	MEE
MODELABS MOBILES SL		100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
MODELABS HK		100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SHANGHAI TIANSHI TRADING CO, LTD		100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SHENZHEN MODELABS TRADING LTD		100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG

Au 30 juin 2009

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est identique à celui du 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2008

En date du 18 mars 2008, la société ModeLabs Group a créé en France la filiale ModeLabs Manufacture qu'elle détient à 100%. Cette filiale est consolidée pour la clôture du 31 décembre 2008.

En date du 23 octobre 2008, ModeLabs HK a créé une filiale en Chine, la filiale Shenzhen ModeLabs Trading Limited qu'elle détient à 100%. Cette filiale est consolidée pour la clôture du 31 décembre 2008.

La société Pink, en liquidation judiciaire depuis le 11 février 2008 a été déconsolidée au 31 décembre 2008.

La participation de 20% dans la société Phonix a été cédée en date du 15 novembre 2008

La société ModeLabs Technologies a été cédée au quatrième trimestre 2008, elle a été déconsolidée à la date du 30 septembre 2008.

Monnaies étrangères

Les états financiers des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, ont été convertis en euros en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture pour les postes de l'état de la situation financière et le taux de change moyen pour l'état du résultat global. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste différences de conversion.

Les transactions en monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés dans ces autres monnaies sont convertis aux taux en vigueur à la date de clôture. Les profits et pertes provenant de la conversion sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

2.3 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs en date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, et de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

2.4 Ecart d'acquisition (goodwill)

Le Goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de la société acquise, en date de prise de contrôle. Il est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué à son coût.

Chaque année, à la clôture annuelle de l'exercice, il fait l'objet d'un test de dépréciation. La méthodologie utilisée consiste essentiellement à comparer la valeur recouvrable de l'activité ou l'unité opérationnelle du groupe à la valeur des actifs nets correspondants, celle-ci comprenant l'écart d'acquisition. La valeur recouvrable est principalement déterminée à partir de projections de flux de trésorerie futurs d'exploitation estimés dans le business plan. Les hypothèses retenues dans le « business plan » sont raisonnables et conformes aux données du marché, notamment en ce qui concerne les taux de croissance retenus à moyen-long terme. Si des événements particuliers induisent des pertes potentielles de valeur, des tests de dépréciations complémentaires sont réalisés. En cas de perte de valeur, celle-ci est comptabilisée dans l'état du résultat global en résultat opérationnel.

2.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité.

Les coûts de développement informatique sont amortis sur leur durée d'utilité estimée, soit 3 à 4 ans, selon le mode linéaire.

Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues à l'exception des coûts de développement dits « de projets », inscrits en immobilisations incorporelles, à condition qu'elles répondent strictement à l'ensemble des critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts correspondants sont individualisés et mesurables de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'intention de terminer le projet et de l'utiliser ou le vendre est avérée,
- il existe un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou la démonstration de son utilité en interne est démontrée

- les ressources techniques, financières et autres nécessaires pour terminer le projet sont disponibles
- l'entreprise a la capacité d'utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, ou que les montants ne sont pas jugés significatifs, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les minima garantis dus pour les redevances de licences de marque ou de technologie sont activés pour leur montant total prévu dans le contrat. Les amortissements sont pratiqués sur la durée d'exploitation de ces licences en fonction des consommations de l'exercice telles que prévues dans le contrat de licence.

Les amortissements et dépréciations sont comptabilisés au compte de résultat en coût des ventes et en frais marketing en fonction du mode de consommation des minima garantis.

2.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- | | |
|---|------------|
| • installations Internet | 3 à 7 ans |
| • installations techniques, matériels et outillages | 4 à 10 ans |
| • installations générales, agencements | 7 à 10 ans |
| • matériel de transport | 5 ans |
| • matériel de bureau et informatique | 4 ans |

Les actifs détenus en vertu de contrats de location financement sont comptabilisés dans l'actif immobilisé et amortis sur leur durée d'utilité. A chaque fin de contrat de location, le Groupe a pour habitude de lever les options d'achat.

Les amortissements et dépréciations sont comptabilisés au compte de résultat en coût des ventes, frais de recherche et développement ou en frais administratifs et commerciaux en fonction de la destination de l'immobilisation.

2.7 Contrats de location

Les contrats de location financement sont « des contrats de location qui transfèrent au locataire l'essentiel des avantages et risques inhérents à la propriété du bien loué, que cette propriété soit effectivement transférée en fin de contrat ou non ». Les autres contrats sont qualifiés de location simple.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acceptation du contrat. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré dans l'état de la situation financière en tant qu'obligation issue des contrats de location financement.

Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont répartis sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les dépôts de garantie versés dans le cadre de contrats de location sont enregistrés pour leur coût.

2.8 Stocks

Les stocks sont inscrits au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est calculé en utilisant la méthode du coût moyen unitaire pondéré ou la méthode du dernier coût connu. Dans ce dernier cas, les délais de rotation relativement courts permettent d'éviter de cumuler plusieurs lots de la même référence présentant des coûts de revient différents. Cette méthode aboutit donc à une valorisation des stocks très proche de celle qui pourrait être déterminée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation des ventes. En particulier, les stocks considérés comme invendables, notamment en raison de leur obsolescence, sont isolés et font l'objet de dépréciation totale en attente de leur destruction.

2.9 Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation légale ou implicite à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie des ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente de celui-ci.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Les provisions pour risques et charges constituées par le groupe couvrent essentiellement les risques sur litiges sociaux et commerciaux ainsi que les garanties données aux clients.

2.10 Avantages du personnel

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Le principal régime à prestations définies existant au niveau du groupe concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite). Des évaluations, par des consultants externes, ont lieu chaque année. Elles intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation de personnel et de projection des salaires futurs.

Les écarts actuariels sont comptabilisés dans l'état du résultat opérationnel.

2.11 Paiements fondés sur des actions

Le 3 juillet 2006, le Directoire, sur recommandation du Comité des rémunérations et par autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 2005 et du 22 mars 2006, a décidé d'adopter, au profit de certains cadres de l'entreprise :

- un plan d'options de souscription d'actions de la société ModeLabs Group,
- un plan d'attribution gratuite d'actions de la société ModeLabs Group.

L'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2008 a donné de nouvelles autorisations au Directoire qui mettent fin à celles précédemment accordées.

En date du 23 février 2008, le Directoire a décidé, sur recommandation du Comité des rémunérations, de modifier le plan d'options de souscription d'actions de la société Modelabs Group adopté le 3 juillet 2006.

Le droit d'attribution définitive reste soumis à la présence effective du bénéficiaire dans la société à la fin de la période d'acquisition fixée pour chaque bénéficiaire par le Directoire lors de l'attribution.

L'évaluation des services rendus par les bénéficiaires est réalisée à l'aide d'un modèle de type Black & Scholes.

Les services reçus ainsi rémunérés sont comptabilisés en charges de personnel, de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

2.12 Impôts sur les bénéfices

La rubrique "charge d'impôt" inclut l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

Impôts exigibles

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture des comptes annuels.

Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés dans la mesure où il existe une assurance raisonnable de les récupérer au cours des exercices postérieurs.

Conformément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire », la charge d'impôt sur le résultat du premier semestre 2009 a été calculée à partir d'une estimation du taux effectif annuel moyen d'impôt sur le résultat.

Au 30 juin 2009, la présentation des impôts différés a été modifiée puisqu'ils apparaissent désormais pour leur valeur nette à l'actif, leurs échéances et origines étant identiques.

2.13 Comptabilisation des revenus

Le chiffre d'affaires représente les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités normales du groupe, nettes de toutes remises ou autres rabais commerciaux.

Un produit est comptabilisé en chiffres d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de marchandises est comptabilisé dès lors qu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la vente reviendront au groupe. Concernant les services, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que les services sont rendus.

Le groupe comptabilise les provisions pour garanties, retours et assimilés. Ces dernières sont estimées sur la base des données contractuelles ainsi que de données statistiques issues de l'expérience passée.

2.14 Informations sectorielles

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Président du Directoire qui forme le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou services distincts et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Les secteurs présentés au titre de l'information sectorielle sont des secteurs opérationnels. Le groupe est ainsi organisé autour de deux secteurs :

- le secteur Distribution : qui comprend les activités de distribution de téléphones mobiles et d'accessoires
- le secteur Manufacture : qui comprend les activités de conception et de développement de téléphones mobiles sur mesure

Les données de gestion ne pouvant être affectées à l'un de ces 2 secteurs sont imputées sur un secteur dénommé « Holding ».

Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

2.15 Instruments financiers

Les normes comptables internationales IAS 32 et IAS 39 ont été adoptées par le Groupe à partir de l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2005.

Le groupe a appliqué la norme IFRS 7 « instruments financiers » pour la première fois aux comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers non courants

Ces actifs correspondent d'une part à des placements à LT et d'autre part, à des dépôts de garantie relatifs à des contrats de location. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Les placements à LT correspondent à des actifs monétaires évalués au cours mark to market de chaque exercice.

Ces actifs sont considérés comme disponibles à la vente, selon la définition de la norme IAS 39 et évalués à leur juste valeur en contrepartie des capitaux propres.

Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants correspondent aux comptes de Trésorerie non disponibles.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale et sociale, ainsi que les avoirs à émettre aux clients. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indicateurs objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouvrés, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur. Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat.

Passifs financiers non courants

Cette rubrique comprend la partie long terme des différents emprunts bancaires et de la dette de crédit-bail (échéance de remboursement supérieure à 1 an).

Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier net dans le compte de résultat.

Passifs financiers courants

Cette rubrique comprend les découverts bancaires à court terme, la partie court terme des emprunts bancaires et de location financement (échéances de remboursement inférieure à un an), L'évaluation initiale et ultérieure suit les mêmes règles que les passifs financiers non courants.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales et autres créiteurs

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, les charges et cotisations sociales. Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont réévalués à leur juste valeur aux dates de clôture ultérieures.

Au 30 juin 2009 comme au 31 décembre 2008, le Groupe n'a pas qualifié d'instruments financiers dérivés comme instruments de couverture.

2.16 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le « résultat net part du groupe » par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Le résultat net par action dilué prend en compte les équivalents actions ayant un effet dilutif. Il exclut les équivalents actions sans effet dilutif.

Les effets dilutifs des options de souscription ou d'achat d'actions sont calculés selon la méthode de rachat d'actions (Treasury Stock Method) selon laquelle les fonds recueillis lors de l'exercice de l'achat sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Note 3- Informations sur l'état de la situation financière

3.1 Goodwill

Conformément à la norme IAS 36, le groupe réalise à la clôture annuelle des comptes un test d'évaluation de ses immobilisations et suit à chaque clôture intermédiaire les indices de perte de valeur.

Les indices de perte de valeur identifiés au 30 juin 2009 ont donné lieu à la mise en place d'impairment test.

La méthode des « Discounted Cash Flows » (DCF) a été utilisée comme base d'évaluation des goodwill. Les hypothèses retenues :

Taux d'actualisation : coût moyen pondéré du capital après IS

Ce taux est le résultat du calcul suivant :

$$\text{Taux} = (A+B) * C$$

A - Le taux retenu est le taux d'emprunt à 5 ans : 2.96% pour l'Euro et 1.35% pour l'USD Dollar

B -Prime de risque du marché : 3 %

C- Beta sectoriel désendetté : 1,7

Le taux est de 10.1% pour l'Euro et de 7.4% pour le dollar

Par ailleurs, une variation de 1 point, dans un sens comme dans l'autre, des taux de croissance et des taux d'actualisation ne génèrerait pas de dépréciation complémentaire des immobilisations incorporelles.

Période d'actualisation : 5 ans.

Ces tests n'ont pas généré de dépréciation au 30 juin 2009.

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Valeurs comptables au 1er janvier		
Modelabs SA	4 846	4 846
Phonix Italia Spa		329
Modelabs Technologies Ltd (ex Innovati)		17 502
World GSM	304	299
Modelabs Inc	437	437
Valeurs comptables au 1er janvier	5 587	23 413
Acquisitions		
Cessions		-19 899
Variation des cours de change	-7	2 068
Impact calcul définitif		
Pertes de valeur		
Autres mouvements		5
Valeur fin de période	5 580	5 587
MODELABS SA	4 846	4 846
Phonix Italia Spa		
Modelabs Technologies Ltd (ex Innovati)		
World GSM	304	304
Modelabs Inc	430	437
Valeur fin de période	5 580	5 587

Premier semestre 2009

Les goodwills au 30 juin 2009 sont identiques à ceux existants au 31 décembre 2008, à l'exception de l'écart de change sur Modelabs INC.

Exercice 2008

Les goodwills sortis correspondent aux goodwills de Phonix -329K€ et de ModeLabs Technologies pour 19 570K€, ce dernier se décompose en variation des cours de change pour 2 068K€ et en valeur à l'ouverture pour 17 502K€.

3.2 Immobilisations incorporelles

La synthèse pluriannuelle des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

Valeur brute en milliers d'euros

<u>Au 1er janvier 2008</u>	23 700
Acquisitions	8 904
Cessions et sorties	-1 720
Variations des cours de change	146
Variations de périmètre	-4 733
<u>Au 1er janvier 2009</u>	26 297
Acquisitions	2 701
Cessions et sorties	-105
Variations des cours de change	-3
Variations de périmètre	0

Valeur brute au 30 juin 2009	28 889
-------------------------------------	---------------

Amortissements en milliers d'euros

<u>Au 1er janvier 2008</u>	-3 499
Charge de l'exercice	-7 935
Reprise sur sorties de l'exercice	1 280
Variations des cours de change	-85
Autres mouvements	19
Variations de périmètre	3 881
<u>Au 1er janvier 2009</u>	-6 339
Charge de l'exercice	-2 551
Reprise sur sorties de l'exercice	34
Variations des cours de change	4
Autres mouvements	-3
Variations de périmètre	0

Amortissements cumulés au 30 juin 2009	-8 855
---	---------------

Valeur nette en milliers d'euros

Valeur nette au 31 décembre 2008	19 958
----------------------------------	--------

Valeur nette au 30 juin 2009	20 034
-------------------------------------	---------------

Détail des immobilisations incorporelles			
En milliers d'euros	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Frais de R&D	9 155	-1 329	7 826
Brevets et Licences	15 697	-4 168	11 529
Fonds de commerce	0	0	0
Développement informatique	1 298	-753	545
Autres immobilisations incorporelles	147	-89	58
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0
Total au 31 décembre 2008	26 297	-6 339	19 958

Détail des immobilisations incorporelles			
En milliers d'euros	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Frais de R&D	10 115	-2 100	8 015
Brevets et Licences	17 143	-5 686	11 457
Fonds de commerce	0	0	0
Développement informatique	1 485	-955	530
Autres immobilisations incorporelles	147	-115	32
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0
Total au 30 juin 2009	28 889	-8 855	20 034

L'augmentation des frais de R&D est liée à l'activation des coûts de développement de projets et concernent essentiellement des lancements qui ont eu lieu en 2008.

L'augmentation des actifs de brevets et licences correspond aux contrats de licences et brevets acquis, comptabilisés conformément aux principes définis précédemment.

3.3 Immobilisations Corporelles

Valeur brute en milliers d'euros

<u>Au 1er janvier 2008</u>	3 200
Acquisitions	146
Cessions et sorties	-292
Variations des cours de change	26
Autres mouvements	1
Variations de périmètre	-631
<u>Au 1er janvier 2009</u>	2 450
Acquisitions	36
Cessions et sorties	-1 042
Variations des cours de change	0
Autres mouvements	0
Variations de périmètre	0

Valeur brute au 30 juin 2009	1 444
-------------------------------------	--------------

Amortissements en milliers d'euros

<u>Au 1er janvier 2008</u>	-1 955
Charge de l'exercice	-563
Reprise sur sorties de l'exercice	246
Variations des cours de change	-14
Autres mouvements	-3
Variations de périmètre	474
<u>Au 1er janvier 2009</u>	-1 815
Charge de l'exercice	-151
Reprise sur sorties de l'exercice	1 039
Variations des cours de change	0
Autres mouvements	3
Variations de périmètre	0

Amortissements cumulés au 30 juin 2009	-924
---	-------------

Valeur nette en milliers d'euros

Valeur nette au 31 décembre 2008	635
----------------------------------	-----

Valeur nette au 30 juin 2009	520
-------------------------------------	------------

Détail des immobilisations corporelles
En milliers d'euros

	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Aménagements	976	-805	171
Matériels et Outillage Industriel	752	-602	150
<i>Dont en location financement</i>	<i>467</i>	<i>-366</i>	<i>101</i>
Autres immobilisations corporelles	711	-408	303
Immobilisations corporelles en cours	8		8
Avances et acomptes	3		3
Total au 31 décembre 2008	2 450	-1 815	635

Détail des immobilisations corporelles
En milliers d'euros

	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Aménagements	201	-45	156
Matériels et Outillage Industriel	531	-418	114
<i>Dont en location financement</i>	<i>467</i>	<i>-399</i>	<i>68</i>
Autres immobilisations corporelles	697	-460	236
Immobilisations corporelles en cours	12		12
Avances et acomptes	3		3
Total au 30 juin 2009	1 444	-924	520

3.4 Titres des entreprises associées

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Titres GLOBAL 5 (1)	880	951
Total	880	951
Impact résultat groupe	-71	388
Impact réserves groupe	325	-63
(1) dont Goodwill GLOBAL 5	555	555

Au 30 Juin 2009, les principales données financières de GLOBAL 5 sont les suivantes :

- Chiffre d'Affaires : 430 K€
- Résultat Net : -468 K€
- Total Bilan : 1 004 K€

3.5 Actifs financiers

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Dépôts et cautionnements	253	568
OPCVM Long terme	3 508	2 707
Total	3 761	3 275

Les dépôts de garantie sont composés des cautions versées au titre des baux d'occupation des sociétés du Groupe dans les locaux situés notamment à Paris et d'un dépôt de garantie versé au titre de garantie du passif lors de la cession de ModeLabs Technologies qui a été déprécié en totalité sur le semestre. Cette dépréciation est présentée sur la ligne Résultat des activités abandonnées.

Le poste OPCVM correspond, en partie :

-au placement en monétaire en BMTN, indexés sur la performance d'indices boursiers d'un montant de 2 800 K€ à échéance janvier 2010. Ce placement a été décomposé en un actif financier courant, considéré comme disponible à la vente, dont la variation de juste valeur a été imputée sur les capitaux propres pour 63 K€ net d'impôt, et en un instrument dérivé, tel que décrit en note 3.10 dont la variation de juste valeur est comptabilisée en résultat ;

-au placement en monétaire en BMTN, indexés sur la performance d'indices boursiers d'un montant de 740 K€ à échéance avril 2012. Ce placement a été décomposé en un actif financier courant, considéré comme disponible à la vente, dont la variation de juste valeur a été imputée sur les capitaux propres pour 6 K€ net d'impôt, et en un instrument dérivé, tel que décrit en note 3.10 dont la variation de juste valeur est comptabilisée en résultat ;

3.6 Impôts différés

Les sommes enregistrées sous la rubrique « impôts différés » proviennent essentiellement des :

- écritures de retraitement,
- décalages temporaires d'imposition.

Par ailleurs, le groupe a activé un impôt différé sur les déficits fiscaux des sociétés déficitaires pour un montant de 5 067 K€ au 30 juin 2009 comme au 31 décembre 2008. Ces déficits au 30 juin 2009 proviennent notamment des entités fiscales ModeLabs Group (taux d'impôt : 34,43%) et ModeLabs Manufacture (34,43%).

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Base d'impôts différés	-764	9 050
Taux	34,43%	34,43%
Total	-263	3 116
Analyse des impôts différés		
ID à l'ouverture	3 109	-7
<u>Mouvements de la période</u>		
- imputés sur les capitaux propres		
- imputés sur le résultat	-257	3 275
- autres mouvements	-6	-159
ID à la clôture	2 846	3 109

3.7 Stocks

Les stocks sont composés de téléphones mobiles et d'accessoires dédiés.

La décomposition par nature s'exprime ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Stocks - Valeur brute	11 094	7 992
Dépréciation des stocks	-967	-733
Stocks V. Nette - Distribution	10 128	7 259
Stocks - Valeur brute	3 087	2 498
Dépréciation des stocks	-364	-207
Stocks V. Nette - Manufacture	2 723	2 291
Stocks V.Nette - Total	12 850	9 549

3.8 Créances clients, autres débiteurs et actifs courants

Le tableau ci-après indique la ventilation des créances

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Clients - Valeur brute	20 358	30 685
Dépréciation des créances Clientss	-1 164	-639
Clients V. Nette - Distribution	19 194	30 046
Clients - Valeur brute	4 213	5 224
Dépréciation des créances Clientss	-159	-61
Clients V. Nette - Manufacture	4 054	5 163
Clientss V.Nette - Total	23 248	35 209

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
OPCVM court terme		
Remises attendues	2 192	9 254
TVA	5 089	8 827
Crédit de TVA		
Etat, impôt	85	977
Actif financier courant		2 968
Autres créances	489	563
Charges constatées d'avance	983	854
Autres débiteurs et actifs courants	8 838	23 443

Toutes les créances sont à échéance à moins d'un an.

Les remises attendues comprennent des remises de fin d'année.

Les conditions de paiement varient selon la nature des accords commerciaux entre un paiement comptant et un délai de 45 à 60 jours. Celles-ci sont en cours de révision conformément à la loi de modernisation économique

Les créances des clients de ModeLabs SA et ModeLabs Manufacture, hors Grands Comptes dont le délai de paiement n'est pas immédiat font l'objet d'une couverture d'assurance COFACE. La garantie de recouvrement est alors de 90% du montant de la créance dans la limite du plafond autorisé.

3.9 Trésorerie et équivalent de trésorerie

Le tableau ci-dessous illustre la trésorerie nette du Groupe en fin de période, ainsi que le rapprochement entre la trésorerie indiquée dans le tableau de flux de trésorerie et l'état de la situation financière consolidé

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Comptes courants bancaires et disponibilités	14 990	20 392
Parts d'OPCVM et SICAV monétaires CT	13 473	4 662
Comptes à terme	6 045	0
Total Trésorerie Active	34 508	25 054
Découverts bancaires (note 3.19)	-310	-115
Autres Dettes CT à caractère financier (note 3.19)	0	-2 967
Total Trésorerie Nette	34 198	21 972

3.10 Instruments financiers dérivés

Au 30 juin 2009

Le placement en monétaire de 2 800 K€ à échéance de janvier 2010 (BMTN) comprend un instrument dérivé incorporé de 220 K€ évalué à 0 K€ au 30 juin 2009. La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés étant comptabilisée en résultat, l'impact au 30 juin 2009 est de - 47 K€.

Le placement en monétaire de 740 K€ à échéance d'avril 2012 (BMTN) comprend un instrument dérivé incorporé de 8 K€ évalué à - 7 K€ au 30 juin 2009. La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés étant comptabilisée en résultat, l'impact au 30 juin 2009 est de - 15 K€.

L'ensemble de ces instruments financiers ont été valorisés à leur juste valeur par des évaluateurs externes.

Au 31 décembre 2008

Au cours du premier semestre 2008, le placement en monétaire de 5 300 K€ au capital garanti à échéance de 04/2008 (BMTN), constitué d'un instrument financier dérivé de 221 K€ évalué à 202 K€ au 31 décembre 2007, est arrivé à son terme.

Le placement en monétaire de 2 800 K€ à échéance de janvier 2010 (BMTN) comprend un instrument dérivé incorporé de 220 K€ évalué à 47 K€ au 31 décembre 2008. La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés étant comptabilisée en résultat, l'impact au 31 décembre 2008 est de - 173 K€.

3.11 Capital

Au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, le capital social de la société ModeLabs Group est constitué de 22 849 390 actions de 0,10 € de valeur nominale.

Au 31 décembre 2008

La société ModeLabs Group, en date du 27 mai 2008, a procédé à une augmentation de capital de 31 K€ correspondant à l'émission de 312 390 nouvelles actions de 0.1 euro de valeur nominale.

Au 31 décembre 2008, le capital social de la société ModeLabs Group est constitué de 22 849 390 actions de 0,10 € de valeur nominale.

A la date du 30 juin 2009, ModeLabs Group détient en propre 123 030 actions (Cf. note 3.13).

A la date du 31 décembre 2008, ModeLabs Group détient en propre 129 000 actions (Cf. note 3.13).

Primes

Il n'y a pas eu de variation du poste « primes d'émission et autres primes » au cours du premier semestre 2009.

Au 31 décembre 2008 l'augmentation du poste "primes d'émission", d'un montant de 468 K€ correspond à la prime d'émission liée à l'augmentation de capital effectuée en date du 27 mai 2008.

3.13 Actions propres

Depuis le 8 mai 2006, pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, ModeLabs Group a confié à la société Crédit Agricole Chevreux la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI approuvée par la décision de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, une somme initiale de 700 K€ a été affectée au compte de liquidité.

A la date du 31 décembre 2008, 129 000 titres ModeLabs Group figurent au compte de liquidité pour une valeur de 476 K€.

A la date du 30 juin 2009, 123 030 titres ModeLabs Group figurent au compte de liquidité pour une valeur de 302 K€.

Par ailleurs, ModeLabs Group a confié à la société Crédit Agricole Chevreux la mise en œuvre d'un contrat de programme de rachat de titre avec effet au 31 juillet 2007 pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Le mandat d'achat porte sur 900 000 actions maximum. A la date 31 décembre 2008, 31 000 actions ModeLabs figuraient au compte de ce programme pour une valeur de 180 K€.

A la date 30 juin 2009, 31 000 actions ModeLabs figurent au compte de ce programme pour une valeur de 180 K€.

3.14 Paiement en actions

Plan existant au 31 décembre 2006

Depuis le 3 juillet 2006, le Groupe a octroyé, en contrepartie des services rendus, à certains membres du personnel des plans fondés sur des options réglées en actions.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 2005 a donné au Directoire, l'autorisation de consentir, au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société et celle du 22 mars 2006 des actions gratuites de la société. Le délai pendant lequel le Directoire peut utiliser cette autorisation a été fixé par l'Assemblée à 38 mois à compter du jour de l'Assemblée, soit respectivement jusqu'au 22 janvier 2009 et 22 mai 2009.

Plans existants au 31 décembre 2007

Le 1^{er} juin 2007, le Groupe a octroyé de nouveaux plans fondés sur des options réglées en actions entrant dans le cadre des autorisations données lors des Assemblées Générales Extraordinaires du 22 novembre 2005 et du 22 mars 2006.

L'Assemblée Générale mixte du 4 juin 2007 a donné au Directoire, l'autorisation de consentir au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société et de procéder à l'attribution gratuite d'actions. Ces autorisations sont attribuées pour une durée de 38 mois soit jusqu'au 4 août 2010 et remplacent celles du 22 novembre 2005 et du 22 mars 2006.

Plans existants au 31 décembre 2008

En date du 23 février 2008, le Directoire a décidé, sur recommandation du Comité des rémunérations, de modifier le plan d'options de souscription d'actions de la société Modelabs Group adopté le 3 juillet 2006.

L'Assemblée Générale mixte du 22 mai 2008 a donné au Directoire, l'autorisation de consentir au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société et de procéder à l'attribution gratuite d'actions. Ces autorisations sont attribuées pour une durée de 38 mois soit jusqu'au 22 juillet 2011 et remplacent celles du 4 juin 2007.

Plans existants au 30 juin 2009

Les plans de souscriptions d'options ou d'achat d'actions et les plans d'attribution d'actions sont identiques à ceux du 31 décembre 2008. Les plans de souscriptions d'options 2 et 3 remplacent partiellement les plans de souscriptions d'options 1a, 1b et 1c.

Conditions d'attribution pour les 4 plans :

Options de souscription ou d'achat d'actions

Les options sont soumises à une période d'indisponibilité de quatre ans, la validité d'une attribution est de dix ans. Le droit d'attribution définitive est soumis à la présence effective du bénéficiaire dans la société à la fin de la période d'acquisition.

Actions gratuites

Les actions sont soumises à une période d'indisponibilité de quatre ans, la validité d'une attribution est de dix ans. Le droit d'attribution définitive est soumis à la présence effective du bénéficiaire dans la société à la fin de la période d'acquisition.

Le groupe comptabilise son engagement au fur et à mesure des services rendus par les bénéficiaires de la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits.

La date d'attribution correspond à la date à laquelle les plans ont été approuvés individuellement par le Directoire.

La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les conditions spécifiques d'acquisition sont satisfaites.

Méthode d'évaluation : Black & Sholes

Plans de stocks-options et actions gratuites plan 1a	Stocks-options	Actions gratuites
date d'attribution	03/07/2006	03/07/2006
prix d'exercice de l'option en euros	6,11	
nombre maximum de stocks option et d'actions gratuites pouvant être attribuées	338 055	234 296
nombre de stocks option et d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	185 007	141 475
nombre de stocks option et d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 1a	153 048	92 821
cours de l'action lors de l'attribution en euros	7,55	7,55
volatilité	12,00%	
taux d'intérêt sans risque	2,78%	2,78%
Impact sur 2009 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	50	90
Impact au 31/12/2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	245	452

Plans de stocks-options et actions gratuites plan 1b et 1c	Stocks-options	Actions gratuites
date d'attribution	01/06/2007	01/06/2007
prix d'exercice de l'option en euros	6,85	
nombre de stocks option et d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 1a	153 048	92 821
nombre de stocks option et d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	54 412	92 821
nombre de stocks option et d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 1b et 1c	98 636	0
cours de l'action lors de l'attribution en euros	8,62	8,62
Impact sur 2009 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	0	33
Impact au 31/12/2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	0	155

Plans de stocks-options plan 2 -Remplace partiellement le plan 1a	Stocks-options
date d'attribution	23/02/2008
prix d'exercice de l'option en euros	1,51
nombre maximum de stocks option pouvant être attribuées	112 685
nombre de stocks option attribuées au 31/12/08	108 827
nombre de stocks option restant à attribuer après le plan 2	3 858
cours de l'action lors de l'attribution en euros	1,89
volatilité	12,00%
taux d'intérêt sans risque	4,01%
Impact sur 2009 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	8
Impact au 31/12/2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	14

Plans d' actions gratuites plan 2	Actions gratuites
date d'attribution	03/01/2008
prix d'exercice de l'option en euros	
nombre maximum d'actions gratuites pouvant être attribuées	112 685
nombre d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	3 000
nombre d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 2	109 685
cours de l'action lors de l'attribution en euros	1,96
volatilité	
taux d'intérêt sans risque	4,01%
Impact sur 2009 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	1

Impact au 31/12/2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	2
---	----------

Plans de stocks-options plan 3 -Remplace partiellement le plan 1a, 1b et 1c	Stocks-options
--	-----------------------

date d'attribution	09/07/2008
prix d'exercice de l'option en euros	1,78
nombre maximum de stocks option pouvant être attribuées	338 055
nombre de stocks option attribuées au 31/12/08	130 592
nombre de stocks option restant à attribuer après le plan 2	207 463
cours de l'action lors de l'attribution en euros	2,2
volatilité	12,00%
taux d'intérêt sans risque	4,01%

Impact sur 2009 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	12
--	-----------

Impact au 31/12/2008 (augmentation des capitaux propres) en milliers d'euros	12
---	-----------

3.15 Intérêts minoritaires

Les capitaux propres attribuables aux minoritaires se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Réserves attribuables aux minoritaires à l'ouverture	-89	306
<u>Mouvements de la période</u>		
Entrée de périmètre		
Variation sur % d'intérêts		
Variation sur situation nette d'ouverture		-9
Variation de périmètre		-321
Résultat attribuable aux minoritaires	-3	-65
Total	-92	-89

3.16 Passifs Financiers non courants

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Emprunts bancaires (> 1 an)	10 000	10 000
Autres dettes long terme (> 1 an)		
Dettes de location financement (> 1 an)		
Total passifs financiers non courants	10 000	10 000

Les emprunts bancaires correspondent à une ligne de crédit souscrite par la société ModeLabs Group auprès la banque CALYON (Cf. 5.5.3).

3.17 Provisions à court et long termes

Nature en millier d'euros	Litiges sociaux	Garanties	Risque contractuel	IDR	Autres	TOTAL
Montants au 01/01/2008	251	230	205	97	376	1 159
Dotations	189	81	1 225	86	77	1 658
Utilisations						
Reprises	-113	-230	-205	-56	-4	-608
Effets d'actualisation	33	1				34
Variations de périmètre	-171					-171
Montants au 31/12/2008	189	82	1 225	127	449	2 072
Dotations		54	140		58	252
Utilisations						
Reprises		-54	-616			-670
Effets d'actualisation						
Variations de périmètre						
Montants au 30/06/2009	189	82	749	127	507	1 654

Au 30 juin 2009

Les principaux soldes de l'exercice relatifs aux provisions pour autres risques et charges concernent :

- Une provision pour litiges sociaux de 189 K€
- Une provision pour garantie de service après vente de 82 K€. Elle a été estimée à partir de la connaissance des taux de retour des produits concernés (données réelles) et le montant estimé de leur coût de réparation. Ces produits sont garantis entre 12 et 24 mois.
- Des provisions pour risques contractuels et autres charges pour 749 K€ et 507 K€. Elles ont été constatées suite à des négociations en cours avec des fournisseurs et suite à des décisions de réorganisation.
- La provision pour indemnité de départ à la retraite s'élève, à la clôture de la période, à 127 K€. Son calcul est établi par des consultants externes spécialisés (Cf. note 5.2).

Au 31 décembre 2008

Les principaux soldes de l'exercice relatifs aux provisions pour autres risques et charges concernent :

- Une provision pour litiges sociaux de 189 K€ comptabilisée au 31 décembre 2008.
- Une provision pour garantie de service après vente comptabilisée à hauteur de 82 K€. Elle a été estimée à partir de la connaissance des taux de retour des produits concernés (données réelles) et le montant estimé de leur coût de réparation. Ces produits sont garantis entre 12 et 24 mois.
- Des provisions exceptionnelles pour risques contractuels ont été comptabilisés pour 1 225 K€. Elles ont été constatées suite à des négociations en cours avec des fournisseurs et suite à des décisions de réorganisation.
- La provision pour indemnité de départ à la retraite s'élève, à la clôture de la période, à 127 K€. Son calcul est établi par des consultants externes spécialisés (Cf. note 5.2).

3.18 Dettes fournisseurs, autres créditeurs et dettes d'impôts

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Fournisseurs et comptes rattachés	35 143	43 004
Dettes sociales	2 250	2 536
Autres dettes	2 621	3 530
Dettes fiscales (hors impôt exigible)	1 194	2 306
Total	41 208	51 376
Dettes d'impôt	0	-35

Les dettes sociales comprennent les provisions calculées en fin de période auxquelles se rajoutent les dettes vis-à-vis des organismes sociaux.

Les autres dettes comprennent pour l'essentiel les remises et avoirs à établir de fin d'année.

Les dettes fiscales, hors impôt exigible, comprennent essentiellement les comptes de TVA.

3.19 Passifs financiers courants

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Emprunts bancaires (< 1 an)	133	266
Dettes de location financement (< 1 an)	0	47
Autres dettes court terme (< 1 an)	0	2 967
Découvert bancaire et comptes courants	310	115
Total passifs financiers courants	443	3 395

Au 30 juin 2009

La dette de 4 millions de dollars due dans le cadre du complément de prix de ModeLabs Technologies (ex Innovi) a été entièrement soldée au 30 juin 2009.

Au 31 décembre 2008

La dette de 6 millions de dollars due dans le cadre du complément de prix de ModeLabs Technologies (ex Innovi) a fait l'objet d'un avenant et d'un remboursement partiel de 2 millions de dollars.

Le solde de la dette de 4 millions de dollars a été convertie au cours de clôture et s'élève ainsi à 2 874 K€. Aucune actualisation n'a été prise en compte.

La société n'a pas opté pour la comptabilisation de couverture, la valeur des options de couverture de change étant non significative.

Note 4- Informations sur le compte de résultat

4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires présenté *par activité* se décompose ainsi qu'il suit :

en milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008
		Retraité*
Activités Manufacture	6 049	7 867
Activités Distribution	72 268	63 927
Total	78 317	71 794

Le chiffre d'affaires du 30 juin 2008 retraité correspond au chiffre d'affaires publié en 2008 duquel a été soustrait le chiffre d'affaires de ModeLabs Technologies, cédée en 2008.

Le chiffre d'affaires est principalement constitué de la vente d'accessoires de téléphonie, de téléphones portables et de produits de services associés (logiciels enrichissant les mobiles de nouvelles fonctionnalités comme la synchronisation de données ...).

La constatation des revenus intervient dès lors qu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la vente reviendront au groupe. Concernant les services, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que les services sont rendus. Les ventes de produits sont comptabilisées nettes de remises ou autres rabais commerciaux.

4.2 Les frais de personnel et effectifs

Les frais de personnel se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*
Salaires et traitements (1)	4 085	2 981
Stock option / actions gratuites	194	458
Charges sociales	1 471	1 327
Total	5 750	4 766

(1) Participation des salariés comprise

La ventilation pluriannuelle des effectifs se présente comme suit :

	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*
Cadres	59	42
Non Cadres	103	110
Total	162	152

Le périmètre retenu exclut les sociétés mises en équivalence.

4.3 Résultat opérationnel

La composition du résultat opérationnel se présente comme suit :

En milliers d'euros	Annexe Note n°	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*	30/06/2008
Chiffre d'affaires	4.1	78 317	71 794	75 312
Coût des ventes		-66 391	-60 736	-64 228
Marge brute		11 927	11 059	11 084
Coûts de marketing		-2 075	-2 185	-2 667
Coûts d'engineering		-966	-1 044	-1 378
Coûts de logistique		-2 278	-2 645	-2 917
Coûts commerciaux		-3 856	-4 166	-4 690
Frais généraux et administratifs		-3 778	-3 463	-3 905
Résultat opérationnel courant		-1 026	-2 445	-4 473
Autres produits opérationnels	4.3	159	201	349
Autres charges opérationnelles	4.3	-169	-2 144	-2 634
Résultat opérationnel		-1 035	-4 388	-6 758

Chiffre d'affaires

Confère commentaires en note 4.1 Chiffre d'affaires.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend principalement :

- les coûts d'acquisition des produits vendus et autres composants
- les coûts de production des produits vendus
- les redevances des licences pour leur part variable liée à la consommation (en fonction des produits vendus)
- les coûts de conditionnement
- les coûts de service après vente des produits en garantie
- les frais et les amortissements liés aux coûts de projets

Marge Brute

La Marge Brute résulte de la différence entre le chiffre d'affaires et le coût des ventes.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent ainsi qu'il suit :

Nature des charges et produits en milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*
Reprise sur provisions d'exploitation		201
Reprise provisions pour risques	150	
Divers	9	
Autres produits opérationnels	159	201
Dotation aux amortissements exceptionnels		-163
Coûts de lancement de production		-1 249
Dépréciations d'avances fournisseur		-632
Provision pour risque social		-100
Indemnité de fin de contrat	-107	
Dotation provisions pour risques		
Divers	-62	
Autres charges opérationnelles	-169	-2 144

Résultat des activités abandonnées

Les impacts relatifs à la cession de ModeLabs Technologies ont été positionnés sur la ligne « Résultat des activités abandonnées » de l'état du résultat global pour les premiers semestres 2009 et 2008.

Au 30 juin 2009

Ces impacts correspondent au suivi des clauses de cession et aux dernières négociations liées à ModeLabs Technologies.

Au 30 juin 2008

L'impact correspond au résultat de ModeLabs Technologies du premier semestre 2008.

4.4 Coût de l'endettement financier et autres charges et produits financiers

Le coût de l'endettement financier net ainsi que les autres charges et produits financiers de l'exercice se décomposent de la manière suivante :

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*
Plus value latente	37	88
Moins value latente	0	-5
Résultat financier sur placements	110	109
Frais de découvert bancaire	0	-43
Intérêts sur emprunts	-280	-238
Retraitement du crédit bail	0	0
Coût de l'endettement financier net	-133	-90
Variation de juste valeur des instruments financiers (1)	-62	-31
Résultat net de change	31	306
Désactualisation des dettes	0	0
Autres charges et produits financiers	53	323
Reprise (Dotation) sur immobilisations financières	13	-1 046
Autres charges et produits financiers	97	-417

(1) La juste valeur des instruments financiers dérivés au 30 juin 2009 fait ressortir une variation de -62 K€.

4.5 Impôts sur les sociétés

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008
Impôt exigible	-1	171
Impôt différé	-257	2 028
Charge d'impôt totale	-258	2 199
ID à l'ouverture et ID identifiés de l'entreprise acquise à la date du regroupement d'entreprise	3 109	-7
ID à la clôture	2 846	2 021
Divers		
Charge (Produit) d'impôts différés	-258	2 028

Le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante s'élève à 34.43 % au 30 juin 2009 comme au 30 juin 2008.

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008
Résultat net consolidé - Part du Groupe	-340	-5 123
Résultat net consolidé - Intérêts minoritaires	-3	-40
Quote-part des entreprises associées et résultat des activités abandonnées	-71	55
Impôts sur les sociétés	-258	2 199
Résultat avant impôt	-156	-7 307
taux :	0,3443	0,3443
Impôt théorique	54	2 516
Reclassement du crédit impôt recherche en autres charges opérationnelles	-44	
Ecart de taux	45	-484
Impact des activités abandonnées		92
Déficits fiscaux non utilisés	-296	
Divers	-17	75
Charge d'impôt réelle	-258	2 199

Les déficits fiscaux non activés se décomposent par société comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
MODELABS UK	-655	-675
MODELABS INC	-319	-238
WORLD GSM	-324	-306
MODELABS HK	-64	
MODELABS MOBILES	-4	
GLOBAL V	-55	
Déficits non activés	-1 421	-1 219

4.6 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le « résultat net part du groupe » par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le résultat net par action dilué prend en compte les équivalents actions ayant un effet dilutif. Il exclut les équivalents actions sans effet dilutif.

Les effets dilutifs des options de souscription ou d'achat d'actions sont calculés selon la méthode de rachat d'actions (Treasury Stock Method) selon laquelle les fonds recueillis lors de l'exercice de l'achat sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Les effets dilutifs sont liés :

- aux actions gratuites attribuées le 3 juillet 2006 (au nombre de 141 475 actions) – plan 1a ;
- aux actions gratuites attribuées le 1^{er} juin 2007 (au nombre de 92 821 actions) – plan 1b ;
- aux actions gratuites attribuées le 3 janvier 2008 (au nombre de 3 000 actions) – plan 2 ;
- aux stock options attribuées le 23 février 2008 (au nombre de 108 827 actions exerçables à un prix de 1,51 € par action en modification partielle du plan 1a) – plan 2.
- aux stock options attribuées le 9 Juillet 2008 (au nombre de 130 592 actions exerçables à un prix de 1,78 € par action en modification partielle du plan 1a) – plan 3.

	30/06/2009	30/06/2008
Résultat net part Groupe en K€	-340	-5 123
Résultat net part Groupe de l'exercice en K€	-340	-5 123
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (1)	22 849 390	11 235 764
Effet des actions ordinaires dilutives	476 715	156 265
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	23 326 105	11 392 029
Résultat de base par action en €	-0,015	-0,456
Résultat dilué par action en €	-0,015	-0,450

(1) Actions détenues pendant la période.

Les actions ordinaires émises lors de l'augmentation de capital en numéraire sont incluses dans le calcul du résultat par action au moment de leur libération.

Les actions ordinaires émises dans le cadre de l'acquisition de ModeLabs Technologies Ltd. (ex Innovi) sont incluses dans le nombre moyen d'actions pondérées à compter de la date d'acquisition retenue.

Note 5- Autres informations

5.1 Contrats de location - Financement

Le tableau ci-dessus synthétise les principales caractéristiques des locations financement.

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Valeur comptable	469	469
Dette financière	0	47
dont à moins de 1 an	0	47
de 1 à 5 ans	0	0
à plus de 5 ans		
Valeur de rachat	5	5

5.2 Avantages du personnel

Le principal régime à prestations définies existant au sein du Groupe concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Au 30 juin 2009 la provision constatée sur Modelabs SA, Modelabs Group et Modelabs Manufacture est identique à celle du 31 décembre 2008. Le groupe considère que la ré-estimation de cette provision au 30 juin 2009 n'aura pas d'impact sur son niveau constaté à fin 2008.

Au 31 décembre 2008, les provisions constatées sur ModeLabs SA, ModeLabs Group, et ModeLabs Manufacture calculées par un cabinet d'actuaire s'élève respectivement à 111 K€, 12 K€ et 4 K€.

Cette évaluation prend en compte :

- les droits acquis par chaque salarié à la clôture de l'exercice considéré. Le taux de revalorisation des salaires est estimé entre 1,5% et 4%,
- l'éventualité d'un départ à la retraite à 65 ans compte tenu du turn-over de chaque société du groupe. Le taux du turn-over pris en compte s'élève à 2% jusqu'à l'âge de 55 ans et 0% au delà,

pour ModeLabs Group. Pour ModeLabs SA, le turn-over est dégressif de 45% à 10% suivant l'âge du salarié de 20 à 55 ans, et 0% au-delà de 55 ans.

- la probabilité pour chaque salarié d'atteindre l'âge de la retraite,
- la mise à la retraite à l'initiative de l'employeur,
- un taux d'inflation de 2.5% et un taux d'actualisation de 5.25%.

Le taux d'actualisation correspond à la moyenne des taux de références observés sur le marché (Bloomberg et IBOXX retraité des éléments financiers) au 31/12/2008, le montant de la provision étant inchangé au 30 juin 2009

Le tableau ci-dessus synthétise les principales hypothèses :

	30/06/2009	30/06/2008
Taux d'actualisation	5,25%	5,50%
Taux d'inflation	2,5%	2,5%
Taux de revalorisation des salaires	entre 4% et 1,5%	entre 4% et 1,5%

5.3 Rémunération des dirigeants

Les membres du Conseil de Surveillance et du Directoire ont perçu en 2009, un montant de 348 K€ au titre des salaires bruts, 10 K€ au titre de rémunération variable, 56 K€ au titre d'avantage en nature, 7 K€ au titre des jetons de présence, 29 K€ au titre des stock-options et 28 K€ au titre des actions gratuites.

5.4 Emprunts et dettes financières

Les principales caractéristiques des emprunts bancaires se présentent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Financement	10 133	10 313
dont location financement		47
dont à moins de 1 an	133	313
dont de 1 à 5 ans	10 000	10 000
dont à plus de 5 ans		
dont à taux fixe	10 133	10 313
dont à taux variable		
devise "euro"	10 133	10 313
autres devises		

Au 30 juin 2009

Modelabs Group bénéficie depuis 2008 d'une ligne de crédit, auprès de la banque Calyon, de 10 000 K€ remboursable en trois tiers sur 3 ans à compter du 31 juillet 2010.

La société s'est engagée à respecter les Ratios Financiers suivants :

- Le Ratio 1 Dette Financière Nette/Excédent Brut d'exploitation doit rester inférieur ou égal à 3 (trois) la première année, à 2.7 en 2010, à 2.5 en 2011, à 2 en 2012.
- Le Ratio 2 doit rester inférieur ou égal à 1 (un). Il correspond au ratio Dette Financière Nette/Fonds Propres et est calculé sur la base des comptes consolidés.
- Trésorerie nette supérieure à 10 000 K€

La société n'a pas d'obligation pour respecter ces covenants aux arrêts semestriels.

Au 31 décembre 2008

Au 31 décembre 2008 le prêt bancaire, dont le remboursement était garanti par 2 400 actions de ModeLabs SA faisant l'objet d'un nantissement de la part de la société ModeLabs Group au profit des établissements prêteurs, est arrivé à échéance.

Au 31 décembre 2008, ModeLabs Group a bénéficié, auprès de la banque Calyon, d'une ligne de crédit de 10 000 K€ remboursable en trois tiers sur 3 ans à compter du 31 juillet 2010.

5.5 Exposition aux risques

5.5.2 Risque de taux

Aucun nouveau prêt n'a été contracté au cours du premier semestre 2009.

ModeLabs Group a bénéficié d'une ligne de crédit en 2008 auprès de la banque Calyon, remboursable en trois tiers durant 3 ans à compter du 31 juillet 2010. Le taux d'intérêt est EURIBOR 6 mois plus une marge de 0,6%. La société n'a pas mis en place de couverture de taux.

5.5.2 Risque de change

Une partie des achats relatifs à l'activité du groupe est réalisée en dollars US, alors que la majorité du chiffre d'affaires est effectuée en euros. Pour faire face au risque de change, la société a mis en place un système de couverture de change.

La dette de 4 millions de dollars a été totalement remboursée au 30 juin 2009

5.5.3 Risque de liquidité

Le Groupe n'est pas significativement exposé au risque de liquidité, les actifs courants étant supérieurs aux passifs courants. Les ressources de la société couvrent ses engagements actuels sans qu'elle ait besoin aujourd'hui d'utiliser d'autres moyens de financements que ceux décrits ci-dessous :

- ModeLabs group a tiré une ligne de crédit de 10 000 k€ auprès de la banque Calyon dans le cadre de son contrat de prêt conclu le 1er Août 2007. Le remboursement est prévu en 3 échéances annuelles du 31 juillet 2010 au 31 juillet 2012. Le taux d'intérêt est équivalent à l'Euribor 6 mois plus une marge de 0,6%.
- Au 22 décembre 2006, ModeLabs Group a contracté un prêt auprès de la banque Crédit du Nord pour un montant de 800 K€ pour une durée de 3 ans au taux de 3,97% l'an, il sera entièrement remboursé au 31 décembre 2009.

5.5.4 Risque de contrepartie

Pour tous les autres clients, hors grands comptes, les sociétés ModeLabs SA et ModeLabs Manufacture bénéficient d'une couverture COFACE.

Cependant, elles restent susceptibles de ne pas pouvoir recouvrer certaines créances non couvertes en totalité ou en partie, ce qui n'aurait qu'un impact limité sur son résultat et sa situation financière.

5.5.5 Risque de crédit

L'analyse des créances échues de plus de 12 mois mais non dépréciées n'a pas révélé de risques de crédit complémentaire.

Balance âgée des créances clients

En milliers d'euros	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Non échus	18 559	28 053
Echus dont:	6 011	7 855
- depuis moins de 90 jours	3 769	4 582
- depuis 90 à 180 jours	2 242	3 273
Provisions	-1 323	-700
Total	23 248	35 209

5.6 Information sectorielle

Chiffre d'affaires

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*
Activités Manufacture	6 049	7 867
Activités Distribution	72 268	63 927
Total	78 317	71 794

Marge brute

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008 Retraité*
Activités Manufacture	1 388	1 232
Activités Distribution	10 538	9 828
Total	11 927	11 060

L'information sectorielle présentée correspond à la nouvelle organisation des activités du groupe. Elle est utilisée par la direction du Groupe pour suivre l'activité et reflète les axes stratégiques de développement. Elle répond aux exigences de la norme IFRS 8.

La marge brute est présentée par secteur d'activité dont la définition est exposée dans les notes 4.1 Chiffre d'affaires et 4.3 Résultat opérationnel. La répartition des stocks par secteur d'activité est présentée dans la note 3.7, celle des créances client dans la note 3.8, et ci-dessous celle des immobilisations.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel 2009 est présenté ci-dessous par secteur d'activité.

En milliers d'euros	Manufacture	Distribution	Holding	Total 30 juin 2009
Résultat opérationnel courant	-3 682	3 369	-713	-1 026
Autres produits opérationnels	159	0	0	159
Autres charges opérationnelles	-9	-31	-129	-169
Résultat opérationnel	-3 532	3 338	-842	-1 035

En milliers d'euros	Manufacture	Distribution	Holding	Total 30 juin 2008
Résultat opérationnel courant	-4 476	2 632	-600	-2 444
Autres produits opérationnels	205	0	0	205
Autres charges opérationnelles	-1 990	-158	0	-2 148
Résultat opérationnel	-6 261	2 474	-600	-4 388

Immobilisations

En milliers d'euros	Manufacture	Distribution	Total 30 juin 2009
Immobilisations Incorporelles Nettes	19 377	657	20 034
Immobilisations Corporelles Nettes	92	428	520
Immobilisations - Total	19 470	1 085	20 555

En milliers d'euros	Manufacture	Distribution	Total 30 juin 2008
Immobilisations Incorporelles Nettes	19 177	781	19 958
Immobilisations Corporelles Nettes	113	522	635
Immobilisations - Total	19 290	1 303	20 593

5.7 Information sur les parties liées

Néant

5.8 Dividendes

ModeLabs Group SA, de création récente, n'a pas distribué de dividende au cours des trois derniers exercices.

5.9 Evènements post clôture

Aucun évènement post-clôture n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes semestriels consolidés 2009.

5.10 Engagements de financement et de garantie

Engagements hors état de la situation financière donnés

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
cautions de contre-garantie sur marchés		
créances cédées non échues		
nantissements hypothèques et sûretés réelles	474	3 831
avals, cautions et garanties données	8 000	5 000
autres engagements donnés		
Total	8 474	8 831

Au 30 juin 2009

La banque Fortis est caution à hauteur de 4 000 K€ pour le compte de la société ModeLabs SA, et de 1 000 KE pour le compte de la société ModeLabs Manufacture, en faveur de fournisseurs constructeurs.

Un prêt de 800 K€ contracté le 22 décembre 2006 au taux de 3,97% par an, a fait l'objet d'une garantie au profit de l'établissement bancaire à hauteur de 50%. Au 30 juin 2009, cette garantie s'élève à 66 K€.

Le crédit du Nord a donné son aval sur des traites tirées par la société Manufacture au profit d'un fournisseur. En contrepartie la société Manufacture a souscrit des sicav nanties à hauteur de 612K€ au 31 décembre 2008. Le nantissement s'élève à 409 K€ au 30 juin 2009.

Par ailleurs depuis 2008, ModeLabs group est garant à hauteur de 3 000K€ en faveur de ModeLabs Manufacture en contrepartie de lignes de crédit diverses accordées à cette dernière.

Au 31 décembre 2008

Au 31 décembre 2008 le prêt bancaire, dont le remboursement était garanti par 2 400 actions de ModeLabs SA faisant l'objet d'un nantissement de la part de la société ModeLabs Group au profit des établissements prêteurs, est arrivé à échéance.

Un prêt de 800 K€ contracté le 22 décembre 2006 au taux de 3,97% par an, a fait l'objet d'une garantie au profit de l'établissement bancaire à hauteur de 50%. Au 31 décembre 2008, cette garantie s'élève à 133K€.

La banque Fortis s'est portée caution, à hauteur de 2 000 K€, pour le compte de la société ModeLabs, en faveur d'un fournisseur constructeur dans le cadre d'une demande de garantie à première demande.

En 2008, ModeLabs group s'est porté garant à hauteur de 3 000K€ en faveur de ModeLabs Manufacture.

Au 31 décembre 2008, le crédit du Nord a donné son aval sur des traites tirées par la société Manufacture au profit d'un fournisseur. En contrepartie la société Manufacture a souscrit des sicav qui sont nanties à hauteur de 612K€.

20.3.7 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société ModeLabs Group, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France.

Un examen limité de comptes intermédiaires consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptable et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe relative aux Règles et méthodes comptables qui expose que :

- Le groupe applique la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers », obligatoire à compter du 1er janvier 2009.
- Le groupe applique la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », obligatoire à compter du 1er janvier 2009.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 31 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Deloitte & Associés

Odile COULAUD

Jean-Luc BERREBI

20.4 Comptes annuels de ModeLabs Group pour les exercices clos au 31 décembre 2007, 2006

Pour les comptes et informations financières annuels de ModeLabs Group de l'exercice clos le 31 décembre 2007, se référer au document de référence - paragraphes 20.5. - enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro R-08-0117 le 5 décembre 2008.

Pour les comptes et informations financières annuels de ModeLabs Group de l'exercice clos le 31 décembre 2006, se référer au document de référence - paragraphes 20.2. - enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro R-08-006 le 6 mars 2008.

20.5 Comptes annuels de ModeLabs Group pour l'exercice clos au 31 décembre 2008

20.4.1 Comptes annuels - Bilan-actif

SA MODELABS GROUP		Exercice clos le : 31 Décembre 2008		
BILAN ACTIF				
				Euros
		31/12/2008		31/12/2007
		Brut	Amort. dépréciat.	Net
		Net		
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & val. similaire				
	15 330 898	3 907 390	11 423 508	12 820 433
Fonds commercial (1)				
	133 933	54 730	79 203	93 684
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
	525	275	250	355
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
	40 988	30 213	10 775	17 691
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	1 131		1 131	
Immobilisations financières (2)				
Participations				
	20 650 910	234 614	20 416 296	42 577 720
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
	656 638	540 526	116 112	446 275
Autres titres immobilisés				
	3 352 663	45 921	3 306 742	5 537 613
	40 167 637	4 813 649	35 354 017	61 493 771
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
	383		383	
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
	3 451 787		3 451 787	6 481 388
Autres créances				
	29 828 777		29 828 777	17 917 148
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
	3 967 809		3 967 809	15 311 777
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
	8 451 463		8 451 463	200 910
Charges constatées d'avance (3)				
	5 589		5 589	77 354
	45 705 808		45 705 808	39 988 576
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
	192 123		192 123	4 455
Ecart de conversion Actif				
	36 045 617	4 813 649	81 251 948	101 486 802
TOTAL GENERAL				
<i>(1) Dont droit au bail</i>				
<i>(2) Dont à moins d'un an (brut)</i>				
<i>(3) Dont à plus d'un an (brut)</i>				

20.4.2 Comptes annuels - Bilan-passif

SA MODELABS GROUP	Exercice clos le : 31 Décembre 2008
-------------------	-------------------------------------

BILAN PASSIF

	Euros	
	31/12/2008	31/12/2007
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 2 284 939)	2 284 939	2 253 700
Primes d'émission, de fusion, d'apport	76 468 581	75 999 996
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	81 943	81 943
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Rapport à nouveau	929 176	1 485 208
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(39 746 567)	(556 032)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	40 018 072	79 264 815
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	715 942	376 065
Provisions pour charges	741 437	99 071
	1 457 379	475 136
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	10 633 271	1 227 993
Emprunts et dettes financières (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	12 842 907	3 086 210
Dettes fiscales et sociales	668 655	1 374 224
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 299 982	15 982 845
Autres dettes	34 000	65 500
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	38 478 815	21 726 772
Ecart de conversion Passif	297 682	10 080
TOTAL GENERAL	81 251 948	101 486 802
(1) Dont à plus d'un an (a)		10 417 629
(1) Dont à moins d'un an (a)	39 478 815	11 319 143
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	273 639	17 126
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

20.4.3 Comptes annuels - Compte de résultat

SA MODELABS GROUP	Exercice clos le : 31 Décembre 2008
-------------------	-------------------------------------

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2008			31/12/2007
	France	Exportation	Total	Total
				Euros
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	2 965 150		2 965 150	5 365 917
Chiffre d'affaires net	2 965 150		2 965 150	5 365 917
Production stockée				
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Autres produits			729 510	108 051
			3 694 660	5 473 968
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			11 438 342	2 904 651
Impôts, taxes et versements assimilés			85 413	65 021
Salaires et traitements			1 422 615	1 409 427
Charges sociales			610 920	622 794
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			505 089	491 877
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			164 629	407 931
Autres charges			805 469	869 338
			15 032 478	6 771 059
RESULTAT D'EXPLOITATION			(11 337 818)	(1 297 071)
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			749 414	441 669
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges			72 806	18 199
Différences positives de change			132 901	8 104
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			840 661	748 448
			1 795 783	1 216 420
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			540 786	545 150
Intérêts et charges assimilés (4)			5 318 301	77 503
Différences négatives de change			501 343	609
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			360 627	50 114
			6 721 258	673 376
RESULTAT FINANCIER			(4 925 475)	543 044
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(16 263 293)	(754 027)

COMPTES DE RESULTAT (Suite)

Euros

	31/12/2008	31/12/2007
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	330 074	
Sur opérations en capital	300 000	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	630 074	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 894	21
Sur opérations en capital	24 686 731	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 631 082	
	28 319 707	21
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(27 689 633)	(21)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices	(4 206 359)	(198 016)
Total des produits	6 120 517	6 690 388
Total des charges	45 807 053	7 246 421
BENEFICE OU PERTE	(39 746 507)	(556 032)
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2008 dont le total est de 81 251 947,76 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : -39 746 566,66 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2008 au 31/12/2008.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels telles que définies par le PCG 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité.

Les coûts de développement informatique sont amortis sur leur durée d'utilité estimée, soit 3 à 4 ans, selon le mode linéaire.

Les minima garantis dus pour les redevances de licences de marque sont actifs pour leur montant total. Les amortissements sont pratiqués sur la durée d'exploitation de ces licences en fonction des avantages consommés au cours de l'exercice.

Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues du fait de l'application par la société de l'option prévue par le Code de Commerce (C. com. art. D 19 et PCG art. 311-3-2).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- installations internet	3 à 7ans
- Installations techniques, matériels et outillages	4 à 10 ans
- installations générales, agencements	7 à 10 ans
- matériel de transport	5 ans
- mobilier de bureau	4 ans

...

Immobilisations financières:

Titres de participation

La valeur brute est constituée par le coût d'achat. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction d'une analyse multicritère tenant compte notamment des projections de flux de trésorerie futurs, de l'actif réévalué, de la quote-part des capitaux propres et d'autres méthodes, en tant que de besoin.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières comprennent notamment les autres titres immobilisés et les actions propres.

Autres titres immobilisés

Les autres titres immobilisés sont ceux que l'entreprise a l'intention ou l'obligation de conserver durablement.

A chaque date d'arrêté, la société apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant une dépréciation est constituée.

Actions propres

Elles sont évaluées au prix d'acquisition des actions. A la fin de l'exercice, le coût d'acquisition est comparé au cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice. Une dépréciation est constituée si ce cours est inférieur à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée si le cours à la clôture est inférieur à la valeur comptable.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les transactions en monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés dans ces autres monnaies sont convertis aux taux en vigueur à la date de clôture. La conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en 'écart de conversion'.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité ou partiellement.

Coût d'emprunt

Les coûts d'emprunts supportés par la société au cours de l'exercice n'ont pas pour objet de financer l'acquisition ou la production d'actif éligible et sont comptabilisés dans le résultat financier.

Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation légale ou implicite à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie des ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente de celui-ci.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Avantages au Personnel

Le principal régime à prestations définies existant au sein du Groupe concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite). Au 31 décembre 2008, la provision constatée sur ModeLabs Group, calculée par le cabinet d'actuaire s'élève à 111 437 €.

Cette évaluation prend en compte :

- les droits acquis par chaque salarié à la clôture de l'exercice considéré. Le taux de revalorisation des salaires estimé à 4 %,
- l'éventualité d'un départ à la retraite à 65 ans compte tenu du turn-over de chaque société du groupe. Le taux du turn-over pris en compte s'élève à 2 % jusqu'à l'âge de 54 ans et 0 % au delà,
- la probabilité pour chaque salarié d'atteindre l'âge de la retraite,
- la mise à la retraite à l'initiative de l'employeur,
- un taux d'inflation de 2,50 % et un taux d'actualisation de 5,25 %.

Le tableau ci-dessous synthétise les principales hypothèses :

	2008	2007
Taux d'actualisation	5,25 %	5 %
Taux d'inflation	2,50 %	2 %
Taux de revalorisation des salaires	4 %	4%

Changement de méthodes

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

Faits caractéristiques

Actions Propres

Depuis le 8 mai 2006 et jusqu'au 7 mai 2007, pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, Modelabs Group a confié à la société Credit Agricole Chevreux la mise en oeuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI approuvée par la décision de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

A la date du 31 décembre 2008, 129 000 titres Modelabs Group figurent au compte de liquidité pour une valeur d'achat de 476 KE.

Par ailleurs, Modelabs Group a confié à la société Credit Agricole Chevreux la mise en oeuvre d'un contrat de programme de rachat de titres avec effet au 31 juillet 2007 pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Le mandat d'achat porte sur 900 000 actions maximum. A la date du 31 décembre 2008, 31.000 actions Modelabs Group figuraient au compte de ce programme pour une valeur d'achat de 181KE.

Autres Informations

Le 3 juillet 2006, le Directoire, sur recommandation du Comité des rémunérations et par autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 2005, a décidé d'adopter, au profit de certains cadres de l'entreprise :

- un plan d'options de souscription d'actions de la société Modelabs Group,
- un plan d'attribution gratuite d'actions de la société Modelabs Group.

Le droit d'attribution définitive est soumis à la présence effective du bénéficiaire dans la société à la fin de la période d'acquisition fixée pour chaque bénéficiaire par le Directoire lors de l'attribution. L'évaluation des services rendus par les bénéficiaires est réalisée à l'aide d'un modèle de type Black Scholes.

L'Assemblée Générale mixte du 4 juin 2007 a donné au Directoire l'autorisation de consentir au bénéfice des salariés de la société des options donnant droit à la souscription d'actions de la société et de procéder à l'attribution gratuite d'actions. Ces autorisations sont accordées pour une durée de 36 mois soit jusqu'au 4 août 2010 et remplacent celles du 22 novembre 2005 et du 22 mars 2006.

En date du 23 février 2008, le Directoire a décidé, sur recommandation du Comité des rémunérations, de modifier le plan d'options de souscription d'actions de la société Modelabs Group adopté le 3 juillet 2006.

L'Assemblée Générale mixte du 22 mai 2008 a donné au Directoire l'autorisation de consentir au bénéfice des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société et de procéder à l'attribution gratuite d'actions. Ces autorisations sont attribuées pour une durée de 36 mois soit jusqu'au 22 juillet 2011 et remplacent celles du 4 juin 2007.

Plans de stocks-options et actions gratuites Plan 1a	Stocks-options	Actions gratuites
date d'attribution	03/07/06	03/07/06
prix d'exercice de l'option en euros	6.11	
nombre maximum de stocks options et d'actions gratuites pouvant être attribuées	338 055	234 296
nombre de stocks options et d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	185 007	141 473
nombre de stocks options et actions gratuites restant à attribuer après le plan 1a	153 048	92 821
cours de l'action lors de l'attribution en euros :	7.55	7.55

Plans de stocks-options et actions gratuites Plan 1b et 1c	Stocks-options	Actions gratuites
date d'attribution	01/06/07	01/06/07
prix d'exercice de l'option en euros	6.83	
nombre de stocks options et actions gratuites restant à attribuer après le plan 1a	153 048	92 821
nombre de stocks options et d'actions gratuites attribuées au 31/12/08	54 412	92 821
nombre de stocks options et actions gratuites restant à attribuer après le plan 1b et 1c	98 636	0
cours de l'action lors de l'attribution en euros :	8.62	8.62

Plans de stocks-options Plan 2-Remplace partiellement le plan 1a	Stocks-options
date d'attribution	23/02/08
prix d'exercice de l'option en euros	1.51
nombre maximum de stocks option pouvant être attribuées	112 685
nombre de stocks option attribuées au 31/12/2008	108 827
nombre de stocks option restant à attribuer après le plan 2	3 858
cours de l'action lors de l'attribution en euros :	1.89

Plans d'actions gratuites Plan 2	Stocks-options
date d'attribution	03/01/08
prix d'exercice de l'option en euros	1.51
nombre maximum d'actions gratuites pouvant être attribuées	112 685
nombre d'actions gratuites attribuées au 31/12/2008	3 000
nombre d'actions gratuites restant à attribuer après le plan 2	109 685
cours de l'action lors de l'attribution en euros :	1.96

Plans de stocks-options Plan 3-Remplace partiellement le plan 1a, 1b et 1c	Stocks-options
date d'attribution	09/07/08
prix d'exercice de l'option en euros	1.78
nombre maximum de stocks option pouvant être attribuées	338 055
nombre de stocks option attribuées au 31/12/2008	130 592
nombre de stocks option restant à attribuer après le plan 2	207 463
cours de l'action lors de l'attribution en euros :	2.20

.....

...

Intégration fiscale

La société Modelabs Group a opté à compter du 1er janvier 2005 pour le régime d'intégration fiscale avec la société Modelabs SA.

La société filiale, Modelabs SA, enregistre sa charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

La société Modelabs Group enregistre le solde d'impôt, charge ou produit, par rapport au résultat d'ensemble.

Au 31 décembre 2008 le produit d'impôt de la société Modelabs Group est de + 206 339 €. En l'absence d'intégration fiscale, Modelabs Group n'aurait pas eu de produit d'impôt à comptabiliser.

IMMOBILISATIONS

Euros

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations:	
		Réévaluation:	Acquisitions:
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement	Total I		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	13 648 972	2 515 859
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		525	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier		39 103	1 886
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			1 131
Total III		39 628	3 017
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations		42 577 720	1 700 000
Autres titres immobilisés		918 619	153 662
Prêts et autres immobilisations financières		5 537 613	3 541 437
Total IV		49 033 952	5 395 099
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		62 722 552	7 913 974

Cadre B	Diminutions:		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluation: Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		700 000	15 464 831	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements, constructions			525	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier			40 988	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				1 131
Total III			42 644	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		23 626 810	20 650 910	
Autres titres immobilisés		415 643	656 638	
Prêts et autres immobilisations financières		5 726 387	3 352 663	
Total IV		29 768 840	24 660 211	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		30 468 840	40 167 687	

AMORTISSEMENTS

Euros

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	Total I				
Autres immobilisations incorporelles	Total II	734 856	3 927 264	700 000	3 962 120
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions		170	105		275
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		21 412	8 802		30 213
Emballages récupérables et divers					
	Total III	21 582	8 907		30 489
TOTAL GENERAL (I + II + III)		756 437	3 936 171	700 000	3 992 608

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOI							
Immobilisations amortissables:	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Differential de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Differential de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Immo. incorporelles							
Frais d'établissement							
Aut. immo. incorp.							
	Total I						
	Total II						
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gén., agenc. amén. const.							
Inst. techn., mat. outill. indus.							
Inst. gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. et divers							
	Total III						
Frais acq. titres part.	Total IV						
TOT. GEN. (I+II+III+IV)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
	Montant net début d'ex.	Augmen-tations	Dotations ex. net amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

Euros

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations: exercice	Diminutions : Reprises: exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges		75 000		75 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	4 455	192 069	4 455	192 069
Provisions pour pensions et obligations similaires	99 071	12 366		111 437
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges	371 610	707 263		1 078 873
Total II	475 136	896 698	4 455	1 457 379
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation		234 614		234 614
Sur autres immobilisations financières	472 344	114 103		586 447
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations	68 351		68 351	
Total III	540 695	348 717	68 351	821 061
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 015 831	1 305 415	72 806	2 278 440
		- d'exploitation 154 629		
Dont dotations et reprises :		- financières 540 786	72 806	
		- exceptionnelles 630 000		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-I-5 du CGI)				

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Euros

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
		3 352 663	3 352 663	
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
		3 451 787	3 451 787	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
		10 951	10 951	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
		542 013	542 013	
Taxe sur la valeur ajoutée				
		2 065 341	2 065 341	
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
		27 183 717	27 183 717	
Groupe et associés (2)				
		26 753	26 753	
Débiteurs divers				
		5 589	5 589	
Charges constatées d'avance				
	Total	36 638 316	36 638 316	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
	- à un an maximum à l'origine	366 604	366 604		
	- à plus d'un an à l'origine	10 266 667	10 266 667		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
		12 842 907	12 842 907		
Personnel et comptes rattachés					
		247 639	247 639		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
		229 778	229 778		
Impôts sur les bénéfices					
		172 897	172 897		
Taxe sur la valeur ajoutée					
		172 897	172 897		
Obligations cautionnées					
		18 342	18 342		
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
		15 299 982	15 299 982		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
		34 000	34 000		
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
	Total	39 478 315	39 478 315		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

10 000 000

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

921 679

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Elément relevant de plusieurs postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit, non appelé			
Immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations	19 850 910	800 000	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Total Immobilisations	19 850 910	800 000	
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances			
Créances clients et comptes rattachés	3 400 149		
Autres créances	27 183 717		
Capital souscrit appelé, non versé			
Total Créances	30 583 866		
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	10 228 255		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total Dettes	10 228 255		

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

		Euros	
		31/12/2008	31/12/2007
Créances clients et comptes rattachés			
41820000	CLIENTS FAE GROUPE	19 580	5 754 621
Total		19 580	5 754 621
Autres créances			
40981000	FRS AAR HORS GROUPE	26 753	
Total		26 753	
Disponibilités			
51870000	INTERETS COURUS A RECEVOIR	120 308	
Total		120 308	
TOTAL GENERAL		166 641	5 754 621

DETAIL DES CHARGES A PAYER

		Euros	
		31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
16884500	INTERETS COURUS		22 184
51860000	CAP ORGANISMES BANCAIRES	92 965	337
Total		92 965	22 521
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
40810000	FOURN. FACT.NON PARVENUES	710 101	2 080 231
40820000	Frs FNP Groupe	39 056	
Total		749 157	2 080 231
Dettes fiscales et sociales			
42820000	DETTES PROV./CONGES PAYES	86 732	118 733
42830000	DETTES PROV./PRIMES	150 833	111 200
42860010	COLLECTIF NOTES DE FRAIS	10 074	(3 303)
42860100	PERS.AUTR.CHARGES A PAYER		(10 660)
43330000	FORMATION PROF. CONTINUE	17 175	11 920
43350000	TAXE D'APPRENTISSAGE	8 444	7 932
43820000	PROV. CHARGES SOCIALES	36 427	49 868
43830000	CS SUR PRIMES	63 350	40 740
44860000	AUTRES IMPOTS & TAXES A PAYER		5 000
44861000	ORGANIC	7 040	6 400
44864000	TAXE VEHICULES DE SOCIETES	11 301	6 800
44867000	TP	1	
Total		381 378	344 638
TOTAL GENERAL		1 233 493	2 447 382

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

		Euros	
		31/12/2008	31/12/2007
4860000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 589	77 354
TOTAL GENERAL		5 589	77 354

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

		Euros	
		31/12/2008	31/12/2007
Sur opérations de gestion			
67120000	PENALITES ET AMENDES FISCALES	1 894	21
Total		1 894	21
Sur opérations en capital			
67510000	VALEUR COMPT ELEMNT ACTIF CEDE	430 000	
67560000	VCN IMMO FINANCIERES CEDEES	23 626 810	
67810000	CHARGES EXCEPT DIVERSES	629 921	
Total		24 686 731	
Dotations aux amortissements et provisions			
68710000	DOTATION AMORT EXCEPTIONNELS	3 001 082	
68750000	DOT PROV RISQ & CHARG ENC	630 000	
Total		3 631 082	
TOTAL GENERAL		28 319 707	21

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées par :

- la valeur nette comptable des titres de participations cédés :

titres MODELABS TECHNOLOGIES (ex INNOVI) : 23.227 K€
titres PHONIX ITALIA SPA : 400 K€

- l'amortissement exceptionnel des licences de marques pour 3.001 K€

- des charges liées à des décisions de réorganisation pour 1.260 K€ dont 630 K€ constatées en provision pour risques.

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Euros

	31/12/2008	31/12/2007
Sur opérations de gestion		
77180000 PROFITS EXCEPTIONNELS	330 074	
Total	330 074	
Sur opérations en capital		
77560000 PRODUITS CESSIION IMMO FINANCIE	300 000	
Total	300 000	
TOTAL GENERAL	630 074	

Les produits exceptionnels comprennent pour 300 K€ le produit de cession des titres de participation PHONIX ITALIA SPA.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	En fin d'exercice	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Rembourcés pendant exerci	En fin d'exercice
ACTIONS	0,10000	0,10000	22 537 000	312 390		22 849 390

La société Modelabs Group, en date du 27 mai 2008, a procédé à une augmentation de capital de 31K€ correspondant à l'émission de 312 390 nouvelles actions de 0.1 euro de valeur nominale.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES EN K€

	Capital	Primes et Réserves	Résultat	Total Capitaux propres
Situation au 31/12/2007	2 254	77 567	(556)	79 265
Mouvements en 2008	31	468		499
Affectation du résultat 2007		(556)	556	
Augmentation de capital				
Résultat au 31/12/2008			(39 746)	(39 746)
Situation au 31/12/2008	2 285	77 479	(39 746)	40 018

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	3 000 000
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	
Autres engagements donnés	
Nantissements	3 219 000
Total (1)	6 219 000

(1) Dont concernant :

- les dirigeants
- les filiales
- les participations
- les autres entreprises liées

Dont engagements assortis de sûretés réelles

Engagements reçus	Montant
Total (2)	
<i>(2) Dont concernant :</i>	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
<i>Dont engagements assortis de sûretés réelles</i>	

Engagements réciproques	Montant
Total	

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	266 667		
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 299 982	3 085 229	
Autres dettes			
Total	15 566 649	3 085 229	

EFFECTIF MOYEN

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	10	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	5	
Ouvriers		
Total	15	0

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Euros

(Règlement 99-03 du 29 avril 1999)

Capital	Réserves et report à nouveau	Valeur des titres :		Prêts/avance consentis et non remb.	CART et résultat du dernier exercice écoulé	Dividendes perçus par la société au cours de l'exercice	Observations
		Valeur brute	Valeur nette				
Quota-part dérivée (en %)	affectation des résultats			cautions/ava donné par la sté			
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations:							
1 - Filiales (> 50% du capital détenu)							
MODELABS SA	115 000 99,000	22 726 250	16 924 213 16 924 213		189 096 063 7 301 082		
MODELABS HK	23 000 100,000	91 000	22 597 22 597		1 104 100 (196 600)		
MODELABS UK	1 000 100,000	(250 000)	1 347 1 347		4 367 700 (1 942 200)		
MODELABS INC	76 000 95,000	(686 000)	315 900 315 900		673 900 (932 000)		
WORLD GSM	41 250 70,000	(690 792)	402 218 402 218		309 000 (438 000)		
MODELABS MOBILES SL	30 000 100,000	(66 000)	50 000 50 000		44 000 (207 000)		
MANUFACTURE	1 000 000 100,000		1 000 000 1 000 000		11 561 235 (5 048 599)		
MODELABS RESEARCH LABS	10 000 100,000	637 811	700 000 700 000		921 492 87 468		
2 - Participations (de 10 à 50% du capital détenu)							
GLOBAL V	56 130 34,000	517 956	800 000 800 000		6 364 000 896 000		

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	642 986		642 986
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes	2 322 164		2 322 164
Total	2 965 150		2 965 150

Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué de coûts refacturés dans le cadre de conventions courantes et réglementées entre Modelabs Group et ses filiales Modelabs SA et Modelabs Manufacture à hauteur de 2.776 K€ au 31 décembre 2008.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Rémunérations allouées aux membres	Montant
- des organes de direction ou de gérance	696 008
- des organes d'administration	
- des organes de surveillance	
Total	696 008

AUTRES ENGAGEMENTS

Le montant des stocks options et actions gratuites attribuées aux membres des organes de Direction ou de gérance est de 113 000 € au 31 décembre 2008.

20.4.5 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société MODELABS GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La très grande volatilité sur les marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions sur des marchés financiers devenus inactifs ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823. 9 du Code de commerce.

- Comme indiqué dans le paragraphe « titres de participations » de la note « règles et méthodes comptables » de l'annexe, une dépréciation est constatée par votre société lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à leur valeur comptable. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues pour la valeur d'inventaire, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Courbevoie et Neuilly sur Seine, le 28 avril 2009

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Luc BERREBI

MAZARS

Odile COULAUD

20.5 Date des dernières informations financières

Les dernières informations financières disponibles concernant la Société datent du 30 juin 2009.

20.6 Politique de distribution des dividendes

La Société n'a pas versé de dividendes au titre de ses trois derniers exercices.

La Société se positionne en tant que valeur de croissance et n'entend pas, à la date du présent Document de Référence, adopter une politique de versement de dividendes réguliers.

20.7 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

20.8 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Il n'y a eu aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de ModeLabs Group survenu depuis le 30 juin 2009.

21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1 Capital social

21.1.1 Montant du capital social

Au 31 décembre 2008, le capital de la Société s'élève à 2.284.939 euros et est divisé en 22.849.390 actions de dix centimes d'euros de nominal chacune et de même catégorie.

Au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006, le capital de la Société s'élevait à 2.253.700 euros et était divisé en 22.537.000 actions de dix centimes d'euros de nominal chacune et de même catégorie.

21.1.2 Titres non représentatifs du capital

A la date du présent Document de Référence, il n'existe aucun titre non représentatif du capital de la Société.

21.1.3 Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales

L'Assemblée Générale mixte des actionnaires en date du 20 mai 2009 a mis fin, avec effet immédiat et pour la fraction non utilisée, à la précédente autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2008 de procéder au rachat d'actions de la Société et a, à nouveau, autorisé le Directoire à procéder au rachat d'actions de la Société pour une nouvelle période de 18 mois, soit jusqu'au 22 novembre 2010 inclus.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de Commerce ainsi qu'aux termes de l'assemblée générale susvisée, les opérations de rachat susvisées peuvent être effectuées à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par les lois et règlements en vigueur et notamment en vue de la réalisation des objectifs suivants :

- l'animation du marché secondaire par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers;
- la conservation et l'utilisation de tout ou partie des actions rachetées pour procéder à la remise d'actions à titre d'échange, de paiement ou autre, dans le cadre d'opérations de croissance externe dans le respect des pratiques de marché;
- l'attribution d'actions à des salariés et des mandataires sociaux de la Société et/ou de son Groupe au sens des dispositions de l'article L. 225-180 I du Code de commerce, notamment dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ;
- l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce;
- l'attribution d'actions à des salariés et, le cas échéant, des mandataires sociaux de la Société au titre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tous d'épargne d'entreprise, dans les conditions prévues par la loi, notamment dans le cadre des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail;
- la remise d'actions de la Société à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société;
- l'annulation d'actions par voie de réduction de capital.

Les autres principales caractéristiques dudit programme de rachat d'actions sont les suivantes :

- prix d'achat maximum autorisé 6 €;
- montant maximal des fonds pouvant être engagés dans le programme de rachat d'actions 10.000.000 €;
- pourcentage maximum de capital social dont le rachat est autorisé : 10%.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où il serait fait usage des facultés offertes par le cinquième alinéa de l'article L. 225-209 du Code de commerce, les règles relatives au prix de vente seront fixées par les dispositions légales en vigueur.

La Société détient directement des titres de son propre capital depuis la mise en place des contrats suivants.

Contrat de liquidité

En date du 8 mai 2006, pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, ModeLabs Group a confié à la société Crédit Agricole Chevreux la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI approuvée par la décision de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, une somme de 700 K€ a été affectée au compte de liquidité. A la date du 31 décembre 2007, 115 800 titres ModeLabs Group figuraient au compte de liquidité pour une valeur d'achat de 738 K€.

A la date du 31 décembre 2008, 129 000 titres ModeLabs Group figurent au compte de liquidité pour une valeur d'achat de 476 K€.

Contrat de rachat d'actions

ModeLabs Group a confié à la société Crédit Agricole Chevreux la mise en œuvre d'un contrat de programme de rachat de titre avec effet au 31 juillet 2007 pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Le mandat d'achat porte sur 900 000 actions maximum. A la date 31 décembre 2007, 31 000 actions ModeLabs Group figuraient au compte de ce programme pour une valeur d'achat de 181K€.

A la date du 31 décembre 2008, 31 000 actions ModeLabs Group figurent au compte de ce programme pour une valeur d'achat de 180K€.

Le tableau ci-dessous rend compte des opérations qui ont pu être effectuées par la Société au cours des exercices clos le 31 décembre 2006, le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008 dans le cadre de l'autorisation ci-dessus rappelée :

Actions détenues en propre	Cours moyen des achats/ventes	Animation de marché	Croissance externe	Attribution d'actions	Cession	Annulation	Total
Contrat de liquidité	7,38	71000					71000
Intervention de la Société pour son propre compte							
Total au 31 décembre 2006	7,38	71 000	-	-	-	-	71 000
Achats par le contrat de liquidité	6,84	159 566					159 566
Ventes par le contrat de liquidité	7,99	114 866					- 114 866
Achats par la Société pour son propre compte	5,83	106 000					106 000
Acquisition de 5% de Modelabs Inc	5,83		75 000				- 75 000
Solde Contrat de liquidité	6,37	115 800					115 800
Solde Intervention de la Société pour son propre compte	5,83	106 000	75 000				31000
Total au 31 décembre 2007	6,26	221 800	75 000				146 800
Achats par le contrat de liquidité	2,15	68 898					45 612
Ventes par le contrat de liquidité	2,34	55 698					- 40 412
Solde Contrat de liquidité	3,69	129 000					129 000
Solde Intervention de la Société pour son propre compte	5,83	106 000	75 000				31000
Total au 31 décembre 2008	4,10	235 000	75 000				160 000

21.1.4 Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription émises par la Société

A la date du présent Document de Référence, il existe les actions décrites au paragraphe 21.1.1 ci-dessus émises par la Société et les stock options décrites aux paragraphes 15.1.3 et 17.2 du présent Document de Référence.

21.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital

A la date du présent Document de Référence, il n'existe aucun droit d'acquisition ou d'obligation attaché au capital souscrit de la Société, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital.

21.1.6 Options ou accords portant sur le capital de la Société

A la date du présent Document de Référence, il n'existe aucune option ou accord portant sur le capital de la Société sous réserve d'un contrat d'échange de titres établi avec la société G2 Entreprises. Ce contrat, fixant les conditions dans lesquelles G2 Entreprises LLC. peut échanger des titres de ModeLabs Inc. en titres de ModeLabs Group, a été signé le 20 avril 2007.

En exécution de ce contrat, G2E a souscrit à une première augmentation de capital de ModeLabs Inc. et acquis 53 titres de ModeLabs Inc. en date du 7 septembre 2007, puis à une seconde augmentation de capital le 7 novembre 2008 aux termes de laquelle elle a souscrit 55 titres de ModeLabs Inc.

Les 53 titres de ModeLabs Inc. souscrits par G2E le 7 septembre 2007 ont été partiellement convertis en actions ModeLabs Group et donnent droit, à partir de la troisième année où le chiffre d'affaires réalisé aux Etats-Unis dépasse 20 millions de dollars, à une fraction du capital de ModeLabs Group correspondant à 5 % de la proportion du chiffre d'affaires américain sur le chiffre d'affaires consolidé du groupe. Une option d'acompte, valable entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2007, de 75 000 titres ModeLabs Group a été accordée à G2E. Cette option a été exercée le 17 décembre 2007.

Le solde des titres de ModeLabs Inc. détenus par G2E est convertible en titres ModeLabs Group, pendant une période de trois ans, à compter de la date à laquelle, le chiffre d'affaires de ModeLabs Inc. dépasse 20 millions de dollars ou que son EBIT excède 1 million de dollars et donne droit à un nombre de titres de ModeLabs Group calculé comme indiqué précédemment en fonction de la proportion représentée par le chiffre d'affaires réalisé aux Etats-Unis par rapport au chiffre d'affaires mondial du Groupe corrigé à la baisse, le cas échéant, si le taux d'EBIT de ModeLabs Inc. est inférieur au taux d'EBIT consolidé du Groupe. En aucun cas la conversion ne peut aboutir à conférer à G2E plus de 5 % du capital de ModeLabs Group à ce titre.

Par ailleurs, la promesse de cession consentie par Monsieur Alain Zagury à Monsieur Stéphane Bohbot, président du Directoire de ModeLabs Group, portant sur 781.000 et actions de la Société ainsi que la promesse de cession consentie par Monsieur Christian André à Monsieur Stéphane Bohbot et Monsieur Henri-Nicolas Olivier, portant sur 0,86% du capital de la Société qui avaient fait l'objet du communiqué 206C0774 de l'Autorité des Marchés Financiers sont arrivées à expiration le 11 avril 2009.

Ces promesses non exercées à cette date sont devenues caduques.

21.1.7 Evolution du capital social

Evolution générale du capital social depuis la création de la Société

Date	Nature des opérations	Augmentation de capital	Prime d'émission ou d'apports	Nombre d'actions créées	Valeur nominale	Nombre d'actions cumulées	Capital après opération
23/10/03	Création	50.000 euros	-	50.000	1	50.000	50.000
24/04/04	Augmentation de capital	2.867 euros	427.183 euros	2.867	1	52.867	52.867
7/09/04	Augmentation de capital	7.209 euros	1.492.767,63 euros	7.209	1	60.076	60.076
7/09/04	Fusion	60.076 euros	12.439.924 euros (prime de fusion)	60.076	1	120.152	120.152
7/09/04	Incorporation partielle de la prime de fusion	1.081.368 euros	-	-	10	120.152	1.201.520
11/10/05	Incorporation partielle de la prime de fusion	360.456 euros	-	-	13	120.152	1.561.976
11/10/05	Division de la valeur nominale	-	-	- 120.152 + 15.619.760	0,1	15.619.760	1.561.976
11/04/06	Introduction en bourse	614.580,30 euros	58.385.128,50 euros	6.145.803	0,1	21.765.563	2.176.556,30
30/06/06	Acquisition des titres de ModeLabs Technologies Ltd. (ex Innovi) : rémunération de l'apport	77.143,70 euros	7.328.651,50 euros	771.437	0,1	22.537.000	2.253.700
27/05/08	Augmentation de capital	31.239 euros	468.585 euros	312.390	0,1	22.849.390	2.849.390

L'assemblée générale mixte des actionnaires de ModeLabs Group, qui s'est réunie le 11 octobre 2005 a décidé d'augmenter le capital social de ModeLabs Group par incorporation de prime pour le porter de 1.201.520 euros à 1.561.976 euros puis de diviser la valeur nominale des actions de ModeLabs Group par 130 pour la ramener de 13 euros à dix centimes d'euro.

En date du 11 avril 2006, date de l'introduction en bourse de la société ModeLabs Group, le capital social de ModeLabs Group a été augmenté de 614 580,30 euros par l'émission de 6 145 803 actions d'une valeur nominale de 0,10 €.

En date du 30 juin 2006, lors de l'acquisition des titres de la société Innovi Technologies Ltd. (ex Innovi), le capital de la société ModeLabs Group a été augmenté d'un montant de 77 143,70 euros par l'émission de 771 437 nouvelles actions d'une valeur nominale de 0,10 € en rémunération de l'apport de 337 040 actions de la société Innovi technologies Ltd.

Au 31 décembre 2006, le capital social de la société Modelabs Group (société consolidante) était constitué de 22 537 000 actions de 0,10 € de valeur nominale.

Au 31/12/2007, aucun mouvement n'était intervenu sur le capital social de Modelabs Group.

Le 27 mai 2008, Modelabs Group a émis 312.390 nouvelles actions d'une valeur nominale de 0,10 euros suite à l'exercice des BSPCE par leur bénéficiaire.

Capital autorisé non émis

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 alinéa 4 du Code de commerce tel qu'issues de l'ordonnance 2004-604 du 24 juin 2004, le tableau ci-dessous récapitule les délégations de compétence et de pouvoirs accordés par l'Assemblée Générale des actionnaires au Directoire à la clôture de l'exercice 2008.

TYPE D'EMISSION	DATE AUORISATION	ECHEANCE	DUREE	MONTANT MAXIMUM	UTILISATIONS 2008
Autorisations générales					
Augmentation de capital par émission d'actions réservées aux salariés en application de l'article L. 225-209 alinéa 1 du Code de commerce.	22 mai 2008	21 septembre 2009	18 mois	Capital : 100.000 €	Non utilisée
Augmentation de capital par émission d'actions réservées aux salariés en application de l'article L. 225-209 alinéa 2 du Code de commerce.	22 mai 2008	21 septembre 2009	18 mois	Capital : 100.000 €	Non utilisée
Autorisations spécifiques en faveur des salariés et mandataires sociaux					
Options de souscription d'actions	22 mai 2008	21 juillet 2011	38 mois	0,5% du capital	Utilisée partiellement ¹
Actions gratuites	22 mai 2008	21 juillet 2011	38 mois	0,5% du capital	Utilisée partiellement ²

Répartition détaillée du capital social et des droits de vote en pourcentages.

En application des dispositions statutaires, des droits de vote doubles pourront être acquis par les actionnaires détenant depuis deux ans au moins et sous forme nominative des actions entièrement libérées.

¹ Le détail d'utilisation est fourni dans l'annexe aux comptes consolidés.

² Le détail d'utilisation est fourni dans l'annexe aux comptes consolidés.

Actionnariat	Situation au 31/12/2008		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Fondateurs (*)	9 649 642	42,23%	58,71%
Autres membres du CS	525 038	2,30%	3,19%
Autres et salariés	250 245	1,10%	1,19%
OTC	1 176 316	5,15%	3,58%
AXA	807 940	3,54%	2,46%
FLOTTANT	10 440 209	45,69%	30,87%
TOTAL	22 849 390	100%	100%

(*) Les Fondateurs de la Société sont les suivants :

- Mr Pierre ASSEO	5,8 %
- Mr Stéphane BOHBOT	13,8 %
- Mr Henri-Nicolas OLIVIER	0,1 %
- Mr Christophe SEVIN	3,3 %
- Mr Alain ZAGURY	18,2 %
- Mr Christian ANDRE	1,0 %

Au 30 juin 2009, l'actionnariat du groupe Modelabs se présente comme suit :

Actionnariat	Situation au 30/06/2009		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Fondateurs (*)	9 553 340	41.81%	56.29%
Autres membres du CS	507 728	2.22%	3.26%
Autres et salariés	162 332	0.71%	0.82%
OTC	1 261 316	5.52%	3.92%
AXA	788 940	3.45%	2.45%
FLOTTANT	10 575 734	46.28%	33.26%
TOTAL	22 849 390	100%	100%

(*) Les Fondateurs de la Société sont les suivants :

- Mr Pierre ASSEO	5,8 %
- Mr Stéphane BOHBOT	13,8 %
- Mr Henri-Nicolas OLIVIER	0,0 %
- Mr Christophe SEVIN	3,3 %
- Mr Alain ZAGURY	18,1 %
- Mr Christian ANDRE	0,7 %

A la connaissance de la Société, il n'existe pas à ce jour, d'action de concert entre actionnaires, et il n'existe aucun autre actionnaire détenant plus de 2,5% du capital et des droits de vote (seuil statutaire).

21.2 Acte constitutif et statuts

21.2.1 Objet social

Conformément à l'article 2 de ses statuts, la Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La conception, la fabrication, la vente et l'achat de tous matériels téléphoniques, électroniques, électromagnétiques, la fourniture de tous types de services notamment télématiques, informatiques et électroniques ainsi que la maîtrise d'œuvre d'offres de couples produits / services en matière de télécommunications.
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
 - la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
 - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
 - la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
 - toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

21.2.2 Exercice social (article 6 des statuts)

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

21.2.3 Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration de direction et de surveillance

Directoire (articles 13 et 14 des statuts)

La société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle du Conseil de surveillance.

La limite d'âge, pour l'exercice des fonctions de membre du Directoire, est fixée à 65 ans accomplis.

Dans les conditions et pour la durée prévues par la loi, les membres du Directoire sont nommés par le Conseil de surveillance qui en fixe le nombre, confère à l'un d'eux la qualité de président et détermine leur rémunération. La durée des fonctions des membres du Directoire est de quatre ans. Les fonctions d'un membre du Directoire prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat et qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les membres du Directoire se réunissent aussi souvent que l'intérêt social l'exige, sur convocation du président ou de la moitié de ses membres, au lieu indiqué par l'auteur de la convocation ; ils peuvent être convoqués par tous moyens, même verbalement. Les membres du Directoire examinent toutes questions relevant de leur compétence, qu'elles aient été portées ou non sur la convocation lorsque celle-ci a été faite par écrit. Afin de faciliter le fonctionnement et l'efficacité de la gestion, les membres du Directoire peuvent, avec l'autorisation du Conseil de surveillance, répartir entre eux les tâches de la direction.

Les décisions du Directoire sont prises à la majorité des membres présents. Nul ne peut voter par procuration au sein du Directoire.

Les membres du Directoire ne sont révocables que par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Le président du Directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers. Le Conseil de surveillance peut également attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du Directoire qui portent alors le titre de « directeur général ».

Le président du Directoire et les directeurs généraux ou le directeur général unique sont autorisés à substituer partiellement dans leurs pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'ils aviseront.

Conseil de surveillance (articles 15 et 16 des statuts)

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus.

Chaque membre du Conseil de surveillance doit être pendant toute la durée de ses fonctions propriétaire de une action au moins.

La durée des fonctions des membres du Conseil de surveillance est de quatre années.

Tout membre sortant est rééligible. Toutefois, le mandat de tout membre personne physique prend fin, de plein droit, sans possibilité de renouvellement, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de 75 ans.

Conformément à la loi, dans la limite du tiers des membres en fonction, les membres du Conseil de surveillance peuvent bénéficier d'un contrat de travail correspondant à un emploi effectif.

Le Conseil de surveillance nomme parmi ses membres un président et un vice-président qui exercent leurs fonctions pendant toute la durée de leur mandat de membre du Conseil de surveillance.

Les membres du Conseil de surveillance sont convoqués aux séances du conseil par tous moyens, même verbalement.

Le Conseil de surveillance peut, à la majorité de ses membres présents ou représentés, arrêter ou modifier certaines règles relatives à son fonctionnement dans le cadre d'un règlement intérieur.

Les décisions sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Les réunions du Conseil de surveillance pourront être organisées par des moyens de visioconférence ou tout autre moyen non interdit par la loi, selon des modalités prévues par un règlement intérieur établi à cet effet.

Pour la validité des délibérations du conseil, le nombre des membres présents doit être au moins égal à la moitié des membres.

Le règlement intérieur de la société prévoit que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du Conseil de surveillance qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence ou tout autre moyen conforme à la réglementation applicable.

Le Conseil de surveillance peut comprendre, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, un ou plusieurs censeurs. Le censeur est une personne physique ou morale choisie parmi les actionnaires ou en dehors d'eux. La décision de nomination indique la durée des fonctions du censeur. Le censeur est convoqué aux séances du Conseil de surveillance dans les mêmes conditions que les membres du Conseil de surveillance. Le censeur étudie les questions que le Conseil de surveillance soumet, pour avis, à son examen. Le censeur assiste aux séances du Conseil de surveillance et prend part aux délibérations avec voix consultative, sans que toutefois son absence puisse nuire à la validité des délibérations. Le censeur peut être révoqué à tout moment par le Conseil de surveillance, sans qu'aucun motif ne soit nécessaire. La fonction de censeur ne donne pas lieu à rémunération

Le Conseil de surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion du Directoire. A ce titre, il peut, à toute époque de l'année, opérer les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Une fois par trimestre au moins, il entend un rapport du Directoire sur la gestion de la société.

21.2.4 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions de la Société

Sous réserve du droit de vote double conféré à leur titulaire par les actions intégralement libérées et pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative de manière continue pendant un délai de deux années au nom d'un même actionnaire, chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Tout actionnaire peut, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Société ou remise en main propre contre décharge à un membre du Directoire, renoncer temporairement ou à titre définitif, à tout ou partie de ses droits de vote double. Cette renonciation prend effet le troisième jour ouvrable suivant la réception par la Société de la lettre de renonciation.

21.2.5 Modalités de modification des droits des actionnaires

Les droits des actionnaires tels que figurant dans les statuts de la Société ne peuvent être modifiés que par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société.

Toute augmentation des engagements des actionnaires doit être décidée à l'unanimité.

21.2.6 Assemblées générales d'actionnaires (article 18 des statuts)

21.2.6.1 Tenue des assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire. L'intermédiaire régulièrement inscrit pour le compte d'un actionnaire domicilié hors du territoire français peut transmettre pour une Assemblée le vote ou le pouvoir du propriétaire de ces actions.

Un actionnaire peut exprimer son vote par correspondance conformément à la loi. En cas de présence de l'actionnaire à l'Assemblée, celle-ci rendra nul le vote par correspondance ou par procuration ; le vote par correspondance exclura celui par procuration. Il sera tenu compte des formulaires reçus par la Société au plus tard la veille de la date fixée pour cette assemblée, avant 15 heures, heure de Paris.

Le droit de participer aux Assemblées est subordonné :

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à l'enregistrement comptable des titres en leur nom ou au nom de l'intermédiaire habilité dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, au 3^{ème} jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.
- pour les propriétaires d'actions au porteur, à la réception par la société ou son mandataire aux lieux indiqués dans l'avis de convocation, d'une attestation de participation constatant l'enregistrement comptable des actions dans les comptes de titres au porteur au 3^{ème} jour ouvré précédant la date fixée pour cette assemblée, à zéro heure, heure de Paris, délivrée par l'intermédiaire financier teneur de leur compte titres.

Lors de la réunion de l'assemblée, l'assistance personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication qui permettent leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Les assemblées sont présidées par le président du Conseil de surveillance ou, en son absence, par le membre du Conseil de surveillance le plus ancien présent à cette assemblée. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

21.2.6.2 Pouvoirs des assemblées générales

Les assemblées générales, et le cas échéant les assemblées spéciales, ont les pouvoirs définis par la loi.

21.2.7 Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle

Sous réserve du droit de vote double pouvant être conféré par les actions dans les conditions prévues par les statuts de la Société, ces derniers ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

21.2.8 Franchissements de seuils statutaires

Conformément aux statuts (article 12), toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir directement ou indirectement une fraction du capital social égale à 2,5% ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société, dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à son siège social en précisant le nombre total d'actions, de droits de vote correspondant et de titres donnant accès au capital qu'elle détient seule directement ou indirectement ou encore de concert.

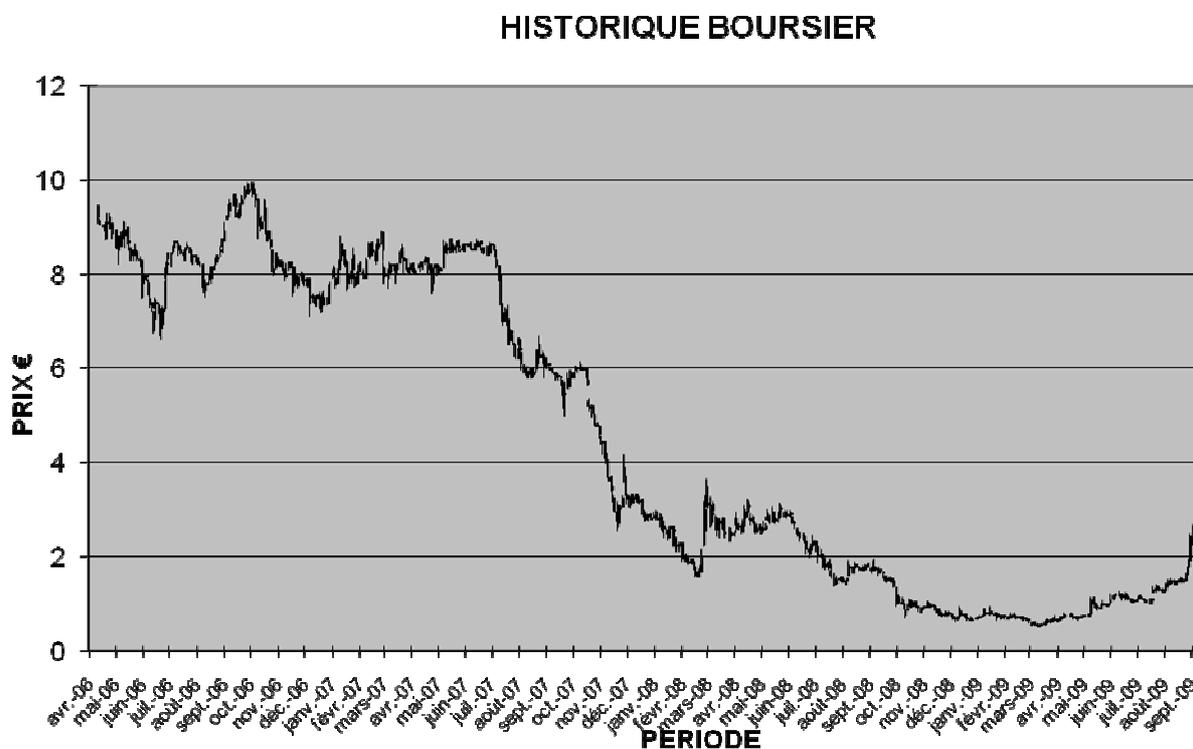
Le non respect de ces dispositions statutaires est sanctionné par la privation des droits de vote pour les actions ou les droits de vote attachés excédant la fraction non déclarée et ce pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendra dans un délai de deux ans suivant la date de régularisation de cette notification, dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant 2,5 % du capital social en font la demande consignée au procès-verbal de l'assemblée générale.

21.2.9 Stipulations particulières régissant les modifications du capital

Il n'existe aucune stipulation particulière dans les statuts de la Société régissant les modifications de son capital.

21.3 Evolution du cours de bourse

L'évolution du cours de bourse de ModeLabs Group depuis son introduction sur l'Eurolist d'Euronext – Paris, se présente comme suit :



Le volume mensuel moyen de transactions sur le titre ModeLabs Group et l'évolution du cours se présente comme suit :

Date	Plus Haut Cours	Date du Plus Haut Cours	Plus Bas Cours	Date du Plus Bas Cours	Dernier Cours	Cours Moyen (ouverture)	Cours Moyen (clôture)	Nombre de titres échangés	Capitaux en milliers d'euros	Nbre de séances de cotation
janv. 2008	2,98	02 janv.	1,95	31 janv.	1,97	2,546	2,497	1 141 022	2 843,15	22
févr. 2008	3,65	28 févr.	1,56	21 févr.	3,16	2,09	2,105	10 925 144	28 868,26	21
mars-08	3,27	03-mars	2,34	25-mars-08	2,53	2,725	2,685	4 001 741	11 132,60	19
avr. 2008	3,21	15 avr.	2,5	08 avr.	2,5	2,724	2,71	3 862 306	10 852,71	22
mai-08	3,14	21-mai	2,53	02-mai	2,91	2,85	2,86	2 259 431	6 499,88	21
juin-08	2,97	02-juin	1,98	24-juin	2,31	2,463	2,44	1 978 257	4 772,21	21
juil. 2008	2,34	01 juil.	1,37	22 juil.	1,5	1,78	1,752	3 026 985	5 295,97	23
août-08	1,93	06-août	1,42	04-août	1,78	1,72	1,733	1 998 126	3 479,83	21
sept. 08	1,94	04 sept.	0,95	30 sept.	1,1	1,597	1,585	1 326 418	1 977,44	22
oct. 2008	1,18	01 oct.	0,71	10 oct.	0,95	0,977	0,963	1 398 445	1 381,89	23
nov. 2008	1,05	04 nov.	0,74	21 nov.	0,78	0,877	0,869	639 352	547,13	20
déc. 2008	0,95	10 déc.	0,63	05 déc.	0,71	0,724	0,726	901 030	680,28	21
janv. 2009	0,94	14 janv.	0,66	21 janv.	0,74	0,775	0,778	1 624 474	1 280,50	21
févr. 2009	0,82	10 févr.	0,59	27 févr.	0,65	0,708	0,712	933 560	663,61	20
mars-09	0,75	27-mars	0,52	09-mars	0,64	0,61	0,61	767 566	475,75	22
avr. 2009	0,8	07 avr.	0,63	01 avr.	0,76	0,726	0,727	1 151 479	838,55	20
mai-09	1,22	29-mai	0,74	04-mai	1,07	0,929	0,937	2 956 525	2 934,10	20
juin-09	1,27	08-juin	1,02	23-juin	1,13	1,147	1,137	1 242 069	1 430,88	22
juil. 2009	1,44	31 juil.	1	16 juil.	1,43	1,191	1,201	1 632 978	2 083,98	23
août-09	2,69	31-août	1,36	03-août	2,26	1,587	1,623	3 349 954	6 439,10	21

21.4 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Montants HT en milliers d'euros	Deloitte				Mazars			
	Montants (HT)		%		Montants (HT)		%	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Audit								
> Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	67	65	69%	100%	67	65	57%	49%
- Filiales intégrées globalement	30	0	31%	0%	50	69	43%	51%
<i>Filiales françaises</i>	30	0	31%	0%	33	33	28%	25%
<i>Filiales étrangères</i>					17	36	15%	27%
> Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur	0	0			0	0		
- Filiales intégrées globalement	0	0			0	0		
Sous-total	97	65	100%	100%	117	134	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
> Juridique, fiscal, social	0	0			0	0		
> Autres	0	0			0	0		
Sous-total	0	0			0	0		
TOTAL	97	65	100%	100%	117	134	100%	100%

22. CONTRATS IMPORTANTS

Le Groupe n'a pas conclu de contrats significatifs au cours des deux dernières années autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires, à l'exception de la mise en place d'un partenariat stratégique avec l'usine de Sony de Ribeauvillé, en Alsace, pour la fabrication de ses mobiles de luxe. La Société y dispose d'équipes et d'espaces dédiés. Les produits y sont réalisés sur la base de processus de fabrication mis en place par ModeLabs et Sony : fabrication à la main, tests de qualité produit de très haut niveau, formation spécifique du personnel.

23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS

Néant.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Pendant la durée de validité du présent Document de Référence, l'acte constitutif, les statuts de la Société, les procès-verbaux d'Assemblées Générales, les informations financières historiques de la Société pour chacun des deux exercices précédents la publication du présent Document de Référence, les rapports des Commissaires aux Comptes et tous autres documents sociaux peuvent être consultés au siège social de la société, 11bis rue Roquépine, 75008 Paris.

La rubrique « Finance » du site internet de la Société est disponible à l'adresse suivante : <http://www.modelabs.com>. Cet espace regroupe l'ensemble de l'information réglementée diffusée par ModeLabs Group SA en application des dispositions de l'article L. 221-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

La liste des informations publiées ou rendues publiques entre le 22 mai 2008 et le 20 mai 2009 est annexée au présent Document de Référence (cf. Annexe C).

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Les titres détenus par la Société dans d'autres sociétés sont récapitulés dans le tableau ci-dessous.

Nom	Nombre	Valeur comptable	Valeur nominale	Nature de la détention
ModeLabs SA	2.442	16.924.213 euros	46 euros	Filiale directe
ModeLabs HK Ltd	240.000	22.597,11 euros	1 Hong Kong dollar	Filiale directe
ModeLabs UK Ltd	1.000	1.347,41 euros	1 livre sterling	Filiale directe
ModeLabs Inc.	1.000	515.400 euros	100 \$	Filiale directe
World GSM	385	402.238 euros	75 euros	Filiale directe
Global 5	1272	800.000 euros	15 euros	Participation directe
ModeLabs Mobiles	500	50.000 euros	100 euros	Filiale directe
ModeLabs Research Labs	100	700.000 euros	100 euros	Filiale directe
ModeLabs Manufacture SAS	100.000	1.000.000 euros	10 euros	Filiale directe

ANNEXE A : GLOSSAIRE

2G, 2,5G, 3G et 4G : évolutions du standard GSM. A chaque évolution, le débit de données par utilisateur et les services disponibles sont améliorés. 2G représente le GSM "basique", 2,5G le GPRS, 3G la norme UMTS et 4G l'évolution de l'UMTS actuellement en cours de spécification.

2G/3G : 2G est la norme GSM qui permet d'avoir des appels voix et de l'échange de données jusqu'à 13kbits/s environ. 3G est la norme UMTS qui, dans sa version européenne (WCDMA) permet d'atteindre 384kbits/s et jusqu'à 2Mbits/s de bande passante sur le canal descendant.

Abonné : consommateur final ayant souscrit un abonnement au service de téléphonie mobile ; cet abonnement se fait auprès d'un opérateur et se traduit par la réception d'une carte SIM ("Subscriber Identity Module").

ARCEP : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (anciennement ART, Autorité de Régulation des Télécommunications).

ARPU : "Average Revenue Per User", revenu moyen par utilisateur. Ce paramètre est le paramètre principal mesurant les revenus moyens de l'opérateur par utilisateur.

Avatars : image représentant une personne ; employé également pour dénommer un service de personnalisation sur téléphone mobile

Blister : emballage qui permet le conditionnement de pièces ou de produits pour le transport et/ou la vente.

Bluetooth : norme de communication point à point sans fil à faible rayon de distance (quelques mètres maximum).

Brand stretching : Le « *brand stretching* » est une extension qui permet à une marque de se décliner dans une catégorie de produits qui n'est pas celle de son activité d'origine. C'est un moyen pour les industriels de décliner de nouveaux produits en utilisant la notoriété acquise sur leur métier de base et ainsi, de conquérir de nouveaux marchés.

Carte de transmission de données : carte électronique contenant du logiciel et permettant de se connecter à un réseau pour la transmission de données (exemple : carte Ethernet)

CDM (Customized Design Manufacturer) : terminologie récemment créée pour qualifier une nouvelle classe d'industriels spécialisés dans la personnalisation de terminaux achetés auprès des ODE, EMS ou ODM et leur commercialisation auprès des opérateurs et détaillants.

CDMA (Code Division Multiple Access) : Une des normes de communication radio.

CellID : identification et référence de la station de base par laquelle un mobile est attaché au réseau mobile. Le CellID permet de déterminer la localisation d'un téléphone mobile par triangulation entre trois relais radio avec lesquels il communique.

Co-branding : le fait que deux sociétés apposent chacune leur marque sur le même produit.

Contenus embarqués : images, sonneries, jeux, etc. et plus généralement contenu multimédia disponible sur le téléphone (soit à l'ouverture de l'emballage soit suite à un téléchargement sur le réseau).

Customisation : la possibilité d'adapter, de modifier un produit déjà existant aux spécificités d'un client.

Design House : entreprise dont l'activité est de concevoir les produits, et éventuellement de les fabriquer industriellement.

Dongle PC : matériel électronique sous forme d'une clef à brancher sur l'ordinateur via une connexion USB et permettant à l'utilisateur d'effectuer certaines fonctions.

EDGE (Enhanced Data rate for Global Evolution) : technologie d'accès radio dérivée de GPRS et permettant de meilleures performances de débit.

EMS (Electronic Manufacturing Service) : ce sigle est équivalent à celui de "CM", il dénomme une société effectuant la production industrielle des téléphones

Engineering : entité au sein d'une société recouvrant l'activité de conception, recherche et développement.

Goodies : accessoires décoratifs vendus/offerts avec le produit.

GPRS (General Packet Radio Service) ou 2.5G : technologie de radio mobile améliorant le débit du GSM d'un facteur 4 environ.

GPS (Global Positioning System) : norme issue de l'armée américaine et permettant de localiser un appareil supportant cette norme à quelques mètres.

GSM (Global System for Mobile telecommunications) : la norme (européenne) la plus répandue de communication mobile.

IM (Instant Messaging) : messagerie instantanée.

Interface utilisateur : principes d'utilisation des fonctions d'un produit ; elle est habituellement basée sur des appuis touches correspondant à des fonctions affichées sur l'écran du produit. Cette notion inclut également les aspects esthétiques et graphiques de cette interface.

Java : technologie logicielle définissant un système d'exploitation et un langage de développement standardisés permettant de faire tourner des applications –en particulier sur les mobiles- quel que soit le type de mobile.

MDD (Marque De Distributeur) : marque appartenant à société faisant la distribution des produits

Merchandising : ensemble des techniques visant à améliorer la présentation des produits dans un espace de vente

MMS (Multimédia Message Service) : norme de la téléphonie permettant aux utilisateurs de s'échanger et de visualiser depuis leur mobile des messages incluant non seulement du texte mais également des images, du son, et plus généralement des contenus multimédia.

MPEG4 : standard spécifiant la façon de coder un flux de données vidéo de façon optimisée.

MVNO (Mobile Virtual Network Operator) : Opérateur mobile virtuel ; habituellement, cet opérateur ne possède pas son réseau en propre mais le loue à un autre opérateur.

NPI (New Product Introduction) : Service s'occupant de l'industrialisation des produits dans l'entreprise.

OAP (Original Accessories Packaging): Se dit d'un contrat autorisant à emballer sous contrôle de la charte graphique constructeur, des accessoires d'origine.

ODE (Original Design Engineering): se reporter à la définition de Design House.

ODM (Original Design Manufacturer) : L'entreprise qui conçoit techniquement le produit et le fabrique industriellement.

OEM (Original Equipment Manufacturer) : L'entreprise qui commercialise le produit sous sa marque.

OLED : technologie d'écran permettant d'avoir une grande luminosité des caractères à l'affichage.

OMSYC : Observatoire Mondial des Systèmes de Communication.

One-Click : principe d'IHM permettant à l'utilisateur de se connecter à un service suite à un simple appui touche.

OS (Operating System) : système d'exploitation.

Packaging: tout ce qui se rapporte à l'emballage et au conditionnement d'un produit.

PMP (Project Management Process) : ensemble des procédures qui permettent de gérer et de suivre un projet de développement.

PTT (Push To Talk) : norme de la téléphonie permettant de s'échanger de courts messages vocaux et de les envoyer à un ou plusieurs destinataires ; cette fonctionnalité du mobile est comparable à celle d'un talkie-walkie.

R&D (Recherche Et Développement) : entité au sein d'une entreprise qui développe les technologies et conçoit techniquement les produits.

Smartphones : téléphones professionnels présentant de nombreuses fonctionnalités utiles pour les cadres d'entreprise dits téléphones intelligents.

Terminal : téléphone mobile.

TTM (Time-To-Market) : le temps de mise sur le marché d'un produit depuis le début de sa conception.

UMTS (Universal Mobile Telephony Service) : la norme dite de 3^{ème} génération qui remplacera les différentes normes de communication radio au niveau mondial.

WAP (Wireless Application Protocol) : norme de la téléphonie mobile permettant de transmettre et d'afficher de l'information (texte, contenu multimédia, liens vers d'autres pages) sur un mobile ; le WAP est à la téléphonie mobile ce que l'application Web est au monde de l'ordinateur et d'Internet.

WiFi (Wireless Fidelity) : norme de communication et de gestion de réseau local sans fil à rayon de distance limité (de la dizaine à la centaine de mètres).

Wimax : norme de nouvelle génération permettant une amélioration des performances (en particulier le débit de données) de la norme WiFi.

ANNEXE B : Liste des Informations publiées ou rendues publiques au cours de douze derniers mois (Article L. 451-1-1 du Code Monétaire et Financier)

Date de publication	Document Contenu de l'information	Supports de l'information Journaux et sites Internet
20/05/09	Déclaration d'actions et de droits de vote	Site Internet AMF et ModeLabs Group
20/05/09	Rapport de l'Assemblée générale ordinaire du 20 mai 2009	Site Internet AMF et ModeLabs Group
30/04/09	Etats financiers 2008	Site Internet AMF et ModeLabs Group
30/04/09	Rapport d'activité 2008	Site Internet AMF et ModeLabs Group
16/04/09	Publication du CA du 1 ^{er} trimestre 2009	Site Internet AMF et ModeLabs Group
15/04/09	Communiqué MyWay Touch : Le premier mobile tactile accessible à tous	Site Internet AMF et ModeLabs Group
24/03/09	Communiqué Meridiist – TAG Heuer dévoile le site officiel de son téléphone de luxe	Site Internet AMF et ModeLabs Group
26/03/09	Communiqué Meridiist Black PVD	Site Internet AMF et ModeLabs Group
16/03/09	Publication des résultats annuels 2008	Site Internet AMF et ModeLabs Group
17/02/09	Communiqué Les recommandations AFEP/MEDEF	Site Internet AMF et ModeLabs Group
21/01/09	Publication du CA Annuel 2008	Site Internet AMF et ModeLabs Group
20/01/09	Communiqué Cession de l'activité Bluetooth déficitaire	Site Internet AMF et ModeLabs Group
08/01/09	Bilan semestriel du contrat de liquidité	Site Internet ModeLabs Group
27/11/08	Communiqué de presse MTV 3.4 3G disponible avec une offre SFR	Site Internet AMF et ModeLabs Group
15/10/08	Publication du CA du 3 ^{ème} trimestre 2008	Site Internet AMF et ModeLabs Group
10/12/08	Document de référence 2007	Site Internet AMF et ModeLabs Group
01/09/08	<i>Publications périodiques :</i> Comptes annuels définitifs de l'exercice clos le 31/12/07	BALO : parution n°106
31/08/08	Résultats du 1 ^{er} semestre 2008	Communiqué de presse sur les sites Internet ModeLabs Group et AMF
31/08/08	Etats financiers au 30/06/08	Site Internet AMF et ModeLabs Group
11/08/08	<i>Publications périodiques :</i> Chiffre d'affaires du 1 ^{er} semestre 2008	BALO : parution n°97
17/07/08	Chiffre d'affaires du 1 ^{er} semestre 2008 : 75 millions d'euros	Communiqué de presse sur les sites Internet ModeLabs Group et AMF
07/07/08	Bilan semestriel du contrat de liquidité	Communiqué de presse sur les sites Internet ModeLabs Group et AMF
17/06/08	Le kit mains libres de voiture sans fil de Bluetrek – Compact Contour – disponible dans tous les Apple Stores aux Etats-Unis	Communiqué de presse sur les sites Internet ModeLabs Group et AMF
02/06/08	ModeLabs Group innove et lance la Bluetrek™ Metal : l'oreillette Bluetooth™ la plus fine au monde	Communiqué de presse sur les sites Internet ModeLabs Group et AMF
31/05/08	Déclaration d'actions et de droits de vote	Communiqué de presse sur les sites Internet ModeLabs Group et AMF

22/05/08	Rapports d'activité 2007	Site Internet AMF et ModeLabs Group
22/05/08	Rapport de l'Assemblée générale du 22/05/08	Site Internet AMF et ModeLabs Group
22/05/08	Etats financiers annuels au 22/05/08	Site Internet AMF et ModeLabs Group

ANNEXE C : TABLEAU DE CONCORDANCE

Afin de faciliter la lecture du présent Document de Référence, le tableau thématique ci-dessous permet d'identifier les principales informations requises par l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses règlements et instructions d'application.

Informations prévues à l'Annexe I du Règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004.

	<i>Chapitres</i>
1. PERSONNES RESPONSABLES.....	1
1.1. Personnes responsables des informations contenues dans le Document d'enregistrement.....	1.1
1.2. Déclaration des personnes responsables du document d'enregistrement.....	1.2
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	2
2.1. Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes.....	2
2.2. Contrôleurs légaux démissionnaires, écartés ou non re-désignés.....	2
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	
3.1. Informations historiques.....	3
3.2. Informations intermédiaires.....	NA
4. FACTEURS DE RISQUE.....	4
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR.....	5
5.1. Histoire et évolution de la Société.....	5.1
5.1.1. Raison sociale et nom commercial.....	5.1.1
5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement	5.1.2
5.1.3. Date de constitution et durée de vie.....	5.1.3
5.1.4. Siège social, forme juridique et législation régissant les activités de l'émetteur.....	5.1.4
5.1.5. Evénements importants dans le développement de l'activité de l'émetteur.....	5.1.5
5.2. Investissements.....	5.2
5.2.1. Principaux investissements réalisés.....	5.2.1
5.2.2. Principaux investissements en cours.....	5.2.2

5.2.3.	Principaux investissements à venir.....	5.2.3
--------	---	-------

Chapitres

6.	APERÇU DES ACTIVITES.....	6
6.1.	Principales activités.....	6.3
6.1.1.	Nature des opérations effectuées par la Société, principaux produits et services fournis.....	6.3.1 et 6.3.2
6.1.2.	Nouveaux produits	6.3.2.2.2 et 6.3.2.3.1
6.2.	Principaux marchés.....	6.2
6.3.	Evénements exceptionnels ayant influencé les principales activités et les principaux marchés.....	6.2.2
6.4.	Dépendance éventuelle de la Société à l’égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux, financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	4.1
6.5.	Eléments fondateurs de toute déclaration de l’émetteur concernant sa position concurrentielle.....	6.4
7.	ORGANIGRAMME.....	7
7.1.	Description du Groupe.....	7
7.2.	Liste des filiales importantes de l’émetteur.....	7
8.	PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS.....	8
8.1.	Immobilisations corporelles importantes existante ou planifié...	8.1
8.2.	Questions environnementales pouvant influencer l’utilisation des immobilisations corporelles.....	8.2
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT.....	9
9.1.	Situation financière.....	9.1
9.2.	Résultat d’exploitation.....	9.2
9.2.1.	Facteurs importants influant sensiblement sur le revenu d’exploitation.....	9.1.2
9.2.2.	Raisons des changements importants du chiffre d’affaires net ou des produits nets.....	9.1.1
9.2.3.	Stratégie et facteurs externes pouvant influencer sur les opérations de l’émetteur.....	4.1 et 4.3

Chapitres

10.	TRESORERIE ET CAPITAUX.....	10
10.1.	Capitaux de l'émetteur.....	10. 3
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie.....	10.1.1et 10.1.2
10.3.	Conditions d'emprunt et structure financière.....	10.1.2
10.4.	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux.....	10.1.2
10.5.	Informations concernant les sources de financement des investissements futurs et des immobilisations corporelles.....	10.1.2
11.	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES.....	11
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES.....	12
12.1.	Tendances ayant affecté la production, les ventes, les coûts et les prix de vente.....	12.1
12.2.	Tendances raisonnablement susceptibles d'influer sur les perspectives de l'émetteur.....	12.2
13.	PREVISION OU ESTIMATION DU BENEFICE.....	13
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.....	14
14.1.	Organes d'administration et de direction.....	14.1
14.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction.....	14.2
15.	REMUNERATION ET AVANTAGES.....	15
15.1.	Montant de la rémunération versée et avantages en nature.....	15.1
15.2.	Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.....	15.2
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE	16

DIRECTION.....	
16.1. Date d'expiration des mandats actuels.....	16.1
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de Direction à l'émetteur ou à l'une de ses filiales.....	16.2
16.3. Comité de l'audit et comité des rémunérations de l'émetteur.....	16.3
16.4. Gouvernement d'entreprise.....	16.4
17. SALARIES.....	17
17.1. Nombre de salariés.....	17.1
17.2. Participations et stock-options.....	17.2
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur.....	17.3
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	18
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote.....	18.1
18.2. Existence de droits de vote différents.....	18.2
18.3. Contrôle de l'émetteur.....	18.3
18.4. Accord dont la mise en oeuvre pourrait entraîner un changement de contrôle de la Société.....	18.4
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES.....	19
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....	20
20.1. Informations financières historiques.....	20.1/20.3
20.2. Etats financiers annuels (comptes sociaux et comptes Consolidés.....	20.2/20.4
20.3. Vérification des informations financières historiques annuelles.....	20.2.7 / 20.4.5
20.5. Date des dernières informations financières vérifiées.....	20.5
20.6. Informations financières intermédiaires et autres.....	N/A
20.7. Politique de distribution des dividendes.....	20.6
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	20.7
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale survenu depuis la fin du dernier exercice.....	20.8

21.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	21
	21.1. Capital social.....	21.1
	21.1.1. Montant du capital social souscrit.....	21.1.1
	21.1.2. Actions non représentatives du capital.....	21.1.2
	21.1.3. Actions détenues par l'émetteur.....	21.1.3
	21.1.4. Valeurs mobilières convertibles.....	21.1.4
	21.1.5. Droits d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit mais non libéré.....	21.1.5
	21.1.6. Options d'achat ou de vente d'actions.....	21.1.6
	21.1.7. Historique du capital.....	21.1.7
	21.2. Acte constitutif et statuts.....	21.2
	21.2.1. Objet social de l'émetteur.....	21.2.1
	21.2.2. Dispositions concernant les membres des organes d'administration et de direction.....	21.1.3
	21.2.3. Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions.....	21.2.4
	21.2.4. Modification des droits des actionnaires.....	21.2.5
	21.2.5. Assemblées générales : convocation et conditions d'admission.....	21.2.6
	21.2.6. Changement de contrôle.....	21.2.7
	21.2.7. Franchissement de seuil.....	21.2.8
	21.2.8. Modifications du capital.....	21.2.9
	21.2.9	
22.	CONTRATS IMPORTANTS.....	22
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS.....	23
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	24
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	25